

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "COM"

Dossier COM (95) 147

Vol. 1995/0108

Disclaimer

- Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.
- In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.
- In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.



Bruxelles, le 11 avril 1995

COM(95)147

O/95/124

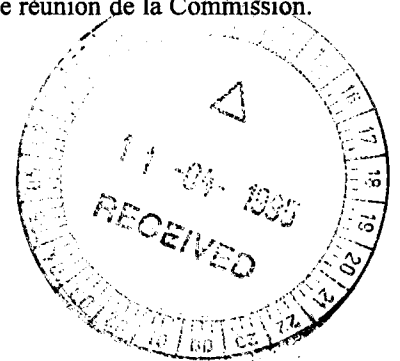
Réunion spéciale des Chefs de cabinet

TEXTE F

- RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un prelevement supplémentaire
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER

- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.



Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s)

VI Agriculture

Service(s) consulté(s)

- pour accord -

XIX Budgets : Accord

XX Contrôle Financier : Accord

- pour avis -

SJ Service Juridique : Consultation en cours

Langue originale : FR

Communication de M. FISCHLER à la Commission

Le Conseil a subordonné l'octroi d'une quantité nationale supplémentaire à l'Italie et à la Grèce à l'application concrète du régime des quotas laitiers et, pour l'Italie, à l'allocation d'une réserve pour les cas de contentieux obtenant une issue favorable. Il a demandé à la Commission de lui présenter un rapport accompagné de propositions sur cette mise en oeuvre.

Lors des contrôles, la Commission a constaté une application suffisamment conforme au régime pour justifier la confirmation des quantités nationales supplémentaires pour les campagnes 1995/96 et suivantes. En outre, les contrôles ont confirmé l'utilisation correcte de la réserve, ce qui permet d'intégrer sans restriction cette réserve à la quantité nationale garantie livraisons.

Le FEOGA continue à effectuer des contrôles serrés sur l'application du régime dans les Etats membres.

Il est proposé à la Commission :

- a) d'adopter le rapport ci-joint sur l'application du régime des quotas laitiers en Italie et en Grèce, et de le communiquer au Conseil et au Parlement européen;
- b) de proposer au Conseil le règlement ci-joint modifiant le R 3950/92;
- c) de subordonner les propositions concernant l'Italie à l'allocation préalable de quotas individuels, au titre de la campagne 1995/96, ne dépassant pas, au total, la quantité nationale garantie.

RESUME

1. Les contrôles de la Commission ayant constaté l'application effective, par la Grèce et l'Italie, du régime des quotas laitiers, il est proposé au Conseil de confirmer de façon définitive les suppléments de quota accordés jusqu'ici à titre provisoire.
2. En outre, il a été vérifié que la réserve pour régler les contentieux en Italie a été correctement utilisée; de ce fait, il est proposé que cette réserve soit intégrée sans restriction à la quantité nationale garantie.
3. Toutefois, les propositions ci-dessus à l'égard de l'Italie sont faites sous réserve que l'allocation de quotas individuels au titre de la campagne 1995/96, effectuée avant fin mars 1995, ne dépasse pas, au total, la quantité nationale garantie.
4. La situation du secteur laitier en Grèce, notamment au niveau de la production, ne justifie pas, à ce stade, une suite favorable à la demande hellénique d'une nouvelle augmentation de la quantité nationale garantie en plus de celle confirmée au point 1.

A N N E X E C A L E N D R I E R

Adoption par la Commission : 12.04.1995

Adoption par le Conseil : 30/31.05.1995

Avis du Parlement Européen : Mai 1995

Historical Archives of the European Commission

Exposé des motifs

En adoptant le 27 juillet 1994 le règlement 1883/94 qui fixait les quantités globales garanties pour la période 1994/95, le Conseil avait demandé à la Commission de présenter un rapport accompagné de propositions sur le point de savoir si les montants de l'augmentation pour la Grèce et pour l'Italie devaient être maintenus en 1995/1996 et au cours des années suivantes.

Depuis cette décision du Conseil, le FEOGA a suivi de très près la situation dans les deux Etats membres en exécutant plusieurs missions de contrôle tant dans les capitales que dans les régions. Les contrôleurs du FEOGA ont bénéficié d'une totale coopération lors de leurs visites. La dernière mission s'est terminée le 15 février.

Le rapport en annexe ainsi que les propositions qui l'accompagnent donnent suite à la demande du Conseil et présentent, en outre, une évaluation de la demande hellénique d'une nouvelle augmentation de sa quantité globale garantie.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

COM (95)

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT

**sur l'application du régime des quotas laitiers
en Italie et en Grèce**

Proposition de

REGLEMENT (CE) DU CONSEIL

**modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92
établissant un prélèvement supplémentaire dans
le secteur du lait et des produits laitiers**

(présentés par la Commission)

REGLEMENT (CE) N° .../95 DU CONSEIL
du 1995
modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92 établissant un prélèvement
supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

Vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 43,

Vu la proposition de la Commission (1),

Vu l'avis du Parlement européen (2),

Considérant que les situations respectives de l'Italie et de la Grèce ont fait l'objet d'un examen particulier pour vérifier si les augmentations de la quantité globale garantie fixée à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3950/92 (3), pour ces deux Etats membres, pouvaient être maintenues en 1995/96 et au cours des années suivantes; que la Commission a présenté au Conseil de l'Union Européenne et au Parlement Européen un rapport sur l'application du régime des quotas laitiers en Italie et en Grèce (4); que, ce rapport permet à la Commission de conclure que ces deux Etats membres ont globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas laitiers, ainsi que, pour l'Italie, celles concernant l'utilisation de la réserve de 347.701 tonnes;

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

(1) J.O. n° C du . , p. .

(2) J.O. n° C du . , p. .

(3) J.O. n° L 405 du 31.12.1992, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le
Règlement (CE) n° 630/95 (J.O. n° L 66 du 23.03.1995, p. 11).

(4) .

Article premier

L'article 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 3950/92 est modifié comme suit :

1. la dernière phrase du quatrième alinéa est supprimée,

2. l'alinéa suivant est ajouté :

"L'augmentation des quantités globales des livraisons accordée pour la période 1994/95 à la Grèce et à l'Italie est consolidée à partir de la période 1995/96".

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Il est applicable à partir du 1er avril 1995.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et
directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Rapport au Conseil des ministres et au Parlement européen
sur l'application du régime des quotas laitiers en
Italie et en Grèce

Introduction

1. Sur la base du rapport COM(94) 64 final du 02.03.1994 de la Commission et du rapport complémentaire COM(94) 150 final du 18.04.94, le Conseil a adopté le 27 juillet 1994 le Règlement 1883/94 fixant les quantités globales garanties pour la période 1994/95. L'article 1 prévoit dans le dernier alinéa les dispositions suivantes:

"L'augmentation des quantités globales des livraisons accordée pour la période 1993/1994 pour la Grèce, l'Espagne et l'Italie est consolidée pour l'Espagne et est reconduite pour la période 1994/1995 pour la Grèce et l'Italie. La quantité globale des livraisons pour l'Italie comprend une réserve de 347 701 tonnes pour allouer, en tant que de besoin et en accord avec la Commission, des quantités de référence aux producteurs qui ont introduit un recours contentieux à l'encontre de l'administration nationale à la suite du retrait de leurs quantités de référence et ont obtenu une décision favorable. Avant la période 1995/1996, la Commission présentera au Conseil un rapport accompagné de propositions sur le point de savoir si l'augmentation pour la Grèce et si le montant de l'augmentation pour l'Italie doivent être maintenus en 1995/1996 et au cours des années suivantes."

Ce rapport, ainsi que les propositions qui l'accompagnent, donne suite audit engagement. Il reflète la situation telle que constatée lors des missions faites dans les deux Etats membres, dont la dernière s'est achevée le 15 février, et reprend également tous les événements significatifs notifiés à la Commission depuis le dernier rapport.

Exigences à satisfaire

2. Les augmentations de la quantité nationale garantie consenties à partir de la campagne 1993/94 à l'Italie (0,9 million de tonnes, y compris la réserve de 347 701 tonnes), et à la Grèce (0,1 million de tonnes) ont été subordonnées à l'application effective du système des quotas. Certaines exigences fondamentales fournissent un cadre approprié d'évaluation des progrès accomplis dans chaque Etat membre :
 - a) Adoption de règlements d'application;
 - b) Calcul des quantités de référence individuelles sur la base des livraisons effectuées aux acheteurs en 1991/92, ainsi que des références individuelles pour la matière grasse;
 - c) Création et mise en place effective d'un Organisme central chargé de vérifier l'enregistrement de la production et la perception du prélèvement;
 - d) Enregistrement adéquat de la production;
 - e) Perception éventuelle du prélèvement auprès des producteurs.

D'autre part, la somme des quotas attribués par l'Italie à partir de la campagne de commercialisation 1995/96 doit correspondre aux montants fixés par le Conseil (point f) du présent rapport).

Travail de suivi de la Commission

3. Depuis la décision du Conseil du 27 juillet 1994, les services de la Commission ont suivi de très près la situation dans les deux Etats membres. Le FEOGA a exécuté, depuis le précédent rapport au Conseil, pour l'Italie 8 visites de contrôle à Rome et 11 dans les régions, et pour la Grèce 3 visites à Athènes et dans les régions de production les plus importantes. Les contrôleurs de la Commission ont bénéficié d'une totale coopération lors de leurs visites.

Conformément aux rapports antérieurs de la Commission, l'approche retenue pour la rédaction du présent rapport est de mesurer les progrès accomplis par rapport aux exigences définies pour l'octroi des augmentations de la quantité nationale garantie.

a) Adoption des règlements d'application

4. En Italie, une mesure législative a été adoptée afin de limiter, pour la campagne 1995/96, les attributions de quotas individuels à un total qui permette de respecter la quantité nationale garantie (9 930 000 tonnes), tout en laissant une réserve pour les situations particulières et les résultats des recours encore pendants en justice (Decreto Legge du 23 décembre 1994, n° 727). L'adoption de certaines mesures complémentaires touchant des domaines comme le mécanisme de compensation nationale et la réserve nationale est attendue.

Le 9 novembre 1994, un décret a été adopté en Grèce afin de créer une réserve nationale et fixer les quotas pour la campagne 1994/95 qui sont linéairement réduits de 2,5%. Toute la législation nécessaire pour l'exécution du régime des quotas laitiers est maintenant adoptée.

5. La Commission a émis des réserves sur le rôle accordé aux groupements de producteurs dans la gestion de certains éléments du système en Italie, notamment dans le mécanisme de compensation.

La préoccupation de la Commission, au sujet du rôle de ces groupements, est accentuée par une disposition contenue dans les modalités nationales d'application, qui laisse ouverte la possibilité à l'Union Nationale des Producteurs Laitiers (UNALAT) d'assumer la responsabilité de gérer le flux d'informations sur les livraisons de lait et sur d'autres aspects du système des quotas. La Commission a ouvert une procédure d'infraction sous l'article 169 du traité, et a demandé aux autorités italiennes de veiller à ce que les dispositions relatives aux quotas soient appliquées indépendamment des Associations de producteurs et que de telles Associations ne s'occupent, de toute façon, d'aucun des aspects du contrôle.

- b) Calcul et attribution des quantités de référence individuelles sur la base des livraisons effectuées aux acheteurs en 1991/92
6. Les quantités de référence individuelles ont été calculées dans les deux Etats membres :
- en Italie, elles ont été fixées partiellement sur la base des livraisons de la campagne 1988/89 (appelées quotas A) et en partie sur la base de l'augmentation des livraisons entre 1988/89 et 1991/92 (appelées quotas B, qui sont de nature provisoire);
 - en Grèce, en novembre 1993, les Autorités ont modifié la base d'attribution des quotas, qui avait été adoptée en juin de la même année. Les quotas sont calculés sur la base d'une formule associant les livraisons 1991-92 et 1992-93, en accordant une importance prépondérante à ces dernières.
7. L'attribution des quotas aux producteurs a connu des retards, notamment en ce qui concerne l'examen des recours contre les décisions d'attribution.
- En Italie, les services de la Commission ont, comme convenu au Conseil, vérifié la procédure mise en place pour l'examen des recours administratifs et notamment les rapports de contrôle et les pièces justificatives. Sur les 40 843 demandes de révision de la position individuelle, 24 030 ont été déclarées justifiées dans un premier temps, d'un commun accord entre les autorités nationales et les services de la Commission, et ont été reprises dans le bulletin rectificatif du 15 décembre 1994, par lequel le total des quotas individuels a été augmenté de 577 400 tonnes. Le résultat de la vérification entreprise à Rome et en province a permis de confirmer que la totalité de la réserve avait été correctement allouée.
8. Les Autorités poursuivent leur examen du bien-fondé des recours, dont 12.759 restaient en instance lors de la publication du bulletin rectificatif pour la campagne 1994/95. Toute quantité à allouer à l'issue de cet examen sera attribuée en 1995/96 et imputée à la réserve à créer par l'extinction d'une partie des quotas "B". Le solde des quotas "B" sera maintenu en 1995/96, afin de laisser une marge de manoeuvre destinée à permettre le cas échéant l'attribution ultérieure de quotas aux appelants, même en cas d'épuisement de la réserve qui, elle, sera constituée lors de la publication, pour fin mars 1995, des quotas attribués pour la campagne 1995/96.

Cependant, l'examen de la loi adopté par le Parlement italien le 24 février 1995 montre qu'il pourrait y avoir un élargissement de la gamme des appels recevables à cause, notamment, de l'acceptation des revendications de bénéficiaires de plans de développement régionaux, et de l'acceptation des droits à quotas revendiqués tant que les recours n'auront pas fait l'objet d'une décision définitive. A contrario, et en dehors des dispositions communautaires, il est proposé d'éteindre une part des quotas "A" permanents, lorsque la production du détenteur n'a pas atteint 50% de son quota en 93-94, alors que le décret du Gouvernement prévoyait une réduction limitée aux seuls quotas "B", et selon des critères bien définis. La Commission a informé l'Italie qu'elle ne pourra accepter l'application des éléments de cette loi qui enfreignent aux dispositions communautaires, ni que le total des quotas en vigueur, y compris ceux des appellants, dépasse la quantité globale garantie à aucun moment après le 1er avril 1995.

9. En Grèce, les Autorités ont attribué, à nouveau avec un retard important, les quotas pour la campagne 1994/95. Ce n'est en effet qu'en novembre 1994 que cette allocation a été faite. Comme en Italie, des recours avaient été formés par certains producteurs contre l'allocation des quotas. Ils ont tous été traités, mais un problème se posait à l'issue de la procédure, puisque 24 000 tonnes de quotas supplémentaires étaient nécessaires, suite aux résultats positifs d'une partie de ces recours. En raison de l'insuffisance de la réserve nationale initiale (7 400 tonnes), et afin de rester à l'intérieur de la quantité nationale garantie, une réduction linéaire de 2,5% de tous les quotas a été imposée. Il a été procédé, pour la campagne 1994/95, à une allocation de 620 053 tonnes et à la constitution d'une réserve nationale de 6 000 tonnes. Il reste cependant toujours des demandes de nouveaux producteurs (environ 1 500) qui ne sont pas satisfaites.

Enfin, il a été constaté selon les comptes de fin de campagne que 2 300 producteurs sans quotas avaient livré durant la période 1993/94. Même si ce phénomène ne concerne que de petits producteurs, et pour une production qui a été déclarée, il a été demandé aux Autorités grecques de remédier le plus rapidement possible à cette situation, qui rendra les producteurs concernés redevables de lourdes pénalités en cas de dépassement de la quantité globale garantie. Des mesures de sanctions administratives ont été adoptées en conséquence.

10. Allocation des quotas ventes directes.

En Italie, l'attribution des quotas pour les ventes directes a été faite selon les mêmes critères et procédures que ceux appliqués pour les livraisons. Une réorientation structurelle de la commercialisation des ventes directes vers les livraisons se poursuit et l'Italie a donné suite à un nombre important de demandes individuelles de transferts entre quotas ventes directes et quotas livraisons, comme prévu par les textes communautaires. Par règlement (CE) du ... de ... 1995, la Commission a modifié la répartition des quantités globales de l'Italie en conséquence.

En Grèce, les quotas ventes directes pour 1993/94 ont été attribués après la fin de la campagne. La quantité attribuée ne concerne que 162 producteurs pour un total de 862 tonnes, sur les 4 528 tonnes de la quantité nationale disponible. Aucune autre information significative n'est disponible, car les producteurs ventes directes n'ont pas introduit de déclaration pour la période 1993/94, et les ventes directes sont par ailleurs officiellement découragées pour raisons sanitaires dans plusieurs régions.

c) Création et mise en place effective d'un Organisme central chargé de vérifier l'enregistrement de la production et la perception du prélèvement dû

11. Chacun des deux Etats membres a désigné son Organisme central.

Du point de vue de leur fonctionnement, l'EIMA en Italie a assuré depuis l'origine la responsabilité de la mise en place et du contrôle du système des quotas, et a pris une part active dans cette tâche.

La situation est différente en Grèce. Les pouvoirs, les fonctions et les ressources de l'Organisme central (ELOG) ont été fixés par la loi en juin 1993, mais c'est seulement le 18 avril 1994 que l'Organisme a effectivement pris en charge la gestion du régime des quotas laitiers. Son siège, à Thessalonique, suffisamment équipé, a été le moteur principal des progrès réalisés en Grèce. Il faut néanmoins aujourd'hui exprimer des préoccupations concernant le personnel, recruté en 1994 sur une base temporaire, et dont les contrats n'ont pas été reconduits en 1995. L'ELOG est en voie de recruter du personnel permanent, mais l'efficacité du fonctionnement est menacée par ce manque de continuité dans la gestion de l'organisme.

Jusqu'ici, les deux Organismes mis en place en Italie et en Grèce ont rempli leurs obligations.

d) Enregistrement adéquat de la production

12. La première obligation des Autorités était l'agrément des acheteurs. En Italie, cette tâche a été accomplie par les organismes administratifs régionaux. En Grèce, c'est l'ELOG qui a assuré la gestion de la procédure d'agrément. Si l'on excepte, en Italie, le règlement -d'ailleurs en cours- de cas marginaux, on peut considérer que cette obligation a été correctement remplie. En Grèce, il semblerait que la totalité des acheteurs de lait ne soient pas encore connus et agréés; actuellement, les autorités grecques diligentent une enquête destinée à compléter la procédure d'agrément.
13. En Italie, la majeure partie des déclarations des acheteurs des régions les plus importantes ont été reçues avant la date réglementaire du 15 mai. Lorsqu'un acheteur n'a pas respecté l'obligation d'envoyer sa déclaration de livraisons, les associations de producteurs ont réalisé la péréquation en utilisant les pièces justificatives présentées par les producteurs pour chiffrer les quantités livrées aux acheteurs défaillants (factures). Le contrôle administratif sur ces déclarations, effectué par l'EIMA, et qui devait être achevé pour la date réglementaire du 31 août 1994, a été beaucoup retardé pour des raisons inhérentes au fait qu'il s'agissait de la première année d'application de la procédure, et c'est seulement à la mi-février 1995 que les autorités italiennes ont pu chiffrer les livraisons 1993/94 de façon quasiment définitive à 9 606 033 tonnes. L'unique défaillance significative concerne l'absence, par certaines petites laiteries, d'une détermination du taux de matière grasse dans le lait livré.
Les contrôles physiques auprès des laiteries et des producteurs, prévus par la législation communautaire, ont été engagés et menés à bien auprès de la majeure partie des laiteries. Les acheteurs de lait n'ayant pas soumis de déclarations ont été tous compris dans l'échantillon d'entreprises à contrôler, lequel a été notifié par l'EIMA aux régions, responsables pour les contrôles.

14. En Grèce, les déclarations ont été généralement déposées avant le 15 mai 1994. Les chiffres communiqués étant souvent incorrects, notamment pour les producteurs ayant changé d'acheteur en cours d'année, l'Organisme central (ELOG) a demandé une deuxième déclaration aux acheteurs et, après son traitement, il a été possible d'établir que les livraisons pour 1993/94 restaient inférieures à la quantité globale garantie : 602 106 tonnes contre 625 985. Des erreurs sont encore à corriger, qui ne paraissent pas de nature à affecter ce montant de façon significative.

Comme en Italie, de petites laiteries n'ont pas procédé aux analyses matière grasse. Cette carence, qui ne concerne qu'un faible nombre de producteurs (environ 5 %), n'est pas de nature à remettre en cause le fonctionnement global du régime, ou à compromettre la qualité des chiffres fournis par les Autorités grecques pour la campagne 93-94.

Les déclarations introduites par les acheteurs comprenaient environ 2 300 producteurs sans quotas, pour des livraisons de 19 116 tonnes (cf. point 9).

L'ELOG a conduit la totalité des contrôles sur place prévus auprès des acheteurs au titre de la campagne 93-94, avec l'assistance des Directions Régionales de l'Agriculture.

e) Perception du prélèvement auprès des producteurs

15. Comme la faculté en était ouverte par la réglementation communautaire, le prélèvement est perçu, à titre d'avance, en cours de campagne en Italie; la Grèce n'a pas opté pour ce type de fonctionnement.

En Italie, après la péréquation au niveau des associations de producteurs et après certains transferts entre quotas livraisons et quotas ventes directes, aucun dépassement n'a été constaté au niveau national, et les acheteurs ont été appelés à rembourser cette avance, comme il est prévu dans la loi nationale.

En Grèce également, le quota national n'a pas été dépassé. Dès lors, conformément aux dispositions communautaires, aucun prélèvement n'a été encaissé, même auprès des producteurs ayant livré sans quota.

f) Aspects quantitatifs

16. Après publication du bulletin rectificatif du 15 décembre 1994, l'Italie a attribué les quotas individuels suivants à 107 118 producteurs :

	Quota A (permanent)	Quota B (provisoire)	Total (1000 t)	Quota national (1)
Livraisons	7.829	1.621	9.450	9.212
Ventes directes	614	100	714	718
Total	8.443	1.721	10.164	9.930

(1) avant transfert entre quotas ventes directes et quotas livraisons de 420 000 tonnes, décidé le1995

Par rapport aux quotas attribués, tels qu'ils ressortent du tableau ci-dessus, les livraisons en 1993/94 sont chiffrées à 9 606 033 tonnes et les ventes directes à 217 687 tonnes, soit un total de 9 823 720 tonnes. Il ressort de ces chiffres que la production reste inférieure de 1 % à la quantité nationale garantie (9 930 000 tonnes) et que, compte tenu de la réduction partielle des quotas "B" prévue, il est possible de limiter les allocations individuelles à ce dernier chiffre pour la campagne 1995/96.

Cependant, il y existe un danger que la reconnaissance des quotas des appelants (cf. point 8) puisse amener le total des quotas en vigueur à dépasser la quantité nationale garantie. En ce cas, des conséquences financières pourront être tirées dans le cadre de l'apurement des comptes, comme il a été fait à l'égard d'autres Etats-membres dans les mêmes circonstances.

17. Dans le cas de la Grèce, les quotas alloués relatifs à la période 1994/95 s'élèvent à 620.053 tonnes, à comparer avec une quantité totale de référence (livraisons) de 625.985 tonnes. Etant donné la production déclarée en 1993/94 de 602 106 tonnes, il est très possible que la production de 1994/95 atteigne le niveau de la quantité nationale garantie.

Conclusions sur la mise en place du système

18. A quelques détails près, toute la législation nécessaire a été adoptée en Italie et en Grèce. Des progrès importants ont été réalisés dans la mise en place du système des quotas laitiers, bien qu'il y ait eu des retards dans l'achèvement de la procédure d'attribution des quotas individuels aux producteurs dans les deux pays, ainsi que dans l'enregistrement et le contrôle administratif des déclarations de livraisons.

A l'heure actuelle (mi-mars 1995), la Commission attend :

- de l'Italie, avant fin mars, la publication des allocations individuelles de quotas pour 1995/96,
- de la Grèce, pour l'Organisme de gestion et de contrôle, ELOG, la continuation de la mise en place du personnel permanent, qui devra être complétée avant fin juin.

La Commission conclut donc que les deux Etats membres ont globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas laitiers en 1993/94, ainsi que, pour l'Italie, celles concernant l'utilisation de la réserve pour les contentieux et le respect de la quantité nationale garantie au 1er avril 1995.

Les services de la Commission continueront à veiller à la bonne application du régime et à l'amélioration des différents aspects encore perfectibles et, en cas d'application non conforme, tireront toute conclusion qui s'impose dans le cadre de la procédure d'apurement des comptes et/ou la procédure d'infraction.

Appréciation de la demande d'augmentation supplémentaire du quota grec

19. Dans le Mémoire du Gouvernement hellénique concernant l'attribution d'un quota supplémentaire, les autorités helléniques demandent, pour la campagne 1995/96, une augmentation de 125.000 tonnes du quota laitier national en plus de l'augmentation de quota de 100.000 tonnes accordée à titre provisoire pour la période 1993/94.

L'argumentation utilisée est comparable à celle développée en 1992 lors de la demande de l'augmentation de 100.000 tonnes. La faible utilisation de lait pour la préparation de produits frais, la forte croissance de l'utilisation de lait pour la production de produits frais, le faible poids du quota grec par rapport à celui des autres Etats membres, le fait que la Grèce pèse très peu dans les mécanismes d'intervention prévus dans le cadre de l'OCM, l'éloignement de la Grèce des régions de l'U.E. excédentaires en produits laitiers, le prix au producteur à un niveau assez élevé par rapport au prix indicatif et le faible taux d'auto-provisionnement en lait de vache, sont des arguments cités par les autorités helléniques dans leur mémoire.

Ces arguments révèlent la situation particulière du marché des produits laitiers en Grèce. Cependant, et pour ce qui est des faits présentés, la situation n'est pas unique et des cas similaires en ce qui concerne le taux d'auto-provisionnement ou la pression sur le prix du lait, peuvent être trouvés dans d'autres Etats membres.

20. Bien que la Commission considère que la Grèce a globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas, et que l'augmentation provisoire du quota décidée à cette occasion peut être accordée à titre définitif, il n'est pas possible, à ce stade, de considérer les arguments helléniques comme valables pour une augmentation supplémentaire, et ceci pour les raisons suivantes :

a) Lors de la campagne 1993/94, les livraisons en Grèce, corrigées selon la teneur en matière grasse, ont été de l'ordre de 602.000 t pour un quota de 625.985 t. La production est donc restée inférieure au quota d'environ 24.000 t.

b) Selon les informations communiquées par les autorités helléniques, les livraisons pour la campagne 1994/95 étaient, en décembre 1994, à un niveau de 12,49% inférieur au profil espéré à cette époque de l'année. Il est donc clair que le quota grec ne sera pas atteint lors de la campagne 1994/95.

c) La production de fromage de lait de vache a presque doublé en Grèce entre 1993 et 1994, en passant de 4.700 t à 8.400 t. L'augmentation de la production de lait en Grèce a donc été dirigée en grande partie vers la production de fromages, et ceci est une des causes de la pression sur le marché du lait de consommation;

d) L'existence en Grèce de 2300 producteurs sans quota, qui ont livré pendant la campagne de 1993/94, est un facteur anormal qui doit être réglé avant la considération de la possibilité d'une deuxième augmentation du quota hellénique.

Proposition

La Commission propose au Conseil de confirmer pour 1995/1996 et pour les années suivantes les augmentations de la quantité nationale garantie accordées à l'Italie et à la Grèce, et de confirmer en tant que quotas pour les livraisons la réserve de 347 701 tonnes figurant dans la quantité supplémentaire accordée à l'Italie au titre de 1994-95.

SUPPLEMENTARY NOTE UPDATING THE INFORMATION IN THE REPORT ON THE APPLICATION OF THE MILK QUOTA REGIME IN ITALY AND GREECE.

ITALY

Until the end of March 1995, the Italian authorities remained undecided regarding the measures they would adopt for the 1995/96 marketing year. On 7 April 1995, they finally established the quotas of individual producers on the following basis:

- 'A' quotas, amended to reduce the 'A' quotas of those having delivered milk totalling less than 50% of their quota in 1993/94 to the actual delivered quantity;
- 'B' quotas, reduced linearly to leave a reserve of 235 948 tonnes of unallocated national guaranteed quantities.

This reserve is thought to be sufficient to meet all claims under improvement programmes and following successful appeals, on which the Commission expresses its disquiet in paragraph 8 of the report. The Italian authorities have maintained in 1995/96 the distinction between 'A' and 'B' quotas, so that further linear reductions may be effected if the reserve should prove insufficient.

The measures taken bring the individual quotas within the national quantities fixed in Commission Regulation 630/95 of 23 March 1995, and referred to in paragraphs 10 and 16 of the report.

GREECE

On 10 March 1995, the Greek authorities published the decision referred to in paragraph 9 under which the delivery of milk by producers without quota will lead to administrative sanctions on the producer and on the purchaser. The comment in paragraph 20 d) is therefore withdrawn.

The control body, ELOG, has now recruited a number of staff sufficient to fulfil its obligations

CONCLUSIONS

The second sub-paragraph of paragraph 18 may now be withdrawn.

F + D are being translated, the other languages will follow.

REGIONI	N.prod. Quota	Quota A consegna	Quota A vendita	Quota B consegna	Quota B vendita	TOTALE QUOTE
PIEMONTE	7.808	620.519	10.568	90.765	1.271	723.123
VALLE D'AOSTA	1.736	41.879	20.643	8.780	2.405	74.707
LOMBARDIA	14.132	3.145.485	65.098	353.193	4.604	3.571.380
TRENTINO-A. Adige	10.576	451.389	13.799	29.420	398	495.006
VENETO	16.760	950.579	6.507	139.116	726	1.097.028
FRIULI	4.825	187.241	20.548	23.510	3.791	235.090
IGURIA	894	11.130	1.118	1.583	142	14.972
EMILIA-ROMAGNA	10.760	1.393.484	16.089	183.570	3.302	1.596.444
TOSCANA	1.522	79.330	1.683	12.785	21	93.819
MBRIA	497	49.789	41	5.734	2	55.578
MARCHE	466	42.087	135	5.747	2	47.971
AZIO	7.570	414.709	1.447	59.039	181	475.376
ABRUZZO	2.281	81.349	1.229	12.340	21	94.939
MOLISE	3.790	64.918	3.844	14.117	115	82.894
CAMPANIA	12.742	274.120	5.521	39.225	69	318.935
PUGLIA	4.513	212.093	4.119	25.533	639	242.384
ASILICATA	2.863	65.089	16.907	8.283	22	90.301
CALABRIA	1.007	36.073	11.974	8.415	927	60.389
NCILIA	2.832	85.243	40.858	28.245	6.497	184.842
SARDEGNA	842	122.595	791	35.349	102	168.837
TOTALE	110.415	8.338.211	254.916	1.089.748	25.236	8.694.112

10/04/96
LUN 08:33
[IT/RI N° 6307]



COM(95)147

Bruxelles, le 11 avril 1995

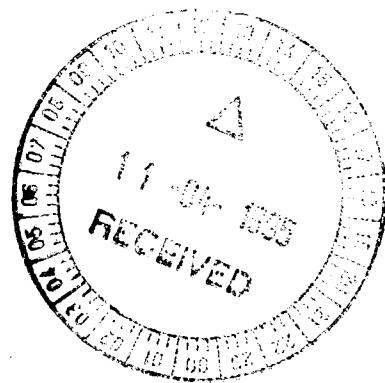
O/95/124

Réunion spéciale des Chefs de cabinet

TEXTE D

- RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un prelevement supplémentaire
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER



- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s)

VI Agriculture

Service(s) consulté(s)

- pour accord -

XIX Budgets : Accord

XX Contrôle Financier : Accord

- pour avis -

SJ Service Juridique : Consultation en cours

Langue originale : FR

Historical Archives of the European Commission

MITTEILUNG VON HERRN FISCHLER AN DIE KOMMISSION

Der Rat hat die Gewährung einer zusätzlichen nationalen Menge an Italien und Griechenland von der ordnungsgemäßen Anwendung der Milchquotenregelung und, im Falle Italiens, von der Zuteilung einer Reservemenge für die Streitfälle abhängig gemacht, für die eine befürwortende Stellungnahme abgegeben wird. Er hat die Kommission aufgefordert, ihm einen Bericht über die Anwendung dieser Regelung und geeignete Vorschläge vorzulegen.

Die Kommission hat aufgrund von Kontrollen eine dieser Regelung entsprechende, die Bestätigung der zusätzlichen nationalen Mengen für das Wirtschaftsjahr 1995/96 und die späteren Wirtschaftsjahre rechtfertigende Anwendung festgestellt. Die betreffenden Kontrollen haben außerdem eine ordnungsgemäße Verwendung der Reserve ergeben, so daß diese ohne Einschränkung in die nationale Liefergarantiemenge übernommen werden kann.

Der EAGFL wird die Anwendung der betreffenden Regelung durch die genannten Mitgliedstaaten weiterhin genau prüfen.

Es wird der Kommission vorgeschlagen,

- a) den beigefügten Bericht über die Anwendung der Milchquotenregelung in Italien und Griechenland anzunehmen und dem Rat sowie dem Europäischen Parlament vorzulegen;
- b) dem Rat die beigefügte Verordnung zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 vorzuschlagen;
- c) die Italien betreffenden Vorschläge von der vorherigen Zuteilung individueller Quoten für das Wirtschaftsjahr 1995/96 ohne Überschreitung der nationalen Garantiemenge abhängig zu machen.

ZUSAMMENFASSUNG

1. Da die von der Kommission durchgeführten Kontrollen die ordnungsgemäße Anwendung der Milchquotenregelung in Griechenland und Italien ergeben haben, wird dem Rat vorgeschlagen, die vorläufige Zuteilung zusätzlicher nationaler Quoten zu bestätigen und eine endgültige Zuteilung vorzunehmen.
2. Es wurde außerdem festgestellt, daß die zur Beilegung von Streitfällen in Italien vorgesehene Reservemenge ordnungsgemäß verwendet worden ist. Es wird deshalb vorgeschlagen, diese Reservemenge ohne Einschränkung in die nationale Garantiemenge zu übernehmen.
3. Die Italien betreffenden Maßnahmen werden jedoch unter dem Vorbehalt vorgeschlagen, daß die vor Ende März 1995 für das Wirtschaftsjahr 1995/96 zuzuteilenden individuellen Quoten insgesamt die nationale Garantiemenge nicht überschreiten.
4. Die sich bisher in Griechenland im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, insbesondere hinsichtlich der Erzeugung, ergebende Lage rechtfertigt es nicht, dem Antrag Griechenlands stattzugeben, die nationale Garantiemenge über die zusätzliche Zuteilung gemäß Absatz 1 hinaus zu erhöhen.

A N N E X E C A L E N D R I E R

Adoption par la Commission : 12.04.1995

Adoption par le Conseil : 30/31.05.1995

Avis du Parlement Européen : Mai 1995

Historical Archives of the European Commission

Begründung

Am 27. Juli 1994, bei der Verabschiedung der Verordnung (EG) Nr. 1883/94 zur Festsetzung der garantierten Gesamtmenge für das Wirtschaftsjahr 1994/95, hat der Rat die Kommission aufgefordert, einen Bericht mit Vorschlägen zu der Frage vorzulegen, ob die für Griechenland und Italien vorgesehenen Erhöhungen 1995/96 und später beibehalten werden sollten.

Der EAGFL hat seitdem die sich in den genannten zwei Mitgliedstaaten stellende Lage genau geprüft und dazu mehrere Kontrollen in den jeweiligen Hauptstädten und Gebieten vorgenommen. Die Kontrolleure des EAGFL haben dabei volle Unterstützung erfahren. Die letzte Kontrolle wurde am 15. Februar 1995 abgeschlossen.

Der Bericht in der Anlage sowie die beigefügten Vorschläge entsprechen der Aufforderung des Rates. Sie enthalten überdies eine Bewertung des griechischen Antrags auf erneute Erhöhung der betreffenden Gesamtmenge.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(95)

BERICHT AN DEN RAT UND DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT

**über die Anwendung der Milchquotenregelung
in Italien und Griechenland**

Vorschlag

VERORDNUNG (EG) NR. /95 DES RATES

**zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92
über die Erhebung einer Zusatzabgabe
im Milchsektor**

(Vorlage der Kommission)

VERORDNUNG (EG) NR. /95 DES RATES
vom
zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92
über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, insbesondere auf Artikel 43,

auf Vorschlag der Kommission¹,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments²,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die in Italien und Griechenland gegebenen Voraussetzungen waren Gegenstand einer Sonderprüfung. Zweck dieser Prüfung war es festzustellen, ob die für diese Mitgliedstaaten vorgenommene Erhöhung der Gesamtgarantiemenge gemäß Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92³, zuletzt geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 630/95⁴, im Wirtschaftsjahr 1995/96 und in den folgenden Wirtschaftsjahren beibehalten werden könnte. Die Kommission legte dem Rat der Europäischen Union und dem Europäischen Parlament einen Bericht über die Anwendung der Milchquotenregelung in Italien und Griechenland vor⁵. In diesem Bericht gelangte sie zu dem Schluß, daß in den genannten zwei Mitgliedstaaten die Bedingungen, welche der Rat zur Anwendung der Milchquotenregelung festgelegt hatte, in Italien außerdem die für die Verwendung der Reserve von 347.701 Tonnen festgelegten Bedingungen eingehalten worden sind -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

¹ ABl. Nr. L

² ABl. Nr. L

³ ABl. Nr. L 405 vom 31.12.1992, S. 1

⁴ ABl. Nr. L 66 vom 23.3.1995, S. 11

⁵ ABl. Nr. L

Artikel 1

Artikel 3 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 wird wie folgt geändert:

1. Der letzte Satz des vierten Unterabsatzes wird gestrichen.
2. Der nachstehende Unterabsatz wird angefügt:
"Die Italien und Griechenland für den Zeitraum 1994/95 gewährte Erhöhung der Liefergesamtmengen gilt auch im Wirtschaftsjahr 1995/96 und in den späteren Wirtschaftsjahren."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am siebten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Sie gilt ab 1. April 1995.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu

Im Namen des Rates

Bericht an den Ministerrat und das Europäische Parlament
über die Anwendung der Milchquotenregelung
in Italien und Griechenland

Einleitung

1. Auf der Grundlage des Berichts KOM(94)64 endg. der Kommission vom 2.3.1994 und des Zusatzberichts KOM(94) 150 endg. vom 18.4.1994 hat der Rat am 27. Juli 1994 die Verordnung 1883/94 angenommen, mit der die Gesamtgarantiemengen für 1994/95 festgesetzt wurden. In Artikel 1 letzter Unterabsatz heißt es wie folgt:

"Die für den Zeitraum 1993/94 bewilligte Erhöhung der Gesamtmengen "Lieferungen" für Griechenland, Spanien und Italien wird im Fall Spaniens beibehalten und im Fall Griechenlands und Italiens für den Zeitraum 1994/95 verlängert. In der Gesamtmenge "Lieferungen" für Italien ist die Reservemenge in Höhe von 347 701 Tonnen enthalten, die erforderlichenfalls dazu dient, im Einvernehmen mit der Kommission Referenzmengen solchen Erzeugern zuzuweisen, die in einem Rechtsstreit gegen die innerstaatliche Verwaltung wegen des Wegfalls ihrer Referenzmenge obsiegt haben. Die Kommission wird dem Rat vor Beginn des Zeitraumes 1995/96 einen Bericht vorlegen und Vorschläge bezüglich der Frage unterbreiten, ob die Erhöhung der Gesamtgarantiemenge für Griechenland und der Umfang der Erhöhung für Italien 1995/96 und in den Folgejahren beibehalten werden soll."

Mit dem vorliegenden Bericht und den beigelegten Vorschlägen kommt die Kommission dieser Verpflichtung nach. Der Bericht beschreibt die Lage, die bei Besuchen in den beiden Mitgliedstaaten, der letzte wurde am 15. Februar abgeschlossen, vorgefunden wurde, und enthält auch alle wichtigen Entwicklungen, die der Kommission seit dem letzten Bericht mitgeteilt wurden.

Die Bedingungen

2. Die Erhöhungen der Gesamtgarantiemengen, die ab dem Wirtschaftsjahr 1993/94 Italien (0,9 Mio. Tonnen einschließlich der Reserve von 347 701 Tonnen) und Griechenland (0,1 Mio. Tonnen) eingeräumt wurden, sind von der effektiven Anwendung der Quotenregelung abhängig gemacht worden. Auf der Grundlage einiger wichtiger Bedingungen sollen im folgenden die in den beiden Mitgliedstaaten erzielten Fortschritte bewertet werden :
- a) Annahme von Durchführungsverordnungen;
 - b) Berechnung der einzelbetrieblichen Referenzmengen auf der Grundlage der Lieferungen 1991/92 an die Käufer sowie der einzelbetrieblichen Referenzmengen für Fett;
 - c) Einrichtung einer Zentralstelle zur Überprüfung der Eintragung der Erzeugung und der Erhebung der Abgabe;
 - d) angemessene Eintragung der Erzeugung;
 - e) etwaige Erhebung einer Abgabe bei den Erzeugern.

Die Summe der ab dem Wirtschaftsjahr 1995/96 von Italien zugewiesenen Quoten muß jedoch den vom Rat festgesetzten Beträgen entsprechen (vgl. Buchstabe f) des vorliegenden Berichts).

Vorgehen der Kommission

3. Seit der Entscheidung des Rates vom 27. Juli 1994 haben die Kommissionsdienststellen die Lage in den beiden Mitgliedstaaten sehr genau verfolgt. Der EAGFL führte seit dem vergangenen Bericht an den Rat in Italien acht Kontrollbesuche in Rom und elf in den Regionen und in Griechenland drei Kontrollbesuche in Athen und den wichtigsten Produktionsgebieten durch. Die Kontrolleure der Kommission wurden bei ihren Besuchen von den nationalen Stellen bereitwillig unterstützt.

Entsprechend den früheren Berichten der Kommission wird im Rahmen des vorliegenden Berichts gemessen, welche Fortschritte unter Berücksichtigung der Bedingungen für die Erhöhungen der nationalen Garantiemenge erreicht wurden.

- a) **Annahme der Durchführungsverordnungen**

5. In Italien wurde eine Vorschrift erlassen, um für das Wirtschaftsjahr 1995/96 die Zuweisung von einzelbetrieblichen Quoten insgesamt so zu begrenzen, daß die nationale Garantiemenge (9 930 000 Tonnen) eingehalten wird. Berücksichtigt ist dabei auch eine Reserve für besondere Situationen und die Ergebnisse der noch vor den Gerichten anhängigen Beschwerden (Gesetzesdekret Nr. 727 vom 23. Dezember 1994). Einige Zusatzmaßnahmen betreffend den Mechanismus des nationalen Ausgleichs und die nationale Reserve stehen noch aus.

Am 9. November 1994 hat Griechenland ein Dekret angenommen, um eine nationale Reserve zu schaffen und die Quoten für 1994/95 festzulegen, die linear um 2,5 % gesenkt werden. Es liegen nunmehr die nötigen Rechtsvorschriften vor, um die Milchquotenregelung durchzuführen.

6. Die Kommission hat Vorbehalte zur Rolle erhoben, die den Erzeugerorganisationen bei der Verwaltung bestimmter Elemente der Regelung in Italien, namentlich dem Ausgleichsmechanismus, eingeräumt wird. Noch größere Vorbehalte erhebt die Kommission gegen die Rolle dieser Organisationen aufgrund einer Bestimmung in den nationalen Durchführungsvorschriften, der zufolge der nationalen Union der Milcherzeuger (UNALAT) die Möglichkeit eingeräumt wird, den Informationsstrom über die Milchlieferungen und andere Aspekte der Quotenregelung zu lenken. Die Kontrollen vor Ort ergaben, daß die Erzeugerorganisationen der Rolle, die ihnen vom italienischen Gesetz zugewiesen ist, durchweg gerecht werden. Die Kommission hat allerdings ein Verstoßverfahren nach Artikel 169 des Vertrags eingeleitet und die italienischen Behörden aufgefordert, darauf zu achten, daß die Bestimmungen über die Quoten unabhängig von den Erzeugerorganisationen angewandt werden und daß diese auf keinen Fall Kontrollfunktionen haben dürften.

b) Berechnung und Zuteilung der einzelbetrieblichen Referenzmengen auf der Grundlage der Lieferungen im Jahre 1991/92

8. Die einzelbetrieblichen Referenzmengen wurden in den beiden Mitgliedstaaten wie folgt berechnet:
- in Italien wurden sie teilweise auf der Grundlage der Lieferungen im Wirtschaftsjahr 1988/89 (sogenannte A-Quoten) und teilweise auf der Grundlage der Erhöhung der Lieferungen zwischen 1988/89 und 1991/92 (sogenannte - vorläufige - B-Quoten festgesetzt;
 - in Griechenland haben die Behörden im November 1993 die im Juni desselben Jahres angenommene Zuteilungsgrundlage geändert. Die Quoten werden auf der Grundlage einer Formel berechnet, bei der die Lieferungen 1991/92 und 1992/93 berücksichtigt werden, wobei den Lieferungen von 1992/93 ein wesentlich größeres Gewicht zugewiesen wird.
9. Die Zuteilung der Quoten an die Erzeuger erfolgte verspätet, namentlich was die Prüfung der Beschwerden gegen die Zuteilungsentscheidungen anbelangt.

In Italien haben die Dienststellen der Kommission entsprechend der Vereinbarung im Rat das Verfahren für die Prüfung der Verwaltungsbeschwerden und namentlich die Kontrollberichte und Belege geprüft. Von 40 843 Anträgen auf Revision der individuellen Lage wurden zunächst 24 030 gemeinsam von den nationalen Behörden und den Dienststellen der Kommission als gerechtfertigt angesehen und wurden in das Berichtigungsbulletin vom 15. Dezember 1994 aufgenommen, mit dem die Gesamtmenge der einzelbetrieblichen Quoten um 577 400 Tonnen erhöht wurde. Die Prüfung in Rom und in der Provinz ergab, daß die Reserve insgesamt ordnungsgemäß zugeteilt wurde.

10. Die Behörden prüfen weiter die Begründetheit der Beschwerden, von denen 12 759 bei der Veröffentlichung des Berichtigungsbulletins für das Wirtschaftsjahr 1994/95 noch anhängig waren. Mögliche im Anschluß an diese Prüfung zuzuteilende Mengen werden 1995/96 zugeteilt und auf die Reserve angerechnet, die durch Streichung eines Teils der B-Quoten zu schaffen ist. Der Saldo der B-Quoten wird 1995/96 aufrechterhalten, um, selbst bei Ausschöpfung der Reserve, genügend Spielraum für eine etwaige spätere Quotenzuteilung an Beschwerdeführer zu lassen. Die Reserve ihrerseits wird bei Veröffentlichung der für 1995/96 zugeteilten Quoten gebildet.

Die Prüfung des vom italienischen Parlament am 24. Februar 1995 angenommenen Gesetzes zeigt jedoch, daß sich die Zahl der zulässigen Beschwerden erhöhen könnte, namentlich weil Forderungen von Begünstigten regionaler Entwicklungspläne stattgegeben werden könnten und Ansprüche auf Quoten anerkannt werden, solange die Beschwerden nicht zu einer endgültigen Entscheidung geführt haben. Hingegen wird ungeachtet der Gemeinschaftsbestimmungen vorgeschlagen, einen Teil der endgültigen A-Quoten zu streichen, wenn die Erzeugung eines Quotennehmers 1993/94 nicht 50 % seiner Quote erreicht hat. Das Regierungsdekret hingegen sah nach genau festgelegten Kriterien lediglich eine Verringerung bei den B-Quoten vor. Die Kommission hat Italien mitgeteilt, daß sie die Anwendung dieser Bestimmungen des Gesetzes nicht akzeptieren könne, da sie den Gemeinschaftsbestimmungen zuwiderlaufen und da auch die geltenden Quoten einschließlich der der Beschwerdeführer die Gesamtgarantiemenge nach dem 1. April 1995 nicht überschreitet.

11. In Griechenland haben die Behörden erneut mit großer Verspätung die Quoten für das Wirtschaftsjahr 1994/95 zugeteilt. So ist diese Zuteilung erst im November 1994 erfolgt. Wie in Italien wurden gegen die Zuteilung der Quoten Beschwerden von verschiedenen Erzeugern eingereicht. Sie wurden behandelt, wobei sich jedoch das Problem stellte, daß nach Abschluß der Verfahren 24 000 Tonnen zusätzliche Quoten aufgrund des positiven Ausgangs dieser Beschwerden notwendig wurden. Aufgrund der unzureichenden ursprünglichen nationalen Reserve (7 400 Tonnen) und zur Einhaltung der nationalen Garantiemenge wurde eine lineare Senkung sämtlicher Quoten um 2,5 % vorgeschrieben. Für das Wirtschaftsjahr 1994/95 wurden 620 053 Tonnen zugeteilt und eine nationale Reserve von 6 000 Tonnen gebildet. Nach wie vor gibt es jedoch Anträge neuer Erzeuger (etwa 1 500), die noch nicht befriedigt wurden.

Schließlich wurde anhand des Rechnungsabschlusses für das Wirtschaftsjahr festgestellt, daß 2 300 Erzeuger 1993/94 ohne Quoten Milch geliefert haben. Auch wenn dieses Phänomen nur Kleinerzeuger betrifft und die Erzeugung angegeben worden ist, wurden die griechischen Behörden aufgefordert, diese Lage so schnell wie möglich zu bereinigen, da die betreffenden Erzeuger andernfalls bei Überschreitung der Gesamtgarantiemenge mit hohen Strafen zu rechnen haben.

12. Zuteilung der Quoten für Direktverkäufe.

In Italien erfolgte die Zuteilung der Quoten für Direktverkäufe nach denselben Kriterien und Verfahren wie denen für die Lieferungen. Eine strukturelle Neuausrichtung der Vermarktung d.h. weg von den Direktverkäufen und hin zu den Lieferungen ist im Gange. Italien hat eine große Zahl individueller Anträge auf Umwandlung von Quoten für den Direktverkauf in Quoten für Lieferungen stattgegeben, wie dies in den Gemeinschaftstexten vorgesehen ist. Demzufolge hat die Kommission mit Verordnung (EWG) Nr. vom 1995 die Aufteilung der Gesamtmengen Italiens geändert.

In Griechenland wurden die Quoten für den Direktverkauf für 1993/94 nach Ende des Wirtschaftsjahres zugeteilt. Die zugeteilte Menge betrifft nur 162 Erzeuger für insgesamt 862 Tonnen bei einer verfügbaren nationalen Menge von 4 528 Tonnen. Aufschlußreiche Informationen liegen nicht vor, da die Erzeuger, die direkt verkaufen für 1993/94 keine Meldung abgegeben haben. Im übrigen werden die Direktverkäufe in mehreren Regionen aus hygienischen Gründen von Amts wegen nach Möglichkeit unterbunden.

c) **Einrichtung einer Zentralstelle zur Überprüfung der Registrierung der Erzeugung und der Erhebung der Abgabe**

13. Beide Mitgliedstaaten haben eine Zentralstelle geschaffen. Von ihrer Funktion her war die EIMA in Italien von Anfang an für die Einführung und Kontrolle der Quotenregelung zuständig und hat an dieser Aufgabe aktiv mitgearbeitet.

In Griechenland stellt sich die Situation anders dar. Die Befugnisse, Aufgaben und Mittel der Zentralstelle (ELOG) wurden per Gesetz im Juni 1993 festgelegt, aber erst am 18. April 1994 hat die Stelle tatsächlich die Verwaltung der Milchquotenregelung übernommen. Sie hat ihren Sitz in Thessaloniki und ist hinreichend ausgerüstet. Sie war im wesentlichen der Motor der bisherigen Fortschritte in Griechenland. Gleichwohl sind Bedenken in bezug auf das Personal anzumelden, das 1994 befristet eingestellt wurde und dessen Verträge 1995 nicht verlängert wurden. Die ELOG ist dabei, ständiges Personal einzustellen, die derzeitige Lage ist jedoch nach wie vor ungewiß. Durch die mangelnde Kontinuität in der Verwaltung der Stelle wird deren Effizienz beeinträchtigt.

Bisher haben die beiden in Italien und in Griechenland geschaffenen Stellen ihre Aufgaben erfüllt.

d) Angemessene Registrierung der Erzeugung

14. Die erste Aufgabe der Behörden war die Zulassung der Käufer. In Italien ist diese Aufgabe von den regionalen Verwaltungsstellen übernommen worden. In Griechenland verwaltet die ELOG das Zulassungsverfahren. Bis auf die Regelung einiger weniger Fälle ist für Italien festzustellen, daß diese Aufgabe ordnungsgemäß erfüllt worden ist. In Griechenland sind offenbar noch nicht alle Milchkäufer bekannt und zugelassen. Gegenwärtig strengen die griechischen Behörden eine Erhebung an, um das Zulassungsverfahren abzuschließen.

In Italien sind die meisten Meldungen der Käufer der wichtigsten Regionen vor dem vorgeschriebenen Datum des 15. Mai eingegangen. Wenn ein Käufer seine Verpflichtung zur Entsendung der Liefermeldung nicht nachgekommen ist, haben die Erzeugergemeinschaften aufgrund von Belegen (Rechnungen) der Erzeuger betreffend die an die säumigen Käufer gelieferten Mengen selbst die Berechnungen angestellt. Die administrative Überprüfung dieser von der EIMA durchgeführten Meldungen, die am 31. August 1994 abgeschlossen sein sollte, wurde deshalb stark verzögert, weil es sich um das erste Jahr der Anwendung des Verfahrens handelte. Erst Mitte Februar 1995 konnten die Lieferungen 1993/94 sozusagen endgültig auf 9 606 033 Tonnen beziffert werden. Der einzige ins Gewicht fallende Mängel betrifft die Tatsache, daß für bestimmte kleine Molkereien die Bestimmung des Fettgehalts der gelieferten Milch nicht erfolgt ist.

Die Warenkontrollen bei den Molkereien und Erzeugern entsprechend dem Gemeinschaftsrecht wurden bei den meisten Molkereien durchgeführt. Milchkäufer, die keine Meldungen abgegeben haben, wurden sämtlich in die zu kontrollierende Stichprobe von Unternehmen einbezogen, die die EIMA den für die Kontrollen zuständigen Regionen notifizierte.

In Griechenland gingen die Meldungen in der Regel vor dem 15. Mai 1994 ein. Da die mitgeteilten Zahlenangaben häufig nicht korrekt waren, insbesondere bei Erzeugern, die im Laufe des Jahres den Käufer gewechselt haben, hat die Zentralstelle (ELOG) eine zweite Meldung von den Käufern verlangt. Die Bearbeitung dieser Meldungen ergab, daß die Lieferungen für 1993/94 unter der Gesamtgarantiemenge lagen: 602 106 Tonnen gegenüber 625 985 Tonnen. Allerdings sind noch einige Fehler zu bereinigen, die jedoch diesen Betrag nicht erheblich ändern dürften.

Wie in Italien haben auch in Griechenland die kleinen Molkereien keine Fettanalyse vorgenommen. Dieser Mangel, der nur eine geringe Zahl von Erzeugern (etwa 5 %) betrifft, ist nicht geeignet, die Funktionsweise der Regelung insgesamt in Frage zu stellen oder die Zuverlässigkeit der von den griechischen Behörden für 1993/94 gelieferten Zahlen zu erschüttern.

Die Meldungen der Käufer umfassen auch Lieferungen in Höhe von 19 116 Tonnen, die auf etwa 2 300 Erzeuger ohne Quoten entfielen (vgl. Punkt 9).

Die ELOG führte sämtliche Kontrollen bei den Käufern durch, die für das Wirtschaftsjahr 1993/94 vorgesehen waren. Sie wurde darin von den Regionaldirektionen für Landwirtschaft unterstützt.

e) Erhebung der Abgabe bei den Erzeugern

15. Da dies nach dem Gemeinschaftsrecht durchaus möglich ist, wird die Abgabe in Italien im Laufe des Wirtschaftsjahres als Vorschuß erhoben. Griechenland hat sich nicht dafür entschieden.

Nach dem von den Erzeugergemeinschaften vorgenommenen Ausgleich und einigen Transfers zwischen Lieferquoten und Direktverkaufsquoten wurde in Italien auf nationaler Ebene keine Überschreitung festgestellt. Die Käufer wurden aufgefordert, diesen Vorschuß, wie es im italienischen Gesetz vorgesehen ist, zurückzuerstatten.

Auch in Griechenland wurde die nationale Quote nicht überschritten. Daher wurde entsprechend den Gemeinschaftsvorschriften keine Abgabe erhoben, auch nicht bei den Erzeugern, die, ohne über Quoten zu verfügen, geliefert haben.

f) Mengenaspekte

16. Nach Veröffentlichung des Berichtigungsbulletins vom 15. Dezember 1994 hat Italien an 107 118 Erzeuger folgende einzelbetriebliche Quoten zugeteilt:

	A-Quote (endgültige)	B-Quote (vorläufig)	Insgesamt (in 1 000 t)	Nationale Quote (1)
Lieferungen	7 829	1 621	9 450	9 212
Direktver-käufe	614	100	714	718
Insgesamt	8 443	1 721	10 164	9 930

- (1) Vor dem Transfer zwischen Direktverkaufsquoten und Lieferquoten im Umfang von 420 000 Tonnen, beschlossen am 1995.

Gegenüber den zugeteilten Quoten, wie sie die obige Tabelle ausweist, belaufen sich die Lieferungen 1993/94 auf 9 606 033 Tonnen und die Direktverkäufe auf 217 687 Tonnen, also insgesamt auf 9 823 720 Tonnen. Den Zahlen ist zu entnehmen, daß die Erzeugung 1 % unter der nationalen Garantiemenge liegt (9 930 000 Tonnen) und daß es angesichts der vorgesehenen teilweisen Reduzierung der B-Quoten möglich ist, die einzelbetrieblichen Zuteilungen im Wirtschaftsjahr 1995/96 auf diese Zahl zu begrenzen.

Allerdings besteht die Gefahr, daß die Anerkennung der Quoten von Beschwerdeführen (vgl. Punkt 8) dazu führen könnte, daß die Quoten insgesamt die nationale Garantiemenge überschreiten. In diesem Falle könnten wie gegenüber anderen Mitgliedstaaten unter den gleichen Bedingungen finanzielle Folgen im Rahmen des Rechnungsabschlusses gezogen werden.

17. In Griechenland belaufen sich die Quoten für den Zeitraum 1994/95 auf 620 053 Tonnen gegenüber einer Gesamtreferenzmenge (Lieferungen) von 625 985 Tonnen. Da die 1993/94 gemeldete Erzeugung 602 106 Tonnen betrug, ist es sehr wahrscheinlich, daß die Erzeugung 1994/95 die nationale Garantiemenge erreicht.

Schlußfolgerungen über die Anwendung der Regelung

18. Bis auf einige Einzelheiten wurden die erforderlichen Rechtsvorschriften sowohl in Italien wie in Griechenland erlassen. Bei der Durchführung der Milchquotenregelung wurden erhebliche Fortschritte erzielt, wenngleich Verzögerungen bei der Zuteilung der einzelbetrieblichen Quoten in beiden Ländern sowie bei der Registrierung und administrativen Kontrolle der Liefererklärungen festgestellt wurden.

Gegenwärtig (Mitte Februar 1995) erwartet die Kommission

- von Italien bis Ende März die Veröffentlichung der einzelbetrieblichen Quotenzuteilungen für 1995/96;
- von Griechenland bis Ende April die ersten der bis Ende Juni abzuschließenden Einstellungen von ständigen Bediensteten bei der Verwaltungs- und Kontrollstelle ELOG.

Die Kommission kommt also zu dem Schluß, daß die beiden Mitgliedstaaten insgesamt die Bedingungen des Rates für die Einführung der Milchquotenregelung im Jahre 1993/94 erfüllt haben. Italien hat außerdem die Bedingungen betreffend die Nutzung der Reserve für Streitfälle sowie die nationale Garantiemenge zum 1. April 1995 eingehalten.

Die Dienststellen der Kommission werden weiterhin die ordnungsgemäße Anwendung der Regelung überwachen und darauf achten, daß noch nötige Verbesserungen vorgenommen werden. Bei nichtkonformer Anwendung werden sie im Rahmen des Rechnungsabschlusses und/oder des Verstoßverfahrens die nötigen Konsequenzen ziehen.

Bewertung des Antrags auf zusätzliche Erhöhung der griechischen Quote

19. In ihrer Mitteilung betreffend die Zuteilung einer zusätzlichen Quote beantragt die griechische Regierung für das Wirtschaftsjahr 1995/96 eine Erhöhung der nationalen Milchquote um 125.000 t zusätzlich zu der für das Wirtschaftsjahr 1993/94 bereits vorläufig eingeräumten Erhöhung um 100.000 t.

Die diesbezügliche Begründung ist der vergleichbar, mit der 1992 der Antrag auf Erhöhung um 100.000 t versehen war: Verwendung einer kleinen Milchmenge für die Herstellung von Frischerzeugnissen, starke Zunahme der Milchverwendung bei der Herstellung von Frischerzeugnissen, geringer Anteil der griechischen Quote im Vergleich zu den Quoten anderer Mitgliedstaaten, der geringe Anteil Griechenlands an im Rahmen der betreffenden Marktorganisation durchgeführten Interventionsmaßnahmen, große Entfernung zwischen Griechenland und den Gebieten der EU mit Milchüberschüssen sowie der verhältnismäßig hohe Erzeugerpreis im Vergleich zu dem Richtpreis und dem niedrigen Selbstversorgungsgrad bei Kuhmilch.

Diese Argumente ergeben sich aus der besonderen Lage des griechischen Marktes für Milcherzeugnisse. Die angeführten Fakten stellen jedoch keine einmalige Situation dar. Vielmehr sind auch in anderen Mitgliedstaaten vergleichbare Fälle erkennbar, so bezüglich des Selbstversorgungsgrades oder des bei der Milch festzustellenden Preisdrucks.

20. Die Kommission geht zwar davon aus, daß Griechenland insgesamt die Bedingungen einhält, welche der Rat bezüglich der Anwendung der Quotenregelung gestellt hat, und daß die vorläufige Quotenerhöhung in eine endgültige umgewandelt werden könnte. Sie kann jedoch im jetzigen Stadium die von Griechenland für eine zusätzliche Erhöhung vorgebrachten Argumente aus folgenden Gründen nicht akzeptieren:

- a) Im Wirtschaftsjahr 1993/94 beliefen sich die hinsichtlich des Fettgehalts bereinigten Lieferungen in Griechenland auf 602.000 t. Die Erzeugung blieb damit um rund 24.000 t unter der zugeteilten Quote von 625.985 t.
- b) Nach den von den griechischen Behörden mitgeteilten Angaben blieben die für das Wirtschaftsjahr 1994/95 vorgesehenen Lieferungen bis Dezember 1994 um 12,49 % unter der für diese Jahreszeit eingeplanten Menge. Dies bedeutet, daß die Griechenland gewährte Quote im Wirtschaftsjahr 1994/95 nicht ausgeschöpft wird.

- c) Die Erzeugung von Kuhmilchkäse wurde in Griechenland von 1993 bis 1994 fast verdoppelt (von 4.700 auf 8.400 t). Die in Griechenland zusätzlich erzeugte Milchmenge wird hauptsächlich zur Käseherstellung verwendet. Dies ist einer der Gründe für den auf dem Trinkmilchmarkt ausgeübten Preisdruck.
- d) Was die 2.300 Erzeuger angeht, die in Griechenland über keine individuelle Quote verfügten, aber im Wirtschaftsjahr 1993/94 Milch geliefert haben, so handelt es sich um ein anormales Problem, das beigelegt werden muß, bevor die Möglichkeit einer zusätzlichen Erhöhung der griechischen Quote in Betracht gezogen werden kann.

Vorschlag

Die Kommission schlägt dem Rat vor, die Italien und Griechenland gewährten Erhöhungen der nationalen Garantiemengen für 1995/96 und die darauffolgenden Jahre zu bestätigen und auch die Reserve von 347 701 Tonnen im Rahmen der Italien für 1994/95 gewährten zusätzlichen Menge in Form von Lieferquoten zu bestätigen.

SUPPLEMENTARY NOTE UPDATING THE INFORMATION IN THE REPORT ON THE APPLICATION OF THE MILK QUOTA REGIME IN ITALY AND GREECE.

ITALY

Until the end of March 1995, the Italian authorities remained undecided regarding the measures they would adopt for the 1995/96 marketing year. On 7 April 1995, they finally established the quotas of individual producers on the following basis:

- 'A' quotas, amended to reduce the 'A' quotas of those having delivered milk totalling less than 50% of their quota in 1993/94 to the actual delivered quantity;
- 'B' quotas, reduced linearly to leave a reserve of 235 948 tonnes of unallocated national guaranteed quantities.

This reserve is thought to be sufficient to meet all claims under improvement programmes and following successful appeals, on which the Commission expresses its disquiet in paragraph 8 of the report. The Italian authorities have maintained in 1995/96 the distinction between 'A' and 'B' quotas, so that further linear reductions may be effected if the reserve should prove insufficient.

The measures taken bring the individual quotas within the national quantities fixed in Commission Regulation 630/95 of 23 March 1995, and referred to in paragraphs 10 and 16 of the report.

GREECE

On 10 March 1995, the Greek authorities published the decision referred to in paragraph 9 under which the delivery of milk by producers without quota will lead to administrative sanctions on the producer and on the purchaser. The comment in paragraph 20 d) is therefore withdrawn.

The control body, ELOG, has now recruited a number of staff sufficient to fulfil its obligations

CONCLUSIONS

The second sub-paragraph of paragraph 18 may now be withdrawn.

F + D are being translated, the other languages will follow.

REGIONI	N.prod. Quota	Quota A consegne	Quota A vendite	Quota B consegne	Quota B vendite	TOTALE QUOTE
PIEMONTE	7.808	620.519	10.568	90.765	1.271	723.123
VALLE D'AOSTA	1.735	42.879	20.843	8.780	2.405	74.707
LOMBARDIA	14.132	3.145.485	65.098	353.193	4.604	3.571.380
TRENTINO-A. Adige	10.576	451.389	13.799	29.420	398	495.006
VENETO	18.760	980.679	6.507	139.116	726	1.097.028
FRIULI	4.825	187.241	20.548	23.510	3.791	235.090
LIGURIA	894	11.130	2.118	1.583	142	14.972
EMILIA-ROMAGNA	10.760	1.393.484	16.089	183.570	3.302	1.596.444
TOSCANA	1.522	79.330	1.683	12.785	21	93.819
UMBRIA	497	49.789	41	5.734	2	55.578
MARCHE	466	42.087	135	5.747	2	47.971
AZIO	7.570	414.709	1.447	59.039	181	475.378
ABRUZZO	2.281	81.349	1.229	12.340	21	94.939
MOLISE	3.790	64.918	3.844	14.117	115	82.994
CAMPANIA	12.742	274.120	5.521	39.225	89	318.835
PUGLIA	4.513	212.093	4.119	25.533	639	242.384
BASILICATA	2.863	65.089	15.907	8.283	22	99.301
CALABRIA	1.007	36.073	14.974	8.415	927	60.389
SICILIA	2.832	65.243	40.858	20.245	6.497	184.842
SARDEGNA	842	122.595	791	35.349	102	158.837
TOTALE	110.415	8.338.211	254.916	1.088.748	25.236	8.694.112



COM(95)147

Bruxelles, le 11 avril 1995

O/95/124

Réunion spéciale des Chefs de cabinet

TEXTE E

- RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 ETABLISSANT UN PRELEVEMENT SUPPLEMENTAIRE
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER

- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST

NOTE DU SECRETARIAT GENERALPREPARATION DU DOCUMENT**Direction(s) générale(s) responsable(s)**

VI Agriculture

Service(s) consulté(s)**- pour accord -**

XIX Budgets

: Accord

XX Contrôle Financier

: Accord

- pour avis -

SJ Service Juridique

: Consultation en cours

Langue originale

: FR

MEMORANDUM FROM MR FISCHLER TO THE COMMISSION

The Council subjected the granting of an additional national quantity to Italy and Greece to the application of the milk quota arrangements and, in addition, in Italy, to the allocation of a reserve to cover quantities to be allocated to producers bringing legal proceedings and obtaining judgement in their favour. The Commission was asked to present a report accompanied by proposals on application of the arrangements.

Commission checks have shown that application has been sufficiently correct to justify confirmation of the additional national quantities for the 1995/96 and subsequent marketing years. Checks have also shown that the reserve has been correctly used and that reserve can therefore be fully integrated in the guaranteed national quantity for deliveries.

The EAGGF is continuing to carry out rigorous checks on the application of these arrangements in the Member States.

It is proposed that the Commission:

- (a) adopt the attached report on the application of the system of milk quotas in Italy and Greece and transmit it to the Council and Parliament;
- (b) propose the attached Regulation amending Regulation (EEC) No 3950/92 to the Council;
- (c) make the proposals concerning Italy conditional on the prior allocation of individual quotas for the 1995/96 marketing year not exceeding the total national guaranteed quantity.

SUMMARY

1. The Commission having verified the correct application by Greece and Italy of the system of milk quotas, it is proposed that the Council confirm the additional quotas previously granted on a provisional basis.
2. Checks have shown that the reserve to cover disputed cases in Italy has been correctly used and it is therefore proposed that this reserve be integrated in the national guaranteed quantity.
3. The above proposals concerning Italy are made subject to the individual quotas for the 1995/96 marketing year allocated before the end of March 1995 not exceeding, in total, the national guaranteed quantity.
4. The situation in the Greek dairy sector, particularly with regard to production, does not, at this stage, justify granting the Greek request for an increase of the national guaranteed quantity in addition to that referred to in point 1.

A N N E X E C A L E N D R I E R

Adoption par la Commission : 12.04.1995

Adoption par le Conseil : 30/31.05.1995

Avis du Parlement Européen : Mai 1995

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

When adopting, on 27 July 1994, Regulation (EC) No 1883/94 fixing the total guaranteed quantities for 1994/95, the Council requested the Commission to submit a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and Italy must be maintained in 1995/96 and subsequent years.

Since the adoption of that Council Regulation, the EAGGF has monitored the situation in the two Member States very closely, carrying out several inspection visits both to the capitals and to regions. The EAGGF inspectors have received full cooperation during their visits. The most recent mission was completed on 15 February.

The attached report and the accompanying proposals are presented pursuant to the Council's request and include an evaluation of Greece's request for a further increase in its total guaranteed quantity.

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM (95)

REPORT TO THE COUNCIL AND PARLIAMENT

**on the application of the milk quota scheme in
Italy and Greece**

Proposal for a

COUNCIL REGULATION

amending Regulation (EEC) No 3950/92
establishing an additional levy in the milk
and milk products sector

(presented by the Commission)

COUNCIL REGULATION (EC) No/95

of

amending Regulation (EEC) No 3950/92 establishing an additional levy
in the milk and milk products sector

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty establishing the European Community, and in particular
Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission¹,

Having regard to the opinion of the European Parliament²,

Whereas the situations in Italy and Greece have been the subject of a special examination to
verify whether the increases in the total guaranteed quantity laid down in Article 3 of
Regulation (EEC) No 3950/92³ for those two Member States can be maintained in 1995/96
and subsequent years; whereas the Commission has submitted to the Council of the European
Union and to the European Parliament a report on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece⁴; whereas the Commission concludes from the report that the two Member
States have generally fulfilled the conditions laid down by the Council for the introduction
of the milk quota scheme and in Italy for the use of the reserve of 347 701 tonnes,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

¹ OJ No C

² OJ No C

³ OJ No L 405, 31.12.1992, p. 1. Regulation last amended by Regulation (EC) No 630/95
(OJ No L 66, 23.3.1995, p. 11).

⁴

Article 1

Article 3(2) of Regulation (EEC) No 3950/92 is hereby amended as follows:

1. The final sentence of the fourth subparagraph is deleted.
2. The following subparagraph is added:

"The increase in the total quantities of deliveries granted for the period 1994/95 for Greece and Italy is hereby confirmed with effect from 1995/96."

Article 2

§ This Regulation shall enter into force on the seventh day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 April 1995.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

Report to the Council and the European Parliament
on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece

Introduction

1. On 27 July 1994 the Council adopted on the basis of Commission report COM (94) 64 final of 2 March 1994 and additional report COM(94) 150 final of 18 April 1994 Regulation (EC) No 1883/94 determining the guaranteed total quantities for the period 1994/95. The last paragraph of Article 1 provides as follows:

"The increase in total quantities of deliveries granted for the period 1993/94 for Greece, Spain and Italy shall be established for Spain and shall be extended for the period 1994/95 for Greece and Italy. The total quantity of deliveries for Italy includes a reserve of 347 701 tonnes for allocation, in so far as necessary and in agreement with the Commission, of reference quantities to producers who have brought legal proceedings against a national administration following withdrawal of their reference quantities and obtained judgment in their favour. Before the period 1995/96 the Commission will submit to the Council a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and the amount of the increase for Italy must be maintained in 1995/96 and for the subsequent years."

This report, and the accompanying proposals, fulfils that requirement. It reflects the situation observed during inspection visits to the two Member States, the most recent of which ended on 15 February, and includes all significant developments brought to the attention of the Commission since the previous report.

Requirements to be met

2. The increases in the national guaranteed quantity allocated from 1993/94 to Italy (0.9 million tonnes, including the reserve of 347 701 tonnes) and Greece (0.1 million tonnes) were subject to effective implementation of the quota scheme. Certain key requirements provide an appropriate framework within which progress achieved in each Member State can be assessed. These include:
- (a) adoption of implementing regulations;
 - (b) calculation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92, together with individual references for fat;
 - (c) setting up and equipping of a central agency to verify production records and collection of levies;
 - (d) satisfactory records of production;
 - (e) collection of levies from producers.

In addition, from the 1995/96 marketing year the sum of the quotas allocated by Italy must correspond to the amounts set by the Council (point (f) of this report).

Commission monitoring

3. Following the adoption of the Council Regulation on 27 July 1994 the Commission departments have been monitoring very closely the situation in the two Member States. In the period since the last report to the Council the EAGGF has made 8 inspection visits to Rome and 11 to the regions of Italy and 3 to Athens and the main milk-producing regions in Greece. Commission inspectors have received full cooperation in the course of these visits.

As with earlier Commission reports, the approach in this report is to measure progress against the requirements identified for the grant of increases in the national guaranteed quantity.

(a) Adoption of implementing regulations

4. In Italy a legal measure has been adopted (Decreto Legge No 727 of 23 December 1994) in order to limit, in 1995/96, the grant of individual quotas to a total that will allow the national guaranteed quantity to be observed (9 930 000 tonnes), while leaving a reserve to cover special situations and the outcome of legal proceedings which are still pending. A number of other measures covering such matters as the national compensation mechanism and the national reserve are expected to be adopted.

On 9 November 1994 an order was adopted in Greece establishing a national reserve and determining the quotas for 1994/95 to which a 2.5% across-the-board cut was applied. All the laws required for the implementation of the milk quota scheme have now been adopted.

5. The Commission has expressed reservations about the role of the producers' associations in administering certain aspects of the scheme in Italy, in particular the compensation mechanism.

The Commission's concern about the role of these associations is heightened by a provision in the national implementing rules which leaves open the possibility that the National Union of Milk Producers (UNALAT) may assume responsibility for managing the flow of information on milk deliveries and other aspects of the quota scheme. The Commission has initiated an infringement procedure under Article 169 of the Treaty and has asked the Italian authorities to ensure that the quota arrangements are applied independently of producers' organizations and that such organizations not be involved, in any case, in any of the control aspects.

- (b) Calculation and allocation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92
6. The individual reference quantities have been calculated in the two Member States:
- in Italy they have been fixed partly on the basis of deliveries in 1988/89 (known as A quotas) and partly on the basis of the increase in deliveries between 1988/89 and 1991/92 (known as B quotas, which are provisional);
 - in Greece, in November 1993, the authorities altered the basis for allocating the quotas which had been adopted in June of that year. The quotas are now calculated according to a formula that includes deliveries in 1991/92 and 1992/93 with greater weight being given to the latter.
7. There have been delays in the procedure for allocating quotas to producers, mainly as a result of the examination of appeals against allocation decisions.
- In Italy, as had been agreed in the Council, the Commission departments verified the procedure introduced for examining administrative appeals, and in particular inspection reports and supporting documents. Out of 40 843 applications for the review of individual allocations, 24 030 were found *prima facie* to be justified, by agreement between the national authorities and the Commission, and were included in the amending bulletin of 15 December 1994, which raised the total for the individual quotas by 577 400 tonnes. The verification undertaken in Rome and the regions confirmed that the whole of the reserve had been properly allocated.
8. The authorities are continuing to examine appeals, of which 12 759 were still outstanding on the publication of the amending bulletin for 1994/95. Quantities still to be allocated on completion of the appeal procedure will be allocated in 1995/96 and charged against the reserve to be established through the suppression of part of the B quotas. The balance of the B quotas will be retained in 1995/96 in order to leave room for manoeuvre so that, where necessary, quotas can be allocated later to producers who have appealed, including in situations where the reserve has been used up. The reserve itself is to be established on the publication, planned for late March 1995, of the 1995/96 quotas.

Examination of the Law adopted by the Italian Parliament on 24 February 1995 indicates, however, that the range of admissible appeals could be increased considerably as a result mainly of the admission of claims by beneficiaries of regional development plans, and of the acknowledgement of entitlement to claimed quotas pending a final decision on appeals. On the other hand, and aside from the Community arrangements, it is proposed suppressing a proportion of the A (permanent) quotas where the production of a quota holder fails to reach 50% of his 1993/94 quota, whereas under the Government decree B quotas only were to be reduced under clearly defined conditions. The Commission has informed the Italian authorities that it is unable to allow the application of certain provisions of this Law which are in breach of Community rules, nor can it accept that the sum of the quotas applicable, including those of producers who have lodged an appeal, should exceed the guaranteed total quantity at any time after 1 April 1995.

9. In Greece the authorities allocated the quotas for 1994/95, again with a considerable delay, the allocation only being made in November 1994. As in Italy, a number of producers appealed against their allocation. All have now been dealt with. However, a difficulty arose on completion of the procedure in that an extra 24 000 tonnes of quota were needed as a result of judgments awarded in favour of some producers. Because the original reserve was insufficient (7 400 tonnes), and in order to remain within the national guaranteed quantity, a 2.5% across-the-board reduction was applied to all quotas. For 1994/95 an allocation of 620 053 tonnes was made and a national reserve of 6 000 tonnes established. Requests from new producers (around 1 500) have still to be met however.

It has been established, lastly, from the end-of-year accounts that 2 300 producers with no quota made deliveries in 1993/94. Even though only small producers were involved and the production was declared, the Greek authorities have been asked to remedy the situation as quickly as possible since the producers in question will be subject to heavy penalties if there is an overrun of the guaranteed total quantity. Consequently administrative sanction measures have been adopted.

10. Allocation of quotas for direct sales

In Italy the quotas for direct sales were allocated in accordance with the same conditions and procedures as were applied to deliveries. The structural conversion of marketing from direct sales to deliveries is continuing and Italy has agreed to a large number of individual requests for transfers between quotas for direct sales and quotas for deliveries, as provided for under the Community rules. The Commission has therefore adjusted the allocation of the overall quantities for Italy by Regulation (EC) No of 1995.

In Greece the quotas for direct sales for 1993/94 were allocated after the end of the marketing year. The quantity allocated concerns only 162 producers and a total of 862 tonnes out of the 4 528 tonnes of national quantity available. No other significant information is available since the producers of milk for direct sales have not submitted declarations for 1993/94 and on top of that direct sales are officially discouraged on public health grounds in a number of regions.

- (c) Setting up and equipping of a central agency to verify production records and the collection of levies

11. The two Member States have designated central agencies.

From the operational point of view EIMA in Italy has been responsible from the outset for the establishment and monitoring of the quota scheme and has played an active role in both these tasks.

The situation is different in Greece. The powers, functions and resources of the central agency, ELOG, were prescribed by law in June 1993 but it was not until 18 April 1994 that it actually took on responsibility for administering the quota scheme. The head office in Thessalonika, which is adequately equipped, has been the main driving force behind the progress that has been achieved in Greece. Concern must nevertheless be expressed now regarding staff recruited in 1994 on a temporary basis whose contracts were not renewed in 1995. ELOG is in the process of taking on permanent staff but there is a danger that the lack of continuity in the management of the agency will undermine its efficient operation.

Up to now the two agencies established in Italy and Greece have performed their duties.

(d) Satisfactory records of production

12. The authorities' first duty was to approve purchasers. In Italy this has been carried out by the regional authorities. In Greece ELOG administered the approval procedure. In Italy, with the exception of a number of marginal cases - which are now being dealt with - , this task can be said to have been properly carried out. In Greece it would appear that not all milk purchasers have been identified or approved. The authorities at the moment are speeding up an investigation designed to complete the approval procedure.
13. In Italy the majority of the declarations from purchasers in the major milk-producing regions arrived before the statutory deadline of 15 May. Where a purchaser failed to fulfil the obligation to submit a declaration of deliveries, the producers' associations equalled out the overruns using the supporting documents (invoices) submitted by the producers in order to calculate the quantities delivered to the purchasers who had failed to submit returns. Administrative checks on these declarations, by EIMA, which should have been completed by 31 August 1994, were considerably delayed by virtue of the fact that this was the first year the procedure was being applied and it was only in mid-February 1995 that the Italian authorities could calculate the deliveries for 1993/94 more or less definitively at 9 606 033 tonnes. The only significant shortcoming was the failure by some small dairies to determine the fat content of the milk delivered.

Physical checks on dairies and producers, required under Community rules, were undertaken and satisfactorily carried out in most dairies. Purchasers who failed to submit returns were all included in the sample of undertakings to be checked, which was sent by EIMA to the regional authorities responsible for carrying out the checks.

14. In Greece, generally speaking, declarations were submitted by 15 May 1994. Since the figures they contained were frequently inaccurate, particularly in the case of producers who had changed purchaser during the year, the central agency, ELOG, asked purchasers to present a second declaration and once that had been processed it was possible to establish that deliveries for 1993/94 were below the guaranteed total quantity: 602 106 tonnes rather than 625 985 tonnes. Mistakes have still to be corrected but are unlikely to affect that figure significantly.

As in Italy, small dairies did not make an analysis of fat content. Since this involves a small number of producers only (some 5%), it is not likely to jeopardize the overall operation of the system, or undermine the figures provided by the Greek authorities for 1993/94.

The declarations made by purchasers included some 2 300 producers who had no quota, covering deliveries amounting to 19 116 tonnes (see point 9).

ELOG carried out all the on-the-spot checks on purchasers planned for 1993/94 with the assistance of the regional agricultural authorities.

(e) Collection of levies from producers

15. In Italy, as is permitted under Community rules, levies were collected in the form of advances during the marketing year. Greece chose not to apply this system.

In Italy, after equalling out had taken place at the level of the producers' associations and following a number of transfers between quotas for deliveries and transfers for direct sales, no overruns were recorded at national level, and the purchasers were called upon to reimburse the advance, as required under national law.

In Greece too the national quota was not exceeded. Consequently, as provided for under Community rules, no levy was collected, including from producers who made deliveries but had no quota.

(f) Quantitative aspects

16. Following the publication of the amending journal of 15 December 1994, Italy allocated individual quotas to 107 118 producers as follows:

	A quota (permanent)	B quota (provisional)	Total (1 000 t)	National quota (1)
Deliveries	7 829	1 621	9 450	9 212
Direct sales	614	100	714	718
Total	8 443	1 721	10 164	9 930

(1) Prior to transfer between quotas for direct sales and quotas for deliveries of 420 000 tonnes decided on on1995

Compared with the quotas allocated, as shown in the table above, deliveries in 1993/94 are calculated to be 9 606 033 tonnes and direct sales to 217 687 tonnes, i.e. a total of 9 823 720 tonnes. From these figures it can be seen that production is 1% below the national guaranteed quantity (9 930 000 tonnes) and that, given the partial reduction in B quotas planned, the individual allocations can be limited to this latter figure for 1995/96.

There is a danger, however, that acknowledgement of the quotas of producers appealing against their allocation (see point 8 above) could bring the total of the quotas applicable above the national guaranteed quantity. If that should happen, financial consequences may be drawn as part of the accounts clearance operation, as has happened in the case of other Member States in similar circumstances.

17. In the case of Greece, the quotas allocated for 1994/95 amount to 620 053 tonnes, as compared with a total reference quantity (deliveries) of 625 985 tonnes. Given that production declared in 1993/94 amounted to 602 106 tonnes, it is very likely that production in 1994/95 will reach the level of the national guaranteed quantity.

Conclusions on the implementation of the system

18. With some minor exceptions, all the laws required have been adopted in Italy and Greece. Significant progress has been achieved in implementing the milk quota scheme, although there have been delays in completing the procedure for allocating individual quotas to producers in the two countries and in the recording and administrative control of returns of deliveries.

Now, in mid-March 1995, the Commission is awaiting:

- in Italy, before the end of March, the publication of the individual quota allocations for 1995/96;
- in Greece, the continuing installation of permanent staff of the central management and control agency, ELOG, which will have to be completed before the end of June.

The Commission concludes therefore that the two Member States have on the whole complied with the Council requirements for the implementation of the milk quota scheme in 1993/94, and that Italy has satisfied those concerning the use of the reserve for allocation to producers who obtain judgment in their favour in legal proceedings and compliance with the national guaranteed quantity on 1 April 1995.

The Commission departments will continue to ensure that the scheme is properly applied and to improve various aspects that remain to be improved and, in situations where it is not being applied properly, will take any action that may be necessary under the accounts clearance procedure and/or the infringement procedure.

Assessment of the request for an additional increase in the Greek quota

19. In their memorandum on the allocation of an additional quota, the Greek authorities request an increase of 125 000 tonnes in the national milk quota for the 1995/96 marketing year in addition to the increase of 100 000 tonnes granted provisionally for the period 1993/94.

The arguments put forward are similar to those advanced in 1992 to support the request for an increase of 100 000 tonnes. The small, but rapidly growing quantity of milk used for the preparation of fresh products, the small volume of the Greek quota compared with those of other Member States, the fact that Greece does not use the intervention mechanisms provided for under the COM to any great extent, the distance of Greece from Community regions with milk surpluses, a producer price at a fairly high level compared with the target price and the low level of self-sufficiency in cow's milk are all referred to in the Greek memorandum.

This description of the market for milk and milk products is not unique to Greece. The situation as regards the level of self-sufficiency and the pressure on milk prices is similar in other Member States.

20. Although the Commission considers that Greece has generally respected the conditions laid down by the Council for the introduction of the quota scheme and the provisional increase in the quota decided upon at the time can be confirmed, it is not possible at this stage to accept the Greek arguments for an additional increase for the following reasons:

- (a) Deliveries in Greece during the 1993/94 marketing year, corrected according to fat content, were of the order of 602 000 tonnes as against a quota of 625 985 tonnes. Production was therefore around 24 000 tonnes less than the quota.
- (b) According to information supplied by the Greek authorities, deliveries for the 1994/95 marketing year were, in December 1994, 12.49% below the level expected at that time of year. It is therefore clear that the Greek quota will not be exhausted during the 1994/95 marketing year.

- (c) Production of cheese from cow's milk almost doubled in Greece between 1993 and 1994, from 4 700 tonnes to 8 400 tonnes. The increase in milk production in Greece went, to a great extent, therefore, to cheese production and this is one of the causes of the pressure on the market for drinking milk.
- (d) There is also the problem of the 2 300 Greek producers without a quota who nevertheless made deliveries in 1993/94 and this must be resolved before any consideration can be given to the possibility of granting a second increase in the Greek quota.

Proposal

The Commission proposes that the Council reaffirm for 1995/96 and subsequent years the increases in the national guaranteed quantity granted to Italy and Greece and confirm as quotas for deliveries the reserve of 347 701 tonnes included in the additional quantity granted to Italy for 1994/95.

SUPPLEMENTARY NOTE UPDATING THE INFORMATION IN THE REPORT ON THE APPLICATION OF THE MILK QUOTA REGIME IN ITALY AND GREECE.

ITALY

Until the end of March 1995, the Italian authorities remained undecided regarding the measures they would adopt for the 1995/96 marketing year. On 7 April 1995, they finally established the quotas of individual producers on the following basis:

- 'A' quotas, amended to reduce the 'A' quotas of those having delivered milk totalling less than 50% of their quota in 1993/94 to the actual delivered quantity;
- 'B' quotas, reduced linearly to leave a reserve of 235 948 tonnes of unallocated national guaranteed quantities.

This reserve is thought to be sufficient to meet all claims under improvement programmes and following successful appeals, on which the Commission expresses its disquiet in paragraph 8 of the report. The Italian authorities have maintained in 1995/96 the distinction between 'A' and 'B' quotas, so that further linear reductions may be effected if the reserve should prove insufficient.

The measures taken bring the individual quotas within the national quantities fixed in Commission Regulation 630/95 of 23 March 1995, and referred to in paragraphs 10 and 16 of the report.

GREECE

On 10 March 1995, the Greek authorities published the decision referred to in paragraph 9 under which the delivery of milk by producers without quota will lead to administrative sanctions on the producer and on the purchaser. The comment in paragraph 20 d) is therefore withdrawn.

The control body, ELOG, has now recruited a number of staff sufficient to fulfil its obligations

CONCLUSIONS

The second sub-paragraph of paragraph 18 may now be withdrawn.

F + D are being translated, the other languages will follow.

REGIONI	N.prod. Quota	Quota A consegna	Quota A vendite	Quota B consegna	Quota B vendite	TOTALE QUOTE
PIEMONTE	7.808	620.519	10.568	90.765	1.271	723.123
VALLE D'AOSTA	1.735	47.879	20.643	8.780	2.405	74.707
LOMBARDIA	14.132	3.145.485	68.098	353.193	4.804	3.571.380
TRENTINO-A. A. Sg	10.576	451.389	13.799	29.420	398	495.006
VENETO	18.760	980.679	6.507	138.116	726	1.097.028
FRIULI	4.825	187.241	20.548	23.510	3.791	235.090
IGURIA	894	11.130	1.118	1.593	142	14.872
EMILIA-ROMAGNA	10.760	1.393.484	16.089	183.570	3.302	1.596.444
TOSCANA	1.522	79.330	1.683	12.765	21	93.819
UMBRIA	497	49.789	41	5.734	2	55.578
MARCHE	466	42.087	135	5.747	2	47.971
AZIO	7.570	414.709	1.447	59.039	181	475.376
ABRUZZO	2.281	81.349	1.229	12.340	21	94.939
MOLISE	3.790	64.918	3.844	14.117	115	82.994
CAMPANIA	12.742	274.120	6.521	39.225	69	319.835
PUGLIA	4.513	212.093	4.119	25.533	639	242.384
CASILICATA	2.863	65.089	15.907	8.283	22	90.301
CALABRIA	1.007	36.073	11.974	6.415	927	60.389
CICILIA	2.832	65.243	40.858	20.245	6.497	184.842
SARDEGNA	842	122.595	791	35.349	102	168.837
TOTALE	110.415	8.338.211	254.916	1.089.749	25.236	8.694.112



COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

Bruxelles, le 18 avril 1995

COM(95)147/2

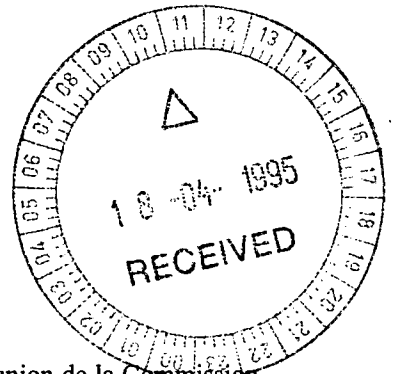
O/95/124

(Version révisée suite à la réunion spéciale des
Chefs de cabinet du 12 avril 1995; annule et
remplace le document COM(95) 147)

TEXTE F

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un PRELEVEMENT SUPPLEMENTAIRE
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER



- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST

Communication de M. FISCHLER à la Commission

Le Conseil a subordonné l'octroi d'une quantité nationale supplémentaire à l'Italie et à la Grèce à l'application concrète du régime des quotas laitiers et, pour l'Italie, à l'allocation d'une réserve pour les cas de contentieux obtenant une issue favorable. Il a demandé à la Commission de lui présenter un rapport accompagné de propositions sur cette mise en oeuvre.

Lors des contrôles, la Commission a constaté une application suffisamment conforme au régime pour justifier la confirmation des quantités nationales supplémentaires pour les campagnes 1995/96 et suivantes. En outre, les contrôles ont confirmé l'utilisation correcte de la réserve, ce qui permet d'intégrer sans restriction cette réserve à la quantité nationale garantie livraisons.

Le FEOGA continue à effectuer des contrôles serrés sur l'application du régime dans les Etats membres.

Il est proposé à la Commission :

- a) d'adopter le rapport ci-joint sur l'application du régime des quotas laitiers en Italie et en Grèce, et de le communiquer au Conseil et au Parlement européen;
- b) de proposer au Conseil le règlement ci-joint modifiant le R 3950/92;

RESUME

1. Les contrôles de la Commission ayant constaté l'application effective, par la Grèce et l'Italie, du régime des quotas laitiers, il est proposé au Conseil de confirmer de façon définitive les suppléments de quota accordés jusqu'ici à titre provisoire.
2. En outre, il a été vérifié que la réserve pour régler les contentieux en Italie a été correctement utilisée; de ce fait, il est proposé que cette réserve soit intégrée sans restriction à la quantité nationale garantie.
3. La situation du secteur laitier en Grèce, notamment au niveau de la production, ne justifie pas, à ce stade, une suite favorable à la demande hellénique d'une nouvelle augmentation de la quantité nationale garantie en plus de celle confirmée au point 1.

ANNEXE CALENDRIER

Adoption par la Commission : 19.04.1995

Adoption par le Conseil : 30/31.05.1995

Avis du Parlement Européen : Mai 1995

Historical Archives of the European Commission

Exposé des motifs

En adoptant le 27 juillet 1994 le règlement 1883/94 qui fixait les quantités globales garanties pour la période 1994/95, le Conseil avait demandé à la Commission de présenter un rapport accompagné de propositions sur le point de savoir si les montants de l'augmentation pour la Grèce et pour l'Italie devaient être maintenus en 1995/1996 et au cours des années suivantes.

Depuis cette décision du Conseil, le FEOGA a suivi de très près la situation dans les deux Etats membres en exécutant plusieurs missions de contrôle tant dans les capitales que dans les régions. Les contrôleurs du FEOGA ont bénéficié d'une totale coopération lors de leurs visites. La dernière mission s'est terminée le 15 février.

Le rapport en annexe ainsi que les propositions qui l'accompagnent donnent suite à la demande du Conseil et présentent, en outre, une évaluation de la demande hellénique d'une nouvelle augmentation de sa quantité globale garantie.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

COM (95)

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT

**sur l'application du régime des quotas laitiers
en Italie et en Grèce**

Proposition de

REGLEMENT (CE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92
établissant un prélèvement supplémentaire dans
le secteur du lait et des produits laitiers

(présentés par la Commission)

VI/275/95
Orig : FR
Arrêté au 15-03-95
MAJ : 17 04 95

Rapport au Conseil des ministres et au Parlement européen
sur l'application du régime des quotas laitiers en
Italie et en Grèce

Introduction

1. Sur la base du rapport COM(94) 64 final du 02.03.1994 de la Commission et du rapport complémentaire COM(94) 150 final du 18.04.94, le Conseil a adopté le 27 juillet 1994 le Règlement 1883/94 fixant les quantités globales garanties pour la période 1994/95. L'article 1 prévoit dans le dernier alinéa les dispositions suivantes:

"L'augmentation des quantités globales des livraisons accordée pour la période 1993/1994 pour la Grèce, l'Espagne et l'Italie est consolidée pour l'Espagne et est reconduite pour la période 1994/1995 pour la Grèce et l'Italie. La quantité globale des livraisons pour l'Italie comprend une réserve de 347 701 tonnes pour allouer, en tant que de besoin et en accord avec la Commission, des quantités de référence aux producteurs qui ont introduit un recours contentieux à l'encontre de l'administration nationale à la suite du retrait de leurs quantités de référence et ont obtenu une décision favorable. Avant la période 1995/1996, la Commission présentera au Conseil un rapport accompagné de propositions sur le point de savoir si l'augmentation pour la Grèce et si le montant de l'augmentation pour l'Italie doivent être maintenus en 1995/1996 et au cours des années suivantes."

Ce rapport, ainsi que les propositions qui l'accompagnent, donne suite audit engagement. Il reflète la situation telle que constatée lors des missions faites dans les deux Etats membres, dont la dernière s'est achevée le 15 février, et reprend également tous les événements significatifs notifiés à la Commission depuis le dernier rapport.

Exigences à satisfaire

2. Les augmentations de la quantité nationale garantie consenties à partir de la campagne 1993/94 à l'Italie (0,9 million de tonnes, y compris la réserve de 347 701 tonnes), et à la Grèce (0,1 million de tonnes) ont été subordonnées à l'application effective du système des quotas. Certaines exigences fondamentales fournissent un cadre approprié d'évaluation des progrès accomplis dans chaque Etat membre :
- a) Adoption de règlements d'application;
 - b) Calcul des quantités de référence individuelles sur la base des livraisons effectuées aux acheteurs en 1991/92, ainsi que des références individuelles pour la matière grasse;
 - c) Création et mise en place effective d'un Organisme central chargé de vérifier l'enregistrement de la production et la perception du prélèvement;
 - d) Enregistrement adéquat de la production;
 - e) Perception éventuelle du prélèvement auprès des producteurs.

D'autre part, la somme des quotas attribués par l'Italie à partir de la campagne de commercialisation 1995/96 doit correspondre aux montants fixés par le Conseil (point f) du présent rapport).

Travail de suivi de la Commission

3. Depuis la décision du Conseil du 27 juillet 1994, les services de la Commission ont suivi de très près la situation dans les deux Etats membres. Le FEOGA a exécuté, depuis le précédent rapport au Conseil, pour l'Italie 8 visites de contrôle à Rome et 11 dans les régions, et pour la Grèce 3 visites à Athènes et dans les régions de production les plus importantes. Les contrôleurs de la Commission ont bénéficié d'une totale coopération lors de leurs visites.

Conformément aux rapports antérieurs de la Commission, l'approche retenue pour la rédaction du présent rapport est de mesurer les progrès accomplis par rapport aux exigences définies pour l'octroi des augmentations de la quantité nationale garantie.

a) Adoption des règlements d'application

4. En Italie, une mesure législative a été adoptée afin de limiter, pour la campagne 1995/96, les attributions de quotas individuels à un total qui permette de respecter la quantité nationale garantie (9 930 000 tonnes), tout en laissant une réserve pour les situations particulières et les résultats des recours encore pendants en justice (Decreto Legge du 23 décembre 1994, n° 727). L'adoption de certaines mesures complémentaires touchant des domaines comme le mécanisme de compensation nationale et la réserve nationale est attendue.

Le 9 novembre 1994, un décret a été adopté en Grèce afin de créer une réserve nationale et fixer les quotas pour la campagne 1994/95 qui sont linéairement réduits de 2,5%. Toute la législation nécessaire pour l'exécution du régime des quotas laitiers est maintenant adoptée.

5. La Commission a émis des réserves sur le rôle accordé aux groupements de producteurs dans la gestion de certains éléments du système en Italie, notamment dans le mécanisme de compensation.

La préoccupation de la Commission, au sujet du rôle de ces groupements, est accentuée par une disposition contenue dans les modalités nationales d'application, qui laisse ouverte la possibilité à l'Union Nationale des Producteurs Laitiers (UNALAT) d'assumer la responsabilité de gérer le flux d'informations sur les livraisons de lait et sur d'autres aspects du système des quotas. Les Associations de producteurs effectuent actuellement la compensation de fin de campagne entre ceux de leurs producteurs qui ont produit plus que leur quota, et ceux qui ont produit moins. La Commission a ouvert une procédure d'infraction sous l'article 169 du traité, et a demandé aux autorités italiennes de veiller à ce que les dispositions relatives aux quotas soient appliquées indépendamment des Associations de producteurs et que de telles Associations ne s'occupent, de toute façon, d'aucun des aspects du contrôle.

b) Calcul et attribution des quantités de référence individuelles sur la base des livraisons effectuées aux acheteurs en 1991/92

6. Les quantités de référence individuelles ont été calculées dans les deux Etats membres :
 - en Italie, elles ont été fixées partiellement sur la base des livraisons de la campagne 1988/89 (appelées quotas A) et en partie sur la base de l'augmentation des livraisons entre 1988/89 et 1991/92 (appelées quotas B, qui sont de nature provisoire);
 - en Grèce, en novembre 1993, les Autorités ont modifié la base d'attribution des quotas, qui avait été adoptée en juin de la même année. Les quotas sont calculés sur la base d'une formule associant les livraisons 1991-92 et 1992-93, en accordant une importance prépondérante à ces dernières.
7. L'attribution des quotas aux producteurs a connu des retards, notamment en ce qui concerne l'examen des recours contre les décisions d'attribution.

En Italie, les services de la Commission ont, comme convenu au Conseil, vérifié la procédure mise en place pour l'examen des recours administratifs et notamment les rapports de contrôle et les pièces justificatives. Sur les 40 843 demandes de révision de la position individuelle, 24 030 ont été déclarées justifiées dans un premier temps, d'un commun accord entre les autorités nationales et les services de la Commission, et ont été reprises dans le bulletin rectificatif du 15 décembre 1994, par lequel le total des quotas individuels a été augmenté de 577 400 tonnes. Le résultat de la vérification entreprise à Rome et en province a permis de confirmer que la totalité de la réserve avait été correctement allouée.
8. Les Autorités poursuivent leur examen du bien-fondé des recours, dont 12.759 restaient en instance lors de la publication du bulletin rectificatif pour la campagne 1994/95. Toute quantité à allouer à l'issue de cet examen sera attribuée en 1995/96 et imputée à la réserve à créer par l'extinction d'une partie des quotas "B". Le solde des quotas "B" a été maintenu en 1995/96, afin de laisser une marge de manoeuvre destinée à permettre le cas échéant l'attribution ultérieure de quotas aux appelants, même en cas d'épuisement de la réserve de 235.948 tonnes constituée lors de la publication des quotas attribués pour la campagne 1995/96.

Cependant, l'examen de la loi adopté par le Parlement italien le 24 février 1995 montre qu'il pourrait y avoir un élargissement de la gamme des appels recevables à cause, notamment, de l'acceptation des revendications de bénéficiaires de plans de développement régionaux, et de l'acceptation des droits à quotas revendiqués tant que les recours n'auront pas fait l'objet d'une décision définitive. Le 13 mars 1995, la Commission a informé l'Italie qu'elle ne pourra accepter que le total des quotas en vigueur, y compris ceux des appellants, dépasse la quantité globale garantie à aucun moment après le 1er avril 1995.

9. En Grèce, les Autorités ont attribué, à nouveau avec un retard important, les quotas pour la campagne 1994/95. Ce n'est en effet qu'en novembre 1994 que cette allocation a été faite. Comme en Italie, des recours avaient été formés par certains producteurs contre l'allocation des quotas. Ils ont tous été traités, mais un problème se posait à l'issue de la procédure, puisque 24 000 tonnes de quotas supplémentaires étaient nécessaires, suite aux résultats positifs d'une partie de ces recours. En raison de l'insuffisance de la réserve nationale initiale (7 400 tonnes), et afin de rester à l'intérieur de la quantité nationale garantie, une réduction linéaire de 2,5% de tous les quotas a été imposée. Il a été procédé, pour la campagne 1994/95, à une allocation de 620 053 tonnes et à la constitution d'une réserve nationale de 6 000 tonnes. Il reste cependant toujours des demandes de nouveaux producteurs (environ 1 500) qui ne sont pas satisfaites.

Enfin, il a été constaté selon les comptes de fin de campagne que 2 300 producteurs sans quotas avaient livré durant la période 1993/94. Même si ce phénomène ne concerne que de petits producteurs, et pour une production qui a été déclarée, il a été demandé aux Autorités grecques de remédier le plus rapidement possible à cette situation, qui rendra les producteurs concernés redevables de lourdes pénalités en cas de dépassement de la quantité globale garantie. Des mesures de sanctions administratives ont été adoptées en conséquence.

10. Allocation des quotas ventes directes.

En Italie, l'attribution des quotas pour les ventes directes a été faite selon les mêmes critères et procédures que ceux appliqués pour les livraisons. Une réorientation structurelle de la commercialisation des ventes directes vers les livraisons se poursuit et l'Italie a donné suite à un nombre important de demandes individuelles de transferts entre quotas ventes directes et quotas livraisons, comme prévu par les textes communautaires. Par règlement (CE) n°630/95 du 23.03.1995, la Commission a modifié la répartition des quantités globales de l'Italie en conséquence.

En Grèce, les quotas ventes directes pour 1993/94 ont été attribués après la fin de la campagne. La quantité attribuée ne concerne que 162 producteurs pour un total de 862 tonnes, sur les 4 528 tonnes de la quantité nationale disponible. Aucune autre information significative n'est disponible, car les producteurs ventes directes n'ont pas introduit de déclaration pour la période 1993/94, et les ventes directes sont par ailleurs officiellement découragées pour raisons sanitaires dans plusieurs régions.

c) Création et mise en place effective d'un Organisme central chargé de vérifier l'enregistrement de la production et la perception du prélèvement dû

11. Chacun des deux Etats membres a désigné son Organisme central.

Du point de vue de leur fonctionnement, l'EIMA en Italie a assuré depuis l'origine la responsabilité de la mise en place et du contrôle du système des quotas, et a pris une part active dans cette tâche.

La situation est différente en Grèce. Les pouvoirs, les fonctions et les ressources de l'Organisme central (ELOG) ont été fixés par la loi en juin 1993, mais c'est seulement le 18 avril 1994 que l'Organisme a effectivement pris en charge la gestion du régime des quotas laitiers. Son siège, à Thessalonique, suffisamment équipé, a été le moteur principal des progrès réalisés en Grèce. Des préoccupations avaient néanmoins été exprimées concernant le personnel, recruté en 1994 sur une base temporaire, et dont les contrats n'avaient pas été reconduits en 1995. L'ELOG a maintenant un personnel suffisant pour respecter ses obligations.

Jusqu'ici, les deux Organismes mis en place en Italie et en Grèce ont rempli leurs obligations.

d) Enregistrement adéquat de la production

12. La première obligation des Autorités était l'agrément des acheteurs. En Italie, cette tâche a été accomplie par les organismes administratifs régionaux. En Grèce, c'est l'ELOG qui a assuré la gestion de la procédure d'agrément. Si l'on excepte, en Italie, le règlement - d'ailleurs en cours- de cas marginaux, on peut considérer que cette obligation a été correctement remplie. En Grèce, il semblerait que la totalité des acheteurs de lait ne soient pas encore connus et agréés; actuellement, les autorités grecques diligentent une enquête destinée à compléter la procédure d'agrément.

13. En Italie, la majeure partie des déclarations des acheteurs des régions les plus importantes ont été reçues avant la date réglementaire du 15 mai. Lorsqu'un acheteur n'a pas respecté l'obligation d'envoyer sa déclaration de livraisons, les associations de producteurs ont réalisé la péréquation en utilisant les pièces justificatives présentées par les producteurs pour chiffrer les quantités livrées aux acheteurs défaillants (factures).

Le contrôle administratif sur ces déclarations, effectué par l'EIMA, et qui devait être achevé pour la date réglementaire du 31 août 1994, a été beaucoup retardé pour des raisons inhérentes au fait qu'il s'agissait de la première année d'application de la procédure, et c'est seulement à la mi-février 1995 que les autorités italiennes ont pu chiffrer les livraisons 1993/94 de façon quasiment définitive à 9 606 033 tonnes. L'unique défaillance significative concerne l'absence, par certaines petites laiteries, d'une détermination du taux de matière grasse dans le lait livré.

Les contrôles physiques auprès des laiteries et des producteurs, prévus par la législation communautaire, ont été engagés et menés à bien auprès de la majeure partie des laiteries. Les acheteurs de lait n'ayant pas soumis de déclarations ont été tous compris dans l'échantillon d'entreprises à contrôler, lequel a été notifié par l'EIMA aux régions, responsables pour les contrôles.

14. En Grèce, les déclarations ont été généralement déposées avant le 15 mai 1994. Les chiffres communiqués étant souvent incorrects, notamment pour les producteurs ayant changé d'acheteur en cours d'année, l'Organisme central (ELOG) a demandé une deuxième déclaration aux acheteurs et, après son traitement, il a été possible d'établir que les livraisons pour 1993/94 restaient inférieures à la quantité globale garantie : 602 106 tonnes contre 625 985. Des erreurs sont encore à corriger, qui ne paraissent pas de nature à affecter ce montant de façon significative.

Comme en Italie, de petites laiteries n'ont pas procédé aux analyses matière grasse. Cette carence, qui ne concerne qu'un faible nombre de producteurs (environ 5%), n'est pas de nature à remettre en cause le fonctionnement global du régime, ou à compromettre la qualité des chiffres fournis par les Autorités grecques pour la campagne 93-94.

Les déclarations introduites par les acheteurs comprenaient environ 2 300 producteurs sans quotas, pour des livraisons de 19 116 tonnes (cf. point 9).

L'ELOG a conduit la totalité des contrôles sur place prévus auprès des acheteurs au titre de la campagne 93-94, avec l'assistance des Directions Régionales de l'Agriculture.

e) Perception du prélèvement auprès des producteurs

15. Comme la faculté en était ouverte par la réglementation communautaire, le prélèvement est perçu, à titre d'avance, en cours de campagne en Italie; la Grèce n'a pas opté pour ce type de fonctionnement.

En Italie, après la péréquation au niveau des associations de producteurs et après certains transferts entre quotas livraisons et quotas ventes directes, aucun dépassement n'a été constaté au niveau national, et les acheteurs ont été appelés à rembourser cette avance, comme il est prévu dans la loi nationale.

En Grèce également, le quota national n'a pas été dépassé. Dès lors, conformément aux dispositions communautaires, aucun prélèvement n'a été encaissé, même auprès des producteurs ayant livré sans quota.

f) Aspects quantitatifs

16. Après publication de la décision du 31.03.1995, l'Italie a attribué les quotas individuels suivants à 110.415 producteurs :

	Quota A (permanent)	Quota B (provisoire)	Total (1000 t)	Quota national (1)
Livraisons	8.330	1.084	9.414	9.632
Ventes directes	255	25	280	298
Total	8.585	1.109	9.694	9.930

- (1) Après transfert entre quotas ventes directes et quotas livraisons de 420 000 tonnes, décidé le 23.03.1995

Par rapport aux quotas attribués, tels qu'ils ressortent du tableau ci-dessus, les livraisons en 1993/94 sont chiffrées à 9 606 033 tonnes et les ventes directes à 217 687 tonnes, soit un total de 9 823 720 tonnes. Il ressort de ces chiffres que la production reste inférieure de 1 % à la quantité nationale garantie (9 930 000 tonnes).

Cependant, il y existe un danger que la reconnaissance des quotas des appelants (cf. point 8) puisse amener le total des quotas en vigueur à dépasser la quantité nationale garantie. En ce cas, des conséquences financières pourront être tirées dans le cadre de l'apurement des comptes, comme il a été fait à l'égard d'autres Etats-membres dans les mêmes circonstances.

17. Dans le cas de la Grèce, les quotas alloués relatifs à la période 1994/95 s'élèvent à 620.053 tonnes, à comparer avec une quantité totale de référence (livraisons) de 625.985 tonnes. Etant donné la production déclarée en 1993/94 de 602 106 tonnes, il est très possible que la production de 1994/95 atteigne le niveau de la quantité nationale garantie.

Conclusions sur la mise en place du système

18. A quelques exceptions près, telles que celles mentionnées au point 5, toute la législation nécessaire a été adoptée en Italie et en Grèce. Des progrès importants ont été réalisés dans la mise en place du système des quotas laitiers, bien qu'il y ait eu des retards dans l'achèvement de la procédure d'attribution des quotas individuels aux producteurs dans les deux pays, ainsi que dans l'enregistrement et le contrôle administratif des déclarations de livraisons.

La Commission conclut donc que les deux Etats membres ont globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas laitiers en 1993/94, ainsi que, pour l'Italie, celles concernant l'utilisation de la réserve pour les contentieux et le respect de la quantité nationale garantie au 1er avril 1995.

Les services de la Commission continueront à veiller à la bonne application du régime et à l'amélioration des différents aspects encore perfectibles et, en cas d'application non conforme, tireront toute conclusion qui s'impose dans le cadre de la procédure d'apurement des comptes et/ou la procédure d'infraction.

Appréciation de la demande d'augmentation supplémentaire du quota grec

19. Dans le Mémoire du Gouvernement hellénique concernant l'attribution d'un quota supplémentaire, les autorités helléniques demandent, pour la campagne 1995/96, une augmentation de 125.000 tonnes du quota laitier national en plus de l'augmentation de quota de 100.000 tonnes accordée à titre provisoire pour la période 1993/94.

L'argumentation utilisée est comparable à celle développée en 1992 lors de la demande de l'augmentation de 100.000 tonnes. La faible utilisation de lait pour la préparation de produits frais, la forte croissance de l'utilisation de lait pour la production de produits frais, le faible poids du quota grec par rapport à celui des autres Etats membres, le fait que la Grèce pèse très peu dans les mécanismes d'intervention prévus dans le cadre de l'OCM, l'éloignement de la Grèce des régions de l'U.E. excédentaires en produits laitiers, le prix au producteur à un niveau assez élevé par rapport au prix indicatif et le faible taux d'auto-approvisionnement en lait de vache, sont des arguments cités par les autorités helléniques dans leur mémoire.

La Grèce se distingue par son éloignement des régions excédentaires, mais des cas similaires en ce qui concerne le taux d'auto-approvisionnement ou la pression sur le prix du lait, peuvent être trouvés dans d'autres Etats membres.

20. Bien que la Commission considère que la Grèce a globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas, et que l'augmentation provisoire du quota décidée à cette occasion peut être accordée à titre définitif, il n'est pas possible, à ce stade, de considérer les arguments helléniques comme valables pour une augmentation supplémentaire, et ceci pour les raisons suivantes :

- a) Lors de la campagne 1993/94, les livraisons en Grèce, corrigées selon la teneur en matière grasse, ont été de l'ordre de 602.000 t pour un quota de 625.985 t. La production est donc restée inférieure au quota d'environ 24.000 t.
- b) Selon les informations communiquées par les autorités helléniques, les livraisons pour la campagne 1994/95 étaient, en décembre 1994, à un niveau de 12,49% inférieur au profil espéré à cette époque de l'année. Il est donc clair que le quota grec ne sera pas atteint lors de la campagne 1994/95.

- c) La production de fromage de lait de vache a presque doublé en Grèce entre 1993 et 1994, en passant de 4.700 t à 8.400 t. L'augmentation de la production de lait en Grèce a donc été dirigée en grande partie vers la production de fromages, et ceci est une des causes de la pression sur le marché du lait de consommation. Il convient cependant de noter que la consommation de fromages s'élève au total à tonnes.

Proposition

La Commission propose au Conseil de confirmer pour 1995/1996 et pour les années suivantes les augmentations de la quantité nationale garantie accordées à l'Italie et à la Grèce, et de confirmer en tant que quotas pour les livraisons la réserve de 347 701 tonnes figurant dans la quantité supplémentaire accordée à l'Italie au titre de 1994-95.

REGLEMENT (CE) N° .../95 DU CONSEIL
du 1995
modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92 établissant un prélèvement
supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

Vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 43,

Vu la proposition de la Commission (1),

Vu l'avis du Parlement européen (2),

Considérant que les situations respectives de l'Italie et de la Grèce ont fait l'objet d'un examen particulier pour vérifier si les augmentations de la quantité globale garantie fixée à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3950/92 (3), pour ces deux Etats membres, pouvaient être maintenues en 1995/96 et au cours des années suivantes; que la Commission a présenté au Conseil de l'Union Européenne et au Parlement Européen un rapport sur l'application du régime des quotas laitiers en Italie et en Grèce (4); que, ce rapport permet à la Commission de conclure que ces deux Etats membres ont globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas laitiers, ainsi que, pour l'Italie, celles concernant l'utilisation de la réserve de 347.701 tonnes;

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

(1) J.O. n° C . . . du . . . , p. . .

(2) J.O. n° C . . . du . . . , p. . .

(3) J.O. n° L 405 du 31.12.1992, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 630/95 (J.O. n° L 66 du 23.03.1995, p. 11).

(4)

Article premier

L'article 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 3950/92 est modifié comme suit :

1. la dernière phrase du quatrième alinéa est supprimée,
2. l'alinéa suivant est ajouté :

"L'augmentation des quantités globales des livraisons accordée pour la période 1994/95 à la Grèce et à l'Italie est consolidée à partir de la période 1995/96".

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Il est applicable à partir du 1er avril 1995.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil



Bruxelles, le 18 avril 1995

COM(95)147/2

O/95/124

(Version révisée suite à la réunion spéciale des
Chefs de cabinet du 12 avril 1995; annule et
remplace le document COM(95) 147)

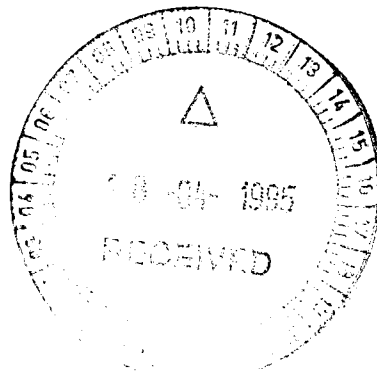
TEXTE D

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un prelevement supplementaire
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER

- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST



MITTEILUNG VON HERRN FISCHLER AN DIE KOMMISSION

Der Rat hat die Gewährung einer zusätzlichen nationalen Menge an Italien und Griechenland von der ordnungsgemäßen Anwendung der Milchquotenregelung und, im Falle Italiens, von der Zuteilung einer Reservemenge für die Streitfälle abhängig gemacht, für die eine befürwortende Stellungnahme abgegeben wird. Er hat die Kommission aufgefordert, ihm einen Bericht über die Anwendung dieser Regelung und geeignete Vorschläge vorzulegen.

Die Kommission hat aufgrund von Kontrollen eine dieser Regelung entsprechende, die Bestätigung der zusätzlichen nationalen Mengen für das Wirtschaftsjahr 1995/96 und die späteren Wirtschaftsjahre rechtfertigende Anwendung festgestellt. Die betreffenden Kontrollen haben außerdem eine ordnungsgemäße Verwendung der Reserve ergeben, so daß diese ohne Einschränkung in die nationale Liefergarantiemenge übernommen werden kann.

Der EAGFL wird die Anwendung der betreffenden Regelung durch die genannten Mitgliedstaaten weiterhin genau prüfen.

Es wird der Kommission vorgeschlagen,

- a) den beigegeführten Bericht über die Anwendung der Milchquotenregelung in Italien und Griechenland anzunehmen und dem Rat sowie dem Europäischen Parlament vorzulegen;
- b) dem Rat die beigegeführte Verordnung zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 vorzuschlagen;

ZUSAMMENFASSUNG

1. Da die von der Kommission durchgeführten Kontrollen die ordnungsgemäße Anwendung der Milchquotenregelung in Griechenland und Italien ergeben haben, wird dem Rat vorgeschlagen, die vorläufige Zuteilung zusätzlicher nationaler Quoten zu bestätigen und eine endgültige Zuteilung vorzunehmen.
2. Es wurde außerdem festgestellt, daß die zur Beilegung von Streitfällen in Italien vorgesehene Reservemenge ordnungsgemäß verwendet worden ist. Es wird deshalb vorgeschlagen, diese Reservemenge ohne Einschränkung in die nationale Garantiemenge zu übernehmen.
3. Die sich bisher in Griechenland im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, insbesondere hinsichtlich der Erzeugung, ergebende Lage rechtfertigt es nicht, dem Antrag Griechenlands stattzugeben, die nationale Garantiemenge über die zusätzliche Zuteilung gemäß Absatz 1 hinaus zu erhöhen.

ANNEXE CALENDRIER

Adoption par la Commission : 14.04.1995

Adoption par le Conseil : 30/31.05.1995

Avis du Parlement Européen : Mai 1995

Historical Archives of the European Commission

Begründung

Am 27. Juli 1994, bei der Verabschiedung der Verordnung (EG) Nr. 1883/94 zur Festsetzung der garantierten Gesamtmenge für das Wirtschaftsjahr 1994/95, hat der Rat die Kommission aufgefordert, einen Bericht mit Vorschlägen zu der Frage vorzulegen, ob die für Griechenland und Italien vorgesehenen Erhöhungen 1995/96 und später beibehalten werden sollten.

Der EAGFL hat seitdem die sich in den genannten zwei Mitgliedstaaten stellende Lage genau geprüft und dazu mehrere Kontrollen in den jeweiligen Hauptstädten und Gebieten vorgenommen. Die Kontrolleure des EAGFL haben dabei volle Unterstützung erfahren. Die letzte Kontrolle wurde am 15. Februar 1995 abgeschlossen.

Der Bericht in der Anlage sowie die beigefügten Vorschläge entsprechen der Aufforderung des Rates. Sie enthalten überdies eine Bewertung des griechischen Antrags auf erneute Erhöhung der betreffenden Gesamtmenge.

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(95)

BERICHT AN DEN RAT UND DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT

**über die Anwendung der Milchquotenregelung
in Italien und Griechenland**

Vorschlag

VERORDNUNG (EG) NR. /95 DES RATES

**zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92
über die Erhebung einer Zusatzabgabe
im Milchsektor**

(Vorlage der Kommission)

Bericht an den Ministerrat und das Europäische Parlament
über die Anwendung der Milchquotenregelung
in Italien und Griechenland

Einleitung

1. Auf der Grundlage des Berichts KOM(94)64 endg. der Kommission vom 2.3.1994 und des Zusatzberichts KOM(94) 150 endg. vom 18.4.1994 hat der Rat am 27. Juli 1994 die Verordnung 1883/94 angenommen, mit der die Gesamtgarantiemengen für 1994/95 festgesetzt wurden. In Artikel 1 letzter Unterabsatz heißt es wie folgt:

"Die für den Zeitraum 1993/94 bewilligte Erhöhung der Gesamtmengen "Lieferungen" für Griechenland, Spanien und Italien wird im Fall Spaniens beibehalten und im Fall Griechenlands und Italiens für den Zeitraum 1994/95 verlängert. In der Gesamtmenge "Lieferungen" für Italien ist die Reservemenge in Höhe von 347 701 Tonnen enthalten, die erforderlichenfalls dazu dient, im Einvernehmen mit der Kommission Referenzmengen solchen Erzeugern zuzuweisen, die in einem Rechtsstreit gegen die innerstaatliche Verwaltung wegen des Wegfalls ihrer Referenzmenge obsiegt haben. Die Kommission wird dem Rat vor Beginn des Zeitraumes 1995/96 einen Bericht vorlegen und Vorschläge bezüglich der Frage unterbreiten, ob die Erhöhung der Gesamtgarantiemenge für Griechenland und der Umfang der Erhöhung für Italien 1995/96 und in den Folgejahren beibehalten werden soll."

Mit dem vorliegenden Bericht und den beigefügten Vorschlägen kommt die Kommission dieser Verpflichtung nach. Der Bericht beschreibt die Lage, die bei Besuchen in den beiden Mitgliedstaaten, der letzte wurde am 15. Februar abgeschlossen, vorgefunden wurde, und enthält auch alle wichtigen Entwicklungen, die der Kommission seit dem letzten Bericht mitgeteilt wurden.

Die Bedingungen

2. Die Erhöhungen der Gesamtgarantiemengen, die ab dem Wirtschaftsjahr 1993/94 Italien (0,9 Mio. Tonnen einschließlich der Reserve von 347 701 Tonnen) und Griechenland (0,1 Mio. Tonnen) eingeräumt wurden, sind von der effektiven Anwendung der Quotenregelung abhängig gemacht worden. Auf der Grundlage einiger wichtiger Bedingungen sollen im folgenden die in den beiden Mitgliedstaaten erzielten Fortschritte bewertet werden :
- a) Annahme von Durchführungsverordnungen;
 - b) Berechnung der einzelbetrieblichen Referenzmengen auf der Grundlage der Lieferungen 1991/92 an die Käufer sowie der einzelbetrieblichen Referenzmengen für Fett;
 - c) Einrichtung einer Zentralstelle zur Überprüfung der Eintragung der Erzeugung und der Erhebung der Abgabe;
 - d) angemessene Eintragung der Erzeugung;
 - e) etwaige Erhebung einer Abgabe bei den Erzeugern.

Die Summe der ab dem Wirtschaftsjahr 1995/96 von Italien zugewiesenen Quoten muß jedoch den vom Rat festgesetzten Beträgen entsprechen (vgl. Buchstabe f) des vorliegenden Berichts).

Vorgehen der Kommission

3. Seit der Entscheidung des Rates vom 27. Juli 1994 haben die Kommissionsdienststellen die Lage in den beiden Mitgliedstaaten sehr genau verfolgt. Der EAGFL führte seit dem vergangenen Bericht an den Rat in Italien acht Kontrollbesuche in Rom und elf in den Regionen und in Griechenland drei Kontrollbesuche in Athen und den wichtigsten Produktionsgebieten durch. Die Kontrolleure der Kommission wurden bei ihren Besuchen von den nationalen Stellen bereitwillig unterstützt.

Entsprechend den früheren Berichten der Kommission wird im Rahmen des vorliegenden Berichts gemessen, welche Fortschritte unter Berücksichtigung der Bedingungen für die Erhöhungen der nationalen Garantiemenge erreicht wurden.

a) **Annahme der Durchführungsverordnungen**

4. In Italien wurde eine Vorschrift erlassen, um für das Wirtschaftsjahr 1995/96 die Zuweisung von einzelbetrieblichen Quoten insgesamt so zu begrenzen, daß die nationale Garantiemenge (9 930 000 Tonnen) eingehalten wird. Berücksichtigt ist dabei auch eine Reserve für besondere Situationen und die Ergebnisse der noch vor den Gerichten anhängigen Beschwerden (Gesetzesdekret Nr. 727 vom 23. Dezember 1994). Einige Zusatzmaßnahmen betreffend den Mechanismus des nationalen Ausgleichs und die nationale Reserve stehen noch aus.

Am 9. November 1994 hat Griechenland ein Dekret angenommen, um eine nationale Reserve zu schaffen und die Quoten für 1994/95 festzulegen, die linear um 2,5 % gesenkt werden. Es liegen nunmehr die nötigen Rechtsvorschriften vor, um die Milchquotenregelung durchzuführen.

5. Die Kommission hat Vorbehalte zur Rolle erhoben, die den Erzeugerorganisationen bei der Verwaltung bestimmter Elemente der Regelung in Italien, namentlich dem Ausgleichsmechanismus, eingeräumt wird. Noch größere Vorbehalte erhebt die Kommission gegen die Rolle dieser Organisationen aufgrund einer Bestimmung in den nationalen Durchführungsvorschriften, der zufolge der nationalen Union der Milcherzeuger (UNALAT) die Möglichkeit eingeräumt wird, den Informationsstrom über die Milchlieferungen und andere Aspekte der Quotenregelung zu lenken. Die Kontrollen vor Ort ergaben, daß die Erzeugerorganisationen der Rolle, die ihnen vom italienischen Gesetz zugewiesen ist, durchweg gerecht werden. Insbesondere beeinflussen die Erzeugerorganisationen den Jahresausgleich zwischen den Produzenten mit Lieferungen unterhalb oder über der Quota. Die Kommission hat allerdings ein Verstoßverfahren nach Artikel 169 des Vertrags eingeleitet und die italienischen Behörden aufgefordert, darauf zu achten, daß die Bestimmungen über die Quoten unabhängig von den Erzeugerorganisationen angewandt werden und daß diese auf keinen Fall Kontrollfunktionen haben dürften.

- b) **Berechnung und Zuteilung der einzelbetrieblichen Referenzmengen auf der Grundlage der Lieferungen im Jahre 1991/92**
6. Die einzelbetrieblichen Referenzmengen wurden in den beiden Mitgliedstaaten wie folgt berechnet:
- in Italien wurden sie teilweise auf der Grundlage der Lieferungen im Wirtschaftsjahr 1988/89 (sogenannte A-Quoten) und teilweise auf der Grundlage der Erhöhung der Lieferungen zwischen 1988/89 und 1991/92 (sogenannte - vorläufige - B-Quoten festgesetzt;
 - in Griechenland haben die Behörden im November 1993 die im Juni desselben Jahres angenommene Zuteilungsgrundlage geändert. Die Quoten werden auf der Grundlage einer Formel berechnet, bei der die Lieferungen 1991/92 und 1992/93 berücksichtigt werden, wobei den Lieferungen von 1992/93 ein wesentlich größeres Gewicht zugewiesen wird.
7. Die Zuteilung der Quoten an die Erzeuger erfolgte verspätet, namentlich was die Prüfung der Beschwerden gegen die Zuteilungsentscheidungen anbelangt.
- In Italien haben die Dienststellen der Kommission entsprechend der Vereinbarung im Rat das Verfahren für die Prüfung der Verwaltungsbeschwerden und namentlich die Kontrollberichte und Belege geprüft. Von 40 843 Anträgen auf Revision der individuellen Lage wurden zunächst 24 030 gemeinsam von den nationalen Behörden und den Dienststellen der Kommission als gerechtfertigt angesehen und wurden in das Berichtigungsbulletin vom 15. Dezember 1994 aufgenommen, mit dem die Gesamtmenge der einzelbetrieblichen Quoten um 577 400 Tonnen erhöht wurde. Die Prüfung in Rom und in der Provinz ergab, daß die Reserve insgesamt ordnungsgemäß zugeteilt wurde.
8. Die Behörden prüfen weiter die Begründetheit der Beschwerden, von denen 12 759 bei der Veröffentlichung des Berichtigungsbulletins für das Wirtschaftsjahr 1994/95 noch anhängig waren. Mögliche im Anschluß an diese Prüfung zuzuteilende Mengen werden 1995/96 zugeteilt und auf die Reserve angerechnet, die durch Streichung eines Teils der B-Quoten zu schaffen ist. Der Saldo der B-Quoten wurde 1995/96 aufrechterhalten, um, selbst bei Ausschöpfung der Reserve, genügend Spielraum für eine etwaige spätere Quotenzuteilung an Beschwerdeführer zu lassen. Die Reserve von 235.948 t wurde bei Veröffentlichung der für 1995/96 zugeteilten Quoten festgesetzt..

Die Prüfung des vom italienischen Parlament am 24. Februar 1995 angenommenen Gesetzes zeigt jedoch, daß sich die Zahl der zulässigen Beschwerden erhöhen könnte, namentlich weil Forderungen von Begünstigten regionaler Entwicklungspläne stattgegeben werden könnte und Ansprüche auf Quoten anerkannt werden, solange die Beschwerden nicht zu einer endgültigen Entscheidung geführt haben. Die Kommission hat Italien am 13. März 1995 mitgeteilt, daß sie nicht akzeptieren könne, daß die geltenden Quoten einschließlich der der Beschwerdeführer die Gesamtgarantiemenge nach dem 1. April 1995 überschreiten.

9. In Griechenland haben die Behörden erneut mit großer Verspätung die Quoten für das Wirtschaftsjahr 1994/95 zugeteilt. So ist diese Zuteilung erst im November 1994 erfolgt. Wie in Italien wurden gegen die Zuteilung der Quoten Beschwerden von verschiedenen Erzeugern eingereicht. Sie wurden behandelt, wobei sich jedoch das Problem stellte, daß nach Abschluß der Verfahren 24 000 Tonnen zusätzliche Quoten aufgrund des positiven Ausgangs dieser Beschwerden notwendig wurden. Aufgrund der unzureichenden ursprünglichen nationalen Reserve (7 400 Tonnen) und zur Einhaltung der nationalen Garantiemenge wurde eine lineare Senkung sämtlicher Quoten um 2,5 % vorgeschrieben. Für das Wirtschaftsjahr 1994/95 wurden 620 053 Tonnen zugeteilt und eine nationale Reserve von 6 000 Tonnen gebildet. Nach wie vor gibt es jedoch Anträge neuer Erzeuger (etwa 1 500), die noch nicht befriedigt wurden.

Schließlich wurde anhand des Rechnungsabschlusses für das Wirtschaftsjahr festgestellt, daß 2 300 Erzeuger 1993/94 ohne Quoten Milch geliefert haben. Auch wenn dieses Phänomen nur Kleinerzeuger betrifft und die Erzeugung angegeben worden ist, wurden die griechischen Behörden aufgefordert, diese Lage so schnell wie möglich zu bereinigen, da die betreffenden Erzeuger andernfalls bei Überschreitung der Gesamtgarantiemenge mit hohen Strafen zu rechnen haben. Konsequenterweise wurden administrative Sanktionen beschlossen.

10. Zuteilung der Quoten für Direktverkäufe.

In Italien erfolgte die Zuteilung der Quoten für Direktverkäufe nach denselben Kriterien und Verfahren wie denen für die Lieferungen. Eine strukturelle Neuausrichtung der Vermarktung d.h. weg von den Direktverkäufen und hin zu den Lieferungen ist im Gange. Italien hat eine große Zahl individueller Anträge auf Umwandlung von Quoten für den Direktverkauf in Quoten für Lieferungen stattgegeben, wie dies in den Gemeinschaftstexten vorgesehen ist. Demzufolge hat die Kommission mit Verordnung (EWG) Nr. 630/95 vom 23.03.1995 die Aufteilung der Gesamtmengen Italiens geändert.

In Griechenland wurden die Quoten für den Direktverkauf für 1993/94 nach Ende des Wirtschaftsjahres zugeteilt. Die zugeteilte Menge betrifft nur 162 Erzeuger für insgesamt 862 Tonnen bei einer verfügbaren nationalen Menge von 4 528 Tonnen. Aufschlußreiche Informationen liegen nicht vor, da die Erzeuger, die direkt verkaufen für 1993/94 keine Meldung abgegeben haben. Im übrigen werden die Direktverkäufe in mehreren Regionen aus hygienischen Gründen von Amts wegen nach Möglichkeit unterbunden.

c) **Einrichtung einer Zentralstelle zur Überprüfung der Registrierung der Erzeugung und der Erhebung der Abgabe**

11. Beide Mitgliedstaaten haben eine Zentralstelle geschaffen. Von ihrer Funktion her war die EIMA in Italien von Anfang an für die Einführung und Kontrolle der Quotenregelung zuständig und hat an dieser Aufgabe aktiv mitgearbeitet.

In Griechenland stellt sich die Situation anders dar. Die Befugnisse, Aufgaben und Mittel der Zentralstelle (ELOG) wurden per Gesetz im Juni 1993 festgelegt, aber erst am 18. April 1994 hat die Stelle tatsächlich die Verwaltung der Milchquotenregelung übernommen. Sie hat ihren Sitz in Thessaloniki und ist hinreichend ausgerüstet. Sie war im wesentlichen der Motor der bisherigen Fortschritte in Griechenland. Gleichwohl sind Bedenken in bezug auf das Personal anzumelden, das 1994 befristet eingestellt wurde und dessen Verträge 1995 nicht verlängert wurden. Die ELOG hat jetzt eine für die Erfüllung ihrer Aufgabe ausreichende Anzahl Mitarbeiter eingestellt.

Bisher haben die beiden in Italien und in Griechenland geschaffenen Stellen ihre Aufgaben erfüllt.

d) Angemessene Registrierung der Erzeugung

12. Die erste Aufgabe der Behörden war die Zulassung der Käufer. In Italien ist diese Aufgabe von den regionalen Verwaltungsstellen übernommen worden. In Griechenland verwaltet die ELOG das Zulassungsverfahren. Bis auf die Regelung einiger weniger Fälle ist für Italien festzustellen, daß diese Aufgabe ordnungsgemäß erfüllt worden ist. In Griechenland sind offenbar noch nicht alle Milchkäufer bekannt und zugelassen. Gegenwärtig strengen die griechischen Behörden eine Erhebung an, um das Zulassungsverfahren abzuschließen.
13. In Italien sind die meisten Meldungen der Käufer der wichtigsten Regionen vor dem vorgeschriebenen Datum des 15. Mai eingegangen. Wenn ein Käufer seine Verpflichtung zur Entsendung der Liefermeldung nicht nachgekommen ist, haben die Erzeugergemeinschaften aufgrund von Belegen (Rechnungen) der Erzeuger betreffend die an die säumigen Käufer gelieferten Mengen selbst die Berechnungen angestellt. Die administrative Überprüfung dieser von der EIMA durchgeführten Meldungen, die am 31. August 1994 abgeschlossen sein sollte, wurde deshalb stark verzögert, weil es sich um das erste Jahr der Anwendung des Verfahrens handelte. Erst Mitte Februar 1995 konnten die Lieferungen 1993/94 sozusagen endgültig auf 9 606 033 Tonnen beziffert werden. Der einzige ins Gewicht fallende Mangel betrifft die Tatsache, daß für bestimmte kleine Molkereien die Bestimmung des Fettgehalts der gelieferten Milch nicht erfolgt ist.

Die Warenkontrollen bei den Molkereien und Erzeugern entsprechend dem Gemeinschaftsrecht wurden bei den meisten Molkereien durchgeführt. Milchkäufer, die keine Meldungen abgegeben haben, wurden sämtlich in die zu kontrollierende Stichprobe von Unternehmen einbezogen, die die EIMA den für die Kontrollen zuständigen Regionen notifizierte.

14. In Griechenland gingen die Meldungen in der Regel vor dem 15. Mai 1994 ein. Da die mitgeteilten Zahlenangaben häufig nicht korrekt waren, insbesondere bei Erzeugern, die im Laufe des Jahres den Käufer gewechselt haben, hat die Zentralstelle (ELOG) eine zweite Meldung von den Käufern verlangt. Die Bearbeitung dieser Meldungen ergab, daß die Lieferungen für 1993/94 unter der Gesamtgarantiemenge lagen: 602 106 Tonnen gegenüber 625 985 Tonnen. Allerdings sind noch einige Fehler zu bereinigen, die jedoch diesen Betrag nicht erheblich ändern dürften.

Wie in Italien haben auch in Griechenland die kleinen Molkereien keine Fettanalyse vorgenommen. Dieser Mangel, der nur eine geringe Zahl von Erzeugern (etwa 5 %) betrifft, ist nicht geeignet, die Funktionsweise der Regelung insgesamt in Frage zu stellen oder die Zuverlässigkeit der von den griechischen Behörden für 1993/94 gelieferten Zahlen zu erschüttern.

Die Meldungen der Käufer umfassen auch Lieferungen in Höhe von 19 116 Tonnen, die auf etwa 2 300 Erzeuger ohne Quoten entfielen (vgl. Punkt 9).

Die ELOG führte sämtliche Kontrollen bei den Käufern durch, die für das Wirtschaftsjahr 1993/94 vorgesehen waren. Sie wurde darin von den Regionaldirektionen für Landwirtschaft unterstützt.

e) Erhebung der Abgabe bei den Erzeugern

15. Da dies nach dem Gemeinschaftsrecht durchaus möglich ist, wird die Abgabe in Italien im Laufe des Wirtschaftsjahres als Vorschuß erhoben. Griechenland hat sich nicht dafür entschieden.

Nach dem von den Erzeugergemeinschaften vorgenommenen Ausgleich und einigen Transfers zwischen Lieferquoten und Direktverkaufsquoten wurde in Italien auf nationaler Ebene keine Überschreitung festgestellt. Die Käufer wurden aufgefordert, diesen Vorschuß, wie es im italienischen Gesetz vorgesehen ist, zurückzuerstatten.

Auch in Griechenland wurde die nationale Quote nicht überschritten. Daher wurde entsprechend den Gemeinschaftsvorschriften keine Abgabe erhoben, auch nicht bei den Erzeugern, die, ohne über Quoten zu verfügen, geliefert haben.

f) Mengenaspekte

16. Nach Veröffentlichung der Entscheidung von 31.03.1995 hat Italien an 110.415 Erzeuger folgende einzelbetriebliche Quoten zugeteilt:

	A-Quote (endgültige)	B-Quote (vorläufig)	Insgesamt (in 1 000 t)	Nationale Quote (1)
Lieferungen	8 330	1 084	9 414	9 632
Direktver-käufe	255	25	280	298
Insgesamt	8 585	1 109	9 694	9 930

(1) Nach dem Transfer zwischen Direktverkaufsquoten und Lieferquoten im Umfang von 420 000 Tonnen, beschlossen am 23.03.1995.

Gegenüber den zugeteilten Quoten, wie sie die obige Tabelle ausweist, belaufen sich die Lieferungen 1993/94 auf 9 606 033 Tonnen und die Direktverkäufe auf 217 687 Tonnen, also insgesamt auf 9 823 720 Tonnen. Den Zahlen ist zu entnehmen, daß die Erzeugung 1 % unter der nationalen Garantiemenge liegt (9 930 000 Tonnen).

Allerdings besteht die Gefahr, daß die Anerkennung der Quoten von Beschwerdeführen (vgl. Punkt 8) dazu führen könnte, daß die Quoten insgesamt die nationale Garantiemenge überschreiten. In diesem Falle könnten wie gegenüber anderen Mitgliedstaaten unter den gleichen Bedingungen finanzielle Folgen im Rahmen des Rechnungsabschlusses gezogen werden.

17. In Griechenland belaufen sich die Quoten für den Zeitraum 1994/95 auf 620 053 Tonnen gegenüber einer Gesamtreferenzmenge (Lieferungen) von 625 985 Tonnen. Da die 1993/94 gemeldete Erzeugung 602 106 Tonnen betrug, ist es sehr wahrscheinlich, daß die Erzeugung 1994/95 die nationale Garantiemenge erreicht.

Schlußfolgerungen über die Anwendung der Regelung

18. Bis auf einige Einzelheiten, die in Paragraph 5 angeführt sind, wurden die erforderlichen Rechtsvorschriften sowohl in Italien wie in Griechenland erlassen. Bei der Durchführung der Milchquotenregelung wurden erhebliche Fortschritte erzielt, wenngleich Verzögerungen bei der Zuteilung der einzelbetrieblichen Quoten in beiden Ländern sowie bei der Registrierung und administrativen Kontrolle der Liefererklärungen festgestellt wurden.

Die Kommission kommt also zu dem Schluß, daß die beiden Mitgliedstaaten insgesamt die Bedingungen des Rates für die Einführung der Milchquotenregelung im Jahre 1993/94 erfüllt haben. Italien hat außerdem die Bedingungen betreffend die Nutzung der Reserve für Streitfälle sowie die nationale Garantiemenge zum 1. April 1995 eingehalten.

Die Dienststellen der Kommission werden weiterhin die ordnungsgemäße Anwendung der Regelung überwachen und darauf achten, daß noch nötige Verbesserungen vorgenommen werden. Bei nichtkonformer Anwendung werden sie im Rahmen des Rechnungsabschlusses und/oder des Verstoßverfahrens die nötigen Konsequenzen ziehen.

Bewertung des Antrags auf zusätzliche Erhöhung der griechischen Quote

19. In ihrer Mitteilung betreffend die Zuteilung einer zusätzlichen Quote beantragt die griechische Regierung für das Wirtschaftsjahr 1995/96 eine Erhöhung der nationalen Milchquote um 125.000 t zusätzlich zu der für das Wirtschaftsjahr 1993/94 bereits vorläufig eingeräumten Erhöhung um 100.000 t.

Die diesbezügliche Begründung ist der vergleichbar, mit der 1992 der Antrag auf Erhöhung um 100.000 t versehen war: Verwendung einer kleinen Milchmenge für die Herstellung von Frischerzeugnissen, starke Zunahme der Milchverwendung bei der Herstellung von Frischerzeugnissen, geringer Anteil der griechischen Quote im Vergleich zu den Quoten anderer Mitgliedstaaten, der geringe Anteil Griechenlands an im Rahmen der betreffenden Marktorganisation durchgeführten Interventionsmaßnahmen, große Entfernung zwischen Griechenland und den Gebieten der EU mit Milchüberschüssen sowie der verhältnismäßig hohe Erzeugerpreis im Vergleich zu dem Richtpreis und dem niedrigen Selbstversorgungsgrad bei Kuhmilch.

Griechenland hat durch die Entfernung zu den Gebieten mit Überschüssen eine besondere Stellung, aber es sind auch in anderen Mitgliedstaaten vergleichbare Fälle erkennbar, so bezüglich des Selbstversorgungsgrades oder des bei der Milch festzustellenden Preisdrucks.

20. Die Kommission geht zwar davon aus, daß Griechenland insgesamt die Bedingungen einhält, welche der Rat bezüglich der Anwendung der Quotenregelung gestellt hat, und daß die vorläufige Quotenerhöhung in eine endgültige umgewandelt werden könnte. Sie kann jedoch im jetzigen Stadium die von Griechenland für eine zusätzliche Erhöhung vorgebrachten Argumente aus folgenden Gründen nicht akzeptieren:

- a) Im Wirtschaftsjahr 1993/94 beliefen sich die hinsichtlich des Fettgehalts bereinigten Lieferungen in Griechenland auf 602.000 t. Die Erzeugung blieb damit um rund 24.000 t unter der zugeteilten Quote von 625.985 t.
- b) Nach den von den griechischen Behörden mitgeteilten Angaben blieben die für das Wirtschaftsjahr 1994/95 vorgesehenen Lieferungen bis Dezember 1994 um 12,49 % unter der für diese Jahreszeit eingeplanten Menge. Dies bedeutet, daß die Griechenland gewährte Quote im Wirtschaftsjahr 1994/95 nicht ausgeschöpft wird.

- c) Die Erzeugung von Kuhmilchkäse wurde in Griechenland von 1993 bis 1994 fast verdoppelt (von 4.700 auf 8.400 t). Die in Griechenland zusätzlich erzeugte Milchmenge wird hauptsächlich zur Käseherstellung verwendet. Dies ist einer der Gründe für den auf dem Trinkmilchmarkt ausgeübten Preisdruck. Es ist jedoch zu bemerken, daß der Gesamte Konsum von Käse mitt. zu beziffern ist.

Vorschlag

Die Kommission schlägt dem Rat vor, die Italien und Griechenland gewährten Erhöhungen der nationalen Garantiemengen für 1995/96 und die darauffolgenden Jahre zu bestätigen und auch die Reserve von 347 701 Tonnen im Rahmen der Italien für 1994/95 gewährten zusätzlichen Menge in Form von Lieferquoten zu bestätigen.

VERORDNUNG (EG) NR. /95 DES RATES
vom
zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92
über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, insbesondere auf Artikel 43,

auf Vorschlag der Kommission¹,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments²,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die in Italien und Griechenland gegebenen Voraussetzungen waren Gegenstand einer Sonderprüfung. Zweck dieser Prüfung war es festzustellen, ob die für diese Mitgliedstaaten vorgenommene Erhöhung der Gesamtgarantiemenge gemäß Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92³, zuletzt geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 630/95⁴, im Wirtschaftsjahr 1995/96 und in den folgenden Wirtschaftsjahren beibehalten werden könnte. Die Kommission legte dem Rat der Europäischen Union und dem Europäischen Parlament einen Bericht über die Anwendung der Milchquotenregelung in Italien und Griechenland vor⁵. In diesem Bericht gelangte sie zu dem Schluß, daß in den genannten zwei Mitgliedstaaten die Bedingungen, welche der Rat zur Anwendung der Milchquotenregelung festgelegt hatte, in Italien außerdem die für die Verwendung der Reserve von 347.701 Tonnen festgelegten Bedingungen eingehalten worden sind -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

¹ ABl. Nr. L
² ABl. Nr. L
³ ABl. Nr. L 405 vom 31.12.1992, S. 1
⁴ ABl. Nr. L 66 vom 23.3.1995, S. 11
⁵ ABl. Nr. L

Artikel 1

Artikel 3 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 wird wie folgt geändert:

1. Der letzte Satz des vierten Unterabsatzes wird gestrichen.
2. Der nachstehende Unterabsatz wird angefügt:
"Die Italien und Griechenland für den Zeitraum 1994/95 gewährte Erhöhung der Liefergesamtmengen gilt auch im Wirtschaftsjahr 1995/96 und in den späteren Wirtschaftsjahren."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am siebten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Sie gilt ab 1. April 1995.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu

Im Namen des Rates



COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

Bruxelles, le 18 avril 1995

COM(95)147/2

O/95/124

(Version révisée suite à la réunion spéciale des
Chefs de cabinet du 12 avril 1995; annule et
remplace le document COM(95) 147)

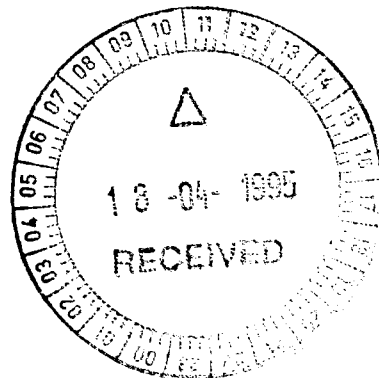
TEXTE E

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un PRELEVEMENT SUPPLEMENTAIRE
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER

- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST



MEMORANDUM FROM MR FISCHLER TO THE COMMISSION

The Council subjected the granting of an additional national quantity to Italy and Greece to the application of the milk quota arrangements and, in addition, in Italy, to the allocation of a reserve to cover quantities to be allocated to producers bringing legal proceedings and obtaining judgement in their favour. The Commission was asked to present a report accompanied by proposals on application of the arrangements.

Commission checks have shown that application has been sufficiently correct to justify confirmation of the additional national quantities for the 1995/96 and subsequent marketing years. Checks have also shown that the reserve has been correctly used and that reserve can therefore be fully integrated in the guaranteed national quantity for deliveries.

The EAGGF is continuing to carry out rigorous checks on the application of these arrangements in the Member States.

It is proposed that the Commission:

- (a) adopt the attached report on the application of the system of milk quotas in Italy and Greece and transmit it to the Council and Parliament;
- (b) propose the attached Regulation amending Regulation (EEC) No 3950/92 to the Council;

SUMMARY

1. The Commission having verified the correct application by Greece and Italy of the system of milk quotas, it is proposed that the Council confirm the additional quotas previously granted on a provisional basis.
2. Checks have shown that the reserve to cover disputed cases in Italy has been correctly used and it is therefore proposed that this reserve be integrated in the national guaranteed quantity.
3. The situation in the Greek dairy sector, particularly with regard to production, does not, at this stage, justify granting the Greek request for an increase of the national guaranteed quantity in addition to that referred to in point 1.

A N N E X E C A L E N D R I E R

Adoption par la Commission : 19.04.1995

Adoption par le Conseil : 30/31.05.1995

Avis du Parlement Européen : Mai 1995

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

When adopting, on 27 July 1994, Regulation (EC) No 1883/94 fixing the total guaranteed quantities for 1994/95, the Council requested the Commission to submit a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and Italy must be maintained in 1995/96 and subsequent years.

Since the adoption of that Council Regulation, the EAGGF has monitored the situation in the two Member States very closely, carrying out several inspection visits both to the capitals and to regions. The EAGGF inspectors have received full cooperation during their visits. The most recent mission was completed on 15 February.

The attached report and the accompanying proposals are presented pursuant to the Council's request and include an evaluation of Greece's request for a further increase in its total guaranteed quantity.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM (95)

REPORT TO THE COUNCIL AND PARLIAMENT

**on the application of the milk quota scheme in
Italy and Greece**

Proposal for a

COUNCIL REGULATION

amending Regulation (EEC) No 3950/92
establishing an additional levy in the milk
and milk products sector

(presented by the Commission)

Report to the Council and the European Parliament
on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece

Introduction

1. On 27 July 1994 the Council adopted on the basis of Commission report COM (94) 64 final of 2 March 1994 and additional report COM(94) 150 final of 18 April 1994 Regulation (EC) No 1883/94 determining the guaranteed total quantities for the period 1994/95. The last paragraph of Article 1 provides as follows:

"The increase in total quantities of deliveries granted for the period 1993/94 for Greece, Spain and Italy shall be established for Spain and shall be extended for the period 1994/95 for Greece and Italy. The total quantity of deliveries for Italy includes a reserve of 347 701 tonnes for allocation, in so far as necessary and in agreement with the Commission, of reference quantities to producers who have brought legal proceedings against a national administration following withdrawal of their reference quantities and obtained judgment in their favour. Before the period 1995/96 the Commission will submit to the Council a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and the amount of the increase for Italy must be maintained in 1995/96 and for the subsequent years."

This report, and the accompanying proposals, fulfils that requirement. It reflects the situation observed during inspection visits to the two Member States, the most recent of which ended on 15 February, and includes all significant developments brought to the attention of the Commission since the previous report.

Requirements to be met

2. The increases in the national guaranteed quantity allocated from 1993/94 to Italy (0.9 million tonnes, including the reserve of 347 701 tonnes) and Greece (0.1 million tonnes) were subject to effective implementation of the quota scheme. Certain key requirements provide an appropriate framework within which progress achieved in each Member State can be assessed. These include:
- (a) adoption of implementing regulations;
 - (b) calculation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92, together with individual references for fat;
 - (c) setting up and equipping of a central agency to verify production records and collection of levies;
 - (d) satisfactory records of production;
 - (e) collection of levies from producers.

In addition, from the 1995/96 marketing year the sum of the quotas allocated by Italy must correspond to the amounts set by the Council (point (f) of this report).

Commission monitoring

3. Following the adoption of the Council Regulation on 27 July 1994 the Commission departments have been monitoring very closely the situation in the two Member States. In the period since the last report to the Council the EAGGF has made 8 inspection visits to Rome and 11 to the regions of Italy and 3 to Athens and the main milk-producing regions in Greece. Commission inspectors have received full cooperation in the course of these visits.

As with earlier Commission reports, the approach in this report is to measure progress against the requirements identified for the grant of increases in the national guaranteed quantity.

(a) Adoption of implementing regulations

4. In Italy a legal measure has been adopted (Decreto Legge No 727 of 23 December 1994) in order to limit, in 1995/96, the grant of individual quotas to a total that will allow the national guaranteed quantity to be observed (9 930 000 tonnes), while leaving a reserve to cover special situations and the outcome of legal proceedings which are still pending. A number of other measures covering such matters as the national compensation mechanism and the national reserve are expected to be adopted.

On 9 November 1994 an order was adopted in Greece establishing a national reserve and determining the quotas for 1994/95 to which a 2.5% across-the-board cut was applied. All the laws required for the implementation of the milk quota scheme have now been adopted.

5. The Commission has expressed reservations about the role of the producers' associations in administering certain aspects of the scheme in Italy, in particular the compensation mechanism.

The Commission's concern about the role of these associations is heightened by a provision in the national implementing rules which leaves open the possibility that the National Union of Milk Producers (UNALAT) may assume responsibility for managing the flow of information on milk deliveries and other aspects of the quota scheme. In particular, the producers' associations effect the end-of-year compensations between producers with deliveries under and over quota. The Commission has initiated an infringement procedure under Article 169 of the Treaty and has asked the Italian authorities to ensure that the quota arrangements are applied independently of producers' organizations and that such organizations not be involved, in any case, in any of the control aspects.

- (b) Calculation and allocation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92
6. The individual reference quantities have been calculated in the two Member States:
- in Italy they have been fixed partly on the basis of deliveries in 1988/89 (known as A quotas) and partly on the basis of the increase in deliveries between 1988/89 and 1991/92 (known as B quotas, which are provisional);
 - in Greece, in November 1993, the authorities altered the basis for allocating the quotas which had been adopted in June of that year. The quotas are now calculated according to a formula that includes deliveries in 1991/92 and 1992/93 with greater weight being given to the latter.
7. There have been delays in the procedure for allocating quotas to producers, mainly as a result of the examination of appeals against allocation decisions.
- In Italy, as had been agreed in the Council, the Commission departments verified the procedure introduced for examining administrative appeals, and in particular inspection reports and supporting documents. Out of 40 843 applications for the review of individual allocations, 24 030 were found *prima facie* to be justified, by agreement between the national authorities and the Commission, and were included in the amending bulletin of 15 December 1994, which raised the total for the individual quotas by 577 400 tonnes. The verification undertaken in Rome and the regions confirmed that the whole of the reserve had been properly allocated.
8. The authorities are continuing to examine appeals, of which 12 759 were still outstanding on the publication of the amending bulletin for 1994/95. Quantities still to be allocated on completion of the appeal procedure will be allocated in 1995/96 and charged against the reserve to be established through the suppression of part of the B quotas. The balance of the B quotas has been retained in 1995/96 in order to leave room for manoeuvre so that, where necessary, quotas can be allocated later to producers who have appealed, including in situations where the reserve has been used up. The reserve of 235.948 tonnes was established on the publication of the 1995/96 quotas.

Examination of the Law adopted by the Italian Parliament on 24 February 1995 indicates, however, that the range of admissible appeals could be increased considerably as a result mainly of the admission of claims by beneficiaries of regional development plans, and of the acknowledgement of entitlement to claimed quotas pending a final decision on appeals. The Commission informed the Italian authorities on 13 March 1995 that it cannot accept that the sum of the quotas applicable, including those of producers who have lodged an appeal, should exceed the guaranteed total quantity at any time after 1 April 1995.

9. In Greece the authorities allocated the quotas for 1994/95, again with a considerable delay, the allocation only being made in November 1994. As in Italy, a number of producers appealed against their allocation. All have now been dealt with. However, a difficulty arose on completion of the procedure in that an extra 24 000 tonnes of quota were needed as a result of judgments awarded in favour of some producers. Because the original reserve was insufficient (7 400 tonnes), and in order to remain within the national guaranteed quantity, a 2.5% across-the-board reduction was applied to all quotas. For 1994/95 an allocation of 620 053 tonnes was made and a national reserve of 6 000 tonnes established. Requests from new producers (around 1 500) have still to be met however.

It has been established, lastly, from the end-of-year accounts that 2 300 producers with no quota made deliveries in 1993/94. Even though only small producers were involved and the production was declared, the Greek authorities have been asked to remedy the situation as quickly as possible since the producers in question will be subject to heavy penalties if there is an overrun of the guaranteed total quantity. Consequently administrative sanction measures have been adopted.

10. Allocation of quotas for direct sales

In Italy the quotas for direct sales were allocated in accordance with the same conditions and procedures as were applied to deliveries. The structural conversion of marketing from direct sales to deliveries is continuing and Italy has agreed to a large number of individual requests for transfers between quotas for direct sales and quotas for deliveries, as provided for under the Community rules. The Commission has therefore adjusted the allocation of the overall quantities for Italy by Regulation (EC) No 630/95 of 23.03.1995.

In Greece the quotas for direct sales for 1993/94 were allocated after the end of the marketing year. The quantity allocated concerns only 162 producers and a total of 862 tonnes out of the 4 528 tonnes of national quantity available. No other significant information is available since the producers of milk for direct sales have not submitted declarations for 1993/94 and on top of that direct sales are officially discouraged on public health grounds in a number of regions.

(c) Setting up and equipping of a central agency to verify production records and the collection of levies

11. The two Member States have designated central agencies.

From the operational point of view EIMA in Italy has been responsible from the outset for the establishment and monitoring of the quota scheme and has played an active role in both these tasks.

The situation is different in Greece. The powers, functions and resources of the central agency, ELOG, were prescribed by law in June 1993 but it was not until 18 April 1994 that it actually took on responsibility for administering the quota scheme. The head office in Thessalonika, which is adequately equipped, has been the main driving force behind the progress that has been achieved in Greece. Concern was nevertheless expressed regarding staff recruited in 1994 on a temporary basis whose contracts were not renewed in 1995. ELOG has now recruited a number of staff sufficient to fulfil its obligations.

Up to now the two agencies established in Italy and Greece have performed their duties.

(d) Satisfactory records of production

12. The authorities' first duty was to approve purchasers. In Italy this has been carried out by the regional authorities. In Greece ELOG administered the approval procedure. In Italy, with the exception of a number of marginal cases - which are now being dealt with - , this task can be said to have been properly carried out. In Greece it would appear that not all milk purchasers have been identified or approved. The authorities at the moment are speeding up an investigation designed to complete the approval procedure.
13. In Italy the majority of the declarations from purchasers in the major milk-producing regions arrived before the statutory deadline of 15 May. Where a purchaser failed to fulfil the obligation to submit a declaration of deliveries, the producers' associations equalled out the overruns using the supporting documents (invoices) submitted by the producers in order to calculate the quantities delivered to the purchasers who had failed to submit returns. Administrative checks on these declarations, by EIMA, which should have been completed by 31 August 1994, were considerably delayed by virtue of the fact that this was the first year the procedure was being applied and it was only in mid-February 1995 that the Italian authorities could calculate the deliveries for 1993/94 more or less definitively at 9 606 033 tonnes. The only significant shortcoming was the failure by some small dairies to determine the fat content of the milk delivered.

Physical checks on dairies and producers, required under Community rules, were undertaken and satisfactorily carried out in most dairies. Purchasers who failed to submit returns were all included in the sample of undertakings to be checked, which was sent by EIMA to the regional authorities responsible for carrying out the checks.

14. In Greece, generally speaking, declarations were submitted by 15 May 1994. Since the figures they contained were frequently inaccurate, particularly in the case of producers who had changed purchaser during the year, the central agency, ELOG, asked purchasers to present a second declaration and once that had been processed it was possible to establish that deliveries for 1993/94 were below the guaranteed total quantity: 602 106 tonnes rather than 625 985 tonnes. Mistakes have still to be corrected but are unlikely to affect that figure significantly.

As in Italy, small dairies did not make an analysis of fat content. Since this involves a small number of producers only (some 5%), it is not likely to jeopardize the overall operation of the system, or undermine the figures provided by the Greek authorities for 1993/94.

The declarations made by purchasers included some 2 300 producers who had no quota, covering deliveries amounting to 19 116 tonnes (see point 9).

ELOG carried out all the on-the-spot checks on purchasers planned for 1993/94 with the assistance of the regional agricultural authorities.

(e) Collection of levies from producers

15. In Italy, as is permitted under Community rules, levies were collected in the form of advances during the marketing year. Greece chose not to apply this system.

In Italy, after equalling out had taken place at the level of the producers' associations and following a number of transfers between quotas for deliveries and transfers for direct sales, no overruns were recorded at national level, and the purchasers were called upon to reimburse the advance, as required under national law.

In Greece too the national quota was not exceeded. Consequently, as provided for under Community rules, no levy was collected, including from producers who made deliveries but had no quota.

(f) Quantitative aspects

16. Following the publication of the decision of 31.03.1995, Italy allocated individual quotas to 110.415 producers as follows:

	A quota (permanent)	B quota (provisional)	Total (1 000 t)	National quota (1)
Deliveries	8 330	1 084	9 414	9 632
Direct sales	255	25	280	298
Total	8 585	1 109	9 694	9 930

(1) After transfer between quotas for direct sales and quotas for deliveries of 420 000 tonnes decided on 23.03.1995

Compared with the quotas allocated, as shown in the table above, deliveries in 1993/94 are calculated to be 9 606 033 tonnes and direct sales to 217 687 tonnes, i.e. a total of 9 823 720 tonnes. From these figures it can be seen that production is 1% below the national guaranteed quantity (9 930 000 tonnes).

There is a danger, however, that acknowledgement of the quotas of producers appealing against their allocation (see point 8 above) could bring the total of the quotas applicable above the national guaranteed quantity. If that should happen, financial consequences may be drawn as part of the accounts clearance operation, as has happened in the case of other Member States in similar circumstances.

17. In the case of Greece, the quotas allocated for 1994/95 amount to 620 053 tonnes, as compared with a total reference quantity (deliveries) of 625 985 tonnes. Given that production declared in 1993/94 amounted to 602 106 tonnes, it is very likely that production in 1994/95 will reach the level of the national guaranteed quantity.

Conclusions on the implementation of the system

18. With some exceptions such as those referred to in paragraph 5, all the laws required have been adopted in Italy and Greece. Significant progress has been achieved in implementing the milk quota scheme, although there have been delays in completing the procedure for allocating individual quotas to producers in the two countries and in the recording and administrative control of returns of deliveries.

The Commission concludes therefore that the two Member States have on the whole complied with the Council requirements for the implementation of the milk quota scheme in 1993/94, and that Italy has satisfied those concerning the use of the reserve for allocation to producers who obtain judgment in their favour in legal proceedings and compliance with the national guaranteed quantity on 1 April 1995.

The Commission departments will continue to ensure that the scheme is properly applied and to improve various aspects that remain to be improved and, in situations where it is not being applied properly, will take any action that may be necessary under the accounts clearance procedure and/or the infringement procedure.

Assessment of the request for an additional increase in the Greek quota

19. In their memorandum on the allocation of an additional quota, the Greek authorities request an increase of 125 000 tonnes in the national milk quota for the 1995/96 marketing year in addition to the increase of 100 000 tonnes granted provisionally for the period 1993/94.

The arguments put forward are similar to those advanced in 1992 to support the request for an increase of 100 000 tonnes. The small, but rapidly growing quantity of milk used for the preparation of fresh products, the small volume of the Greek quota compared with those of other Member States, the fact that Greece does not use the intervention mechanisms provided for under the COM to any great extent, the distance of Greece from Community regions with milk surpluses, a producer price at a fairly high level compared with the target price and the low level of self-sufficiency in cow's milk are all referred to in the Greek memorandum.

Greece is distinguished by its distance from the surplus regions, but the situation as regards the level of self-sufficiency and the pressure on milk prices is similar in other Member States.

20. Although the Commission considers that Greece has generally respected the conditions laid down by the Council for the introduction of the quota scheme and the provisional increase in the quota decided upon at the time can be confirmed, it is not possible at this stage to accept the Greek arguments for an additional increase for the following reasons:

- (a) Deliveries in Greece during the 1993/94 marketing year, corrected according to fat content, were of the order of 602 000 tonnes as against a quota of 625 985 tonnes. Production was therefore around 24 000 tonnes less than the quota.
- (b) According to information supplied by the Greek authorities, deliveries for the 1994/95 marketing year were, in December 1994, 12.49% below the level expected at that time of year. It is therefore clear that the Greek quota will not be exhausted during the 1994/95 marketing year.

- (c) Production of cheese from cow's milk almost doubled in Greece between 1993 and 1994, from 4 700 tonnes to 8 400 tonnes. The increase in milk production in Greece went, to a great extent, therefore, to cheese production and this is one of the causes of the pressure on the market for drinking milk. It should however be noted that consumption of cheese totalstonnes.

Proposal

The Commission proposes that the Council reaffirm for 1995/96 and subsequent years the increases in the national guaranteed quantity granted to Italy and Greece and confirm as quotas for deliveries the reserve of 347 701 tonnes included in the additional quantity granted to Italy for 1994/95.

COUNCIL REGULATION (EC) No/95

of

amending Regulation (EEC) No 3950/92 establishing an additional levy
in the milk and milk products sector

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty establishing the European Community, and in particular
Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission¹,

Having regard to the opinion of the European Parliament²,

Whereas the situations in Italy and Greece have been the subject of a special examination to
verify whether the increases in the total guaranteed quantity laid down in Article 3 of
Regulation (EEC) No 3950/92³ for those two Member States can be maintained in 1995/96
and subsequent years; whereas the Commission has submitted to the Council of the European
Union and to the European Parliament a report on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece⁴; whereas the Commission concludes from the report that the two Member
States have generally fulfilled the conditions laid down by the Council for the introduction
of the milk quota scheme and in Italy for the use of the reserve of 347 701 tonnes,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

¹ OJ No C

² OJ No C

³ OJ No L 405, 31.12.1992, p. 1. Regulation last amended by Regulation (EC) No 630/95
(OJ No L 66, 23.3.1995, p. 11).

⁴

Article 1

Article 3(2) of Regulation (EEC) No 3950/92 is hereby amended as follows:

1. The final sentence of the fourth subparagraph is deleted.
2. The following subparagraph is added:

"The increase in the total quantities of deliveries granted for the period 1994/95 for Greece and Italy is fixed with effect from 1995/96."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the seventh day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 April 1995.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council



COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

COM(95)147/3

Bruxelles, le 18 avril 1995

O/95/124

O.J. 1244 - point 10

(Corrigendum au document COM(95) 147/2)

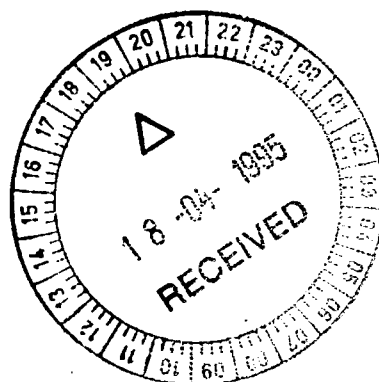
TEXTE F

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un PRELEVEMENT SUPPLEMENTAIRE
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 1244ème réunion de la Commission le mercredi 19 avril 1995.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST



VI/275/95
Orig : FR
Arrêté au 15-03-95
MAJ : 18 04 95

Rapport au Conseil des ministres et au Parlement européen
sur l'application du régime des quotas laitiers en
Italie et en Grèce

Introduction

1. Sur la base du rapport COM(94) 64 final du 02.03.1994 de la Commission et du rapport complémentaire COM(94) 150 final du 18.04.94, le Conseil a adopté le 27 juillet 1994 le Règlement 1883/94 fixant les quantités globales garanties pour la période 1994/95. L'article 1 prévoit dans le dernier alinéa les dispositions suivantes:

"L'augmentation des quantités globales des livraisons accordée pour la période 1993/1994 pour la Grèce, l'Espagne et l'Italie est consolidée pour l'Espagne et est reconduite pour la période 1994/1995 pour la Grèce et l'Italie. La quantité globale des livraisons pour l'Italie comprend une réserve de 347 701 tonnes pour allouer, en tant que de besoin et en accord avec la Commission, des quantités de référence aux producteurs qui ont introduit un recours contentieux à l'encontre de l'administration nationale à la suite du retrait de leurs quantités de référence et ont obtenu une décision favorable. Avant la période 1995/1996, la Commission présentera au Conseil un rapport accompagné de propositions sur le point de savoir si l'augmentation pour la Grèce et si le montant de l'augmentation pour l'Italie doivent être maintenus en 1995/1996 et au cours des années suivantes."

Ce rapport, ainsi que les propositions qui l'accompagnent, donne suite audit engagement. Il reflète la situation telle que constatée lors des missions faites dans les deux Etats membres, dont la dernière s'est achevée le 15 février, et reprend également tous les événements significatifs notifiés à la Commission depuis le dernier rapport.

a) Adoption des règlements d'application

4. En Italie, une mesure législative a été adoptée afin de limiter, pour la campagne 1995/96, les attributions de quotas individuels à un total qui permette de respecter la quantité nationale garantie (9 930 000 tonnes), tout en laissant une réserve pour les situations particulières et les résultats des recours encore pendants en justice (Decreto Legge du 23 décembre 1994, n° 727). L'adoption de certaines mesures complémentaires touchant des domaines comme le mécanisme de compensation nationale et la réserve nationale est attendue.

Le 9 novembre 1994, un décret a été adopté en Grèce afin de créer une réserve nationale et fixer les quotas pour la campagne 1994/95 qui sont linéairement réduits de 2,5%. Toute la législation nécessaire pour l'exécution du régime des quotas laitiers est maintenant adoptée.

5. La Commission a émis des réserves sur le rôle accordé aux groupements de producteurs dans la gestion de certains éléments du système en Italie, notamment dans le mécanisme de compensation.

La préoccupation de la Commission, au sujet du rôle de ces groupements, est accentuée par une disposition contenue dans les modalités nationales d'application, qui laisse ouverte la possibilité à l'Union Nationale des Producteurs Laitiers (UNALAT) d'assumer la responsabilité de gérer le flux d'informations sur les livraisons de lait et sur d'autres aspects du système des quotas. Les Associations de producteurs effectuent notamment la compensation de fin de campagne entre ceux de leurs producteurs qui ont produit plus que leur quota, et ceux qui ont produit moins. La Commission a ouvert une procédure d'infraction sous l'article 169 du traité, et a demandé aux autorités italiennes de veiller à ce que les dispositions relatives aux quotas soient appliquées indépendamment des Associations de producteurs et que de telles Associations ne s'occupent, de toute façon, d'aucun des aspects du contrôle.

b) Calcul et attribution des quantités de référence individuelles sur la base des livraisons effectuées aux acheteurs en 1991/92

6. Les quantités de référence individuelles ont été calculées dans les deux Etats membres :
 - en Italie, elles ont été fixées partiellement sur la base des livraisons de la campagne 1988/89 (appelées quotas A) et en partie sur la base de l'augmentation des livraisons entre 1988/89 et 1991/92 (appelées quotas B, qui sont de nature provisoire);
 - en Grèce, en novembre 1993, les Autorités ont modifié la base d'attribution des quotas, qui avait été adoptée en juin de la même année. Les quotas sont calculés sur la base d'une formule associant les livraisons 1991-92 et 1992-93, en accordant une importance prépondérante à ces dernières.
7. L'attribution des quotas aux producteurs a connu des retards, notamment en ce qui concerne l'examen des recours contre les décisions d'attribution.

En Italie, les services de la Commission ont, comme convenu au Conseil, vérifié la procédure mise en place pour l'examen des recours administratifs et notamment les rapports de contrôle et les pièces justificatives. Sur les 40 843 demandes de révision de la position individuelle, 24 030 ont été déclarées justifiées dans un premier temps, d'un commun accord entre les autorités nationales et les services de la Commission, et ont été reprises dans le bulletin rectificatif du 15 décembre 1994, par lequel le total des quotas individuels a été augmenté de 577 400 tonnes. Le résultat de la vérification entreprise à Rome et en province a permis de confirmer que la totalité de la réserve avait été correctement allouée.
8. Les Autorités poursuivent leur examen du bien-fondé des recours, dont 12.759 restaient en instance lors de la publication du bulletin rectificatif pour la campagne 1994/95. Toute quantité à allouer à l'issue de cet examen sera attribuée en 1995/96 et imputée à la réserve à créer par l'extinction d'une partie des quotas "B". Le solde des quotas "B" a été maintenu en 1995/96. Une marge de manoeuvre destinée à permettre le cas échéant l'attribution ultérieure de quotas aux appelants existe, même en cas d'épuisement de la réserve de 235.948 tonnes constituée lors de la publication des quotas attribués pour la campagne 1995/96.

Cependant, l'examen de la loi adopté par le Parlement italien le 24 février 1995 montre qu'il pourrait y avoir un élargissement de la gamme des appels recevables à cause, notamment, de l'acceptation des revendications de bénéficiaires de plans de développement régionaux, et de l'acceptation des droits à quotas revendiqués tant que les recours n'auront pas fait l'objet d'une décision définitive. Le 13 mars 1995, la Commission a informé l'Italie qu'elle ne pourra accepter que le total des quotas en vigueur, y compris ceux des appelants, dépasse la quantité globale garantie à aucun moment après le 1er avril 1995.

9. En Grèce, les Autorités ont attribué, à nouveau avec un retard important, les quotas pour la campagne 1994/95. Ce n'est en effet qu'en novembre 1994 que cette allocation a été faite. Comme en Italie, des recours avaient été formés par certains producteurs contre l'allocation des quotas. Ils ont tous été traités, mais un problème se posait à l'issue de la procédure, puisque 24 000 tonnes de quotas supplémentaires étaient nécessaires, suite aux résultats positifs d'une partie de ces recours. En raison de l'insuffisance de la réserve nationale initiale (7 400 tonnes), et afin de rester à l'intérieur de la quantité nationale garantie, une réduction linéaire de 2,5% de tous les quotas a été imposée. Il a été procédé, pour la campagne 1994/95, à une allocation de 620 053 tonnes et à la constitution d'une réserve nationale de 6 000 tonnes. Il reste cependant toujours des demandes de nouveaux producteurs (environ 1 500) qui ne sont pas satisfaites.

Enfin, il a été constaté selon les comptes de fin de campagne que 2 300 producteurs sans quotas avaient livré durant la période 1993/94. Même si ce phénomène ne concerne que de petits producteurs, et pour une production qui a été déclarée, il a été demandé aux Autorités grecques de remédier le plus rapidement possible à cette situation, qui rendra les producteurs concernés redevables de lourdes pénalités en cas de dépassement de la quantité globale garantie. Des mesures ont été adoptées en conséquence.

- c) La production de fromage de lait de vache a presque doublé en Grèce entre 1993 et 1994, en passant de 4.700 t à 8.400 t. L'augmentation de la production de lait en Grèce a donc été dirigée en grande partie vers la production de fromages, et ceci est une des causes de la pression sur le marché du lait de consommation. Il convient cependant de noter que la consommation de fromages s'élève au total à 230 000 tonnes.

Proposition

La Commission propose au Conseil de confirmer pour 1995/1996 et pour les années suivantes les augmentations de la quantité nationale garantie accordées à l'Italie et à la Grèce, et de confirmer en tant que quotas pour les livraisons la réserve de 347 701 tonnes figurant dans la quantité supplémentaire accordée à l'Italie au titre de 1994-95.

TABLE 91: CONSUMPTION OF CHEESES / TABLEAU 91: CONSOMMATION DE FROMAGES

- PAGE 19 -

	In thousand (000) tonnes												PERCENTAGE CHANGE				
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
BELGIQUE/BELOIE	112.8	116.3	121.0	122.7	126.8	136.0	142.0	144.0	149.0	180.0	167.0	176.7	184.6	47.8	1.4	3.5	7.4
DANMARK	82.7	68.1	64.1	64.4	66.0	72.9	76.7	79.2	79.8	81.0	82.0	83.0	84.0	30.8	4.6	0.9	1.4
DEUTSCHLAND *	838.0	884.0	1,059.0	1,067.0	1,141.0	1,288.0	1,281.0	1,300.0	1,388.0	1,400.0	1,446.0	1,473.0	1,494.0	73.0	1.5	5.2	2.3
ELLAS	204.0	208.8	228.0	211.0	213.0	181.0	188.0	189.0	218.0	228.0	230.0	236.7	242.8	12.7	0.5	8.5	6.8
ESPAÑA	167.4	173.7	179.8	185.0	180.8	188.8	202.4	288.8	284.5	331.5	331.5	331.5	331.5	88.0	42.6	2.0	12.6
FRANCE	1,118.0	1,152.0	1,170.0	1,208.0	1,221.0	1,252.0	1,284.0	1,284.0	1,287.0	1,301.0	1,340.0	1,344.9	1,372.5	19.9	0.8	0.2	0.3
IRELAND	13.4	14.3	14.3	15.6	17.9	18.6	19.0	19.0	20.2	21.0	21.0	22.0	22.3	56.7	0.0	6.3	4.0
ITALIA	878.0	836.0	809.0	839.0	820.0	922.0	1,119.0	1,089.0	1,132.0	1,126.3	1,153.1	1,188.3	1,177.8	31.6	-2.7	3.9	-0.5
LUXEMBOURG	4.8	4.6	4.7	4.7	4.7	4.7	4.8	5.1	5.5	6.8	6.0	6.0	6.0	30.4	6.3	7.8	5.6
NEDERLAND	202.0	200.0	194.0	184.0	218.0	219.0	227.0	230.0	245.0	242.0	250.0	250.0	256.3	23.8	1.3	6.5	-1.2
PORTUGAL	43.0	44.0	41.0	45.0	48.0	52.0	57.0	62.0	66.0	68.0	68.0	69.0	69.0	53.5	8.8	8.5	0.0
U.KINGDOM	364.0	371.0	394.0	390.0	400.0	403.0	405.0	423.0	419.0	408.0	410.0	418.0	419.3	12.8	4.4	-0.9	-3.1
EUR-12 total *	4,004.0	4,161.8	4,378.9	4,478.4	4,664.9	4,856.9	5,014.5	5,132.9	5,292.1	5,389.9	5,502.0	5,655.0	5,808.3	97.5	2.4	3.1	1.4
AUSTRIA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	...	...	...	...
SUOMI/FINLAND	48.7	49.7	64.4	59.4	61.8	65.5	69.6	69.2	72.3	72.3	74.2	75.0	78.5	52.4	0.8	4.5	0.0
SUEDE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	135.0	140.0	140.0	143.3	144.4	...	...	...	3.7
EUR-18 total *	4,052.7	4,211.6	4,433.3	4,531.8	4,722.3	4,912.3	5,083.5	5,202.1	5,489.4	5,580.9	5,718.9	5,873.3	6,077.3	41.1	2.3	5.7	1.8

* = DO VI D-1 en millions

* Includes statistics for United Germany



COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

Bruxelles, le 18 avril 1995

COM(95)147/3

O/95/124

O.J. 1244 - point 10

(Corrigendum au document COM(95) 147/2)

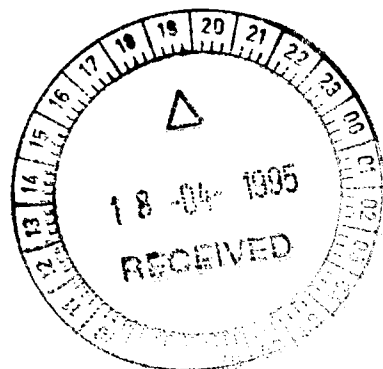
TEXTE D

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un prelevement supplementaire
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 1244ème réunion de la Commission le mercredi 19 avril 1995.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST



Bericht an den Ministerrat und das Europäische Parlament
über die Anwendung der Milchquotenregelung
in Italien und Griechenland

Einleitung

1. Auf der Grundlage des Berichts KOM(94)64 endg. der Kommission vom 2.3.1994 und des Zusatzberichts KOM(94) 150 endg. vom 18.4.1994 hat der Rat am 27. Juli 1994 die Verordnung 1883/94 angenommen, mit der die Gesamtgarantiemengen für 1994/95 festgesetzt wurden. In Artikel 1 letzter Unterabsatz heißt es wie folgt:

"Die für den Zeitraum 1993/94 bewilligte Erhöhung der Gesamtmengen "Lieferungen" für Griechenland, Spanien und Italien wird im Fall Spaniens beibehalten und im Fall Griechenlands und Italiens für den Zeitraum 1994/95 verlängert. In der Gesamtmenge "Lieferungen" für Italien ist die Reservemenge in Höhe von 347 701 Tonnen enthalten, die erforderlichenfalls dazu dient, im Einvernehmen mit der Kommission Referenzmengen solchen Erzeugern zuzuweisen, die in einem Rechtsstreit gegen die innerstaatliche Verwaltung wegen des Wegfalls ihrer Referenzmenge obsiegt haben. Die Kommission wird dem Rat vor Beginn des Zeitraumes 1995/96 einen Bericht vorlegen und Vorschläge bezüglich der Frage unterbreiten, ob die Erhöhung der Gesamtgarantiemenge für Griechenland und der Umfang der Erhöhung für Italien 1995/96 und in den Folgejahren beibehalten werden soll."

Mit dem vorliegenden Bericht und den beigefügten Vorschlägen kommt die Kommission dieser Verpflichtung nach. Der Bericht beschreibt die Lage, die bei Besuchen in den beiden Mitgliedstaaten, der letzte wurde am 15. Februar abgeschlossen, vorgefunden wurde, und enthält auch alle wichtigen Entwicklungen, die der Kommission seit dem letzten Bericht mitgeteilt wurden.

b) Berechnung und Zuteilung der einzelbetrieblichen Referenzmengen auf der Grundlage der Lieferungen im Jahre 1991/92

6. Die einzelbetrieblichen Referenzmengen wurden in den beiden Mitgliedstaaten wie folgt berechnet:
- in Italien wurden sie teilweise auf der Grundlage der Lieferungen im Wirtschaftsjahr 1988/89 (sogenannte A-Quoten) und teilweise auf der Grundlage der Erhöhung der Lieferungen zwischen 1988/89 und 1991/92 (sogenannte - vorläufige - B-Quoten festgesetzt,
 - in Griechenland haben die Behörden im November 1993 die im Juni desselben Jahres angenommene Zuteilungsgrundlage geändert. Die Quoten werden auf der Grundlage einer Formel berechnet, bei der die Lieferungen 1991/92 und 1992/93 berücksichtigt werden, wobei den Lieferungen von 1992/93 ein wesentlich größeres Gewicht zugewiesen wird.
7. Die Zuteilung der Quoten an die Erzeuger erfolgte verspätet, namentlich was die Prüfung der Beschwerden gegen die Zuteilungsentscheidungen anbelangt.
- In Italien haben die Dienststellen der Kommission entsprechend der Vereinbarung im Rat das Verfahren für die Prüfung der Verwaltungsbeschwerden und namentlich die Kontrollberichte und Belege geprüft. Von 40 843 Anträgen auf Revision der individuellen Lage wurden zunächst 24 030 gemeinsam von den nationalen Behörden und den Dienststellen der Kommission als gerechtfertigt angesehen und wurden in das Berichtigungsbulletin vom 15. Dezember 1994 aufgenommen, mit dem die Gesamtmenge der einzelbetrieblichen Quoten um 577 400 Tonnen erhöht wurde. Die Prüfung in Rom und in der Provinz ergab, daß die Reserve insgesamt ordnungsgemäß zugeteilt wurde.
8. Die Behörden prüfen weiter die Begründetheit der Beschwerden, von denen 12 759 bei der Veröffentlichung des Berichtigungsbulletins für das Wirtschaftsjahr 1994/95 noch anhängig waren. Mögliche im Anschluß an diese Prüfung zuzuteilende Mengen werden 1995/96 zugeteilt und auf die Reserve angerechnet, die durch Streichung eines Teils der B-Quoten zu schaffen ist. Der Saldo der B-Quoten wurde 1995/96 aufrechterhalten. Selbst bei Ausschöpfung der Reserve, genügend Spielraum für eine etwaige spätere Quotenzuteilung an Beschwerdeführer zu lassen existiert. Die Reserve von 235.948 t wurde bei Veröffentlichung der für 1995/96 zugeteilten Quoten festgesetzt..

Die Prüfung des vom italienischen Parlament am 24. Februar 1995 angenommenen Gesetzes zeigt jedoch, daß sich die Zahl der zulässigen Beschwerden erhöhen könnte, namentlich weil Forderungen von Begünstigten regionaler Entwicklungspläne stattgegeben werden könnte und Ansprüche auf Quoten anerkannt werden, solange die Beschwerden nicht zu einer endgültigen Entscheidung geführt haben. Die Kommission hat Italien am 13. März 1995 mitgeteilt, daß sie nicht akzeptieren könne, daß die geltenden Quoten einschließlich der der Beschwerdeführer die Gesamtgarantiemenge nach dem 1. April 1995 überschreiten.

9. In Griechenland haben die Behörden erneut mit großer Verspätung die Quoten für das Wirtschaftsjahr 1994/95 zugeteilt. So ist diese Zuteilung erst im November 1994 erfolgt. Wie in Italien wurden gegen die Zuteilung der Quoten Beschwerden von verschiedenen Erzeugern eingereicht. Sie wurden behandelt, wobei sich jedoch das Problem stellte, daß nach Abschluß der Verfahren 24 000 Tonnen zusätzliche Quoten aufgrund des positiven Ausgangs dieser Beschwerden notwendig wurden. Aufgrund der unzureichenden ursprünglichen nationalen Reserve (7 400 Tonnen) und zur Einhaltung der nationalen Garantiemenge wurde eine lineare Senkung sämtlicher Quoten um 2,5 % vorgeschrieben. Für das Wirtschaftsjahr 1994/95 wurden 620 053 Tonnen zugeteilt und eine nationale Reserve von 6 000 Tonnen gebildet. Nach wie vor gibt es jedoch Anträge neuer Erzeuger (etwa 1 500), die noch nicht befriedigt wurden.

Schließlich wurde anhand des Rechnungsabschlusses für das Wirtschaftsjahr festgestellt, daß 2 300 Erzeuger 1993/94 ohne Quoten Milch geliefert haben. Auch wenn dieses Phänomen nur Kleinerzeuger betrifft und die Erzeugung angegeben worden ist, wurden die griechischen Behörden aufgefordert, diese Lage so schnell wie möglich zu bereinigen, da die betreffenden Erzeuger andernfalls bei Überschreitung der Gesamtgarantiemenge mit hohen Strafen zu rechnen haben. Konsequenterweise wurden Maßnahmen beschlossen.

- c) Die Erzeugung von Kuhmilchkäse wurde in Griechenland von 1993 bis 1994 fast verdoppelt (von 4.700 auf 8.400 t). Die in Griechenland zusätzlich erzeugte Milchmenge wird hauptsächlich zur Käseherstellung verwendet. Dies ist einer der Gründe für den auf dem Trinkmilchmarkt ausgeübten Preisdruck. Es ist jedoch zu bemerken, daß der Gesamte Konsum von Käse mit 230 000 t. zu beziffern ist.

Vorschlag

Die Kommission schlägt dem Rat vor, die Italien und Griechenland gewährten Erhöhungen der nationalen Garantiemengen für 1995/96 und die darauffolgenden Jahre zu bestätigen und auch die Reserve von 347 701 Tonnen im Rahmen der Italien für 1994/95 gewährten zusätzlichen Menge in Form von Lieferquoten zu bestätigen.

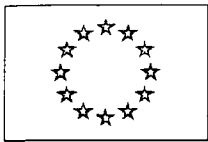
TABLE 67: CONSUMPTION OF CHEESES / TABLEAU 67: CONSOMMATION DE FROMAGES

-PAGE 10-

	In thousand (000) tonnes													PERCENTAGE CHANGE				
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	84/85	85/86	86/87	87/88	88/89
BELGIQUE/BELGIE	112,9	116,3	121,0	122,7	126,8	136,0	142,0	144,0	148,0	180,0	167,0 #	178,7 #	184,8 #	47,8%	1,4%	3,6%	7,4%	4,4%
DANMARK	82,7	68,1	64,1	64,4	86,0	72,8	76,7	78,2	78,8	81,0	82,0	83,0	84,0	30,8%	4,8%	0,8%	1,4%	1,2%
DEUTSCHLAND *	838,0	884,0	1.059,0	1.097,0	1.141,0	1.188,0	1.281,0	1.300,0	1.388,0	1.400,0	1.448,0	1.473,0	1.494,0	73,0%	1,5%	6,2%	2,3%	3,3%
ELLAS	204,0	208,8	228,0	211,0	213,0	181,0	188,0	189,0	218,0	228,0	230,0	238,7 #	242,8 #	12,7%	0,5%	8,6%	6,8%	0,9%
ESPAÑA	107,4	173,7	179,8	185,0	180,8	188,8	202,4	288,8	284,6	321,6	331,6	331,6	331,6	88,0%	42,6%	2,0%	12,8%	0,0%
FRANCE	1.118,0	1.162,0	1.170,0	1.208,0	1.221,0	1.262,0	1.284,0	1.284,0	1.287,0	1.301,0	1.340,0 #	1.344,9 #	1.372,6 #	19,8%	0,8%	0,2%	0,3%	3,0%
IRELAND	13,4	14,3	14,3	16,6	17,8	18,8	18,0	19,0	20,2	21,0	21,0	22,0	22,3	58,7%	0,0%	8,3%	4,0%	0,0%
ITALIA	878,0	936,0	809,0	838,0	820,0	822,0	1.118,0	1.089,0	1.132,0	1.128,3 #	1.163,1 #	1.168,3 #	1.177,8 #	31,8%	-2,7%	3,8%	-0,5%	2,4%
LUXEMBOURG	4,8	4,8	4,7	4,7	4,7	4,7	4,8	5,1	5,6	5,8	6,0	6,0	6,0	30,4%	8,3%	7,8%	6,6%	3,4%
NEDERLAND	202,0	200,0	194,0	184,0	218,0	219,0	227,0	230,0	246,0	242,0	260,0	260,0	266,3	23,8%	1,3%	6,6%	-1,2%	3,3%
PORTUGAL	43,0	44,0	41,0	46,0	48,0	62,0	67,0	82,0	88,0	88,0	88,0	88,0	88,0	63,5%	8,8%	8,6%	0,0%	0,0%
U.KINGDOM	384,0	371,0	384,0	390,0	400,0	403,0	406,0	423,0	419,0	408,0	410,0	416,0	418,3	12,8%	4,4%	-0,9%	-3,1%	1,0%
EUR-12 total *	4.004,0	4.161,8	4.378,8	4.478,4	4.884,8	4.868,8	5.014,8	5.132,8	5.292,1	5.369,8	5.502,8	5.666,0	5.668,3	87,4%	-2,4%	3,1%	1,4%	2,4%
AUSTRIA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	...	...	...	...	...
SUOMI/FINLAND	48,7	49,7	64,4	68,4	61,8	86,6	88,8	68,2	72,3	72,3	74,2	76,0	78,5 #	62,4%	0,8%	4,6%	0,0%	2,8%
SUEDE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	136,0	140,0	140,0	143,3 #	144,4 #	...	...	...	3,7%	0,0%
EUR-13 (total) *	4.062,7	4.211,6	4.433,3	4.631,8	4.828,8	4.722,3	5.083,6	5.202,1	5.499,6	5.580,8	5.716,8	5.783,3	5.877,8	41,1%	-2,3%	6,7%	1,6%	3,4%

= DG VI D-1 estimate

* Includes statistics for United Germany



COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

COM(95)147/3

Bruxelles, le 18 avril 1995

O/95/124

O.J. 1244 - point 10

(Corrigendum au document COM(95) 147/2)

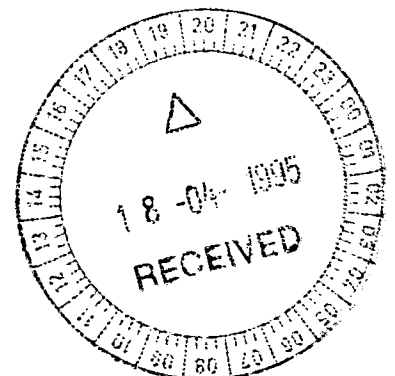
TEXTE E

RAPPORT AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'APPLICATION
DU REGIME DES QUOTAS LAITIERS EN ITALIE ET EN GRECE
- PROPOSITION DE REGLEMENT DU CONSEIL MODIFIANT LE REGLEMENT
(CEE) N 3950/92 Etablissant un prelevement supplementaire
DANS LE SECTEUR DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS

Communication de M. FISCHLER

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 1244ème réunion de la Commission le mercredi 19 avril 1995.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. LEGRAS, MINGASSON, PRATLEY, DEWOST



Report to the Council and the European Parliament
on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece

Introduction

1. On 27 July 1994 the Council adopted on the basis of Commission report COM (94) 64 final of 2 March 1994 and additional report COM(94) 150 final of 18 April 1994 Regulation (EC) No 1883/94 determining the guaranteed total quantities for the period 1994/95. The last paragraph of Article 1 provides as follows:

"The increase in total quantities of deliveries granted for the period 1993/94 for Greece, Spain and Italy shall be established for Spain and shall be extended for the period 1994/95 for Greece and Italy. The total quantity of deliveries for Italy includes a reserve of 347 701 tonnes for allocation, in so far as necessary and in agreement with the Commission, of reference quantities to producers who have brought legal proceedings against a national administration following withdrawal of their reference quantities and obtained judgment in their favour. Before the period 1995/96 the Commission will submit to the Council a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and the amount of the increase for Italy must be maintained in 1995/96 and for the subsequent years."

This report, and the accompanying proposals, fulfils that requirement. It reflects the situation observed during inspection visits to the two Member States, the most recent of which ended on 15 February, and includes all significant developments brought to the attention of the Commission since the previous report.

(b) Calculation and allocation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92

6. The individual reference quantities have been calculated in the two Member States:
- in Italy they have been fixed partly on the basis of deliveries in 1988/89 (known as A quotas) and partly on the basis of the increase in deliveries between 1988/89 and 1991/92 (known as B quotas, which are provisional);
 - in Greece, in November 1993, the authorities altered the basis for allocating the quotas which had been adopted in June of that year. The quotas are now calculated according to a formula that includes deliveries in 1991/92 and 1992/93 with greater weight being given to the latter.
7. There have been delays in the procedure for allocating quotas to producers, mainly as a result of the examination of appeals against allocation decisions.
- In Italy, as had been agreed in the Council, the Commission departments verified the procedure introduced for examining administrative appeals, and in particular inspection reports and supporting documents. Out of 40 843 applications for the review of individual allocations, 24 030 were found *prima facie* to be justified, by agreement between the national authorities and the Commission, and were included in the amending bulletin of 15 December 1994, which raised the total for the individual quotas by 577 400 tonnes. The verification undertaken in Rome and the regions confirmed that the whole of the reserve had been properly allocated.
8. The authorities are continuing to examine appeals, of which 12 759 were still outstanding on the publication of the amending bulletin for 1994/95. Quantities still to be allocated on completion of the appeal procedure will be allocated in 1995/96 and charged against the reserve to be established through the suppression of part of the B quotas. The balance of the B quotas has been retained in 1995/96. Room for manoeuvre exists in that, where necessary, quotas can be allocated later to producers who have appealed, even in situations where the reserve has been used up. The reserve of 235.948 tonnes was established on the publication of the 1995/96 quotas.

Examination of the Law adopted by the Italian Parliament on 24 February 1995 indicates, however, that the range of admissible appeals could be increased considerably as a result mainly of the admission of claims by beneficiaries of regional development plans, and of the acknowledgement of entitlement to claimed quotas pending a final decision on appeals. The Commission informed the Italian authorities on 13 March 1995 that it cannot accept that the sum of the quotas applicable, including those of producers who have lodged an appeal, should exceed the guaranteed total quantity at any time after 1 April 1995.

9. In Greece the authorities allocated the quotas for 1994/95, again with a considerable delay, the allocation only being made in November 1994. As in Italy, a number of producers appealed against their allocation. All have now been dealt with. However, a difficulty arose on completion of the procedure in that an extra 24 000 tonnes of quota were needed as a result of judgments awarded in favour of some producers. Because the original reserve was insufficient (7 400 tonnes), and in order to remain within the national guaranteed quantity, a 2.5% across-the-board reduction was applied to all quotas. For 1994/95 an allocation of 620 053 tonnes was made and a national reserve of 6 000 tonnes established. Requests from new producers (around 1 500) have still to be met however.

It has been established, lastly, from the end-of-year accounts that 2 300 producers with no quota made deliveries in 1993/94. Even though only small producers were involved and the production was declared, the Greek authorities have been asked to remedy the situation as quickly as possible since the producers in question will be subject to heavy penalties if there is an overrun of the guaranteed total quantity, and consequently measures have been adopted.

- (c) Production of cheese from cow's milk almost doubled in Greece between 1990 and 1994, from 4 700 tonnes to 8 400 tonnes. The increase in milk production in Greece went, to a great extent, therefore, to cheese production and this is one of the causes of the pressure on the market for drinking milk. It should however be noted that consumption of cheese totals 230 000 tonnes.

Proposal

The Commission proposes that the Council reaffirm for 1995/96 and subsequent years the increases in the national guaranteed quantity granted to Italy and Greece and confirm as quotas for deliveries the reserve of 347 701 tonnes included in the additional quantity granted to Italy for 1994/95.

TABLE 31: CONSOMMATION DE CHEESES / TABLEAU 31: CONSOMMATION DE FROMAGES

PAGE 19

	In thousand (000) tonnes												PERCENTAGE CHANGE					
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	
BELGIQUE/BELGIE	112.8	116.3	121.0	122.7	126.8	135.0	142.0	144.0	148.0	180.0	187.0	178.7	184.6	47.8	1.4	3.5	7.4	4.4
DANMARK	82.7	88.1	84.1	84.4	86.0	72.8	76.7	78.2	78.8	81.0	82.0	83.0	84.0	30.8	4.8	0.8	1.4	1.2
DEUTSCHLAND *	836.0	884.0	1,059.0	1,087.0	1,141.0	1,188.0	1,281.0	1,300.0	1,388.0	1,400.0	1,448.0	1,473.0	1,494.0	73.0	1.5	5.2	2.3	3.3
ELLAS	204.0	208.8	228.0	211.0	213.0	181.0	188.0	189.0	218.0	228.0	230.0	238.7	242.8	12.7	0.5	8.5	5.8	0.9
ESPAÑA	107.4	173.7	179.8	185.0	180.8	188.8	202.4	288.8	284.5	331.5	331.5	331.5	331.5	98.0	42.6	2.0	12.6	0.0
FRANCE	1,118.0	1,162.0	1,170.0	1,208.0	1,221.0	1,252.0	1,284.0	1,284.0	1,287.0	1,301.0	1,340.0	1,344.0	1,372.5	19.9	0.8	0.2	0.3	3.0
IRELAND	13.4	14.3	14.2	15.4	17.8	18.8	19.0	19.0	20.2	21.0	21.0	22.0	22.3	56.7	0.0	6.3	4.0	0.0
ITALIA	878.0	935.0	809.0	938.0	820.0	822.0	1,119.0	1,088.0	1,132.0	1,128.3	1,153.1	1,158.3	1,177.8	31.8	-2.7	3.9	-0.5	2.4
LUXEMBOURG	4.8	4.6	4.7	4.7	4.7	4.7	4.9	5.1	5.6	6.8	6.0	6.0	6.0	30.4	8.3	7.8	5.6	3.4
NEDERLAND	202.0	200.0	194.0	184.0	218.0	219.0	227.0	230.0	245.0	242.0	250.0	250.0	255.3	23.8	1.3	8.5	-1.2	3.3
PORTUGAL	43.0	44.0	41.0	45.0	48.0	52.0	57.0	62.0	86.0	86.0	86.0	86.0	89.0	53.5	8.8	8.5	0.0	0.0
U. KINGDOM	384.0	371.0	394.0	390.0	400.0	403.0	405.0	423.0	419.0	408.0	410.0	416.0	419.3	12.8	4.4	-0.9	-3.1	1.0
EUR-12 total *	4,004.9	4,181.8	4,378.9	4,478.4	4,884.9	4,858.8	5,014.8	5,122.9	5,282.1	5,348.8	5,502.0	5,565.0	5,685.3	87.4	2.4	3.1	1.4	2.4
AUSTRIA	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	...	...	...	...	...
SUOMI/FINLAND	48.7	49.7	54.4	59.4	81.8	85.6	88.8	69.2	72.3	72.3	74.2	75.0	78.5	52.4	0.8	4.5	0.0	2.8
SUEDE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	135.0	140.0	140.0	143.3	144.4	...	...	...	3.7	0.0
EUR-18 total *	4,052.7	4,211.6	4,433.3	4,531.8	4,828.8	4,722.3	5,032.5	5,202.1	5,489.4	5,580.9	5,716.8	5,793.3	5,877.3	41.3	2.3	5.7	1.8	3.4

* = DO VI D-1 calibration

* Includes statistics for United Germany



COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Bruxelles, le 19.04.1995
COM(95) 147 final

95/0096 (CNS)

RAPPORT
AU CONSEIL ET AU PARLEMENT EUROPEEN

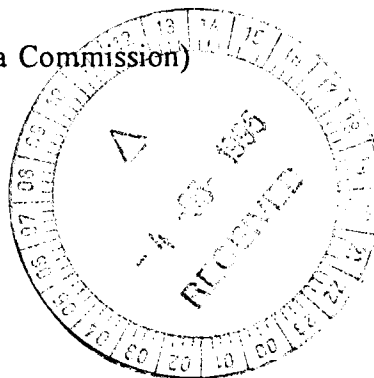
**sur l'application du régime des quotas laitiers
en Italie et en Grèce**

Proposition de

REGLEMENT (CE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92
établissant un prélèvement supplémentaire dans
le secteur du lait et des produits laitiers

(présentés par la Commission)



Rapport au Conseil des ministres et au Parlement européen
sur l'application du régime des quotas laitiers en
Italie et en Grèce

Introduction

1. Sur la base du rapport COM(94) 64 final du 02.03.1994 de la Commission et du rapport complémentaire COM(94) 150 final du 18.04.94, le Conseil a adopté le 27 juillet 1994 le Règlement 1883/94 fixant les quantités globales garanties pour la période 1994/95. L'article 1 prévoit dans le dernier alinéa les dispositions suivantes:

"L'augmentation des quantités globales des livraisons accordée pour la période 1993/1994 pour la Grèce, l'Espagne et l'Italie est consolidée pour l'Espagne et est reconduite pour la période 1994/1995 pour la Grèce et l'Italie. La quantité globale des livraisons pour l'Italie comprend une réserve de 347 701 tonnes pour allouer, en tant que de besoin et en accord avec la Commission, des quantités de référence aux producteurs qui ont introduit un recours contentieux à l'encontre de l'administration nationale à la suite du retrait de leurs quantités de référence et ont obtenu une décision favorable. Avant la période 1995/1996, la Commission présentera au Conseil un rapport accompagné de propositions sur le point de savoir si l'augmentation pour la Grèce et si le montant de l'augmentation pour l'Italie doivent être maintenus en 1995/1996 et au cours des années suivantes."

Ce rapport, ainsi que les propositions qui l'accompagnent, donne suite audit engagement. Il reflète la situation telle que constatée lors des missions faites dans les deux Etats membres, dont la dernière s'est achevée le 15 février, et reprend également tous les événements significatifs notifiés à la Commission depuis le dernier rapport.

Exigences à satisfaire

2. Les augmentations de la quantité nationale garantie consenties à partir de la campagne 1993/94 à l'Italie (0,9 million de tonnes, y compris la réserve de 347 701 tonnes), et à la Grèce (0,1 million de tonnes) ont été subordonnées à l'application effective du système des quotas. Certaines exigences fondamentales fournissent un cadre approprié d'évaluation des progrès accomplis dans chaque Etat membre :
 - a) Adoption de règlements d'application;
 - b) Calcul des quantités de référence individuelles sur la base des livraisons effectuées aux acheteurs en 1991/92, ainsi que des références individuelles pour la matière grasse;
 - c) Création et mise en place effective d'un Organisme central chargé de vérifier l'enregistrement de la production et la perception du prélèvement;
 - d) Enregistrement adéquat de la production;
 - e) Perception éventuelle du prélèvement auprès des producteurs.

D'autre part, la somme des quotas attribués par l'Italie à partir de la campagne de commercialisation 1995/96 doit correspondre aux montants fixés par le Conseil (point f) du présent rapport).

Travail de suivi de la Commission

3. Depuis la décision du Conseil du 27 juillet 1994, les services de la Commission ont suivi de très près la situation dans les deux Etats membres. Le FEOGA a exécuté, depuis le précédent rapport au Conseil, pour l'Italie 8 visites de contrôle à Rome et 11 dans les régions, et pour la Grèce 3 visites à Athènes et dans les régions de production les plus importantes. Les contrôleurs de la Commission ont bénéficié d'une totale coopération lors de leurs visites.

Conformément aux rapports antérieurs de la Commission, l'approche retenue pour la rédaction du présent rapport est de mesurer les progrès accomplis par rapport aux exigences définies pour l'octroi des augmentations de la quantité nationale garantie.

a) Adoption des règlements d'application

4. En Italie, une mesure législative a été adoptée afin de limiter, pour la campagne 1995/96, les attributions de quotas individuels à un total qui permette de respecter la quantité nationale garantie (9 930 000 tonnes), tout en laissant une réserve pour les situations particulières et les résultats des recours encore pendants en justice (Decreto Legge du 23 décembre 1994, n° 727). L'adoption de certaines mesures complémentaires touchant des domaines comme le mécanisme de compensation nationale et la réserve nationale est attendue.

Le 9 novembre 1994, un décret a été adopté en Grèce afin de créer une réserve nationale et fixer les quotas pour la campagne 1994/95 qui sont linéairement réduits de 2,5%. Toute la législation nécessaire pour l'exécution du régime des quotas laitiers est maintenant adoptée.

5. La Commission a émis des réserves sur le rôle accordé aux groupements de producteurs dans la gestion de certains éléments du système en Italie, notamment dans le mécanisme de compensation.

La préoccupation de la Commission, au sujet du rôle de ces groupements, est accentuée par une disposition contenue dans les modalités nationales d'application, qui laisse ouverte la possibilité à l'Union Nationale des Producteurs Laitiers (UNALAT) d'assumer la responsabilité de gérer le flux d'informations sur les livraisons de lait et sur d'autres aspects du système des quotas. Les Associations de producteurs effectuent notamment la compensation de fin de campagne entre ceux de leurs producteurs qui ont produit plus que leur quota, et ceux qui ont produit moins. La Commission a ouvert une procédure d'infraction sous l'article 169 du traité, et a demandé aux autorités italiennes de veiller à ce que les dispositions relatives aux quotas soient appliquées indépendamment des Associations de producteurs et que de telles Associations ne s'occupent, de toute façon, d'aucun des aspects du contrôle.

- b) Calcul et attribution des quantités de référence individuelles sur la base des livraisons effectuées aux acheteurs en 1991/92
6. Les quantités de référence individuelles ont été calculées dans les deux Etats membres :
- en Italie, elles ont été fixées partiellement sur la base des livraisons de la campagne 1988/89 (appelées quotas A) et en partie sur la base de l'augmentation des livraisons entre 1988/89 et 1991/92 (appelées quotas B, qui sont de nature provisoire);
 - en Grèce, en novembre 1993, les Autorités ont modifié la base d'attribution des quotas, qui avait été adoptée en juin de la même année. Les quotas sont calculés sur la base d'une formule associant les livraisons 1991-92 et 1992-93, en accordant une importance prépondérante à ces dernières.
7. L'attribution des quotas aux producteurs a connu des retards, notamment en ce qui concerne l'examen des recours contre les décisions d'attribution.
- En Italie, les services de la Commission ont, comme convenu au Conseil, vérifié la procédure mise en place pour l'examen des recours administratifs et notamment les rapports de contrôle et les pièces justificatives. Sur les 40 843 demandes de révision de la position individuelle, 24 030 ont été déclarées justifiées dans un premier temps, d'un commun accord entre les autorités nationales et les services de la Commission, et ont été reprises dans le bulletin rectificatif du 15 décembre 1994, par lequel le total des quotas individuels a été augmenté de 577 400 tonnes. Le résultat de la vérification entreprise à Rome et en province a permis de confirmer que la totalité de la réserve avait été correctement allouée.
8. Les Autorités poursuivent leur examen du bien-fondé des recours, dont 12.759 restaient en instance lors de la publication du bulletin rectificatif pour la campagne 1994/95. Toute quantité à allouer à l'issue de cet examen sera attribuée en 1995/96 et imputée à la réserve à créer par l'extinction d'une partie des quotas "B". Le solde des quotas "B" a été maintenu en 1995/96. Une marge de manoeuvre destinée à permettre le cas échéant l'attribution ultérieure de quotas aux appelants existe, même en cas d'épuisement de la réserve de 235.948 tonnes constituée lors de la publication des quotas attribués pour la campagne 1995/96.

Cependant, l'examen de la loi adopté par le Parlement italien le 24 février 1995 montre qu'il pourrait y avoir un élargissement de la gamme des appels recevables à cause, notamment, de l'acceptation des revendications de bénéficiaires de plans de développement régionaux, et de l'acceptation des droits à quotas revendiqués tant que les recours n'auront pas fait l'objet d'une décision définitive. Le 13 mars 1995, la Commission a informé l'Italie qu'elle ne pourra accepter que le total des quotas en vigueur, y compris ceux des appellants, dépasse la quantité globale garantie à aucun moment après le 1er avril 1995.

9. En Grèce, les Autorités ont attribué, à nouveau avec un retard important, les quotas pour la campagne 1994/95. Ce n'est en effet qu'en novembre 1994 que cette allocation a été faite. Comme en Italie, des recours avaient été formés par certains producteurs contre l'allocation des quotas. Ils ont tous été traités, mais un problème se posait à l'issue de la procédure, puisque 24 000 tonnes de quotas supplémentaires étaient nécessaires, suite aux résultats positifs d'une partie de ces recours. En raison de l'insuffisance de la réserve nationale initiale (7 400 tonnes), et afin de rester à l'intérieur de la quantité nationale garantie, une réduction linéaire de 2,5% de tous les quotas a été imposée. Il a été procédé, pour la campagne 1994/95, à une allocation de 620 053 tonnes et à la constitution d'une réserve nationale de 6 000 tonnes. Il reste cependant toujours des demandes de nouveaux producteurs (environ 1 500) qui ne sont pas satisfaites.

Enfin, il a été constaté selon les comptes de fin de campagne que 2 300 producteurs sans quotas avaient livré durant la période 1993/94. Même si ce phénomène ne concerne que de petits producteurs, et pour une production qui a été déclarée, il a été demandé aux Autorités grecques de remédier le plus rapidement possible à cette situation, qui rendra les producteurs concernés redevables de lourdes pénalités en cas de dépassement de la quantité globale garantie. Des mesures ont été adoptées en conséquence.

10. Allocation des quotas ventes directes.

En Italie, l'attribution des quotas pour les ventes directes a été faite selon les mêmes critères et procédures que ceux appliqués pour les livraisons. Une réorientation structurelle de la commercialisation des ventes directes vers les livraisons se poursuit et l'Italie a donné suite à un nombre important de demandes individuelles de transferts entre quotas ventes directes et quotas livraisons, comme prévu par les textes communautaires. Par règlement (CE) n°630/95 du 23.03.1995, la Commission a modifié la répartition des quantités globales de l'Italie en conséquence.

En Grèce, les quotas ventes directes pour 1993/94 ont été attribués après la fin de la campagne. La quantité attribuée ne concerne que 162 producteurs pour un total de 862 tonnes, sur les 4 528 tonnes de la quantité nationale disponible. Aucune autre information significative n'est disponible, car les producteurs ventes directes n'ont pas introduit de déclaration pour la période 1993/94, et les ventes directes sont par ailleurs officiellement découragées pour raisons sanitaires dans plusieurs régions.

c) Création et mise en place effective d'un Organisme central chargé de vérifier l'enregistrement de la production et la perception du prélèvement dû

11. Chacun des deux Etats membres a désigné son Organisme central.

Du point de vue de leur fonctionnement, l'EIMA en Italie a assuré depuis l'origine la responsabilité de la mise en place et du contrôle du système des quotas, et a pris une part active dans cette tâche.

La situation est différente en Grèce. Les pouvoirs, les fonctions et les ressources de l'Organisme central (ELOG) ont été fixés par la loi en juin 1993, mais c'est seulement le 18 avril 1994 que l'Organisme a effectivement pris en charge la gestion du régime des quotas laitiers. Son siège, à Thessalonique, suffisamment équipé, a été le moteur principal des progrès réalisés en Grèce. Des préoccupations avaient néanmoins été exprimées concernant le personnel, recruté en 1994 sur une base temporaire, et dont les contrats n'avaient pas été reconduits en 1995. L'ELOG a maintenant un personnel suffisant pour respecter ses obligations.

Jusqu'ici, les deux Organismes mis en place en Italie et en Grèce ont rempli leurs obligations.

d) Enregistrement adéquat de la production

12. La première obligation des Autorités était l'agrément des acheteurs. En Italie, cette tâche a été accomplie par les organismes administratifs régionaux. En Grèce, c'est l'ELOG qui a assuré la gestion de la procédure d'agrément. Si l'on excepte, en Italie, le règlement - d'ailleurs en cours- de cas marginaux, on peut considérer que cette obligation a été correctement remplie. En Grèce, il semblerait que la totalité des acheteurs de lait ne soient pas encore connus et agréés; actuellement, les autorités grecques diligentent une enquête destinée à compléter la procédure d'agrément.

13. En Italie, la majeure partie des déclarations des acheteurs des régions les plus importantes ont été reçues avant la date réglementaire du 15 mai. Lorsqu'un acheteur n'a pas respecté l'obligation d'envoyer sa déclaration de livraisons, les associations de producteurs ont réalisé la péréquation en utilisant les pièces justificatives présentées par les producteurs pour chiffrer les quantités livrées aux acheteurs défaillants (factures).

Le contrôle administratif sur ces déclarations, effectué par l'EIMA, et qui devait être achevé pour la date réglementaire du 31 août 1994, a été beaucoup retardé pour des raisons inhérentes au fait qu'il s'agissait de la première année d'application de la procédure, et c'est seulement à la mi-février 1995 que les autorités italiennes ont pu chiffrer les livraisons 1993/94 de façon quasiment définitive à 9 606 033 tonnes. L'unique défaillance significative concerne l'absence, par certaines petites laiteries, d'une détermination du taux de matière grasse dans le lait livré.

Les contrôles physiques auprès des laiteries et des producteurs, prévus par la législation communautaire, ont été engagés et menés à bien auprès de la majeure partie des laiteries. Les acheteurs de lait n'ayant pas soumis de déclarations ont été tous compris dans l'échantillon d'entreprises à contrôler, lequel a été notifié par l'EIMA aux régions, responsables pour les contrôles.

14. En Grèce, les déclarations ont été généralement déposées avant le 15 mai 1994. Les chiffres communiqués étant souvent incorrects, notamment pour les producteurs ayant changé d'acheteur en cours d'année, l'Organisme central (ELOG) a demandé une deuxième déclaration aux acheteurs et, après son traitement, il a été possible d'établir que les livraisons pour 1993/94 restaient inférieures à la quantité globale garantie : 602 106 tonnes contre 625 985. Des erreurs sont encore à corriger, qui ne paraissent pas de nature à affecter ce montant de façon significative.

Comme en Italie, de petites laiteries n'ont pas procédé aux analyses matière grasse. Cette carence, qui ne concerne qu'un faible nombre de producteurs (environ 5%), n'est pas de nature à remettre en cause le fonctionnement global du régime, ou à compromettre la qualité des chiffres fournis par les Autorités grecques pour la campagne 93-94.

Les déclarations introduites par les acheteurs comprenaient environ 2 300 producteurs sans quotas, pour des livraisons de 19 116 tonnes (cf. point 9).

L'ELOG a conduit la totalité des contrôles sur place prévus auprès des acheteurs au titre de la campagne 93-94, avec l'assistance des Directions Régionales de l'Agriculture.

e) Perception du prélèvement auprès des producteurs

15. Comme la faculté en était ouverte par la réglementation communautaire, le prélèvement est perçu, à titre d'avance, en cours de campagne en Italie; la Grèce n'a pas opté pour ce type de fonctionnement.

En Italie, après la péréquation au niveau des associations de producteurs et après certains transferts entre quotas livraisons et quotas ventes directes, aucun dépassement n'a été constaté au niveau national, et les acheteurs ont été appelés à rembourser cette avance, comme il est prévu dans la loi nationale.

En Grèce également, le quota national n'a pas été dépassé. Dès lors, conformément aux dispositions communautaires, aucun prélèvement n'a été encaissé, même auprès des producteurs ayant livré sans quota.

f) Aspects quantitatifs

16. Après publication de la décision du 31.03.1995, l'Italie a attribué les quotas individuels suivants à 110.415 producteurs :

	Quota A (permanent)	Quota B (provisoire)	Total (1000 t)	Quota national (1)
Livraisons	8.330	1.084	9.414	9.632
Ventes directes	255	25	280	298
Total	8.585	1.109	9.694	9.930

- (1) Après transfert entre quotas ventes directes et quotas livraisons de 420 000 tonnes, décidé le 23.03.1995

Par rapport aux quotas attribués, tels qu'ils ressortent du tableau ci-dessus, les livraisons en 1993/94 sont chiffrées à 9 606 033 tonnes et les ventes directes à 217 687 tonnes, soit un total de 9 823 720 tonnes. Il ressort de ces chiffres que la production reste inférieure de 1 % à la quantité nationale garantie (9 930 000 tonnes).

Cependant, il y existe un danger que la reconnaissance des quotas des appelants (cf. point 8) puisse amener le total des quotas en vigueur à dépasser la quantité nationale garantie. En ce cas, des conséquences financières pourront être tirées dans le cadre de l'apurement des comptes, comme il a été fait à l'égard d'autres Etats-membres dans les mêmes circonstances.

17. Dans le cas de la Grèce, les quotas alloués relatifs à la période 1994/95 s'élèvent à 620.053 tonnes, à comparer avec une quantité totale de référence (livraisons) de 625.985 tonnes. Etant donné la production déclarée en 1993/94 de 602 106 tonnes, il est très possible que la production de 1994/95 atteigne le niveau de la quantité nationale garantie.

Conclusions sur la mise en place du système

18. A quelques exceptions près, telles que celles mentionnées au point 5, toute la législation nécessaire a été adoptée en Italie et en Grèce. Des progrès importants ont été réalisés dans la mise en place du système des quotas laitiers, bien qu'il y ait eu des retards dans l'achèvement de la procédure d'attribution des quotas individuels aux producteurs dans les deux pays, ainsi que dans l'enregistrement et le contrôle administratif des déclarations de livraisons.

La Commission conclut donc que les deux Etats membres ont globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas laitiers en 1993/94, ainsi que, pour l'Italie, celles concernant l'utilisation de la réserve pour les contentieux et le respect de la quantité nationale garantie au 1er avril 1995.

Les services de la Commission continueront à veiller à la bonne application du régime et à l'amélioration des différents aspects encore perfectibles et, en cas d'application non conforme, tireront toute conclusion qui s'impose dans le cadre de la procédure d'apurement des comptes et/ou la procédure d'infraction.

Appréciation de la demande d'augmentation supplémentaire du quota grec

19. Dans le Mémoire du Gouvernement hellénique concernant l'attribution d'un quota supplémentaire, les autorités helléniques demandent, pour la campagne 1995/96, une augmentation de 125.000 tonnes du quota laitier national en plus de l'augmentation de quota de 100.000 tonnes accordée à titre provisoire pour la période 1993/94.

L'argumentation utilisée est comparable à celle développée en 1992 lors de la demande de l'augmentation de 100.000 tonnes. La faible utilisation de lait pour la préparation de produits frais, la forte croissance de l'utilisation de lait pour la production de produits frais, le faible poids du quota grec par rapport à celui des autres Etats membres, le fait que la Grèce pèse très peu dans les mécanismes d'intervention prévus dans le cadre de l'OCM, l'éloignement de la Grèce des régions de l'U.E. excédentaires en produits laitiers, le prix au producteur à un niveau assez élevé par rapport au prix indicatif et le faible taux d'auto-approvisionnement en lait de vache, sont des arguments cités par les autorités helléniques dans leur mémorandum.

La Grèce se distingue par son éloignement des régions excédentaires, mais des cas similaires en ce qui concerne le taux d'auto-approvisionnement ou la pression sur le prix du lait, peuvent être trouvés dans d'autres Etats membres.

20. Bien que la Commission considère que la Grèce a globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas, et que l'augmentation provisoire du quota décidée à cette occasion peut être accordée à titre définitif, il n'est pas possible, à ce stade, de considérer les arguments helléniques comme valables pour une augmentation supplémentaire, et ceci pour les raisons suivantes :

- a) Lors de la campagne 1993/94, les livraisons en Grèce, corrigées selon la teneur en matière grasse, ont été de l'ordre de 602.000 t pour un quota de 625.985 t. La production est donc restée inférieure au quota d'environ 24.000 t.
- b) Selon les informations communiquées par les autorités helléniques, les livraisons pour la campagne 1994/95 étaient, en décembre 1994, à un niveau de 12,49% inférieur au profil espéré à cette époque de l'année. Il est donc clair que le quota grec ne sera pas atteint lors de la campagne 1994/95.

- c) La production de fromage de lait de vache a presque doublé en Grèce entre 1993 et 1994, en passant de 4.700 t à 8.400 t. L'augmentation de la production de lait en Grèce a donc été dirigée en grande partie vers la production de fromages, et ceci est une des causes de la pression sur le marché du lait de consommation. Il convient cependant de noter que la consommation de fromages s'élève au total à 230 000 tonnes.

Proposition

La Commission propose au Conseil de confirmer pour 1995/1996 et pour les années suivantes les augmentations de la quantité nationale garantie accordées à l'Italie et à la Grèce, et de confirmer en tant que quotas pour les livraisons la réserve de 347 701 tonnes figurant dans la quantité supplémentaire accordée à l'Italie au titre de 1994-95.

Proposition de

REGLEMENT (CE) DU CONSEIL

modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92
établissant un prélèvement supplémentaire dans
le secteur du lait et des produits laitiers

(présentés par la Commission)

Historical Archives of the European Commission

Exposé des motifs

En adoptant le 27 juillet 1994 le règlement 1883/94 qui fixait les quantités globales garanties pour la période 1994/95, le Conseil avait demandé à la Commission de présenter un rapport accompagné de propositions sur le point de savoir si les montants de l'augmentation pour la Grèce et pour l'Italie devaient être maintenus en 1995/1996 et au cours des années suivantes.

Depuis cette décision du Conseil, le FEOGA a suivi de très près la situation dans les deux Etats membres en exécutant plusieurs missions de contrôle tant dans les capitales que dans les régions. Les contrôleurs du FEOGA ont bénéficié d'une totale coopération lors de leurs visites. La dernière mission s'est terminée le 15 février.

Le rapport en annexe ainsi que les propositions qui l'accompagnent donnent suite à la demande du Conseil et présentent, en outre, une évaluation de la demande hellénique d'une nouvelle augmentation de sa quantité globale garantie.

REGLEMENT (CE) N° ... DU CONSEIL 95/0096 (CNS)

modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92 établissant un prélèvement
supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

Vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 43,

Vu la proposition de la Commission (1),

Vu l'avis du Parlement européen (2),

Considérant que les situations respectives de l'Italie et de la Grèce ont fait l'objet d'un examen particulier pour vérifier si les augmentations de la quantité globale garantie fixée à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3950/92 (3), pour ces deux Etats membres, pouvaient être maintenues en 1995/96 et au cours des années suivantes; que la Commission a présenté au Conseil de l'Union Européenne et au Parlement Européen un rapport sur l'application du régime des quotas laitiers en Italie et en Grèce (4); que, ce rapport permet à la Commission de conclure que ces deux Etats membres ont globalement respecté les conditions du Conseil concernant la mise en place du régime des quotas laitiers, ainsi que, pour l'Italie, celles concernant l'utilisation de la réserve de 347.701 tonnes;

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

(1) J.O. n° C du . . . , p. .

(2) J.O. n° C du . . . , p. .

(3) J.O. n° L 405 du 31.12.1992, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 630/95 (J.O. n° L 66 du 23.03.1995, p. 11).

(4)

Article premier

L'article 3 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 3950/92 est modifié comme suit :

1. la dernière phrase du quatrième alinéa est supprimée,
2. l'alinéa suivant est ajouté :

"L'augmentation des quantités globales des livraisons accordée pour la période 1994/95 à la Grèce et à l'Italie est consolidée à partir de la période 1995/96".

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel des Communautés européennes.

Il est applicable à partir du 1er avril 1995.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et
directement applicable dans tout Etat membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

COM(95) 147 final

DOCUMENTS

FR

03

N° de catalogue : CB-CO-95-126-FR-C

ISBN 92-77-87207-1



Brüssel, den 19.04.1995
KOM(95) 147 endg.

95/0096 (CNS)

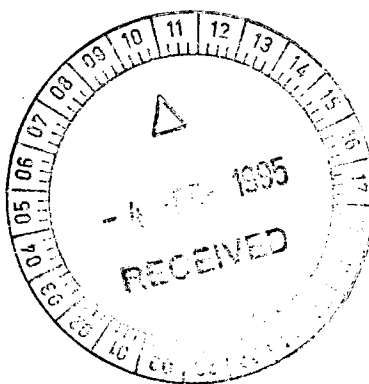
BERICHT AN DEN RAT UND DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT
über die Anwendung der Milchquotenregelung
in Italien und Griechenland

Vorschlag für eine

VERORDNUNG (EG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92
über die Erhebung einer Zusatzabgabe
im Milchsektor

(von der Kommission vorgelegt)



BERICHT AN DEN RAT UND DAS EUROPÄISCHE PARLAMENT

über die Anwendung der Milchquotenregelung in Italien und Griechenland

Einleitung

1. Auf der Grundlage des Berichts KOM(94)64 endg. der Kommission vom 2.3.1994 und des Zusatzberichts KOM(94) 150 endg. vom 18.4.1994 hat der Rat am 27. Juli 1994 die Verordnung 1883/94 angenommen, mit der die Gesamtgarantiemengen für 1994/95 festgesetzt wurden. In Artikel 1 letzter Unterabsatz heißt es wie folgt:

"Die für den Zeitraum 1993/94 bewilligte Erhöhung der Gesamtmengen "Lieferungen" für Griechenland, Spanien und Italien wird im Fall Spaniens beibehalten und im Fall Griechenlands und Italiens für den Zeitraum 1994/95 verlängert. In der Gesamtmenge "Lieferungen" für Italien ist die Reservemenge in Höhe von 347 701 Tonnen enthalten, die erforderlichenfalls dazu dient, im Einvernehmen mit der Kommission Referenzmengen solchen Erzeugern zuzuweisen, die in einem Rechtsstreit gegen die innerstaatliche Verwaltung wegen des Wegfalls ihrer Referenzmenge obsiegt haben. Die Kommission wird dem Rat vor Beginn des Zeitraumes 1995/96 einen Bericht vorlegen und Vorschläge bezüglich der Frage unterbreiten, ob die Erhöhung der Gesamtgarantiemenge für Griechenland und der Umfang der Erhöhung für Italien 1995/96 und in den Folgejahren beibehalten werden soll."

Mit dem vorliegenden Bericht und den beigefügten Vorschlägen kommt die Kommission dieser Verpflichtung nach. Der Bericht beschreibt die Lage, die bei Besuchen in den beiden Mitgliedstaaten, der letzte wurde am 15. Februar abgeschlossen, vorgefunden wurde, und enthält auch alle wichtigen Entwicklungen, die der Kommission seit dem letzten Bericht mitgeteilt wurden.

Die Bedingungen

2. Die Erhöhungen der Gesamtgarantiemengen, die ab dem Wirtschaftsjahr 1993/94 Italien (0,9 Mio. Tonnen einschließlich der Reserve von 347 701 Tonnen) und Griechenland (0,1 Mio. Tonnen) eingeräumt wurden, sind von der effektiven Anwendung der Quotenregelung abhängig gemacht worden. Auf der Grundlage einiger wichtiger Bedingungen sollen im folgenden die in den beiden Mitgliedstaaten erzielten Fortschritte bewertet werden :
- a) Annahme von Durchführungsverordnungen;
 - b) Berechnung der einzelbetrieblichen Referenzmengen auf der Grundlage der Lieferungen 1991/92 an die Käufer sowie der einzelbetrieblichen Referenzmengen für Fett;
 - c) Einrichtung einer Zentralstelle zur Überprüfung der Eintragung der Erzeugung und der Erhebung der Abgabe;
 - d) angemessene Eintragung der Erzeugung;
 - e) etwaige Erhebung einer Abgabe bei den Erzeugern.

Die Summe der ab dem Wirtschaftsjahr 1995/96 von Italien zugewiesenen Quoten muß jedoch den vom Rat festgesetzten Beträgen entsprechen (vgl. Buchstabe f) des vorliegenden Berichts).

Vorgehen der Kommission

3. Seit der Entscheidung des Rates vom 27. Juli 1994 haben die Kommissionsdienststellen die Lage in den beiden Mitgliedstaaten sehr genau verfolgt. Der EAGFL führte seit dem vergangenen Bericht an den Rat in Italien acht Kontrollbesuche in Rom und elf in den Regionen und in Griechenland drei Kontrollbesuche in Athen und den wichtigsten Produktionsgebieten durch. Die Kontrolleure der Kommission wurden bei ihren Besuchen von den nationalen Stellen bereitwillig unterstützt.

Entsprechend den früheren Berichten der Kommission wird im Rahmen des vorliegenden Berichts gemessen, welche Fortschritte unter Berücksichtigung der Bedingungen für die Erhöhungen der nationalen Garantiemenge erreicht wurden.

a) Annahme der Durchführungsverordnungen

4. In Italien wurde eine Vorschrift erlassen, um für das Wirtschaftsjahr 1995/96 die Zuweisung von einzelbetrieblichen Quoten insgesamt so zu begrenzen, daß die nationale Garantiemenge (9 930 000 Tonnen) eingehalten wird. Berücksichtigt ist dabei auch eine Reserve für besondere Situationen und die Ergebnisse der noch vor den Gerichten anhängigen Beschwerden (Gesetzesdekret Nr. 727 vom 23. Dezember 1994). Einige Zusatzmaßnahmen betreffend den Mechanismus des nationalen Ausgleichs und die nationale Reserve stehen noch aus.

Am 9. November 1994 hat Griechenland ein Dekret angenommen, um eine nationale Reserve zu schaffen und die Quoten für 1994/95 festzulegen, die linear um 2,5 % gesenkt werden. Es liegen nunmehr die nötigen Rechtsvorschriften vor, um die Milchquotenregelung durchzuführen.

5. Die Kommission hat Vorbehalte zur Rolle erhoben, die den Erzeugerorganisationen bei der Verwaltung bestimmter Elemente der Regelung in Italien, namentlich dem Ausgleichsmechanismus, eingeräumt wird. Noch größere Vorbehalte erhebt die Kommission gegen die Rolle dieser Organisationen aufgrund einer Bestimmung in den nationalen Durchführungsvorschriften, der zufolge der nationalen Union der Milcherzeuger (UNALAT) die Möglichkeit eingeräumt wird, den Informationsstrom über die Milchlieferungen und andere Aspekte der Quotenregelung zu lenken. Die Kontrollen vor Ort ergaben, daß die Erzeugerorganisationen der Rolle, die ihnen vom italienischen Gesetz zugewiesen ist, durchweg gerecht werden. Insbesondere beeinflussen die Erzeugerorganisationen den Jahresausgleich zwischen den Produzenten mit Lieferungen unterhalb oder über der Quota. Die Kommission hat allerdings ein Verstoßverfahren nach Artikel 169 des Vertrags eingeleitet und die italienischen Behörden aufgefordert, darauf zu achten, daß die Bestimmungen über die Quoten unabhängig von den Erzeugerorganisationen angewandt werden und daß diese auf keinen Fall Kontrollfunktionen haben dürften.

b) Berechnung und Zuteilung der einzelbetrieblichen Referenzmengen auf der Grundlage der Lieferungen im Jahre 1991/92

6. Die einzelbetrieblichen Referenzmengen wurden in den beiden Mitgliedstaaten wie folgt berechnet:

- in Italien wurden sie teilweise auf der Grundlage der Lieferungen im Wirtschaftsjahr 1988/89 (sogenannte A-Quoten) und teilweise auf der Grundlage der Erhöhung der Lieferungen zwischen 1988/89 und 1991/92 (sogenannte - vorläufige - B-Quoten festgesetzt;

- in Griechenland haben die Behörden im November 1993 die im Juni desselben Jahres angenommene Zuteilungsgrundlage geändert. Die Quoten werden auf der Grundlage einer Formel berechnet, bei der die Lieferungen 1991/92 und 1992/93 berücksichtigt werden, wobei den Lieferungen von 1992/93 ein wesentlich größeres Gewicht zugewiesen wird.

7. Die Zuteilung der Quoten an die Erzeuger erfolgte verspätet, namentlich was die Prüfung der Beschwerden gegen die Zuteilungsentscheidungen anbelangt.

In Italien haben die Dienststellen der Kommission entsprechend der Vereinbarung im Rat das Verfahren für die Prüfung der Verwaltungsbeschwerden und namentlich die Kontrollberichte und Belege geprüft. Von 40 843 Anträgen auf Revision der individuellen Lage wurden zunächst 24 030 gemeinsam von den nationalen Behörden und den Dienststellen der Kommission als gerechtfertigt angesehen und wurden in das Berichtigungsbulletin vom 15. Dezember 1994 aufgenommen, mit dem die Gesamtmenge der einzelbetrieblichen Quoten um 577 400 Tonnen erhöht wurde. Die Prüfung in Rom und in der Provinz ergab, daß die Reserve insgesamt ordnungsgemäß zugeteilt wurde.

8. Die Behörden prüfen weiter die Begründetheit der Beschwerden, von denen 12 759 bei der Veröffentlichung des Berichtigungsbulletins für das Wirtschaftsjahr 1994/95 noch anhängig waren. Mögliche im Anschluß an diese Prüfung zuzuteilende Mengen werden 1995/96 zugeteilt und auf die Reserve angerechnet, die durch Streichung eines Teils der B-Quoten zu schaffen ist. Der Saldo der B-Quoten wurde 1995/96 aufrechterhalten. Selbst bei Ausschöpfung der Reserve, genügend Spielraum für eine etwaige spätere Quotenzuteilung an Beschwerdeführer zu lassen existiert. Die Reserve von 235.948 t wurde bei Veröffentlichung der für 1995/96 zugeteilten Quoten festgesetzt..

Die Prüfung des vom italienischen Parlament am 24. Februar 1995 angenommenen Gesetzes zeigt jedoch, daß sich die Zahl der zulässigen Beschwerden erhöhen könnte, namentlich weil Forderungen von Begünstigten regionaler Entwicklungspläne stattgegeben werden könnte und Ansprüche auf Quoten anerkannt werden, solange die Beschwerden nicht zu einer endgültigen Entscheidung geführt haben. Die Kommission hat Italien am 13. März 1995 mitgeteilt, daß sie nicht akzeptieren könne, daß die geltenden Quoten einschließlich der der Beschwerdeführer die Gesamtgarantiemenge nach dem 1. April 1995 überschreiten.

9. In Griechenland haben die Behörden erneut mit großer Verspätung die Quoten für das Wirtschaftsjahr 1994/95 zugeteilt. So ist diese Zuteilung erst im November 1994 erfolgt. Wie in Italien wurden gegen die Zuteilung der Quoten Beschwerden von verschiedenen Erzeugern eingereicht. Sie wurden behandelt, wobei sich jedoch das Problem stellte, daß nach Abschluß der Verfahren 24 000 Tonnen zusätzliche Quoten aufgrund des positiven Ausgangs dieser Beschwerden notwendig wurden. Aufgrund der unzureichenden ursprünglichen nationalen Reserve (7 400 Tonnen) und zur Einhaltung der nationalen Garantiemenge wurde eine lineare Senkung sämtlicher Quoten um 2,5 % vorgeschrieben. Für das Wirtschaftsjahr 1994/95 wurden 620 053 Tonnen zugeteilt und eine nationale Reserve von 6 000 Tonnen gebildet. Nach wie vor gibt es jedoch Anträge neuer Erzeuger (etwa 1 500), die noch nicht befriedigt wurden.

Schließlich wurde anhand des Rechnungsabschlusses für das Wirtschaftsjahr festgestellt, daß 2 300 Erzeuger 1993/94 ohne Quoten Milch geliefert haben. Auch wenn dieses Phänomen nur Kleinerzeuger betrifft und die Erzeugung angegeben worden ist, wurden die griechischen Behörden aufgefordert, diese Lage so schnell wie möglich zu bereinigen, da die betreffenden Erzeuger andernfalls bei Überschreitung der Gesamtgarantiemenge mit hohen Strafen zu rechnen haben. Konsequenterweise wurden Maßnahmen beschlossen.

10. Zuteilung der Quoten für Direktverkäufe.

In Italien erfolgte die Zuteilung der Quoten für Direktverkäufe nach denselben Kriterien und Verfahren wie denen für die Lieferungen. Eine strukturelle Neuausrichtung der Vermarktung d.h. weg von den Direktverkäufen und hin zu den Lieferungen ist im Gange. Italien hat eine große Zahl individueller Anträge auf Umwandlung von Quoten für den Direktverkauf in Quoten für Lieferungen stattgegeben, wie dies in den Gemeinschaftstexten vorgesehen ist. Demzufolge hat die Kommission mit Verordnung (EWG) Nr. 630/95 vom 23.03.1995 die Aufteilung der Gesamtmengen Italiens geändert.

In Griechenland wurden die Quoten für den Direktverkauf für 1993/94 nach Ende des Wirtschaftsjahres zugeteilt. Die zugeteilte Menge betrifft nur 162 Erzeuger für insgesamt 862 Tonnen bei einer verfügbaren nationalen Menge von 4 528 Tonnen. Aufschlußreiche Informationen liegen nicht vor, da die Erzeuger, die direkt verkaufen für 1993/94 keine Meldung abgegeben haben. Im übrigen werden die Direktverkäufe in mehreren Regionen aus hygienischen Gründen von Amts wegen nach Möglichkeit unterbunden.

c) **Einrichtung einer Zentralstelle zur Überprüfung der Registrierung der Erzeugung und der Erhebung der Abgabe**

11. Beide Mitgliedstaaten haben eine Zentralstelle geschaffen. Von ihrer Funktion her war die EIMA in Italien von Anfang an für die Einführung und Kontrolle der Quotenregelung zuständig und hat an dieser Aufgabe aktiv mitgearbeitet.

In Griechenland stellt sich die Situation anders dar. Die Befugnisse, Aufgaben und Mittel der Zentralstelle (ELOG) wurden per Gesetz im Juni 1993 festgelegt, aber erst am 18. April 1994 hat die Stelle tatsächlich die Verwaltung der Milchquotenregelung übernommen. Sie hat ihren Sitz in Thessaloniki und ist hinreichend ausgerüstet. Sie war im wesentlichen der Motor der bisherigen Fortschritte in Griechenland. Gleichwohl sind Bedenken in bezug auf das Personal anzumelden, das 1994 befristet eingestellt wurde und dessen Verträge 1995 nicht verlängert wurden. Die ELOG hat jetzt eine für die Erfüllung ihrer Aufgabe ausreichende Anzahl Mitarbeiter eingestellt.

Bisher haben die beiden in Italien und in Griechenland geschaffenen Stellen ihre Aufgaben erfüllt.

d) Angemessene Registrierung der Erzeugung

12. Die erste Aufgabe der Behörden war die Zulassung der Käufer. In Italien ist diese Aufgabe von den regionalen Verwaltungsstellen übernommen worden. In Griechenland verwaltet die ELOG das Zulassungsverfahren. Bis auf die Regelung einiger weniger Fälle ist für Italien festzustellen, daß diese Aufgabe ordnungsgemäß erfüllt worden ist. In Griechenland sind offenbar noch nicht alle Milchkäufer bekannt und zugelassen. Gegenwärtig strengen die griechischen Behörden eine Erhebung an, um das Zulassungsverfahren abzuschließen.

13. In Italien sind die meisten Meldungen der Käufer der wichtigsten Regionen vor dem vorgeschriebenen Datum des 15. Mai eingegangen. Wenn ein Käufer seine Verpflichtung zur Entsendung der Liefermeldung nicht nachgekommen ist, haben die Erzeugergemeinschaften aufgrund von Belegen (Rechnungen) der Erzeuger betreffend die an die säumigen Käufer gelieferten Mengen selbst die Berechnungen angestellt. Die administrative Überprüfung dieser von der EIMA durchgeführten Meldungen, die am 31. August 1994 abgeschlossen sein sollte, wurde deshalb stark verzögert, weil es sich um das erste Jahr der Anwendung des Verfahrens handelte. Erst Mitte Februar 1995 konnten die Lieferungen 1993/94 sozusagen endgültig auf 9 606 033 Tonnen beziffert werden. Der einzige ins Gewicht fallende Mängel betrifft die Tatsache, daß für bestimmte kleine Molkereien die Bestimmung des Fettgehalts der gelieferten Milch nicht erfolgt ist.

Die Warenkontrollen bei den Molkereien und Erzeugern entsprechend dem Gemeinschaftsrecht wurden bei den meisten Molkereien durchgeführt. Milchkäufer, die keine Meldungen abgegeben haben, wurden sämtlich in die zu kontrollierende Stichprobe von Unternehmen einbezogen, die die EIMA den für die Kontrollen zuständigen Regionen notifizierte.

14. In Griechenland gingen die Meldungen in der Regel vor dem 15. Mai 1994 ein. Da die mitgeteilten Zahlenangaben häufig nicht korrekt waren, insbesondere bei Erzeugern, die im Laufe des Jahres den Käufer gewechselt haben, hat die Zentralstelle (ELOG) eine zweite Meldung von den Käufern verlangt. Die Bearbeitung dieser Meldungen ergab, daß die Lieferungen für 1993/94 unter der Gesamtgarantiemenge lagen: 602 106 Tonnen gegenüber 625 985 Tonnen. Allerdings sind noch einige Fehler zu bereinigen, die jedoch diesen Betrag nicht erheblich ändern dürften.

Wie in Italien haben auch in Griechenland die kleinen Molkereien keine Fettanalyse vorgenommen. Dieser Mangel, der nur eine geringe Zahl von Erzeugern (etwa 5 %) betrifft, ist nicht geeignet, die Funktionsweise der Regelung insgesamt in Frage zu stellen oder die Zuverlässigkeit der von den griechischen Behörden für 1993/94 gelieferten Zahlen zu erschüttern.

Die Meldungen der Käufer umfassen auch Lieferungen in Höhe von 19 116 Tonnen, die auf etwa 2 300 Erzeuger ohne Quoten entfielen (vgl. Punkt 9).

Die ELOG führte sämtliche Kontrollen bei den Käufern durch, die für das Wirtschaftsjahr 1993/94 vorgesehen waren. Sie wurde darin von den Regionaldirektionen für Landwirtschaft unterstützt.

e) Erhebung der Abgabe bei den Erzeugern

15. Da dies nach dem Gemeinschaftsrecht durchaus möglich ist, wird die Abgabe in Italien im Laufe des Wirtschaftsjahres als Vorschuß erhoben. Griechenland hat sich nicht dafür entschieden.

Nach dem von den Erzeugergemeinschaften vorgenommenen Ausgleich und einigen Transfers zwischen Lieferquoten und Direktverkaufsquoten wurde in Italien auf nationaler Ebene keine Überschreitung festgestellt. Die Käufer wurden aufgefordert, diesen Vorschuß, wie es im italienischen Gesetz vorgesehen ist, zurückzuerstatten.

Auch in Griechenland wurde die nationale Quote nicht überschritten. Daher wurde entsprechend den Gemeinschaftsvorschriften keine Abgabe erhoben, auch nicht bei den Erzeugern, die, ohne über Quoten zu verfügen, geliefert haben.

f) Mengenaspekte

16. Nach Veröffentlichung der Entscheidung von 31.03.1995 hat Italien an 110.415 Erzeuger folgende einzelbetriebliche Quoten zugeteilt:

	A-Quote (endgültige)	B-Quote (vorläufig)	Insgesamt (in 1 000 t)	Nationale Quote (1)
Lieferungen	8 330	1 084	9 414	9 632
Direktver-käufe	255	25	280	298
Insgesamt	8 585	1 109	9 694	9 930

- (1) Nach dem Transfer zwischen Direktverkaufsquoten und Lieferquoten im Umfang von 420 000 Tonnen, beschlossen am 23.03.1995.

Gegenüber den zugeteilten Quoten, wie sie die obige Tabelle ausweist, belaufen sich die Lieferungen 1993/94 auf 9 606 033 Tonnen und die Direktverkäufe auf 217 687 Tonnen, also insgesamt auf 9 823 720 Tonnen. Den Zahlen ist zu entnehmen, daß die Erzeugung 1 % unter der nationalen Garantiemenge liegt (9 930 000 Tonnen).

Allerdings besteht die Gefahr, daß die Anerkennung der Quoten von Beschwerdeführen (vgl. Punkt 8) dazu führen könnte, daß die Quoten insgesamt die nationale Garantiemenge überschreiten. In diesem Falle könnten wie gegenüber anderen Mitgliedstaaten unter den gleichen Bedingungen finanzielle Folgen im Rahmen des Rechnungsabschlusses gezogen werden.

17. In Griechenland belaufen sich die Quoten für den Zeitraum 1994/95 auf 620 053 Tonnen gegenüber einer Gesamtreferenzmenge (Lieferungen) von 625 985 Tonnen. Da die 1993/94 gemeldete Erzeugung 602 106 Tonnen betrug, ist es sehr wahrscheinlich, daß die Erzeugung 1994/95 die nationale Garantiemenge erreicht.

Schlußfolgerungen über die Anwendung der Regelung

18. Bis auf einige Einzelheiten, die in Paragraph 5 angeführt sind, wurden die erforderlichen Rechtsvorschriften sowohl in Italien wie in Griechenland erlassen. Bei der Durchführung der Milchquotenregelung wurden erhebliche Fortschritte erzielt, wenngleich Verzögerungen bei der Zuteilung der einzelbetrieblichen Quoten in beiden Ländern sowie bei der Registrierung und administrativen Kontrolle der Liefererklärungen festgestellt wurden.

Die Kommission kommt also zu dem Schluß, daß die beiden Mitgliedstaaten insgesamt die Bedingungen des Rates für die Einführung der Milchquotenregelung im Jahre 1993/94 erfüllt haben. Italien hat außerdem die Bedingungen betreffend die Nutzung der Reserve für Streitfälle sowie die nationale Garantiemenge zum 1. April 1995 eingehalten.

Die Dienststellen der Kommission werden weiterhin die ordnungsgemäße Anwendung der Regelung überwachen und darauf achten, daß noch nötige Verbesserungen vorgenommen werden. Bei nichtkonformer Anwendung werden sie im Rahmen des Rechnungsabschlusses und/oder des Verstoßverfahrens die nötigen Konsequenzen ziehen.

Bewertung des Antrags auf zusätzliche Erhöhung der griechischen Quote

19. In ihrer Mitteilung betreffend die Zuteilung einer zusätzlichen Quote beantragt die griechische Regierung für das Wirtschaftsjahr 1995/96 eine Erhöhung der nationalen Milchquote um 125.000 t zusätzlich zu der für das Wirtschaftsjahr 1993/94 bereits vorläufig eingeräumten Erhöhung um 100.000 t.

Die diesbezügliche Begründung ist der vergleichbar, mit der 1992 der Antrag auf Erhöhung um 100.000 t versehen war: Verwendung einer kleinen Milchmenge für die Herstellung von Frischerzeugnissen, starke Zunahme der Milchverwendung bei der Herstellung von Frischerzeugnissen, geringer Anteil der griechischen Quote im Vergleich zu den Quoten anderer Mitgliedstaaten, der geringe Anteil Griechenlands an im Rahmen der betreffenden Marktorganisation durchgeführten Interventionsmaßnahmen, große Entfernung zwischen Griechenland und den Gebieten der EU mit Milchüberschüssen sowie der verhältnismäßig hohe Erzeugerpreis im Vergleich zu dem Richtpreis und dem niedrigen Selbstversorgungsgrad bei Kuhmilch.

Griechenland hat durch die Entfernung zu den Gebieten mit Überschüssen eine besondere Stellung, aber es sind auch in anderen Mitgliedstaaten vergleichbare Fälle erkennbar, so bezüglich des Selbstversorgungsgrades oder des bei der Milch festzustellenden Preisdrucks.

20. Die Kommission geht zwar davon aus, daß Griechenland insgesamt die Bedingungen einhält, welche der Rat bezüglich der Anwendung der Quotenregelung gestellt hat, und daß die vorläufige Quotenerhöhung in eine endgültige umgewandelt werden könnte. Sie kann jedoch im jetzigen Stadium die von Griechenland für eine zusätzliche Erhöhung vorgebrachten Argumente aus folgenden Gründen nicht akzeptieren:

- a) Im Wirtschaftsjahr 1993/94 beliefen sich die hinsichtlich des Fettgehalts bereinigten Lieferungen in Griechenland auf 602.000 t. Die Erzeugung blieb damit um rund 24.000 t unter der zugeteilten Quote von 625.985 t.
- b) Nach den von den griechischen Behörden mitgeteilten Angaben blieben die für das Wirtschaftsjahr 1994/95 vorgesehenen Lieferungen bis Dezember 1994 um 12,49 % unter der für diese Jahreszeit eingeplanten Menge. Dies bedeutet, daß die Griechenland gewährte Quote im Wirtschaftsjahr 1994/95 nicht ausgeschöpft wird.

- c) Die Erzeugung von Kuhmilchkäse wurde in Griechenland von 1993 bis 1994 fast verdoppelt (von 4.700 auf 8.400 t). Die in Griechenland zusätzlich erzeugte Milchmenge wird hauptsächlich zur Käseherstellung verwendet. Dies ist einer der Gründe für den auf dem Trinkmilchmarkt ausgeübten Preisdruck. Es ist jedoch zu bemerken, daß der Gesamte Konsum von Käse mit 230 000 t. zu beziffern ist.

Vorschlag

Die Kommission schlägt dem Rat vor, die Italien und Griechenland gewährten Erhöhungen der nationalen Garantiemengen für 1995/96 und die darauffolgenden Jahre zu bestätigen und auch die Reserve von 347 701 Tonnen im Rahmen der Italien für 1994/95 gewährten zusätzlichen Menge in Form von Lieferquoten zu bestätigen.

Vorschlag für eine

VERORDNUNG (EG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92
über die Erhebung einer Zusatzabgabe
im Milchsektor

Begründung

Am 27. Juli 1994, bei der Verabschiedung der Verordnung (EG) Nr. 1883/94 zur Festsetzung der garantierten Gesamtmenge für das Wirtschaftsjahr 1994/95, hat der Rat die Kommission aufgefordert, einen Bericht mit Vorschlägen zu der Frage vorzulegen, ob die für Griechenland und Italien vorgesehenen Erhöhungen 1995/96 und später beibehalten werden sollten.

Der EAGFL hat seitdem die sich in den genannten zwei Mitgliedstaaten stellende Lage genau geprüft und dazu mehrere Kontrollen in den jeweiligen Hauptstädten und Gebieten vorgenommen. Die Kontrolleure des EAGFL haben dabei volle Unterstützung erfahren. Die letzte Kontrolle wurde am 15. Februar 1995 abgeschlossen.

Der Bericht in der Anlage sowie die beigefügten Vorschläge entsprechen der Aufforderung des Rates. Sie enthalten überdies eine Bewertung des griechischen Antrags auf erneute Erhöhung der betreffenden Gesamtmenge.

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92
über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, insbesondere auf Artikel 43,

auf Vorschlag der Kommission¹,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments²,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Die in Italien und Griechenland gegebenen Voraussetzungen waren Gegenstand einer Sonderprüfung. Zweck dieser Prüfung war es festzustellen, ob die für diese Mitgliedstaaten vorgenommene Erhöhung der Gesamtgarantiemenge gemäß Artikel 3 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92³, im Wirtschaftsjahr 1995/96 und in den folgenden Wirtschaftsjahren beibehalten werden könnte. Die Kommission legte dem Rat der Europäischen Union und dem Europäischen Parlament einen Bericht über die Anwendung der Milchquotenregelung in Italien und Griechenland vor⁴. In diesem Bericht gelangte sie zu dem Schluß, daß in den genannten zwei Mitgliedstaaten die Bedingungen, welche der Rat zur Anwendung der Milchquotenregelung festgelegt hatte, in Italien außerdem die für die Verwendung der Reserve von 347.701 Tonnen festgelegten Bedingungen eingehalten worden sind -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN:

¹ ABl. Nr. L

² ABl. Nr. L

³ ABl. Nr. L 405 vom 31.12.1992, S. 1, zuletzt geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 630/95 (ABl No L.66, vom 23.03.95, S.11)

⁴ ABl. Nr. L

Artikel 1

Artikel 3 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 3950/92 wird wie folgt geändert:

1. Der letzte Satz des vierten Unterabsatzes wird gestrichen.
2. Der nachstehende Unterabsatz wird angefügt:
"Die Italien und Griechenland für den Zeitraum 1994/95 gewährte Erhöhung der Liefergesamtmengen gilt auch im Wirtschaftsjahr 1995/96 und in den späteren Wirtschaftsjahren."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am siebten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Sie gilt ab 1. April 1995.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu

Im Namen des Rates

ISSN 0256-2383

KOM(95) 147 endg.

DOKUMENTE

DE

03

Katalognummer : CB-CO-95-126-DE-C

ISBN 92-77-87204-7

Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften

L-2985 Luxemburg



COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE

Bruxelles, 19.04.1995
COM(95) 147 def.

95/0096 (CNS)

RELAZIONE AL CONSIGLIO E AL PARLAMENTO EUROPEO

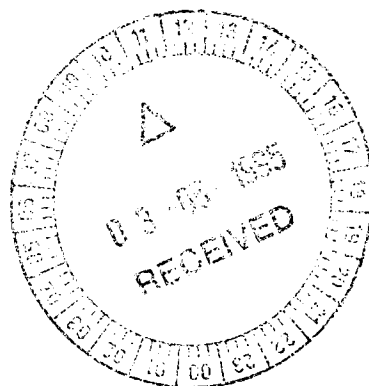
sull'applicazione del regime delle quote latte in Italia e in Grecia

Proposta di

REGOLAMENTO (CE) DEL CONSIGLIO

che modifica il regolamento (CEE) n. 3950/92
che istituisce un prelievo supplementare
nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari

(presentati dalla Commissione)



Relazione al Consiglio dei Ministri e al Parlamento europeo
sull'applicazione del regime delle quote latte
in Italia e in Grecia

Introduzione

1. Sulla base della relazione COM(94) 64 def. del 02.03.1994 della Commissione e della relazione complementare COM(94) 150 def. del 18.04.94, il Consiglio ha adottato il 27 luglio 1994 il regolamento 1883/94 che fissa i quantitativi globali garantiti per il periodo 1994/95. L'ultimo comma dell'articolo 1 prevede le disposizioni seguenti:

"L'aumento del quantitativo globale delle consegne concesso per il periodo 1993/1994 per la Grecia, la Spagna e l'Italia è confermato per la Spagna ed è rinnovato per il periodo 1994/1995 per la Grecia e per l'Italia. Il quantitativo globale delle consegne per l'Italia comprende una riserva di 347 701 tonnellate per destinare, per quanto occorra e d'accordo con la Commissione, delle quantità di riferimento ai produttori che hanno proposto un ricorso contenzioso nei confronti dell'amministrazione nazionale in seguito al ritiro dei loro quantitativi di riferimento ed hanno ottenuto una decisione favorevole. Anteriormente al periodo 1995/1996, la Commissione presenterà al Consiglio una relazione accompagnata da proposte riguardo al mantenimento nel periodo 1995/1996 e nel corso degli anni successivi dell'aumento per la Grecia e dell'ammontare dell'aumento per l'Italia."

La presente relazione, con le proposte che l'accompagnano, dà seguito a tale impegno. Essa presenta la situazione constatata nel corso delle missioni effettuate nei due Stati membri, l'ultima delle quali è terminata il 15 febbraio, e riporta altresì tutte gli eventi significativi notificati alla Commissione dopo l'ultima relazione.

Requisiti da soddisfare

2. Gli aumenti del quantitativo nazionale garantito concessi a decorrere dalla campagna 1993/94 all'Italia (0,9 milioni di tonnellate, compresa la riserva di 347 701 tonnellate) e alla Grecia (0,1 milioni di tonnellate) sono stati subordinati all'effettiva applicazione del sistema delle quote. Vi sono alcuni requisiti di fondo che definiscono un quadro adeguato per valutare i progressi fatti in ciascuno Stato membro:
- a) Adozione dei regolamenti di applicazione;
 - b) Calcolo dei quantitativi di riferimento individuali sulla base delle consegne effettuate agli acquirenti nel 1991/92, come pure dei valori individuali per il tenore di materia grassa;
 - c) Creazione ed effettiva messa in opera di un organismo centrale incaricato di verificare la registrazione della produzione e la riscossione del prelievo;
 - d) Adeguata registrazione della produzione;
 - e) Eventuale riscossione del prelievo presso i produttori.

D'altro canto la somma delle quote attribuite dall'Italia a decorrere dalla campagna di commercializzazione 1995/96 deve corrispondere agli importi fissati dal Consiglio (punto f della presente relazione).

Lavoro di controllo svolto dalla Commissione

3. Dopo la decisione del Consiglio del 27 luglio 1994 i servizi della Commissione hanno seguito molto da vicino la situazione nei due Stati membri. Dopo la precedente relazione al Consiglio il FEAOG per l'Italia ha effettuato 8 visite di controllo a Roma e 11 nelle regioni e per la Grecia 3 visite ad Atene e nelle più importanti regioni di produzione. Nel corso delle loro visite i controllori della Commissione hanno trovato la massima collaborazione.

Come nelle precedenti relazioni della Commissione, l'impostazione seguita per la redazione della presente relazione è quella di misurare i progressi fatti rispetto ai requisiti stabiliti per la concessione degli aumenti del quantitativo nazionale garantito.

(a) Adozione dei regolamenti di applicazione

4. In Italia è stata adottata una misura legislativa intesa a limitare, per la campagna 1995/96, le assegnazioni di quote individuali ad un totale che consenta di rispettare il quantitativo nazionale garantito (9 930 000 tonnellate), lasciando nel contempo una riserva per le situazioni particolari e in attesa dei risultati dei ricorsi ancora pendenti (Decreto Legge del 23 dicembre 1994, n. 727). E' inoltre prevista l'adozione di alcune misure complementari concernenti tra l'altro il meccanismo di compensazione nazionale e la riserva nazionale.

In Grecia il 9 novembre 1994 è stato adottato un decreto per la creazione di una riserva nazionale e la fissazione di quote per la campagna 1994/95, ridotte linearmente del 2,5%. Tutta la normativa necessaria per l'applicazione del regime delle quote latte è ora adottata.

5. La Commissione ha espresso alcune riserve sul ruolo dato in Italia alle associazioni di produttori nella gestione di alcuni elementi del sistema, in particolare nell'ambito del meccanismo di compensazione.

La preoccupazione della Commissione al riguardo è accresciuta da una disposizione contenuta nelle modalità nazionali di applicazione, che lascia aperta all'Unione nazionale fra le associazioni di produttori di latte bovino (UNALAT) la possibilità di assumersi la responsabilità di gestire il flusso di informazioni sulle consegne di latte e su altri aspetti del sistema delle quote. Le associazioni di produttori provvedono segnatamente alla compensazione di fine campagna fra quelli tra i loro produttori che hanno prodotto oltre la quota e quelli che hanno prodotto meno. La Commissione ha avviato una procedura di infrazione in base all'articolo 169 del trattato e ha invitato le autorità italiane a vegliare a che le disposizioni relative alle quote vengano applicate indipendentemente dalle associazioni di produttori e che dette associazioni non si occupino comunque di nessuno degli aspetti relativi al controllo.

- b) Calcolo e assegnazione dei quantitativi individuali di riferimento sulla base delle consegne effettuate agli acquirenti nel periodo 1991/92
6. Nei due Stati membri si è proceduto al calcolo dei quantitativi individuali di riferimento: in Italia essi sono stati fissati in parte sulla base delle consegne della campagna 1988/89 (denominate quote A) e in parte sulla base dell'aumento delle consegne tra il 1988/89 e il 1991/92 (denominate quote B, di natura provvisoria); in Grecia nel novembre 1993 le autorità hanno modificato la base di assegnazione delle quote adottata nel giugno dello stesso anno. Le quote vengono ora calcolate utilizzando una formula che associa le consegne 1991-92 e 1992-93, dando un'importanza preponderante a queste ultime.
7. L'assegnazione delle quote ai produttori ha subito dei ritardi, soprattutto a causa dell'esame dei ricorsi contro le decisioni di assegnazione. In Italia i servizi della Commissione, come convenuto in seno al Consiglio, hanno verificato la procedura posta in essere per l'esame dei ricorsi amministrativi e in particolare le relazioni di controllo e i documenti giustificativi. Delle 40 843 domande di revisione della posizione individuale, 24 030 sono state dichiarate in un primo tempo giustificate, di comune accordo tra le autorità nazionali e i servizi della Commissione, e sono state riportate nel bollettino rettificativo del 15 dicembre 1994, con il che il totale delle quote individuali è stato aumentato di 577 400 tonnellate. Il risultato della verifica intrapresa a Roma e in provincia ha confermato che l'intera riserva era stata assegnata correttamente.
8. Le autorità continuano l'esame della fondatezza dei ricorsi, di cui 12 759 erano ancora pendenti al momento della pubblicazione del bollettino rettificativo per la campagna 1994/95. I quantitativi da attribuire al termine di tale esame saranno assegnati nel 1995/96 e imputati alla riserva da creare con l'estinzione di una parte delle quote B. Il saldo delle quote B sarà mantenuto nel 1995/96. Esiste, un margine di manovra che permette eventualmente un'attribuzione ulteriore di quote ai ricorrenti, anche in caso di esaurimento della riserva di 235.948 tonnellate, costituita al momento della pubblicazione, delle quote assegnate per la campagna 1995/96.

Tuttavia dall'esame della legge adottata dal Parlamento italiano il 24 febbraio 1995 risulta che la gamma dei ricorsi che potrebbero essere accolti potrebbe diventare più vasta, a causa soprattutto dell'accettazione delle rivendicazioni di beneficiari di piani di sviluppo regionali e dell'accettazione dei diritti a quote rivendicati finché i ricorsi non avranno formato oggetto di una decisione definitiva. Il 13 marzo 1995 la Commissione ha fatto sapere all'Italia di non poter accettare il fatto che il totale delle quote in vigore, comprese quelle dei ricorrenti, superi in qualunque momento dopo il 1° aprile 1995 il quantitativo globale garantito.

9. In Grecia le autorità hanno assegnato le quote per la campagna 1994/95 nel novembre 1994, ancora una volta con un forte ritardo. Come in Italia, alcuni produttori avevano promosso dei ricorsi contro l'assegnazione delle quote. I ricorsi sono stati tutti trattati, ma al termine della procedura è sorto un problema in quanto in seguito all'esito positivo di una parte di essi risultavano necessarie 24 000 tonnellate di quote supplementari. Poiché la riserva nazionale iniziale era insufficiente (7 400) e volendo restare entro i limiti del quantitativo nazionale garantito, è stata imposta una riduzione lineare del 2,5% di tutte le quote. Per la campagna 1994/95 si è proceduto ad un'assegnazione di 620 053 tonnellate e alla costituzione di una riserva nazionale di 6 000 tonnellate. Ci sono però sempre domande di nuovi produttori (circa 1 500) che non sono soddisfatte.

Stando alla contabilità di fine campagna si è infine constatato che 2 300 produttori non titolari di quote avevano effettuato consegne nel periodo 1993/94. Anche se il fenomeno è limitato ai piccoli produttori e per una produzione dichiarata, le autorità greche sono state invitate a porre rimedio quanto prima possibile a tale situazione, che assoggetterà i produttori interessati a pesanti sanzioni in caso di supero del quantitativo globale garantito. Sono state pertanto adottate misure al riguardo.

10. Assegnazione di quote per le vendite dirette

In Italia l'assegnazione delle quote per le vendite dirette è stata effettuata seguendo gli stessi criteri e le stesse procedure applicate per le consegne. E' in corso un nuovo orientamento strutturale della commercializzazione delle vendite dirette verso le consegne e l'Italia ha dato corso ad un numero rilevante di domande individuali di trasferimento di quote dalle vendite dirette alle consegne, come previsto dai testi comunitari. Con regolamento (CE) n° 630/95 del 23.03.1995, la Commissione ha modificato di conseguenza la ripartizione dei quantitativi globali dell'Italia.

In Grecia le quote vendite dirette per il 1993/94 sono state assegnate dopo la fine della campagna. Il quantitativo attribuito riguarda solo 162 produttori per un totale di 862 tonnellate sulle 4 528 tonnellate del quantitativo nazionale disponibile. Non si dispone di nessun'altra informazione significativa, in quanto i produttori vendite dirette non hanno presentato dichiarazioni per il periodo 1993/94 e le vendite dirette d'altro canto sono ufficialmente scoraggiate in diverse regioni per motivi sanitari.

- c) Creazione ed effettiva messa in opera di un organismo centrale incaricato di verificare la registrazione della produzione e la riscossione del prelievo dovuto

11. Ciascuno dei due Stati membri ha designato il suo organismo centrale.

Per quanto riguarda il loro funzionamento, in Italia l'EIMA si è assunta fin dall'origine la responsabilità dell'applicazione e del controllo del sistema delle quote e ha attivamente partecipato a tale compito.

In Grecia la situazione è diversa. I poteri, le funzioni e le risorse dell'organismo centrale (ELOG) sono stati fissati con legge del giugno 1993, ma solo il 18 aprile 1994 l'organismo ha effettivamente assunto la gestione del regime delle quote latte. La sua sede, a Salonico, sufficientemente attrezzata, è stato il principale motore dei progressi compiuti in Grecia. Sono state tuttavia espresse delle preoccupazioni per quanto riguarda il personale, reclutato nel 1994 su base temporanea e i cui contratti non sono stati rinnovati nel 1995. L'ELOG dispone ora di personale sufficiente per rispettare i suoi obblighi.

Finora i due organismi creati in Italia e in Grecia hanno adempiuto ai loro obblighi.

d) Adeguate registrazione della produzione

12. Il primo obbligo a cui dovevano adempiere le autorità era il riconoscimento degli acquirenti. In Italia questo compito è stato svolto dagli organismi amministrativi regionali. In Grecia è l'ELOG che si è assunta la gestione della procedura di riconoscimento. Fatta eccezione, in Italia, per il regolamento -tuttora in corso - di casi marginali, si può ritenere che si sia correttamente adempiuto all'obbligo in questione. In Grecia sembrerebbe che gli acquirenti di latte non siano ancora tutti noti e riconosciuti; attualmente le autorità greche sono attivamente impegnate in un'indagine destinata a completare la procedura di riconoscimento.

13. In Italia la maggior parte delle dichiarazioni degli acquirenti delle regioni più importanti sono pervenute prima della data regolamentare del 15 maggio. Nei casi in cui l'acquirente non ha rispettato l'obbligo di inviare la sua dichiarazione di consegna le associazioni di produttori hanno effettuato una perequazione utilizzando i documenti giustificativi presentati dai produttori per calcolare i quantitativi consegnati agli acquirenti inadempienti (fatture). Il controllo amministrativo di queste dichiarazioni, effettuato dall'EIMA, controllo che avrebbe dovuto essere ultimato entro la data regolamentare del 31 agosto 1994, ha subito forti ritardi per motivi inerenti al fatto che si trattava del primo anno di applicazione della procedura. Solo a metà febbraio 1995 le autorità italiane hanno potuto calcolare in modo pressoché definitivo le consegne 1993/94, valutate a 9 606 033 tonnellate. L'unica carenza significativa è data dalla mancata determinazione, da parte di alcune piccole latterie, del tenore di materia grassa nel latte consegnato.

I controlli fisici presso latterie e produttori, previsti dalla legislazione comunitaria, sono stati avviati e conclusi presso la maggior parte delle latterie. Gli acquirenti di latte che non avevano presentato dichiarazioni sono stati tutti inseriti nel campione di imprese da controllare, notificato dall'EIMA alle regioni, responsabili per i controlli.

14. In Grecia le dichiarazioni sono state in genere presentate anteriormente al 15 maggio 1994. Poiché le cifre comunicate erano in molti casi inesatte, soprattutto per i produttori che nel corso dell'anno avevano cambiato acquirente, l'organismo centrale (ELOG) ha chiesto agli acquirenti una seconda dichiarazione. Una volta proceduto all'esame di queste dichiarazioni si è potuto stabilire che le consegne per il 1993/94 erano inferiori al

quantitativo globale garantito: 602 106 tonnellate contro 625 985. Anche correggendo gli errori che ancora sussistono questo importo non dovrebbe subire variazioni significative.

Come in Italia, alcune piccole latterie non hanno proceduto all'analisi della materia grassa. Questa carenza, che riguarda solo un numero limitato di produttori (circa il 5%) non è tale da rimettere in questione il funzionamento globale del regime o compromettere la qualità delle cifre fornite dalle autorità greche per la campagna 93-94.

Le dichiarazioni presentate dagli acquirenti comprendevano circa 2 300 produttori non titolari di quote, per consegne ammontanti a 19 116 tonnellate (cfr. punto 9).

L'ELOG ha effettuato la totalità dei controlli in loco previsti presso gli acquirenti a titolo della campagna 93-94, assistito dalle direzioni regionali dell'agricoltura.

e) Riscossione del prelievo presso i produttori

15. In Italia si è esercitata la facoltà prevista dalla regolamentazione comunitaria di riscuotere il prelievo, a titolo di anticipo, nel corso della campagna; la Grecia non ha invece optato per questo tipo di soluzione.

In Italia, dopo che è stata effettuata la perequazione a livello delle associazioni di produttori e dopo taluni trasferimenti tra quote consegne e quote vendite dirette, non è stato accertato alcun supero a livello nazionale e gli acquirenti sono stati invitati a rimborsare l'anticipo, come previsto dalla legge nazionale.

Anche in Grecia la quota nazionale non è stata superata. In conformità con le disposizioni comunitarie non è stato quindi riscosso alcun prelievo, neppure presso i produttori che avevano effettuato consegne senza essere titolari di quote.

f) Aspetti quantitativi

16. Secondo quanto pubblicato nella decisione del 31.03.95, l'Italia ha assegnato a 110 415 produttori le seguenti quote individuali:

	Quota A (permanente)	Quota B (provvisoria)	Totale (1000 t)	Quota nazionale (1)
Consegne	8 330	1 084	9 414	9 632
Vendite dirette	255	25	280	298
Totale	8 585	1 109	9 694	9 930

- (1) Dopo il trasferimento di 420 000 tonnellate tra quote vendite dirette e quote consegne, deciso il 23.03.1995

Rispetto alle quote assegnate, quali risultano dalla tabella sopra riportata, le consegne nel 1993/94 ammontano a 9 606 033 tonnellate e le vendite dirette a 217 687 tonnellate, per un totale di 9 823 720 tonnellate. Da queste cifre si evince che la produzione è inferiore dell'1% al quantitativo nazionale garantito (9 930 000 tonnellate).

C'è però il rischio che il riconoscimento delle quote dei ricorrenti (cfr. punto 8) faccia sì che il totale delle quote in vigore superi il quantitativo nazionale garantito. In tal caso se ne potranno trarre le debite conseguenze finanziarie nel quadro della liquidazione dei conti, come è avvenuto nei riguardi di altri Stati membri in circostanze analoghe.

17. Nel caso della Grecia le quote attribuite per il periodo 1994/95 ammontano a 620 053 tonnellate, per un quantitativo totale di riferimento (consegne) di 625 985 tonnellate. Visto che la produzione dichiarata nel 1993/94 è di 602 106 tonnellate, è molto probabile che la produzione del periodo 1994/95 raggiunga il livello del quantitativo nazionale garantito.

Conclusioni sull'applicazione del sistema

18. A parte qualche eccezione, come quelle indicate al punto 5, in Italia e in Grecia è stata adottata tutta la legislazione necessaria. Nell'applicazione del sistema delle quote latte sono stati fatti grandi progressi, nonostante alcuni ritardi nel completamento della procedura di assegnazione delle quote individuali ai produttori nei due paesi, come pure nella registrazione e nel controllo amministrativo delle dichiarazioni di consegna.

La Commissione conclude dunque che i due Stati membri nel complesso hanno rispettato le condizioni del Consiglio per quanto riguarda l'applicazione del regime delle quote latte nel 1993/94, nonché, con riferimento all'Italia, quelle relative all'utilizzazione della riserva per i ricorsi contenziosi e il rispetto del quantitativo nazionale garantito al 1° aprile 1995.

I servizi della Commissione continueranno a vegliare alla buona applicazione del regime e si adopereranno per migliorare i diversi aspetti ancora perfettibili e, in caso di applicazione non conforme, trarranno tutte le conclusioni necessarie nel quadro della procedura di liquidazione dei conti e/o della procedura di infrazione.

Valutazione della domanda di aumento supplementare della quota per la Grecia

19. Nel memorandum del governo ellenico in merito alla richiesta di assegnazione di una quota supplementare, le autorità di tale paese chiedono, per la campagna 1995/96, un aumento della quota nazionale latte di 125 000 tonnellate, oltre all'aumento di 100 000 tonnellate accordato in via provvisoria per il periodo 1993/94.

L'argomentazione greca è comparabile a quella presentata nel 1992 quando fu chiesto l'aumento di 100 000 tonnellate. L'utilizzazione di latte per la preparazione di prodotti freschi permane globalmente limitata, benché si assista ad un forte aumento dell'impiego di latte per la produzione di prodotti freschi, il peso limitato della quota greca rispetto a quella degli altri Stati membri, il fatto che la Grecia grava molto poco sui meccanismi d'intervento contemplati dalla OCM, la distanza della Grecia dalle regioni dell'Unione eccedentarie in prodotti lattieri, il prezzo alla produzione piuttosto elevato rispetto al prezzo indicativo e il basso tasso di autoapprovvigionamento in latte vaccino sono i principali argomenti sviluppati nel memorandum, dalle autorità elleniche.

La Grecia si distingue per la sua lontananza dalle regioni in cui si registrano eccedenze ma si possono riscontrare in altri Stati membri casi analoghi per quanto riguarda il tasso di autoapprovvigionamento o la pressione sul prezzo del latte.

20. Benché la Commissione consideri che la Grecia abbia rispettato globalmente le condizioni del Consiglio sull'attuazione del regime delle quote e che l'aumento provvisorio della quota allora deciso possa essere concesso in via definitiva, non è possibile attualmente ritenere che l'argomentazione greca giustifichi un aumento supplementare per i seguenti motivi:
- a) nel corso della campagna 1993/94 le consegne effettuate in Grecia, corrette in base al tenore di grasso, sono state dell'ordine di 602 000 t per una quota di 625 985 t. La produzione è quindi rimasta al di sotto della quota di circa 24 000 t;
 - b) in base alle informazioni comunicate dalle autorità elleniche, nel dicembre 1994 le consegne per la campagna 1994/95 si situavano del 12,49% al di sotto del profilo atteso

in questo periodo dell'anno. È chiaro quindi che nel corso della campagna 1994/95 la quota greca non sarà interamente utilizzata;

- c) la produzione di formaggio di latte vaccino è pressoché raddoppiata in Grecia tra il 1993 e il 1994, passando da 4 700 t a 8 400 t. L'aumento della produzione di latte in Grecia è stato pertanto orientato in gran parte verso la produzione di formaggi il che costituisce una delle cause della pressione sul mercato del latte al consumo. Va osservato tuttavia che il consumo di formaggio ammonta complessivamente a 230 000 t.

Proposta

La Commissione propone al Consiglio di confermare per il 1995/1996 e per gli anni successivi gli aumenti del quantitativo nazionale garantito concessi all'Italia e alla Grecia e di confermare come quote per le consegne la riserva di 347 701 tonnellate che figura nel quantitativo supplementare concesso all'Italia per il 1994-95.

Proposta di
REGOLAMENTO (CE) DEL CONSIGLIO
che modifica il regolamento (CEE) n. 3950/92
che istituisce un prelievo supplementare
nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari

Relazione

Nell'adottare il 27 luglio 1994 il regolamento (CE) n. 1883/94, che ha fissato i quantitativi globali garantiti per il periodo 1994/95, il Consiglio aveva invitato la Commissione a presentare un rapporto corredato di proposte circa l'opportunità di mantenere nel periodo 1995/96 e nei periodi successivi l'aumento concesso per la Grecia e per l'Italia.

Dopo l'adozione di tale regolamento del Consiglio, il FEAOG ha controllato da vicino la situazione in questi due Stati membri, compiendo varie missioni di controllo sia nelle capitali che nelle regioni. I controllori del FEAOG hanno beneficiato della più completa collaborazione nel corso delle visite. L'ultima missione si è conclusa il 15 febbraio.

L'accluso rapporto e le proposte che lo accompagnano, facendo seguito alla domanda del Consiglio, illustrano anche una valutazione della domanda della Grecia di un nuovo aumento del quantitativo globale garantito ad essa assegnato.

che modifica il regolamento (CEE) n. 3950/92 che istituisce un prelievo supplementare nel settore del latte e dei prodotti lattiero-caseari

IL CONSIGLIO DELL'UNIONE EUROPEA,

visto il trattato che istituisce la Comunità europea, in particolare l'articolo 43,

vista la proposta della Commissione¹,

visto il parere del Parlamento europeo²,

considerando che la situazione dell'Italia e la situazione della Grecia sono state oggetto di un esame particolare inteso a verificare se gli aumenti del quantitativo globale garantito fissato all'articolo 3 del regolamento (CEE) n. 3950/92³ per tali Stati membri possano essere mantenuti nel 1995/96 e negli anni successivi; che la Commissione ha presentato al Consiglio dell'Unione europea e al Parlamento europeo un rapporto sull'applicazione del regime delle quote latte in Italia e in Grecia⁴; che tale rapporto permette alla Commissione di concludere che questi due Stati membri hanno globalmente rispettato le condizioni poste dal Consiglio in merito all'attuazione del regime delle quote latte e, per l'Italia, quelle relative all'impiego della riserva di 347 701 tonnellate,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

¹ GU n. C

² GU n. C

³ GU n. L 405 del 31.12.1992, pag. 1, regolamento modificato da ultimo dal regolamento (CE) n. 630/95 (GU n. L 66 del 23.03.1995, pag. 11).

⁴ GU n. L

Articolo 1

All'articolo 3 del regolamento (CEE) n. 3950/92 il testo del paragrafo 2 è modificato come segue:

1. l'ultima frase del quarto comma è soppressa;
2. è aggiunto il seguente comma:

"L'aumento dei quantitativi globali delle consegne concesso alla Grecia e all'Italia per il periodo 1994/95 è consolidato a partire dal periodo 1995/96."

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il settimo giorno successivo alla pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Esso si applica a decorrere dal 1° aprile 1995.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles,

Per il Consiglio

COM(95) 147 def.

DOCUMENTI

IT

03

N. di catalogo : CB-CO-95-126-IT-C

ISBN 92-77-87208-X

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee

L-2985 Lussemburgo



COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Brussel, 19.04.1995

COM(95) 147 def.

95/0096 (CNS)

VERSLAG AAN DE RAAD EN HET EUROPEES PARLEMENT

over de toepassing van het melkquotastelsel

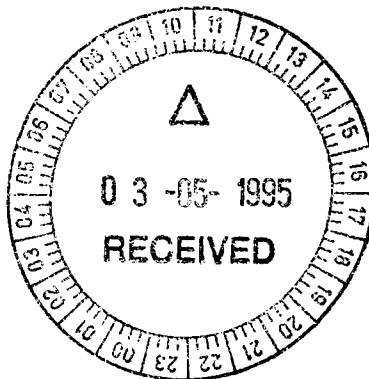
in Italië en Griekenland

Voorstel voor een

VERORDENING (EG) VAN DE RAAD

houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 3950/92
tot instelling van een extra heffing in de
sector melk en zuivelprodukten

(door de Commissie ingediend)



Voorwaarden

2. De verhogingen van de gegarandeerde nationale hoeveelheden die aan Italië (0,9 miljoen ton, daarin begrepen de reserve van 347 701 ton) en aan Griekenland (0,1 miljoen ton) zijn toegekend vanaf het melkprijsjaar 1993/1994, zijn afhankelijk gesteld van de daadwerkelijke toepassing van de quotaregeling. Er zijn een aantal fundamentele voorwaarden gesteld aan de hand waarvan de vorderingen in de beide Lid-Staten beoordeeld moeten kunnen worden:

- a) vaststelling van uitvoeringsverordeningen;
- b) berekening van individuele referentiehoeveelheden op grond van de leveranties aan de kopers in 1991/1992 en van individuele melkvetreferentiecijfers;
- c) oprichting en outillering van een centraal bureau voor de controle op de registratie van de produktie en op de inning van de heffing;
- d) adequate produktieregistratie;
- e) eventueel inning van de door de producenten verschuldigde heffing.

Bovendien moet het totaal van de door Italië vanaf het melkprijsjaar 1995/1996 toegewezen quota overeenstemmen met de bedragen die door de Raad zijn vastgesteld (zie punt f van dit verslag).

Toezicht door de Commissie

3. Sinds de Raad op 27 juli 1994 de Verordening heeft vastgesteld, hebben de diensten van de Commissie de situatie in de genoemde Lid-Staten nauwlettend gevolgd. Sinds het laatste verslag aan de Raad heeft het EOFGL 8 controles uitgevoerd in Rome en 11 in de regio's van Italië. Voor Griekenland hebben in totaal drie bezoeken plaats gevonden, namelijk in Athene en in de belangrijkste melkproducerende gebieden. De controleurs van de Commissie konden tijdens hun bezoeken rekenen op de volledige medewerking van de plaatselijke autoriteiten.

Evenals in de vorige Commissieverslagen worden ook in dit verslag de vorderingen in de betrokken sector getoetst aan de voorwaarden waaraan de verhoging van de nationale gegarandeerde hoeveelheden gekoppeld is.

(a) Vaststelling van uitvoeringsverordeningen.

4. In Italië werd een wet aangenomen waarmee voor het melkprijsjaar 1995/1996 de toewijzing van individuele quota beperkt zou kunnen worden tot de nationale gegarandeerde hoeveelheid (9 930 000 ton), met evenwel nog een reserve wordt gevrijwaard om voorbereid te zijn op uitzonderlijke situaties en op de afloop van nog hangende geschillen (Decreto Legge van 23 december 1994, nr. 727). Naar verwachting zal Italië bepaalde aanvullende maatregelen nemen o.a. op het vlak van het nationale vereveningsmechanisme en de nationale reserve.

In Griekenland is op 9 november 1994 een decreet uitgevaardigd dat het aanleggen van een nationale reserve regelt en voor de periode 1994/95 de quota vastlegt, die lineair met 2,5% verminderd worden. De uitvoering van het melkquotastelsel is nu wettelijk volledig geregeld.

5. De Commissie heeft voorbehoud gemaakt ten aanzien van de rol die de groeperingen van Italiaanse producenten zouden kunnen spelen bij het beheer van sommige onderdelen van het stelsel en vooral het vereveningsmechanisme.

De bezorgdheid van de Commissie op dit punt is nog toegenomen omdat in de nationale uitvoeringsregeling voor de UNALAT (de nationale vereniging van melkproducenten) de mogelijkheid is opengelaten om de bevoegdheid te verwerven voor het beheer van de informatiestroom inzake de melkleveranties en andere aspecten van het quotasysteem. Zo zorgen de producentenverenigingen voor de verrekening van overproductie met onderproductie aan het einde van het melkprijsjaar. De Commissie heeft een inbreukprocedure uit hoofde van artikel 169 van het Verdrag ingeleid en de Italiaanse autoriteiten gevraagd ervoor te zorgen dat de quotabepalingen onafhankelijk van de producentengroeperingen worden toegepast en dat deze groeperingen zich onder geen beding inlaten met controleactiviteiten.

b) berekening en toewijzing van individuele referentiehoeveelheden op grond van de leveranties aan de kopers in 1991/1992.

6. De individuele referentiehoeveelheden zijn in beide Lid-Statens berekend:

- in Italië zijn ze gedeeltelijk vastgesteld aan de hand van gevens over de leveranties in het melkprijsjaar 1988/1989 (A-quota) en gedeeltelijk op basis van de leveranties in de periode tussen 1988/89 en 1991/92 (de B-quota, voorlopige quota);
- Griekenland heeft in november 1993 de in juni van dat jaar goedgekeurde basis voor de toewijzing van quota gewijzigd. Nu gaat de berekening van de quota van een formule uit waarin gegevens over de leveranties van 1991-92 worden gecombineerd met die van 1992-93 en waarbij aan die over het laatste jaar een groter gewicht wordt gegeven.

7. Bij de toewijzing van de quota aan de producenten zijn vertragingen opgetreden, vooral door de controle van de bezwaarschriften tegen de vastgestelde quota.

Zoals in de Raad was afgesproken, hebben de diensten van de Commissie de procedure voor de verificatie van de bezwaarschriften gecontroleerd, waarbij vooral aandacht is besteed aan de controleverslagen en de bewijsstukken. Tot nog toe heeft de nationale overheid, in overleg met de Commissie, 24 030 van de 40 843 aanvragen tot herziening ontvankelijk verklaard. Deze zijn reeds gepubliceerd in het rectificatiebulletin van 15 december 1994 waardoor het totaal van de individuele quota is opgevoerd tot 577 400 ton. De controle in Rome en de Italiaanse regio's heeft voorts aangetoond dat de volledige reserve correct is toegewezen.

8. De overheid zet haar onderzoek van de bezwaarschriften voort. Op het ogenblik van de publicatie van het rectificatiebulletin waren er voor het melkprijsjaar 1994/95 nog 12 759 in behandeling. Mochten volgens dit onderzoek nog bepaalde hoeveelheden moeten worden toegewezen, dan zullen die in 1995/96 worden toegewezen uit de door een gedeeltelijke opheffing van de B-quota gevormde reserve. In de periode 1995/96 is het saldo van de B-quota gehandhaafd. Er is enige ruimte gelaten voor het geval later quota moeten worden toegekend aan klagers en de reserve van 235.948 ton uitgeput is. Deze reserve werd gevormd tijdens de publicatie van de quota voor het melkprijsjaar 1995/96.

Toch blijkt uit de door het Italiaanse parlement op 24 februari 1995 goedgekeurde wet dat het aantal ontvankelijke bezwaarschriften zou kunnen toenemen doordat eisen van begunstigen van regionale ontwikkelingsplannen en ook die van andere klagers ingewilligd kunnen worden in afwachting van een definitieve uitspraak over hun zaken in beroep. Op 13 maart 1995 heeft de Commissie Italië gemeld dat ze niet zal aanvaarden dat het totaal van de geldende quota, met inbegrip van die van de klagers, de totale gegarandeerde hoeveelheid op enig ogenblik ná 1 april 1995 overschrijdt.

9. In Griekenland hebben de autoriteiten, ook nu weer met een aanzienlijk vertraging, de quota voor het melkprijsjaar 1994/95 toegewezen. De quota zijn namelijk pas in november 1994 toegewezen. Net zoals in Italië heeft een aantal producenten beroep aangetekend tegen de vastgestelde quota. Alle bezwaarschriften zijn behandeld maar na afloop van deze procedures is een belangrijk probleem gerezen. Toen bleek namelijk dat 24 000 ton nodig was voor bijkomende quota omdat aan een aantal beroepen was ingewilligd. De oorspronkelijke nationale reserve was ontoereikend en om binnen de grenzen van de nationale gegarandeerde hoeveelheid te blijven, zijn alle quota lineair met 2,5% verlaagd. Voor het melkprijsjaar 1994/95 is 620 053 ton toegewezen en een nationale reserve van 6 000 ton gevormd. Aan ca. 1 500 aanvragen van nieuwe producenten kon echter niet worden voldaan.

Bij het afsluiten van de rekeningen voor het melkprijsjaar 1993/94 is ook gebleken dat 2 300 producenten leveringen hebben gedaan zonder quotum. Hoewel het hier slechts gaat om kleine producenten en een gedeclareerde produktie, is aan de Griekse overheid toch gevraagd deze situatie zo snel mogelijk te verhelpen. De betrokken producenten kunnen namelijk zware boetes oplopen als de totale gegarandeerde hoeveelheid overschreden zou worden. Hiervoor zijn passende maatregelen genomen.

10. Toewijzing van de quota "rechtstreekse verkoop".

In Italië zijn voor de toewijzing van de quota voor rechtstreekse verkoop criteria gehanteerd en procedures gevolgd die ook voor de leveranties toegepast worden. De structurele maatregelen voor de overschakeling van "rechtstreekse verkoop" op "leveranties" worden voortgezet en in Italië is reeds een aanzienlijk aantal aanvragen tot overdracht ingewilligd in de zin van de Europese regeling. Bij Verordening (EG) nr. 630/95 van 23.03.1995 heeft de Commissie dan ook de totale hoeveelheden dienovereenkomstig gewijzigd.

In Griekenland zijn de quota voor rechtstreekse verkoop in de periode 1993/94 pas na afloop van het melkprijsjaar toegewezen. Slechts 862 ton is toegekend aan in totaal 162 producenten, terwijl de totale beschikbare hoeveelheid 4 528 ton bedroeg. Er is hierover niet meer informatie beschikbaar doordat de rechtstreeks verkopende producenten voor de periode 1993/94 geen aangifte hebben ingediend. Bovendien wordt in verschillende regio's de rechtstreekse verkoop officieel ontraden om redenen van volksgezondheid.

c) Oprichting en outillering van een centraal bureau voor de controle op de registratie van de produktie en op de inning van de heffing.

11. Beide Lid-Statens hebben een centraal bureau aangewezen.

Wat de werking betreft, heeft het Italiaanse EIMA van meet af aan actief meegewerkt aan de invoering van en de controle op het quotastelsel.

in Griekenland liggen de zaken enigszins anders. De bevoegdheden, de taken en de middelen van het centraal bureau (ELOG) zijn reeds in de wet van juni 1993 vastgelegd,

maar pas op 18 april 1994 kon deze instantie daadwerkelijk een begin maken met het beheer van de melkquota. De vorderingen die sindsdien in Griekenland zijn gemaakt, zijn vooral het werk van de vestiging in Thessaloniki. Aanvankelijk bestond er ongerustheid over het personeel, dat in 1994 op tijdelijke basis was aangeworven en waarvan de contracten in 1995 niet waren verlengd. ELOG beschikt nu echter over voldoende personeel om haar taken naar behoren uit te voeren.

Tot op heden zijn de centrale bureaus van Italië en Griekenland hun verplichtingen nagekomen.

d) Adequate produktieregistratie.

12. Allereerst moesten de kopers door de autoriteiten erkend worden. In Italië hebben de plaatselijke regionale overheden deze taak op zich genomen. In Griekenland zijn de erkenningsprocedures afgewikkeld door de ELOG. Afgezien van een aantal twijfelgevallen, die op dit ogenblik behandeld worden, kan gesteld worden dat deze opdracht in Italië correct is uitgevoerd. In Griekenland blijken nog niet alle kopers geïnventariseerd en erkend te zijn. Daar wordt spoed gezet achter het onderzoek dat de erkenningsprocedure moet afronden.

13. In Italië is het leeuwedeel van de aangiften van de kopers uit de belangrijkste regio's ontvangen vóór 15 mei, de officiële einddatum. Wanneer een koper geen aangifte van leveringen had ingediend, hebben de producentenverenigingen een verevening uitgevoerd aan de hand van de bewijsstukken die door de producenten waren ingediend. Op die manier kon berekend worden hoeveel aan de betrokken kopers geleverd was (facturen). Het EIMA heeft de administratieve controle van deze aangiften uitgevoerd. Officieel had deze controle op 31 augustus 1994 afgerond moeten zijn maar doordat de procedure voor het eerst werd toegepast, is er veel vertraging ontstaan. Half februari 1995 kon de Italiaanse overheid de leveranties van 1993/94 vrijwel definitief op 9 606 033 ton ramen. Het vetgehalte van de geleverde melk, dat door een aantal kleinere zuivelfabrieken nog niet is meegedeeld, is het enige nog ontbrekende belangrijke gegeven.

De door de communautaire wetgeving vereiste fysieke controle in de zuivelfabrieken en bij de producenten is in de meeste gevallen naar behoren uitgevoerd. De verkopers die geen aangifte hadden ingediend, zijn allen opgenomen in de controlesteekproeven, wat door de EIMA is gemeld aan de regionale autoriteiten die de controles moeten uitvoeren.

14. In Griekenland zijn de aangiften over het algemeen vóór 15 mei ingediend. Vaak waren de cijfers niet correct, voornamelijk bij producenten die in de loop van het jaar van koper waren veranderd. Het centrale bureau (ELOG) heeft dan ook de kopers een tweede aangifte gevraagd. Toen ook die verwerkt was, kon vastgesteld worden dat de leveranties in 1993/94 de totale gegarandeerde hoeveelheid niet overschreden hadden: 602 106 ton tegenover 625 985 ton. Sommige fouten moeten nog gecorrigeerd worden, maar dat zal weinig aan het totaal veranderen.

Ook hier hebben een aantal kleinere zuivelfabrieken geen analyses gemaakt om het vetgehalte te bepalen. Deze tekortkoming, die slechts een klein aantal producenten betreft

(ongeveer 5%), is zo onbelangrijk dat zij geen afbreuk kan doen aan de werking van de quotaregeling als geheel of de waarde van het Griekse cijfermateriaal over de periode 93-94.

Volgens de door de kopers ingediende aangiften waren er ongeveer 2 300 producenten zonder quotum, die tezamen 19 116 ton hebben geleverd (zie punt 11).

De ELOG heeft de meeste controles bij de kopers voor de periode 1993/94 ter plaatse uitgevoerd en is daarin bijgestaan door de Regionale Landbouwdirecties.

e) Inning van de door de producenten verschuldigde heffing.

15. In Italië wordt de heffing bij wijze van voorschot geïnd tijdens het melkprijsjaar, wat op grond van de communautaire voorschriften geoorloofd is. Griekenland heeft verkozen deze werkwijze niet te volgen.

Na de afwikkeling van de vereveningsprocedure bij de producentenverenigingen en enkele overdrachten van "rechtstreekse verkoop" naar "leveranties" is in Italië geen enkele overschrijding van de nationaal gegarandeerde hoeveelheid vastgesteld en zijn de kopers verzocht de voorschotten terug te betalen, overeenkomstig de nationale wetgeving.

In Griekenland is de nationale gegarandeerde hoeveelheid evenmin overschreden. Er is dan ook, conform de communautaire bepalingen, geen heffing geïnd, zelfs niet van de producenten zonder quotum die toch hebben geleverd.

f) Kwantitatieve aspecten.

16. Na de publikatie van de beslissing van 31.3.1995, heeft Italië aan 110 415 producenten de volgende individuele quota toegekend:

	A-quotum (permanent)	B-quotum (voorlopig)	Totaal (x1000t)	Nationaal Quotum (1)
Leveranties	8.330	1.084	9.414	9.632
Rechtstreekse verkoop	255	25	280	298
Totaal	8.585	1.109	9.694	9.930

(1) na de overdracht van "rechtstreekse verkoop" naar "leveranties" van 420 000, ton zoals op 23.03.1995 beslist.

De leveranties van het melkprijsjaar bedragen 1993/94 9 606 033 ton en de rechtstreekse verkoop 217 687 ton, wat een totaal van 9 823 720 ton oplevert. Uit deze cijfers blijkt duidelijk dat de produktie 1% beneden het niveau van de nationale gegarandeerde hoeveelheid (9 930 000) blijft.

Wel bestaat het gevaar dat, wanneer de quota van de klagers geaccepteerd worden (zie punt 8.), het totaal van de quota de nationaal gegarandeerde hoeveelheid overschrijdt. In dat geval zullen daaraan de afsluiting van de rekeningen financiële consequenties verbonden worden bij de goedkeuring van de rekeningen, zoals in soortgelijke gevallen voor andere Lid-Statens is gebeurd.

17. De in Griekenland toegewezen quota voor de periode 1994/95 bedragen in totaal 620 053 ton, de totale referentiehoeveelheid (leveranties) 625 985 ton. Aangezien in de periode 1993/94 een produktie van 602 106 ton is aangegeven, is het mogelijk dat de produktie in 1994/95 op het niveau van de nationale gegarandeerde hoeveelheid komt.

Conclusies inzake de toepassing van het stelsel

18. Enkele uitzonderingen niet te na gesproken, zoals die waarvan sprake in punt 5., zijn in beide Lid-Statens alle voor de invoering van de quotaregeling nodige regels vastgesteld. Bij de toepassing van het stelsel zijn belangrijke vorderingen gemaakt, ook al zijn er vertragingen opgetreden in de laatste fasen van de toewijzing van individuele quota en bij de registratie en de controle van de leveringsaangiften.

De Commissie kan dus concluderen dat de beide Lid-Statens over het geheel genomen aan de voorwaarden van de Raad inzake de invoering en toepassing van het melkquotastelsel in 1993/94 hebben voldaan. Voorts heeft Italië ook correct gebruik gemaakt van de reserve voor de quota waarover klachten lopen en neemt dit land per 1 april 1995 de nationale gegarandeerde hoeveelheid in acht.

De diensten van de Commissie zullen erop blijven toezien dat het quotastelsel correct wordt toegepast en dat de verschillende tekortkomingen worden verholpen. Bij onregelmatigheden zal in het kader van de procedure voor de goedkeuring van de rekeningen en/of van de inbreukprocedure het nodige gedaan worden.

Beoordeling van het verzoek om een extra verhoging van het Griekse quotum

19. In het memorandum van de Griekse regering betreffende de toekenning van een extra quotum vragen de Griekse autoriteiten voor het melkprijsjaar 1995/1996 een verhoging van het nationale melkquotum van 125 000 ton, bovenop de quotumverhoging van 100 000 ton die voorlopig was toegekend voor de periode 1993/1994.

Dit verzoek wordt op dezelfde wijze gemotiveerd als dat van 1992 voor een verhoging van het quotum met 100 000 ton. Als argumenten wijzen de Griekse autoriteiten in hun Memorandum op het geringe verbruik van melk voor de bereiding van verse produkten, dat echter wel een sterke groei vertoont, de geringe omvang van het Griekse quotum ten opzichte van dat van de andere Lid-Statens, het feit dat in Griekenland slechts in zeer geringe mate een beroep wordt gedaan op de steunregelingen in het kader van de gemeenschappelijke marktordening, de afgelegen ligging van Griekenland ten opzichte van de regio's van de Europese Unie met zuiveloverschotten, de ten opzichte van de richtprijs vrij hoge producentenprijs en de lage zelfvoorzieningsgraad voor koemelk.

Griekenland ligt inderdaad ver van andere overschotgebieden maar in andere Lid-Statens worden inzake de zelfvoorzieningsgraad of de druk op de melkprijs vergelijkbare situaties geconstateerd.

20. Hoewel de Commissie van oordeel is dat Griekenland in het algemeen de door de Raad gestelde voorwaarden betreffende de invoering van de quotaregeling is nagekomen en dat de voorlopige quotaverhoging definitief kan worden toegekend, is het in dit stadium om de onderstaande redenen onmogelijk de Griekse argumenten voor een extra verhoging te aanvaarden:

a) In het melkprijsjaar 1993/1994 bedroegen de leveringen in Griekenland, gecorrigeerd voor het vetgehalte, 602 000 ton, bij een quatum van 625 985 ton. De produktie is dus ongeveer 24 000 ton onder het quatum gebleven.

b) Volgend de door de Griekse autoriteiten meegedeelde gegevens lagen de leveringen voor het melkprijsjaar 1994/1995 in december 1994 12,49% onder de voor die tijd van het jaar verwachte niveau. Het is dus duidelijk dat het Griekse quatum in het melkprijsjaar 1994/1995 niet zal worden bereikt.

c) De produktie van kaas uit koemelk is tussen 1993 en 1994 in Griekenland bijna verdubbeld, namelijk van 4 700 tot 8 400 ton. De stijging van de melkproduktie is dus grotendeels bestemd voor de produktie van kaas, en dit is een van de oorzaken van de druk op de prijzen voor consumptiemelk. Toch dient opgemerkt te worden dat het kaasverbruik in totaal 230 000 ton bedraagt.

Voorstel

De Commissie stelt de Raad voor om, voor het melkprijsjaar 1995/1996 en de volgende jaren, de aan Italië en Griekenland toegestane verhogingen van de nationale gegarandeerde hoeveelheden te handhaven. Ook stelt de Commissie de Raad voor de reserve van 347 701 ton, die als bijkomende hoeveelheid aan Italië is toegekend voor de periode 1994/95, in de vorm van quota voor leveranties te verlengen.

Voorstel voor

VERORDENING (EG) NR. _____ VAN DE RAAD

**houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 3950/92
tot instelling van een extra heffing in de
sector melk en zuivelprodukten**

Toelichting

Toen de Raad op 27 juli 1994 bij Verordening 1883/94 de gegarandeerde totale hoeveelheden voor het tijdvak 1994/1995 vaststelde, heeft hij de Commissie verzocht een verslag, vergezeld van voorstellen, in te dienen met betrekking tot de vraag of de verhogingen voor Griekenland en Italië in 1995/1996 en de daaropvolgende jaren moeten worden gehandhaafd.

Sinds dat besluit van de Raad heeft het EOGFL de situatie in die twee Lid-Staten van zeer nabij gevolgd door verschillende controlebezoeken te brengen zowel aan de regio's als aan de hoofdsteden. Aan de controleurs van het EOGFL is tijdens hun bezoeken alle medewerking verleend. Het laatste bezoek is op 15 februari beëindigd.

Met het bijgaande verslag en de voorstellen waarvan het vergezeld gaat, wordt gevolg gegeven aan het verzoek van de Raad. Voorts wordt het verzoek van Griekenland om een nieuwe verhoging van zijn gegarandeerde totale hoeveelheid erin beoordeeld.

houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 3950/92
tot instelling van een extra heffing in de
sector melk en zuivelprodukten

DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, op artikel 43,

Gezien het voorstel van de Commissie¹,

Gezien het advies van het Europees Parlement²,

Overwegende dat een bijzonder onderzoek is ingesteld inzake de situatie in respectievelijk Italië en Griekenland, ten einde na te gaan of de verhogingen van de gegarandeerde totale hoeveelheid die in artikel 3 van Verordening (EEG) nr. 3950/92³ voor deze twee Lid-Staten zijn vastgesteld, in 1995/1996 en de volgende jaren konden worden gehandhaafd; dat de Commissie bij de Raad van de Europese Unie en bij het Europees Parlement een verslag over de toepassing van de regeling inzake de melkquota in Italië en Griekenland⁴ heeft ingediend; dat de Commissie uit dit verslag kan concluderen dat de twee Lid-Staten over het geheel genomen de voorwaarden die door de Raad waren vastgesteld voor de instelling van de regeling inzake de melkquota, en voor Italië, die betreffende het gebruik van de reserve van 347 701 ton, hebben nageleefd;

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

¹ PB nr. C

² PB nr. C

³ PB nr. L 405 van 31.12.1992, blz. 1. Verordening laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr.630/95 (PB nr. 66 van 23.3.1995, blz. 11)

⁴

Artikel 1

Artikel 3, lid 2, van Verordening (EEG) nr. 3950/92 wordt als volgt gewijzigd :

1. In de vierde alinea wordt de laatste zin geschrapt.
2. De volgende alinea wordt toegevoegd :

"De voor de periode 1994/1995 aan Griekenland en aan Italië toegestane verhoging van de totale hoeveelheden van de leveringen, wordt geconsolideerd met ingang van de periode 1995/1996".

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op de zevende dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Zij is van toepassing met ingang van 1 april 1995.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad,

COM(95) 147 def.

DOCUMENTEN

NL

03

Catalogusnummer : CB-CO-95-126-NL-C

ISBN 92-77-87209-8

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen
L-2985 Luxemburg



COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels, 19.04.1995
COM(95) 147 final

95/0096 (CNS)

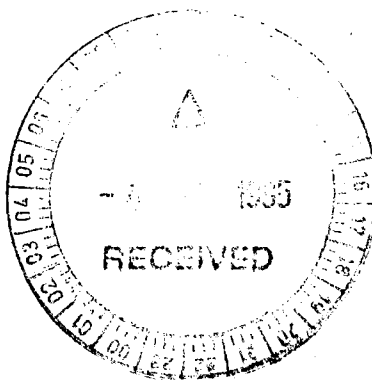
Report to the Council and the European Parliament
on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece

Proposal for a

COUNCIL REGULATION (EC)

amending Regulation (EEC) No 3950/92
establishing an additional levy in the milk
and milk products sector

(presented by the Commission)



Report to the Council and the European Parliament
on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece

Introduction

1. On 27 July 1994 the Council adopted on the basis of Commission report COM (94) 64 final of 2 March 1994 and additional report COM(94) 150 final of 18 April 1994 Regulation (EC) No 1883/94 determining the guaranteed total quantities for the period 1994/95. The last paragraph of Article 1 provides as follows:

"The increase in total quantities of deliveries granted for the period 1993/94 for Greece, Spain and Italy shall be established for Spain and shall be extended for the period 1994/95 for Greece and Italy. The total quantity of deliveries for Italy includes a reserve of 347 701 tonnes for allocation, in so far as necessary and in agreement with the Commission, of reference quantities to producers who have brought legal proceedings against a national administration following withdrawal of their reference quantities and obtained judgment in their favour. Before the period 1995/96 the Commission will submit to the Council a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and the amount of the increase for Italy must be maintained in 1995/96 and for the subsequent years."

This report, and the accompanying proposals, fulfils that requirement. It reflects the situation observed during inspection visits to the two Member States, the most recent of which ended on 15 February, and includes all significant developments brought to the attention of the Commission since the previous report.

Requirements to be met

2. The increases in the national guaranteed quantity allocated from 1993/94 to Italy (0.9 million tonnes, including the reserve of 347 701 tonnes) and Greece (0.1 million tonnes) were subject to effective implementation of the quota scheme. Certain key requirements provide an appropriate framework within which progress achieved in each Member State can be assessed. These include:
 - (a) adoption of implementing regulations;
 - (b) calculation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92, together with individual references for fat;
 - (c) setting up and equipping of a central agency to verify production records and collection of levies;
 - (d) satisfactory records of production;
 - (e) collection of levies from producers.

In addition, from the 1995/96 marketing year the sum of the quotas allocated by Italy must correspond to the amounts set by the Council (point (f) of this report).

Commission monitoring

3. Following the adoption of the Council Regulation on 27 July 1994 the Commission departments have been monitoring very closely the situation in the two Member States. In the period since the last report to the Council the EAGGF has made 8 inspection visits to Rome and 11 to the regions of Italy and 3 to Athens and the main milk-producing regions in Greece. Commission inspectors have received full cooperation in the course of these visits.

As with earlier Commission reports, the approach in this report is to measure progress against the requirements identified for the grant of increases in the national guaranteed quantity.

(a) Adoption of implementing regulations

4. In Italy a legal measure has been adopted (Decreto Legge No 727 of 23 December 1994) in order to limit, in 1995/96, the grant of individual quotas to a total that will allow the national guaranteed quantity to be observed (9 930 000 tonnes), while leaving a reserve to cover special situations and the outcome of legal proceedings which are still pending. A number of other measures covering such matters as the national compensation mechanism and the national reserve are expected to be adopted.

On 9 November 1994 an order was adopted in Greece establishing a national reserve and determining the quotas for 1994/95 to which a 2.5% across-the-board cut was applied. All the laws required for the implementation of the milk quota scheme have now been adopted.

5. The Commission has expressed reservations about the role of the producers' associations in administering certain aspects of the scheme in Italy, in particular the compensation mechanism.

The Commission's concern about the role of these associations is heightened by a provision in the national implementing rules which leaves open the possibility that the National Union of Milk Producers (UNALAT) may assume responsibility for managing the flow of information on milk deliveries and other aspects of the quota scheme. In particular, the producers' associations effect the end-of-year compensations between producers with deliveries under and over quota. The Commission has initiated an infringement procedure under Article 169 of the Treaty and has asked the Italian authorities to ensure that the quota arrangements are applied independently of producers' organizations and that such organizations not be involved, in any case, in any of the control aspects.

(b) Calculation and allocation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92

6. The individual reference quantities have been calculated in the two Member States:

- in Italy they have been fixed partly on the basis of deliveries in 1988/89 (known as A quotas) and partly on the basis of the increase in deliveries between 1988/89 and 1991/92 (known as B quotas, which are provisional);
- in Greece, in November 1993, the authorities altered the basis for allocating the quotas which had been adopted in June of that year. The quotas are now calculated according to a formula that includes deliveries in 1991/92 and 1992/93 with greater weight being given to the latter.

7. There have been delays in the procedure for allocating quotas to producers, mainly as a result of the examination of appeals against allocation decisions.

In Italy, as had been agreed in the Council, the Commission departments verified the procedure introduced for examining administrative appeals, and in particular inspection reports and supporting documents. Out of 40 843 applications for the review of individual allocations, 24 030 were found *prima facie* to be justified, by agreement between the national authorities and the Commission, and were included in the amending bulletin of 15 December 1994, which raised the total for the individual quotas by 577 400 tonnes. The verification undertaken in Rome and the regions confirmed that the whole of the reserve had been properly allocated.

8. The authorities are continuing to examine appeals, of which 12 759 were still outstanding on the publication of the amending bulletin for 1994/95. Quantities still to be allocated on completion of the appeal procedure will be allocated in 1995/96 and charged against the reserve to be established through the suppression of part of the B quotas. The balance of the B quotas has been retained in 1995/96. Room for manoeuvre exists in that, where necessary, quotas can be allocated later to producers who have appealed, even in situations where the reserve has been used up. The reserve of 235.948 tonnes was established on the publication of the 1995/96 quotas.

Examination of the Law adopted by the Italian Parliament on 24 February 1995 indicates, however, that the range of admissible appeals could be increased considerably as a result mainly of the admission of claims by beneficiaries of regional development plans, and of the acknowledgement of entitlement to claimed quotas pending a final decision on appeals. The Commission informed the Italian authorities on 13 March 1995 that it cannot accept that the sum of the quotas applicable, including those of producers who have lodged an appeal, should exceed the guaranteed total quantity at any time after 1 April 1995.

9. In Greece the authorities allocated the quotas for 1994/95, again with a considerable delay, the allocation only being made in November 1994. As in Italy, a number of producers appealed against their allocation. All have now been dealt with. However, a difficulty arose on completion of the procedure in that an extra 24 000 tonnes of quota were needed as a result of judgments awarded in favour of some producers. Because the original reserve was insufficient (7 400 tonnes), and in order to remain within the national guaranteed quantity, a 2.5% across-the-board reduction was applied to all quotas. For 1994/95 an allocation of 620 053 tonnes was made and a national reserve of 6 000 tonnes established. Requests from new producers (around 1 500) have still to be met however.

It has been established, lastly, from the end-of-year accounts that 2 300 producers with no quota made deliveries in 1993/94. Even though only small producers were involved and the production was declared, the Greek authorities have been asked to remedy the situation as quickly as possible since the producers in question will be subject to heavy penalties if there is an overrun of the guaranteed total quantity, and consequently measures have been adopted.

10. Allocation of quotas for direct sales

In Italy the quotas for direct sales were allocated in accordance with the same conditions and procedures as were applied to deliveries. The structural conversion of marketing from direct sales to deliveries is continuing and Italy has agreed to a large number of individual requests for transfers between quotas for direct sales and quotas for deliveries, as provided for under the Community rules. The Commission has therefore adjusted the allocation of the overall quantities for Italy by Regulation (EC) No 630/95 of 23.03.1995.

In Greece the quotas for direct sales for 1993/94 were allocated after the end of the marketing year. The quantity allocated concerns only 162 producers and a total of 862 tonnes out of the 4 528 tonnes of national quantity available. No other significant information is available since the producers of milk for direct sales have not submitted declarations for 1993/94 and on top of that direct sales are officially discouraged on public health grounds in a number of regions.

(c) Setting up and equipping of a central agency to verify production records and the collection of levies

11. The two Member States have designated central agencies.

From the operational point of view EIMA in Italy has been responsible from the outset for the establishment and monitoring of the quota scheme and has played an active role in both these tasks.

The situation is different in Greece. The powers, functions and resources of the central agency, ELOG, were prescribed by law in June 1993 but it was not until 18 April 1994 that it actually took on responsibility for administering the quota scheme. The head office in Thessalonika, which is adequately equipped, has been the main driving force behind the progress that has been achieved in Greece. Concern was nevertheless expressed regarding staff recruited in 1994 on a temporary basis whose contracts were not renewed in 1995. ELOG has now recruited a number of staff sufficient to fulfil its obligations.

Up to now the two agencies established in Italy and Greece have performed their duties.

(d) Satisfactory records of production

12. The authorities' first duty was to approve purchasers. In Italy this has been carried out by the regional authorities. In Greece ELOG administered the approval procedure. In Italy, with the exception of a number of marginal cases - which are now being dealt with - , this task can be said to have been properly carried out. In Greece it would appear that not all milk purchasers have been identified or approved. The authorities at the moment are speeding up an investigation designed to complete the approval procedure.
13. In Italy the majority of the declarations from purchasers in the major milk-producing regions arrived before the statutory deadline of 15 May. Where a purchaser failed to fulfil the obligation to submit a declaration of deliveries, the producers' associations equalled out the overruns using the supporting documents (invoices) submitted by the producers in order to calculate the quantities delivered to the purchasers who had failed to submit returns. Administrative checks on these declarations, by EIMA, which should have been completed by 31 August 1994, were considerably delayed by virtue of the fact that this was the first year the procedure was being applied and it was only in mid-February 1995 that the Italian authorities could calculate the deliveries for 1993/94 more or less definitively at 9 606 033 tonnes. The only significant shortcoming was the failure by some small dairies to determine the fat content of the milk delivered.

Physical checks on dairies and producers, required under Community rules, were undertaken and satisfactorily carried out in most dairies. Purchasers who failed to submit returns were all included in the sample of undertakings to be checked, which was sent by EIMA to the regional authorities responsible for carrying out the checks.

14. In Greece, generally speaking, declarations were submitted by 15 May 1994. Since the figures they contained were frequently inaccurate, particularly in the case of producers who had changed purchaser during the year, the central agency, ELOG, asked purchasers to present a second declaration and once that had been processed it was possible to establish that deliveries for 1993/94 were below the guaranteed total quantity: 602 106 tonnes rather than 625 985 tonnes. Mistakes have still to be corrected but are unlikely to affect that figure significantly.

As in Italy, small dairies did not make an analysis of fat content. Since this involves a small number of producers only (some 5%), it is not likely to jeopardize the overall operation of the system, or undermine the figures provided by the Greek authorities for 1993/94.

The declarations made by purchasers included some 2 300 producers who had no quota, covering deliveries amounting to 19 116 tonnes (see point 9).

ELOG carried out all the on-the-spot checks on purchasers planned for 1993/94 with the assistance of the regional agricultural authorities.

(e) Collection of levies from producers

15. In Italy, as is permitted under Community rules, levies were collected in the form of advances during the marketing year. Greece chose not to apply this system.

In Italy, after equalling out had taken place at the level of the producers' associations and following a number of transfers between quotas for deliveries and transfers for direct sales, no overruns were recorded at national level, and the purchasers were called upon to reimburse the advance, as required under national law.

In Greece too the national quota was not exceeded. Consequently, as provided for under Community rules, no levy was collected, including from producers who made deliveries but had no quota.

(f) Quantitative aspects

16. Following the publication of the decision of 31.03.1995, Italy allocated individual quotas to 110.415 producers as follows:

	A quota (permanent)	B quota (provisional)	Total (1 000 t)	National quota (1)
Deliveries	8 330	1 084	9 414	9 632
Direct sales	255	25	280	298
Total	8 585	1 109	9 694	9 930

- (1) After transfer between quotas for direct sales and quotas for deliveries of 420 000 tonnes decided on 23.03.1995

Compared with the quotas allocated, as shown in the table above, deliveries in 1993/94 are calculated to be 9 606 033 tonnes and direct sales to 217 687 tonnes, i.e. a total of 9 823 720 tonnes. From these figures it can be seen that production is 1% below the national guaranteed quantity (9 930 000 tonnes).

There is a danger, however, that acknowledgement of the quotas of producers appealing against their allocation (see point 8 above) could bring the total of the quotas applicable above the national guaranteed quantity. If that should happen, financial consequences may be drawn as part of the accounts clearance operation, as has happened in the case of other Member States in similar circumstances.

17. In the case of Greece, the quotas allocated for 1994/95 amount to 620 053 tonnes, as compared with a total reference quantity (deliveries) of 625 985 tonnes. Given that production declared in 1993/94 amounted to 602 106 tonnes, it is very likely that production in 1994/95 will reach the level of the national guaranteed quantity.

Conclusions on the implementation of the system

18. With some exceptions such as those referred to in paragraph 5, all the laws required have been adopted in Italy and Greece. Significant progress has been achieved in implementing the milk quota scheme, although there have been delays in completing the procedure for allocating individual quotas to producers in the two countries and in the recording and administrative control of returns of deliveries.

The Commission concludes therefore that the two Member States have on the whole complied with the Council requirements for the implementation of the milk quota scheme in 1993/94, and that Italy has satisfied those concerning the use of the reserve for allocation to producers who obtain judgment in their favour in legal proceedings and compliance with the national guaranteed quantity on 1 April 1995.

The Commission departments will continue to ensure that the scheme is properly applied and to improve various aspects that remain to be improved and, in situations where it is not being applied properly, will take any action that may be necessary under the accounts clearance procedure and/or the infringement procedure.

Assessment of the request for an additional increase in the Greek quota

19. In their memorandum on the allocation of an additional quota, the Greek authorities request an increase of 125 000 tonnes in the national milk quota for the 1995/96 marketing year in addition to the increase of 100 000 tonnes granted provisionally for the period 1993/94.

The arguments put forward are similar to those advanced in 1992 to support the request for an increase of 100 000 tonnes. The small, but rapidly growing quantity of milk used for the preparation of fresh products, the small volume of the Greek quota compared with those of other Member States, the fact that Greece does not use the intervention mechanisms provided for under the COM to any great extent, the distance of Greece from Community regions with milk surpluses, a producer price at a fairly high level compared with the target price and the low level of self-sufficiency in cow's milk are all referred to in the Greek memorandum.

Greece is distinguished by its distance from the surplus regions, but the situation as regards the level of self-sufficiency and the pressure on milk prices is similar in other Member States.

20. Although the Commission considers that Greece has generally respected the conditions laid down by the Council for the introduction of the quota scheme and the provisional increase in the quota decided upon at the time can be confirmed, it is not possible at this stage to accept the Greek arguments for an additional increase for the following reasons:

- (a) Deliveries in Greece during the 1993/94 marketing year, corrected according to fat content, were of the order of 602 000 tonnes as against a quota of 625 985 tonnes. Production was therefore around 24 000 tonnes less than the quota.
- (b) According to information supplied by the Greek authorities, deliveries for the 1994/95 marketing year were, in December 1994, 12.49% below the level expected at that time of year. It is therefore clear that the Greek quota will not be exhausted during the 1994/95 marketing year.

- (c) Production of cheese from cow's milk almost doubled in Greece between 1993 and 1994, from 4 700 tonnes to 8 400 tonnes. The increase in milk production in Greece went, to a great extent, therefore, to cheese production and this is one of the causes of the pressure on the market for drinking milk. It should however be noted that consumption of cheese totals 230 000 tonnes.

Proposal

The Commission proposes that the Council reaffirm for 1995/96 and subsequent years the increases in the national guaranteed quantity granted to Italy and Greece and confirm as quotas for deliveries the reserve of 347 701 tonnes included in the additional quantity granted to Italy for 1994/95.

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EC)

**amending Regulation (EEC) No 3950/92
establishing an additional levy in the milk
and milk products sector**

EXPLANATORY MEMORANDUM

When adopting, on 27 July 1994, Regulation (EC) No 1883/94 fixing the total guaranteed quantities for 1994/95, the Council requested the Commission to submit a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and Italy must be maintained in 1995/96 and subsequent years.

Since the adoption of that Council Regulation, the EAGGF has monitored the situation in the two Member States very closely, carrying out several inspection visits both to the capitals and to regions. The EAGGF inspectors have received full cooperation during their visits. The most recent mission was completed on 15 February.

The attached report and the accompanying proposals are presented pursuant to the Council's request and include an evaluation of Greece's request for a further increase in its total guaranteed quantity.

amending Regulation (EEC) No 3950/92 establishing an additional levy
in the milk and milk products sector

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty establishing the European Community, and in particular Article 43 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission¹,

Having regard to the opinion of the European Parliament²,

Whereas the situations in Italy and Greece have been the subject of a special examination to verify whether the increases in the total guaranteed quantity laid down in Article 3 of Regulation (EEC) No 3950/92³ for those two Member States can be maintained in 1995/96 and subsequent years; whereas the Commission has submitted to the Council of the European Union and to the European Parliament a report on the application of the milk quota scheme in Italy and Greece⁴; whereas the Commission concludes from the report that the two Member States have generally fulfilled the conditions laid down by the Council for the introduction of the milk quota scheme and in Italy for the use of the reserve of 347 701 tonnes,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

¹ OJ No C

² OJ No C

³ OJ No L 405, 31.12.1992, p. 1. Regulation last amended by Regulation (EC) No 630/95 (OJ No L 66, 23.3.1995, p. 11).

⁴

Article 1

Article 3(2) of Regulation (EEC) No 3950/92 is hereby amended as follows:

1. The final sentence of the fourth subparagraph is deleted.
2. The following subparagraph is added:

"The increase in the total quantities of deliveries granted for the period 1994/95 for Greece and Italy is hereby confirmed with effect from 1995/96."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the seventh day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

It shall apply from 1 April 1995.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council

COM(95) 147 final

DOCUMENTS

EN

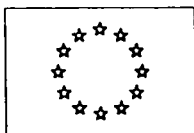
03

Catalogue number : CB-CO-95-126-EN-C

ISBN 92-77-87206-3

Office for Official Publications of the European Communities

L-2985 Luxembourg



COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

Bruselas, 19.04.1995
COM(95) 147 final

95/0096 (CNS)

INFORME

AL CONSEJO Y AL PARLAMENTO EUROPEO

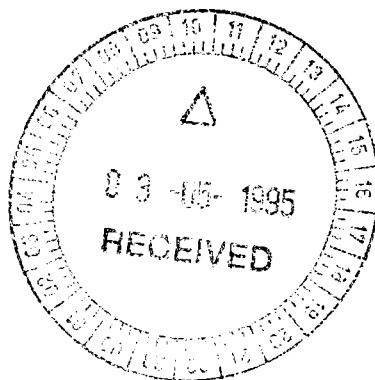
sobre la aplicación del régimen de cuotas lecheras en Italia y Grecia

Propuesta de

REGLAMENTO (CE) DEL CONSEJO

que modifica el Reglamento (CEE) n° 3950/92
por el que se establece una tasa suplementaria en el sector
de la leche y de los productos lácteos

(presentados por la Comisión)



Informe al Consejo de Ministros y al Parlamento Europeo
sobre la aplicación del régimen de cuotas lecheras
en Italia y Grecia

Introducción

1. Basándose en el informe COM(94)64 final de 2.3.1994 de la Comisión y el informe complementario COM(94) 150 final de 18.4.1994, el Consejo, el 27 de julio de 1994, adoptó el Reglamento (CE) n° 1883/94, en el que se fijan las cantidades globales garantizadas del periodo 1994-1995. El último párrafo del artículo 1 establece lo siguiente:

"El Aumento de las cantidades globales de entregas concedido para el periodo 1993/1994 para Grecia, España e Italia se consolida para España y se prorrogará para el periodo 1994-1995 para Grecia e Italia. La cantidad global de las entregas para Italia incluirá una reserva de 347.701 toneladas, para asignar, en caso necesario y previo acuerdo de la Comisión, cantidades de referencia a los productores que hayan presentado un recurso contencioso contra la administración nacional de resultados de la retirada de sus cantidades de referencia y que hayan obtenido una decisión favorable. Antes de que se inicie el periodo de 1995-1996, la Comisión presentará al Consejo un informe acompañado de las propuestas para saber si el aumento concedido a Grecia y la cuantía del aumento concedido a Italia deben ser mantenidos durante 1995-1996 y siguientes años."

El presente informe y las propuestas adjuntas responden a dicho compromiso. Se refleja la situación comprobada en las visitas realizadas en ambos Estados miembros, la última de ellas finalizada el 15 de febrero, y se recogen asimismo todos los datos significativos notificados a la Comisión desde el último informe.

Requisitos

2. Los aumentos de la cantidad nacional garantizada permitidos a partir de la campaña 1993-1994 a Italia (900.000 toneladas, incluida la reserva de 347.701 toneladas) y Grecia (100.000 toneladas) se supeditaron a la aplicación efectiva del sistema de cuotas. Algunos requisitos fundamentales ofrecen un sistema adecuado de evaluación de los avances logrados en cada uno de estos Estados miembros:

- a) adopción de Reglamentos de aplicación;
- b) cálculo de las cantidades de referencia individuales, basado en las entregas efectuadas a los compradores en 1991-1992, y de las referencias individuales para la materia grasa;
- c) creación e implantación efectiva de un organismo central encargado de comprobar el registro de la producción y la percepción de la tasa;
- d) registro adecuado de la producción;
- e) en su caso, cobro de la tasa a los productores.

Por otra parte, la suma de las cuotas asignadas por Italia a partir de la campaña de comercialización de 1995-1996 ha de corresponder a los importes fijados por el Consejo (punto f del presente informe).

Trabajo de seguimiento de la Comisión

3. Desde que el Consejo adoptó la Decisión de 27 de julio de 1994, la Comisión ha seguido muy de cerca la situación en ambos Estados miembros. Desde el anterior informe al Consejo, el FEOGA ha efectuado, en Italia, ocho visitas de inspección en Roma y once en las regiones, y en Grecia tres visitas en Atenas y en las regiones productoras más importantes. Los inspectores de la Comisión han contado con una total cooperación en sus visitas.

A partir de los informes anteriores de la Comisión, la idea del presente es medir los avances logrados respecto a los requisitos de concesión de los aumentos de la cantidad nacional garantizada.

a) Adopción de los Reglamentos de aplicación

4. En Italia se adoptó una medida legislativa con objeto de limitar, en la campaña de 1995-1996, las asignaciones de cuotas individuales a un total que permita respetar la cantidad nacional garantizada (9.930.000 toneladas), dejando una reserva para las situaciones especiales y los resultados de los recursos aún pendientes de juicio (Decreto Ley nº 727 de 23 de diciembre de 1994). Queda pendiente la adopción de algunas medidas complementarias que afecten a determinados aspectos como el mecanismo de compensación nacional y la reserva nacional.

En Grecia se adoptó un Decreto el 9 de noviembre de 1994 para crear una reserva nacional y fijar las cuotas de la campaña de 1994-1995, que se redujeron linealmente un 2,5%. En la actualidad está ya adoptada toda la legislación necesaria para la ejecución del régimen de cuotas lecheras.

5. La Comisión manifestó reservas sobre la función de las agrupaciones de productores en la gestión de algunos elementos del sistema en Italia, especialmente en el mecanismo de compensación.

La preocupación de la Comisión respecto a la función de dichas agrupaciones se ve acentuada por una disposición contenida en las normas nacionales de aplicación que deja abierta a la Unión Nacional de Productores Lecheros (UNALAT) la posibilidad de asumir la responsabilidad de gestionar la información sobre las entregas de leche y otros aspectos del sistema de cuotas. Las Asociaciones de productores efectúan, en particular, la compensación de final de campaña entre los productores que han superado su cuota y los que no la han alcanzado. La Comisión ha incoado un procedimiento de infracción al amparo del artículo 169 del Tratado y ha solicitado a las autoridades italianas que procuren que las disposiciones sobre las cuotas se apliquen independientemente de las Asociaciones de productores y que dichas Asociaciones, en cualquier caso, no se ocupen de ninguno de los aspectos del control.

- b) Cálculo y asignación de las cantidades de referencia individuales a partir de las entregas efectuadas a los compradores en 1991-1992
6. Las cantidades de referencia individuales se determinaron en los dos Estados miembros:
- En Italia se fijaron parcialmente a partir de las entregas de la campaña de 1988-1989 (llamadas cuotas A) y, en parte, a partir del aumento de las entregas entre 1988-1989 y 1991-1992 (llamadas cuotas B, que tienen carácter provisional).
 - En Grecia, en noviembre de 1993, las autoridades modificaron la base de asignación de las cuotas, que se había adoptado en junio del mismo año. Las cuotas se calculan a partir de una fórmula que relaciona las entregas de 1991-1992 y 1992-1993 y otorga una mayor importancia a estas últimas.
7. La asignación de las cuotas a los productores se ha visto retrasada, especialmente en lo que respecta al examen de los recursos contra las decisiones de asignación.
- En Italia, tal como se acordó en el Consejo, la Comisión comprobó el procedimiento aplicado para examinar los recursos administrativos y, en concreto, los informes de control y los justificantes. De las 40.843 solicitudes de revisión de la posición individual, en una primera etapa se declararon justificadas, de común acuerdo entre las autoridades nacionales y la Comisión, 24.030 que quedaron recogidas en el boletín rectificativo de 15 de diciembre de 1994, por el cual el total de las cuotas individuales aumentó 577.400 toneladas. El resultado de la comprobación llevada a cabo en Roma y en las provincias confirmó que la totalidad de la reserva se había asignado correctamente.
8. Las autoridades prosiguen el examen del fundamento de los recursos, de los cuales, en el momento de la publicación del boletín rectificativo de la campaña de 1994-1995 quedaban pendientes 12.759. Las cantidades que queden por asignar una vez finalizado este examen se asignarán en 1995-1996 y se imputarán a la reserva que se creará mediante la extinción de una parte de las cuotas "B". El saldo de dichas cuotas se ha mantenido en 1995-1996. Se dispone de un margen de maniobra destinado a poder asignar posteriormente, dado el caso, las cuotas a los demandantes, incluso en caso de que se agote la reserva de 235.948 toneladas formada al publicarse las cuotas asignadas para la campaña de 1995-1996.

No obstante, el examen de la Ley adoptada por el Parlamento italiano el 24 de febrero de 1995 deja entrever que podría ampliarse la gama de demandas admisibles a trámite, en concreto la aceptación de las reivindicaciones de beneficiarios de planes de desarrollo regionales y la aceptación de los derechos de cuota reivindicados mientras no se haya adoptado una decisión definitiva sobre los recursos. El 13 de marzo de 1995, la Comisión comunicó a Italia que no podrá aceptar que el total de las cuotas vigentes, las de los demandantes inclusive, sobrepase la cantidad global garantizada en ningún momento después del 1 de abril de 1995.

9. En Grecia, las autoridades, una vez más con un notable retraso, asignaron las cuotas de la campaña de 1994-1995. La asignación no se efectuó hasta noviembre de 1994. Como en Italia, algunos productores habían interpuesto recurso contra la asignación de las cuotas. Se tramitaron todos los recursos, pero se planteó un problema al finalizar el procedimiento ya que eran necesarias 24.000 toneladas de cuotas suplementarias debido a los resultados positivos de una parte de ellos. Dada la insuficiencia de la reserva nacional inicial (7.400 toneladas), y para no sobrepasar la cantidad nacional garantizada, se impuso una reducción lineal del 2,5% de todas las cuotas. Para la campaña de 1994-1995 se procedió a una asignación de 620.053 toneladas y a la formación de una reserva nacional de 6.000 toneladas. No obstante, siguen quedando solicitudes de nuevos productores no atendidas (aproximadamente 1.500).

Por último, en las cuentas del final de la campaña se registró que 2.300 productores sin cuota habían efectuado entregas durante el periodo 1993-1994. Aunque este fenómeno sólo afecta a pequeños productores y a las producciones declaradas, se ha solicitado a las autoridades griegas que solucionen lo antes posible esta situación, ya que en caso de sobrepasarse la cantidad global garantizada podría penalizarse duramente a los productores interesados. Han sido adoptadas las medidas pertinentes.

10. Asignación de las cuotas por ventas directas

En Italia, la asignación de las cuotas por ventas directas se ha efectuado según los mismos criterios y procedimientos que los que se aplican a las entregas. Se está llevando a cabo una reorientación estructural de la comercialización de la venta directa a la entrega, e Italia ha dado curso a una cantidad importante de solicitudes individuales de transferencia entre cuotas por ventas directas y cuotas por entregas tal como establece la normativa comunitaria. La Comisión, mediante el Reglamento (CE) nº 630/95 de 23.03 de 1995, introdujo la consiguiente modificación del reparto de las cantidades globales de Italia.

En Grecia, las cuotas por ventas directas de 1993-1994 se asignaron después de finalizar la campaña. La cantidad asignada afecta únicamente a 162 productores con un total de 862 toneladas de las 4.528 de la cantidad nacional disponible. No se posee ninguna información significativa más, ya que los productores de ventas directas no presentaron declaraciones en el periodo 1993-1994 y, por otra parte, las ventas directas se obstaculizaron por razones sanitarias en diversas regiones.

c) Creación e implantación efectiva de un organismo central encargado de comprobar el registro de la producción y la percepción de la tasa

11. Ambos Estados miembros han designado su organismo central.

En Italia, el EIMA asumió desde un principio la responsabilidad de la aplicación y del control del sistema de cuotas y participa activamente en esta labor.

En Grecia la situación es diferente. La Ley fijó en junio de 1993 las atribuciones, funciones y recursos del organismo central (ELOG), pero hasta el 18 de abril de 1994 dicho organismo no se encargó efectivamente de gestionar el régimen de cuotas lecheras. Su sede, en Salónica, cuenta con una dotación suficiente, y ha sido el principal impulsor de los logros obtenidos en Grecia. No obstante, se han manifestado temores en relación con la situación del personal, cuyos contratos han sido temporales en 1994 y no se han renovado en 1995. En la actualidad, el ELOG dispone de personal suficiente para cumplir sus obligaciones.

Hasta ahora, los organismos creados en Italia y Grecia han cumplido sus obligaciones.

d) Registro adecuado de la producción

12. La primera obligación de las autoridades era la autorización de los compradores. En Italia se encargaron de ello los organismos administrativos regionales. En Grecia fue el ELOG quien se encargó de gestionar el procedimiento de autorización. En Italia, con la excepción del Reglamento de casos marginales -por otra parte en curso- se puede considerar que esta obligación se cumplió correctamente. En Grecia, al parecer todavía no se ha reconocido ni autorizado a la totalidad de los compradores de leche; en la actualidad, las autoridades griegas están llevando a cabo una investigación encuesta destinada a completar ese procedimiento.

13. En Italia, la mayoría de las declaraciones de los compradores de las principales regiones se recibieron antes de la fecha establecida del 15 de mayo. En los casos de los compradores que no cumplieron la obligación de enviar sus declaraciones de entrega, las asociaciones de productores efectuaron la compensación utilizando los justificantes presentados por los productores para calcular las cantidades entregadas a los productores que no comparecieron (facturas).

El control administrativo de estas declaraciones, efectuado por el EIMA, debía haber finalizado el 31 de agosto de 1994, pero se retrasó considerablemente por motivos debidos a que se trataba del primer año de aplicación del procedimiento, y solamente a mediados de febrero de 1995 las autoridades italianas pudieron calcular las entregas de 1993-1994 de forma casi definitiva en 9.606.033 toneladas. El único fallo importante es la ausencia, en algunas pequeñas lecherías, de la determinación del porcentaje de materia grasa en la leche entregada.

Los controles físicos de las lecherías y de los productores establecidos en la normativa comunitaria se llevaron a cabo en la mayoría de las lecherías. Los compradores de leche que no presentaron declaraciones se incluyeron en la muestra de empresas que van a controlarse, la cuál el EIMA notificó a las regiones, responsables de los controles.

14. En Grecia, las declaraciones se presentaron antes del 15 de mayo de 1994. Los datos comunicados eran incorrectos en muchos casos, especialmente en los de los productores que habían cambiado de comprador durante el año, por lo cual el organismo central (ELOG) solicitó una segunda declaración a los compradores y, una vez tramitada, se pudo establecer que las entregas de 1993-1994 se mantenían por debajo de la cantidad global garantizada: 602.106 toneladas frente a 625.985. Aún quedan errores por corregir, pero no parece que puedan afectar a esta cantidad de forma significativa.

Del mismo modo que en Italia, hay pequeñas lecherías que no han efectuado los análisis de materia grasa. Esta ausencia se registra en un número escaso de productores (aproximadamente el 5%) y no afecta al funcionamiento global del régimen ni compromete la precisión de los datos de la campaña de 1993-1994 proporcionados por las autoridades griegas.

Las declaraciones presentadas por los compradores comprenden aproximadamente 2.300 productores sin cuota con entregas de 19.116 toneladas (cf. punto 9).

El ELOG ha llevado a cabo todos los controles sobre el terreno de los compradores establecidos para la campaña de 1993-1994 con la ayuda de las Direcciones Regionales de Agricultura.

e) Cobro de la tasa a los productores

15. Puesto que la normativa comunitaria lo permite, en Italia la tasa se percibió con carácter de anticipo durante la campaña; Grecia no se acogió a esta opción.

En Italia, tras efectuar la compensación las asociaciones de productores y una vez efectuadas algunas transferencias entre cuotas de entrega y cuotas de venta directa, no se registró ningún rebasamiento a escala nacional y se instó a los compradores a reembolsar el anticipo, tal como establece la legislación nacional.

Tampoco en Grecia se sobrepasó la cuota nacional. Por ello, con arreglo a las disposiciones comunitarias, no se percibió ninguna tasa, ni siquiera de los productores que entregaron sin cuota.

f) Aspectos cuantitativos

16. Tras publicarse la decisión de 31 de marzo de 1995, Italia asignó las siguientes cuotas individuales a 110.415 productores:

	Cuota A (permanente)	Cuota B (provisional)	Total (1000 t)	Cuota nacional (1)
Entregas	8.330	1.084	9.414	9.632
Ventas directas	255	25	280	298
Total	8.585	1.109	9.694	9.930

(1) tras la transferencia de 420.000 toneladas entre cuotas de venta directa y cuotas de entrega aprobada el 23.03 de 1995.

En relación con las cuotas asignadas, tal como se indican en el cuadro anterior, las entregas de 1993-1994 ascienden a 9.606.033 toneladas y las ventas directas a 217.687 toneladas, lo que representa un total de 9.823.720 toneladas. De ahí se deduce que la producción permanece un 1% por debajo de la cantidad nacional garantizada (9.930.000 toneladas).

No obstante, está el peligro de que se reconozcan las cuotas de aquéllos que presentaron recurso (cf. punto 8) y que el total de las cuotas vigentes sobrepase la cantidad nacional garantizada. En este caso, podrán deducirse consecuencias financieras dentro de la revisión de cuentas, como se ha hecho en otros Estados miembros en las mismas circunstancias.

17. En el caso de Grecia, las cuotas asignadas del periodo 1994-1995 ascienden a 620.053 toneladas, que deben cotejarse con una cantidad total de referencia (entregas) de 625.985 toneladas. Dado que la producción declarada en 1993-1994 es de 602.106 toneladas, es muy posible que la producción de 1994-1995 alcance el valor de la cantidad nacional garantizada.

Conclusiones sobre la aplicación del sistema

18. Salvo algunas excepciones, como las mencionadas en el punto 5, tanto en Italia como en Grecia se ha adoptado toda la legislación necesaria. Se han producido avances importantes en la aplicación del sistema de cuotas lecheras, aunque haya habido retrasos en la conclusión del procedimiento de asignación de cuotas individuales a los productores en los dos países y en el registro y el control administrativo de las declaraciones de entrega.

Por tanto, la Comisión concluye que ambos Estados miembros han cumplido globalmente las condiciones del Consejo referidas a la aplicación del régimen de cuotas lecheras en 1993-1994 y, en Italia, las condiciones de utilización de la reserva para contenciosos y el cumplimiento de la cantidad nacional garantizada a 1 de abril de 1995.

Los servicios de la Comisión seguirán cerciorándose de la aplicación correcta del régimen y de la mejora de los diferentes aspectos que aún pueden perfeccionarse y, en caso de disconformidad en la aplicación, aplicarán las consecuencias a que obliga el procedimiento de revisión de cuentas y/o el procedimiento de infracción.

Evaluación de la petición de aumento suplementario de la cuota griega

19. En el Memorándum del Gobierno griego sobre la adjudicación de una cuota suplementaria, las autoridades griegas solicitan, para la campaña de 1995-1996, un aumento de 125 000 toneladas de la cuota lechera nacional, además del aumento de 100 000 toneladas concedido con carácter provisional para el período de 1993-1994.

La argumentación utilizada es comparable a la empleada en 1992, al solicitar el aumento de 100 000 toneladas. La escasa utilización de leche para la preparación de productos frescos, el importante incremento de la utilización de leche para la producción de productos frescos, el escaso peso de la cuota griega con relación a la de otros miembros, el poco peso de Grecia en los mecanismos de intervención previstos en la OCM, la lejanía de Grecia de las regiones de la UE excedentarias en productos lecheros, el precio pagado al productor bastante elevado con relación al precio indicativo y el escaso índice de autoabastecimiento en leche de vaca, son algunos de los argumentos esgrimidos por las autoridades griegas en su Memorándum.

Grecia se distingue por su alejamiento de las regiones excedentarias, si bien casos semejantes, en lo concerniente al índice de autoabastecimiento o la presión sobre los precios de la leche, pueden encontrarse en otros Estados miembros.

20. Aunque la Comisión considera que Grecia ha respetado de manera general las condiciones del Consejo sobre la aplicación del régimen de las cuotas y que el aumento provisional de la cuota decidido en esta ocasión puede concederse con carácter definitivo, no es posible, en esta fase, considerar que los argumentos griegos sean válidos para conceder un aumento suplementario, por los motivos siguientes:

- a) En la campaña de 1993-1994, las entregas realizadas en Grecia, corregidas de acuerdo con el contenido en materia grasa, fueron de unas 602 000 toneladas, siendo la cuota de 625 985 toneladas. Por consiguiente, la producción fue inferior a la cuota en unas 24 000 toneladas.
- b) Según los datos comunicados por las autoridades griegas, las entregas de la campaña de 1994-1995 eran, en diciembre de 1994, del 12,49%, nivel inferior al esperado en esta época del año. Es evidente, pues, que la cuota griega no se alcanzará en la campaña de 1994-1995.

- c) La producción de queso de leche de vaca casi se ha duplicado en Grecia entre 1993 y 1994, pasando de 4 700 toneladas a 8 400. Así pues, el aumento de la producción de leche en Grecia se ha dirigido en gran parte a la producción de queso, de ahí que ésta sea una de las causas de la presión en el mercado de la leche de consumo. No obstante, conviene señalar que el consumo de queso asciende a un total de 230.000 toneladas.

Propuesta

La Comisión propone al Consejo que confirme los aumentos de la cantidad nacional garantizada concedidos a Italia y a Grecia en 1995-1996 y años sucesivos y que confirme el carácter de cuotas de entrega de la reserva de 347.701 toneladas que figura en la cantidad suplementaria concedida a Italia en 1994-1995.

Propuesta de

REGLAMENTO (CE) DEL CONSEJO

**que modifica el Reglamento (CEE) n° 3950/92
por el que se establece una tasa suplementaria en el sector
de la leche y de los productos lácteos**

Exposición de motivos

Al adoptar, el 27 de julio de 1994, el Reglamento (CE) nº 1883/94, en el que se fijan las cantidades globales garantizadas para el período de 1994-1995, el Consejo solicitó a la Comisión que le presentara un informe acompañado de propuestas para poder decidir si los importes del aumento correspondiente a Grecia e Italia debían mantenerse en 1995-1996 y en años posteriores.

Después de esta decisión del Consejo, el FEOGA ha realizado un seguimiento estricto de la situación en los dos Estados miembros, llevando a cabo varias inspecciones de control tanto en las capitales como en las regiones. Los inspectores del FEOGA han contado con una total cooperación al realizar sus visitas. La última inspección finalizó el 15 de febrero.

El informe que figura en el Anexo y las propuestas que le acompañan son la respuesta a la petición del Consejo y presentan, además, una evaluación de la petición griega de aumentar de nuevo su cantidad global garantizada.

que modifica el Reglamento (CEE) n° 3950/92 por el que se establece una tasa suplementaria en el sector de la leche y de los productos lácteos

EL CONSEJO DE LA UNIÓN EUROPEA,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Europea y en particular su artículo 43,

Vista la propuesta de la Comisión¹,

Visto el dictamen del Parlamento Europeo²,

Considerando que se han examinado las situaciones de Italia y Grecia para comprobar si los aumentos de la cantidad total garantizada que se fija en el artículo 3 del Reglamento (CEE) n° 3950/92³, correspondiente a estos dos Estados miembros, pueden mantenerse en 1995-1996 y en años siguientes; que la Comisión ha presentado al Consejo de la Unión Europea y al Parlamento Europeo un informe sobre la aplicación del régimen de cuotas lecheras en Italia y Grecia⁴; que este informe permite a la Comisión llegar a la conclusión de que ambos Estados miembros han cumplido globalmente las condiciones del Consejo sobre la aplicación del régimen de cuotas lecheras y, en lo que se refiere a Italia, las relativas a la utilización de la reserva de 347 701 toneladas,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

¹ DO n° C

² DO n° C

³ D.O. n° L 405 de 31.12.1992, p. 1. Reglamento cuya última modificación la constituye el Reglamento (CE) n° 630/95 (D.O. n° L 66 de 23.3.1995, p. 11).

⁴

Artículo 1

El apartado 2 del artículo 3 del Reglamento (CEE) n° 3950/92 queda modificado como sigue:

1. Se suprime la última frase del cuarto párrafo.
2. Se añade el párrafo siguiente:

"El aumento de las cantidades totales de las entregas concedido a Grecia e Italia para el período de 1994-1995 se consolidará a partir del período de 1995-1996".

Artículo 2

El presente Reglamento entrará en vigor al séptimo día de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

Será aplicable a partir del 1 de abril de 1995.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

COM(95) 147 final

DOCUMENTOS

ES

03

N° de catálogo : CB-CO-95-126-ES-C

ISBN 92-77-87202-0

Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas

L-2985 Luxemburgo



Bruxelles, den 19.04.1995
KOM(95) 147 endelig udg.

95/0096 (CNS)

BERETNING TIL RÅDET OG EUROPA-PARLAMENTET

om anvendelse af mælkekvoteordningen i Italien og Grækenland

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 3950/92
om en tillægsafgift på mælk og mejeriprodukter

(Forelagt af Kommissionen)

~~CONFIDENTIAL~~

BERETNING TIL RÅDET OG EUROPA-PARLAMENTET

om anvendelse af mælkekvoteordningen i Italien og Grækenland

Indledning

1. På grundlag af Kommissionens rapport KOM(94) 64 endelig udg. af 2.3.1994 og tillægsrapporten KOM(94) 150 endelig udg. af 18.4.1994 vedtog Rådet den 27. juli 1994 forordning (EF) nr. 1883/94 vedrørende fastsættelsen af de samlede garantimængder for perioden 1994/95. I sidste afsnit i artikel 1 i denne forordning er der fastsat følgende:

"Forhøjelsen af de samlede leverancemængder for perioden 1993/94 for Grækenland, Spanien og Italien er tildelt for Spanien og videreføres for perioden 1994/95 for Grækenland og Italien. Den samlede leverancemængde for Italien omfatter en reserve på 347 701 tons for efter behov og efter aftale med Kommissionen at tildele producenter, som har anlagt sag mod den nationale forvaltning efter at have fået deres referencemængde inddraget uden at have fået medhold (bør læses: inddraget, og som har fået medhold). Inden perioden 1995/96 forelægger Kommissionen en beretning ledsaget af forslag til, om forhøjelsen for Grækenland og forhøjelsen for Italien bør opretholdes i 1995/96 og i de efterfølgende år."

Denne rapport samt de forslag, der ledsager den, er en efterkommelse af nævnte forpligtelse. Den afspejler situationen, sådan som den blev konstateret under inspektionsrejserne til de to medlemsstater, hvoraf den sidste blev afsluttet den 15. februar, og beskriver endvidere alle de væsentlige forhold, der er blevet meddelt Kommissionen siden den sidste rapport.

Krav, der skal opfyldes

2. De forhøjelser af den nationale garantimængde, der fra produktionsåret 1993/94 blev indrømmet Italien (0,9 mio. tons, herunder reserven på 347 701 tons) og Grækenland (0,1 mio. tons), blev kun bevilget under den forudsætning, at de pågældende medlemsstater rent faktisk anvender kvoteordningen. Visse grundlæggende krav danner en passende ramme for at vurdere fremskridtene i hver af de to medlemsstater:
 - a) Vedtagelse af gennemførelsesregler;
 - b) Beregning af de individuelle referencemængder på grundlag af leverancerne til opkøberne i 1991/92 samt de individuelle referencer for fedtstof;
 - c) Oprettelse og indkøring af et centralt organ, der skal kontrollere produktionens registrering og afgiftens opkrævning;
 - d) Passende produktionsregistrering;
 - e) Eventuel opkrævning af afgiften hos producenterne.

På den anden side skal summen af de kvoter, Italien tildeler for produktionsåret 1995/96, svare til de mængder, som Rådet fastsatte (punkt f) i nærværende rapport).

Kommissionens tilsyn

3. Siden Rådets beslutning af 27. juli 1994 har Kommissionens tjenestegrene fulgt situationen i de to medlemsstater meget nøje. EUGFL har siden den sidste rapport til Rådet for Italiens vedkommende aflagt otte kontrolbesøg i Rom og elleve i regionerne og for Grækenlands vedkommende tre kontrolbesøg i Athen og i de vigtigste produktionsområder. Kommissionens kontrollanter nød godt af et perfekt samarbejde med de lokale myndigheder under deres besøg.

På linje med Kommissionens tidligere rapporter er formålet med denne rapport at måle de opnåede fremskridt i forhold til de krav, der er fastsat for forhøjelser af den nationale garantimængde.

(a) Vedtagelse af gennemførelsesregler

4. I Italien blev der vedtaget en foranstaltning for at begrænse de individuelle kvoter for produktionsåret 1995/96 til en samlet mængde, der ligger inden for den nationale garantimængde (9 930 000 tons), samtidig med at der levnes en reserve, så der kan tages højde for særlige situationer og resultaterne af løbende retssager (Decreto Legge af 23. december 1994, n° 727). Visse supplerende foranstaltninger vedrørende den nationale kompensation og den nationale reserve forventes vedtaget.

Den 9. november 1994 blev der vedtaget et dekret i Grækenland for at oprette en national reserve og fastsætte kvoterne for produktionsåret 1994/95, der lineært nedsættes med 2,5%. Hele den nødvendige lovgivning for gennemførelsen af mælkekvoteordningen er nu vedtaget.

5. Kommissionen tog forbehold over for den rolle, der tillægges producentsammenslutningerne ved forvaltningen af visse aspekter af ordningen i Italien, bl.a. kompensationen.

Kommissionens bekymring over disse sammenslutningers rolle forstærkes af en bestemmelse i de nationale gennemførelsesregler, der giver mælkeproducenternes nationale organisation (UNALAT) mulighed for at forestå forvaltningen af oplysningerne om mælkeleverancerne og andre aspekter af kvoteordningen. Producentsammenslutningerne foretager bl.a. ved mejeriårets slutning en udligning mellem de producenter, der har overskredet deres kvote, og dem, der har produceret mindre. Kommissionen indledte en overtrædelsesprocedure i henhold til traktatens artikel 169 og anmodede de italienske myndigheder om at sørge for, at bestemmelserne for kvoterne anvendes uafhængigt af producentsammenslutningerne, og at sådanne sammenslutninger på ingen måde beskæftiger sig med noget aspekt af kontrollen.

b) Beregning og tildeling af de individuelle referencemængder på grundlag af leverancerne til opkøberne i 1991/92

6. De individuelle referencemængder blev beregnet i de to medlemsstater:

- i Italien blev de delvist fastsat på grundlag af leverancerne i produktionsåret 1988/89 (de såkaldte A-kvoter) og delvist på grundlag af stigningen i leverancerne mellem 1988/89 og 1991/92 (de såkaldte B-kvoter, der er midlertidige);
- i Grækenland ændrede myndighederne i november 1993 det grundlag for tildeling af kvoter, der var blevet vedtaget i juni samme år. Kvoterne beregnes på grundlag af en formel, der kombinerer leverancerne i 1991/92 og 1992/93, idet leverancerne i 1992/93 tillægges den største betydning.

7. Tildelingen af kvoterne til producenter blev forsinket, navnlig behandlingen af klagerne over kvoterne.

I Italien kontrollerede Kommissionens tjenestegrene som aftalt i Rådet den procedure, der er indført for behandlingen af administrative klager, bl.a. kontrolrapporterne og bilagene. Af 40 843 anmodninger om ændring af kvoter blev 24 030 erklæret for berettigede i første omgang efter fælles aftale mellem de nationale myndigheder og Kommissionens tjenestegrene og blev medtaget i berigtigelsen af 15. december 1994, hvor summen af de individuelle kvoter blev forhøjet med 577 400 tons. Resultatet af kontrollen i Rom og i provinsen bekræftede, at hele reserven var blevet korrekt tildelt.

8. Myndighederne fortsætter deres behandling af klagerne, hvoraf 12 759 endnu var til behandling ved offentliggørelse af berigtigelsen for produktionsåret 1994/95. Enhver mængde, der skal tildeles efter denne behandling, vil blive fordelt i 1995/96 og afskrevet på den reserve, der skal oprettes ved slettelse af en del af B-kvoterne. B-kvoternes restmængde opretholdes i 1995/96. Myndighederne har således en manøvremargin og kan eventuelt senere tildele kvoter til de klagende mælkeproducenter selv efter fuld udnyttelse af reserven. Reserven på 235,948 tons blev fastsat ved offentliggørelsen af de kvoter, der blev tildelt for produktionsåret 1995/96.

~~CONFIDENTIAL~~

Gennemgangen af den lov, som det italienske parlament vedtog den 24. februar 1995, viser dog, at flere klager muligvis vil kunne antages, bl.a. fordi kravene fra mælkeproducenter, der omfattes af regionale udviklingsplaner, imødekommes, og de krævede kvoterettigheder accepteres, så længe klagerne ikke er mundet ud i en endelig beslutning. Kommissionen underrettede den 13. marts 1995 Italien om, at den ikke kan acceptere, at summen af de nuværende kvoter, herunder de klagende mælkeproducenters kvoter, overskrider den samlede garantimængde på noget tidspunkt efter den 1. april 1995.

9. I Grækenland tildelte myndighederne på ny kvoterne for produktionsåret 1994/95 med betydelig forsinkelse. Tildelingen blev nemlig først foretaget i november 1994. Ligesom i Italien indgav visse producenter klager over tildelingen af kvoter. De er alle blevet behandlet, men der opstod et problem efter proceduren, eftersom 24 000 tons supplerende kvoter blev påkrævet som følge af de positive resultater af en del af klagerne. På grund af den utilstrækkelige oprindelige nationale reserve (7 400 tons) blev der pålagt en lineær nedsættelse på 2,5% af alle kvoter, for at den nationale garantimængde kunne overholdes. For produktionsåret 1994/95 blev der tildelt 620 053 tons og oprettet en national reserve på 6 000 tons. Der findes dog stadig ansøgninger fra nye producenter (cirka 1 500), hvis ønsker ikke er opfyldt.

Endelig blev det konstateret ved opgørelsen ved produktionsårets udgang, at 2 300 producenter uden kvoter havde leveret mælk i perioden 1993/94. Selv om dette fænomen kun vedrører mindre producenter for en produktion, der er blevet meddelt, blev de græske myndigheder anmodet om så hurtigt som muligt at råde bod på denne situation, der ellers medfører, at de pågældende producenter skal betale store bøder i tilfælde af overskridelse af den samlede garantimængde. Der er derfor vedtaget forholdsregler.

10. Tildeling af kvoter for direkte salg

I Italien blev kvoterne for direkte salg tildelt efter samme kriterier og procedurer som kvoterne for leverancer. Der finder stadig en strukturel omlægning fra direkte salg til leverancer sted, og Italien har imødekommet et betydeligt antal individuelle ansøgninger om overførsel af kvoter for direkte salg til kvoter for leverancer som fastsat i EF-reglerne. Ved forordning (EF) nr. 630/95 af 23.03.1995 ændrede Kommissionen fordelingen af Italiens samlede mængder i overensstemmelse hermed.

I Grækenland blev kvoterne for direkte salg i 1993/94 tildelt efter produktionsårets afslutning. Den tildelte mængde vedrører kun 162 producenter og en samlet mængde på 862 tons ud af den disponible nationale mængde på 4 528 tons. Der foreligger ikke andre vigtige oplysninger, da producenterne med direkte salg ikke indgav nogen erklæring for perioden 1993/94, og direkte salg i øvrigt officielt frarådes af sundhedsmæssige grunde i flere områder.

- c) Oprettelse og indkøring af et centralt organ, der skal kontrollere produktionens registrering og afgiftens opkrævning

11. De to medlemsstater har hver især udpeget deres centrale organ.

I Italien har EIMA siden begyndelsen foreslået indkøringen og kontrollen af kvoteordningen og har deltaget aktivt i denne opgave.

Situationen er anderledes i Grækenland. Beføjelser, funktioner og midler for det centrale organ (ELOG) blev fastsat ved lov af juni 1993, men det var først den 18. april 1994, at organet rent faktisk overtog forvaltningen af mælkekvoteordningen. Dets sæde i Thessaloniki, der er veludstyret, har været hoveddrivkraften bag fremskridtene i Grækenland. Der blev dog udtrykt bekymring for personalet, der blev ansat midlertidigt i 1994, og hvis kontrakter ikke blev videreført i 1995. ELOG råder nu over så stort et personale, at organet kan opfylde sine forpligtelser.

~~CONFIDENTIAL (IN COMMISSION)~~

Hidtil har de to organer, der blev oprettet i Italien og Grækenland, opfyldt deres forpligtelser.

d) Passende registrering af produktionen

12. Myndighedernes første forpligtelse var at godkende opkøberne. I Italien blev denne opgave udført af de regionale administrative organer. I Grækenland forestod ELOG godkendelsesproceduren. Hvis man i Italien undtager den i øvrigt igangværende behandling af marginale tilfælde, kan denne forpligtelse anses for at være korrekt opfyldt. I Grækenland ser det ud til, at samtlige mælkeopkøbere endnu ikke er kendt og godkendt. For tiden foretager de græske myndigheder en undersøgelse for at afslutte godkendelsesproceduren.
- 13 I Italien blev størstedelen af leveringsangivelserne fra opkøberne i de vigtigste regioner modtaget inden fristen den 15. maj. Når en opkøber ikke overholdt forpligtelsen til at sende sin leveringsangivelse, foretog producentsammenslutningerne beregningerne ved hjælp af de bilag, som producenterne fremlagde til beregning af, hvilke mængder de havde leveret til de forsømmelige opkøbere (fakturaer).

Den administrative kontrol af disse angivelser blev foretaget af EIMA og skulle afsluttes inden fristen den 31. august 1994, men blev meget forsinket, da det var det første år, hvor proceduren blev anvendt, og det var først i midten af februar 1995, at de italienske myndigheder kunne ansætte 1993/94-leverancerne næsten definitivt til 9 606 033 tons. Den eneste betydelige mangel vedrører visse mindre mejeriers undladelse af at bestemme den leverede mælks fedtindhold.

Den fysiske kontrol af mejerierne og producenterne, der er fastsat i EF-reglerne, blev indledt og gennemført på de fleste mejerier. De mælkeopkøbere, der ikke havde indgivet leveringsangivelser, blev alle medtaget i det udsnit af virksomheder, der skulle kontrolleres, hvilket EIMA meddelte de regioner, der er ansvarlige for kontrollen.

14. I Grækenland blev leveringsangivelserne generelt indgivet inden den 15. maj 1994. Da de meddelte tal ofte var ukorrekte, især for de producenter, der havde skiftet opkøber i løbet af året, anmodede det centrale organ (ELOG) opkøberne om en ny leveringsangivelse, og efter behandling heraf blev det fastslået, at leverancerne for 1993/94 var mindre end den samlede garantimængde: 602 106 tons mod 625 985 tons. Der er endnu fejl, der mangler at blive korrigeret, men de synes ikke at kunne påvirke mængden særlig meget.

Ligesom i Italien foretog de mindre mejerier ikke analyser af fedtindholdet. Denne undladelse, der kun vedrører et ringe antal producenter (ca. 5%), kan ikke bringe ordningens samlede funktion i fare eller sætte spørgsmålstegn ved de tal, som de græske myndigheder fremsendte for produktionsåret 1993/94.

De leveringsangivelser, som opkøberne indgav, omfattede ca. 2 300 kvotaløse producenter med en samlet leverance på 19 116 tons (jf. punkt 9.).

ELOG foretog al den fastsatte kontrol på stedet hos opkøberne for produktionsåret 1993/94 med bistand fra de regionale landbrugskontorer.

e) Opkrævning af afgiften hos producenterne

15. Som der blev åbnet mulighed for i EF-reglerne, opkræves afgiften i Italien som et forskud i løbet af produktionsåret. Grækenland har ikke valgt denne fremgangsmåde.

I Italien er der efter udligning på producentsammenslutningsniveau og efter visse overførsler mellem kvoter for leverancer og kvoter for direkte salg ikke konstateret nogen overskridelse på nationalt plan, og opkøberne blev anmodet om at refundere forskuddet, som det er fastsat i den nationale lov.

I Grækenland blev den nationale kvote heller ikke overskredet. Der blev derfor ifølge EF-bestemmelserne ikke opkrævet nogen afgift selv fra de producenter, der havde leveret mælk uden kvote.

f) Kvantitative aspekter

16. Efter offentliggørelsen af beslutningen af 31.03.1995 tildelte Italien følgende individuelle kvoter til 110 415 producenter

	A-kvote (permanent)	B-kvote (midlertidig)	I alt (1 000 t)	National kvote (1)
Leverancer	8330	1084	4414	9632
Direkte salg	255	25	280	298
I alt	8585	1109	9694	9930

- (1) Efter overførsel mellem kvoter for direkte salg og kvoter for leverancer på 420 000 tons, der blev besluttet den 23.03.1995.

I forhold til de tildelte kvoter, sådan som de fremgår af ovenstående tabel, beløb leverancerne i 1993/94 sig til 9 606 033 tons og det direkte salg til 217 687 tons, dvs. i alt 9 823 720 tons. Det fremgår af disse tal, at produktionen ligger 1% under den nationale garantimængde (9 930 000 tons).

Der består dog fare for, at anerkendelse af de klagende mælkeproducenters kvoter (jf. punkt 8) kan føre til en samlet kvote, der overskrider den nationale garantimængde. I dette tilfælde kan der drages finansielle følger i forbindelse med regnskabsafslutningen, som det skete for andre medlemsstater under lignende forhold.

17. I Grækenlands tilfælde andrager de tildelte kvoter for perioden 1994/95 620 053 tons sammenlignet med en samlet referencemængde (leverancer) på 625 985 tons. Da der blev anmeldt en produktion på 602 106 tons i 1993/94, er det meget muligt, at produktionen i 1994/95 når op på den nationale garantimængde.

Konklusioner om ordningens iværksættelse

18. Med få undtagelser, jf. punkt 5, blev hele den nødvendige lovgivning vedtaget i Italien og Grækenland. Der er gjort store fremskridt med hensyn til iværksættelsen af mælkekvoteordningen, selv om der har været forsinkelser i proceduren for tildeling af individuelle kvoter til producenterne i de to lande samt forsinkelser i registreringen og den administrative kontrol af leveringsangivelserne.

Kommissionen konkluderer således, at de to medlemsstater som helhed betragtet har overholdt alle Rådets betingelser for iværksættelsen af mælkekvoteordningen i 1993/94 samt for Italiens vedkommende betingelserne for anvendelsen af reserven i forbindelse med omtvistede tilfælde og reglerne for den nationale garantimængde pr. 1. april 1995.

Kommissionens tjenestegrene vil fortsat sørge for ordningens korrekte gennemførelse og forbedring af de forskellige aspekter, der endnu kan afpudses, og vil i tilfælde af overtrædelser drage enhver konklusion, der måtte blive nødvendig, i forbindelse med regnskabsafslutningen og/eller overtrædelsesproceduren.

Vurdering af anmodningen om en yderligere forhøjelse af den græske kvote

19. I den græske regerings memorandum om tildeling af en tillægskvote anmoder myndighederne om, at der for mejeriåret 1995/96 indrømmes en forhøjelse af den nationale mælkekvote med 125 000 tons ud over den kvoteforhøjelse på 100 000 tons, der blev indrømmet foreløbigt for 1993/94.

Argumentationen svarer til den, der blev fremført i 1992, da der blev anmodet om forhøjelsen på 100 000 tons. Blandt de argumenter, som de græske myndigheder fremfører i deres memorandum, kan følgende nævnes: en ringe anvendelse af mælk til tilvirkning af friske produkter, en stærk stigning i anvendelsen af mælk til fremstilling af friske produkter, den græske kvotes beskedne vægt i forhold til de andre medlemsstaters kvoter, Grækenlands særdeles ringe tyngde inden for den fælles markedsordnings interventionsmekanismer, Grækenlands fjerne beliggenhed i forhold til EU-regionerne med overskud af mejeriprodukter, en ret høj producentpris i forhold til indikativprisen og en lav selvforsyningsgrad for komælk.

Det er karakteristisk for Grækenland, at landet ligger fjernt fra regioner med overskud, men der kan findes tilsvarende tilfælde i andre medlemsstater, hvad angår selvforsyningsgraden eller trykket på mælkeprisen.

20. Selv om Kommissionen anser, at Grækenland som helhed har opfyldt Rådets betingelser for kvoteordningens anvendelse, og at den midlertidige forhøjelse af kvoten, der blev besluttet ved denne lejlighed, kan indrømmes definitivt, er det ikke på nuværende stadium muligt at betragte de græske argumenter som gyldige for en yderligere forhøjelse. Det er ikke muligt af følgende grunde:

- a) I mejeriåret 1993/94 var de græske leverancer, justeret efter fedtindholdet, på 602 000 tons mod en kvote på 625 985 tons. Produktionen var således cirka 24 000 tons lavere end kvoten.
- b) Ifølge de græske myndigheders oplysninger var leverancerne i begyndelsen af mejeriåret 1994/95 (i december 1994) 12,49% lavere end den tilstræbte profil for denne del af året. Det er således klart, at den græske kvote ikke vil blive nået i mejeriåret 1994/95.

- c) Produktionen af ost af komælk blev næsten fordoblet i Grækenland fra 1993 til 1994, idet den steg fra 4 700 tons til 8 400 tons. Stigningen i mælkeproduktionen i Grækenland er således for en stor del blevet kanaliseret over mod osteproduktion, hvilket er en af grundene til trykket på markedet for konsummælk. Forbruget af ost udgør dog i alt 230 000 tons.

Forslag

Kommissionen foreslår Rådet for 1995/96 og de følgende år at bekræfte de forhøjelser af den nationale garantimængde, der blev indrømmet Italien og Grækenland og bekræfte den reserve på 347 701 tons, der indgår i den supplerende mængde, der blev tildelt Italien for 1994/95, som leverancekvoter.

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 3950/92
om en tillægsafgift på mælk og mejeriprodukter

Begrundelse

Da Rådet den 27. juli 1994 vedtog forordning (EF) nr. 1883/94 om de samlede garantimængder for 1994/95, anmodede det Kommissionen om at forelægge en rapport og forslag om, hvorvidt forhøjelsen for Grækenland og Italien skulle opretholdes i 1995/96 og de følgende år.

Siden nævnte rådsafgørelse har EUGFL nøje fulgt situationen i de to medlemsstater, og der er gennemført flere kontrolbesøg i hovedstæderne og i regionerne. EUGFL-inspektørerne har draget fordel af et uindskrænket samarbejde under besøgene. Det seneste besøg blev afsluttet den 15. februar.

Med rapporten i bilaget og de ledsagende forslag imødekommer Kommissionen Rådets anmodning, og der er endvidere foretaget en vurdering af den græske anmodning om en ny forhøjelse af landets samlede garantimængde.

om ændring af forordning (EØF) nr. 3950/92
om en tillægsafgift på mælk og mejeriprodukter

RÅDET FOR DEN EUROPÆISKE UNION HAR -

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det Europæiske Fællesskab, særlig artikel 43,

under henvisning til forslag fra Kommissionen¹,

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet², og

ud fra følgende betragtning:

Situationen i henholdsvis Italien og Grækenland er blevet underkastet en særlig undersøgelse for at kontrollere, om forhøjelserne af den samlede garantimængde, der er fastsat i artikel 3 i Rådets forordning (EØF) nr. 3950/92³ for disse to medlemsstater, kan opretholdes i 1995/96 og de følgende år; Kommissionen har forelagt Rådet for den Europæiske Union og Europa-Parlamentet en rapport om anvendelsen af mælkekvoteordningen i Italien og Grækenland⁴; Kommissionen kan på grundlag af rapporten drage den slutning, at de to medlemsstater som helhed har overholdt Rådets betingelser for mælkekvoteordningens anvendelse og, for Italiens vedkommende, betingelserne for anvendelsen af reserven på 347 701 tons,

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

¹ EFT nr. C af . . . , s.

² EFT nr. C af . . . , s.

³ EFT nr. L 405 af 31.12.1992, s. 1. Forordningen er senest ændret ved forordning (EF) nr. 630/95 (EFT nr. L 66 af 23. 3.1995, s. 11).

⁴

Artikel 1

I artikel 3, stk. 2, i forordning (EØF) nr. 3950/92 foretages følgende ændringer:

1. I fjerde afsnit udgår sidste punktum.
2. Som nyt afsnit indsættes:

"Den forhøjelse af de samlede leverancer, der blev indrømmet Grækenland og Italien for perioden 1994/95, stadfæstes fra perioden 1995/96."

Artikel 2

Denne forordning træder i kraft på syvendedagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Den anvendes fra den 1. april 1995.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

ISSN 0254-1459

KOM(95) 147 endelig udg.

DOKUMENTER

DA

03

Katalognummer : CB-CO-95-126-DA-C

ISBN 92-77-87203-9

Kontoret for De Europæiske Fællesskabers Officielle Publikationer

L-2985 Luxembourg



ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

Βρυξέλλες, 19.04.1995

COM(95) 147 τελικό

95/0096 (CNS)

ΕΚΘΕΣΗ ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΚΑΙ ΤΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ

σχετικά με την εφαρμογή του καθεστώτος ποσοστώσεων γάλακτος στην

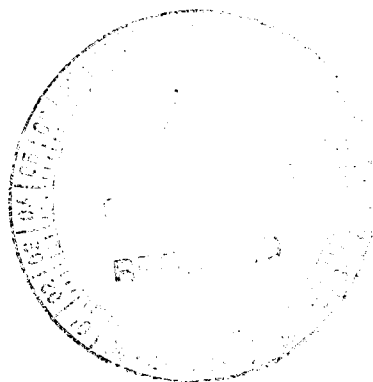
Ιταλία και στην Ελλάδα

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3950/92 για τον καθορισμό συμπληρωματικής εισφοράς στον τομέα του γάλακτος και των γαλακτοκομικών προϊόντων

(υποβάλλονται από την Επιτροπή)



ΕΚΘΕΣΗ ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΚΑΙ ΤΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ

σχετικά με την εφαρμογή του καθεστώτος ποσοτώσεων γάλακτος στην

Ιταλία και στην Ελλάδα

Εισαγωγή

1. Με βάση την έκθεση COM(94) 64 τελικό της 02.03.1994 της Επιτροπής και της συμπληρωματικής έκθεσης COM(94) 150 τελικό της 18.04.1994 το Συμβούλιο εξέδωσε στις 27 Ιουλίου 1994 τον κανονισμό 1883/94¹, για τον καθορισμό των συνολικών εγγυημένων ποσοτήτων για την περίοδο 1994/95. Το άρθρο 1 προβλέπει στο τελευταίο εδάφιο τα εξής:

"Η αύξηση των συνολικών ποσοτήτων των παραδόσεων που χορηγείται για την περίοδο 1993/94 για την Ελλάδα, την Ισπανία και την Ιταλία παγιώνεται για την Ισπανία και ανανεώνεται για την περίοδο 1994/95 για την Ελλάδα και την Ιταλία. Η συνολική ποσότητα των παραδόσεων για την Ιταλία περιλαμβάνει απόθεμα 347 701 τόνων, προκειμένου να χορηγηθούν, ανάλογα με τις ανάγκες και σε συμφωνία με την Επιτροπή, ποσότητες αναφοράς στους παραγωγούς που άσκησαν δικαστική προσφυγή κατά την εθνικής διοίκησης λόγω της απόσυρσης των ποσοτήτων τους αναφοράς και πέτυχαν ευνοϊκή απόφαση. Πριν από την περίοδο 1995/96, η Επιτροπή θα υποβάλει στο Συμβούλιο έκθεση συνοδευόμενη από προτάσεις προκειμένου να διαπιστωθεί εάν η αύξηση για την Ελλάδα και το ποσό της αύξησης για την Ιταλία πρέπει να διατηρηθούν κατά το 1995/96 και κατά τη διάρκεια των επόμενων ετών."

Η παρούσα έκθεση καθώς επίσης και οι προτάσεις που την συνοδεύουν, αποτελούν συνέχεια της εν λόγω δέσμευσης. Η έκθεση αυτή παρουσιάζει την κατάσταση όπως διαπιστώθηκε κατά τις αποστολές που διενεργήθηκαν στα δύο κράτη μέλη, η τελευταία από τις οποίες περατώθηκε στις 15 Φεβρουαρίου, και περιλαμβάνει επίσης όλα τα σημαντικά γεγονότα που ανακοινώθηκαν στην Επιτροπή από τότε που υποβλήθηκε η τελευταία έκθεση.

Απαιτήσεις που πρέπει να πληρούνται

2. Οι αυξήσεις της εθνικής εγγυημένης ποσότητας που παραχωρήθηκαν από την περίοδο 1993/94 στην Ιταλία (0,9 εκατ. τόνοι, συμπεριλαμβανομένου του αποθέματος των 347 701 τόνων), και στην Ελλάδα (0,1 εκατ. τόνοι) εξαρτήθηκαν από την αποτελεσματική εφαρμογή του συστήματος των ποσοστώσεων. Ορισμένες θεμελιώδεις απαιτήσεις παρέχουν ένα κατάλληλο πλαίσιο αξιολόγησης της προόδου που σημειώθηκε σε κάθε κράτος μέλος:

- α) Έκδοση των κανονισμών εφαρμογής ·
- β) Υπολογισμός των ατομικών ποσοτήτων αναφοράς με βάση τις παραδόσεις που διενεργήθηκαν στους αγοραστές κατά το 1991/92, καθώς και των ατομικών ποσοτήτων αναφοράς για λιπαρές ουσίες ·
- γ) Δημιουργία και θέση σε λειτουργία ενός κεντρικού οργανισμού που θα αναλάβει τον έλεγχο της καταγραφής της παραγωγής και την είσπραξη της εισφοράς ·
- δ) Επαρκής καταγραφή της παραγωγής ·
- ε) Ενδεχόμενη είσπραξη της εισφοράς από τους παραγωγούς.

Αφετέρου, η ποσότητα των ποσοστώσεων που κατανεμήθηκαν από την Ιταλία από την περίοδο εμπορίας 1995/96 πρέπει να αντιστοιχεί στις ποσότητες που καθορίστηκαν από το Συμβούλιο (σημείο στ) της παρούσας έκθεσης).

Παρακολούθηση της κατάστασης από την Επιτροπή

3. Από το χρόνο της απόφασης του Συμβουλίου της 27ης Ιουλίου 1994, οι υπηρεσίες της Επιτροπής παρακολούθησαν εκ του σύνεγγυς την κατάσταση στα δύο κράτη μέλη. Το ΕΓΤΠΕ διενήργησε, από τότε που υποβλήθηκε η προηγούμενη έκθεση στο Συμβούλιο, όσον αφορά την Ιταλία 8 επισκέψεις στη Ρώμη και 11 στις περιφέρειες, και όσον αφορά την Ελλάδα 3 επισκέψεις στην Αθήνα και στις σημαντικότερες περιφέρειες παραγωγής. Στους ελεγκτές της Επιτροπής παρεσχέθη αμέριστη συνεργασία κατά τη διάρκεια των επισκέψεών τους. Σύμφωνα με τις προηγούμενες εκθέσεις της Επιτροπής, η προσέγγιση που λήφθηκε υπόψη για τη σύνταξη της παρούσας έκθεσης είναι η επιμέτρηση της προόδου που σημειώθηκε σε σχέση με τις απαιτήσεις που έχουν ορισθεί για τη χορήγηση αυξήσεων της εθνικής εγγυημένης ποσότητας.

α) Έκδοση των κανονισμών εφαρμογής

4. Στην Ιταλία, λήφθηκαν νομοθετικά μέτρα προκειμένου να περιορισθούν, για την περίοδο 1995/96, οι κατανομές ατομικών ποσοστώσεων σε ένα σύνολο το οποίο επιτρέπει την τήρηση της εθνικής εγγυημένης ποσότητας (9 930 000 τόνοι), αφήνοντας ωστόσο ένα απόθεμα για τις ιδιαίτερες καταστάσεις και τα αποτελέσματα των προσφυγών που εκκρεμούν ακόμη στα δικαστήρια (Decreto Legge αριθ. 727 της 23ης Δεκεμβρίου 1994). Αναμένεται η έκδοση ορισμένων συμπληρωματικών μέτρων που αφορούν τομείς όπως είναι ο εθνικός μηχανισμός αντιστάθμισης και το εθνικό απόθεμα.

Στις 9 Νοεμβρίου 1994, εκδόθηκε διάταγμα στην Ελλάδα προκειμένου να δημιουργηθεί ένα εθνικό απόθεμα και να καθοριστούν οι ποσοστώσεις για την περίοδο 1994/95, οι οποίες μειώθηκαν γραμμικά κατά 2,5%. Όλη η νομοθεσία που είναι αναγκαία για την εκτέλεση του καθεστώτος ποσοστώσεων γάλακτος έχει τώρα εκδοθεί.

5. Η Επιτροπή εξέφρασε επιφυλάξεις σχετικά με το ρόλο των ομάδων παραγωγών στη διαχείριση ορισμένων στοιχείων του συστήματος στην Ιταλία, ιδίως στον μηχανισμό αντιστάθμισης.

Η ανησυχία της Επιτροπής, σχετικά με το ρόλο των ομάδων αυτών, αυξάνεται από μία διάταξη που περιέχεται στις εθνικές λεπτομέρειες εφαρμογής, η οποία αφήνει ανοικτή τη δυνατότητα στην εθνική ένωση παραγωγών γάλακτος (UNALAT) να αναλάβει την ευθύνη της διαχείρισης της ροής των πληροφοριών σχετικά με τις παραδόσεις γάλακτος καθώς και για άλλες απόψεις του συστήματος των ποσοστώσεων. Οι οργανώσεις παραγωγών συμπιπίζουν ιδιαίτερα κατά το τέλος της εμπορικής περιόδου την παραγωγή των μελών τους, που υπερέβησαν την ποσόσωσή τους, με την παραγωγή εκείνων που παρήγαγαν λιγότερο. Η Επιτροπή κίνησε διαδικασία παράβασης βάσει του άρθρου 169 της συνθήκης και ζήτησε από τις ιταλικές αρχές να μεριμνήσουν προκειμένου οι διατάξεις σχετικά με τις ποσοστώσεις να εφαρμόζονται ανεξαρτήτως των ενώσεων παραγωγών και προκειμένου οι εν λόγω ενώσεις να μην ασχολούνται, καθ' οιονδήποτε τρόπο, με οποιοδήποτε θέμα του ελέγχου.

β) Υπολογισμός και κατανομή των ατομικών ποσοτήτων αναφοράς βάσει των παραδόσεων που διενεργήθηκαν στους αγοραστές κατά το 1991/92

6. Οι ατομικές ποσότητες αναφοράς υπολογίστηκαν ως ακολούθως στα δύο κράτη μέλη:

- στην Ιταλία, καθορίστηκαν εν μέρει βάσει των παραδόσεων της περιόδου 1988/89 (οι οποίες ονομάζονται ποσοτώσεις Α) και εν μέρει βάσει της αύξησης των παραδόσεων μεταξύ 1988/89 και 1991/92 (οι οποίες ονομάζονται ποσοτώσεις Β, και είναι προσωρινής φύσεως) ·

- στην Ελλάδα, οι αρχές τροποποίησαν, το Νοέμβριο του 1993, τη βάση κατανομής των ποσοτώσεων, η οποία είχε ορισθεί τον Ιούνιο του ίδιου έτους. Οι ποσοτώσεις υπολογίστηκαν βάσει ενός τύπου συσχετισμού των παραδόσεων 1991/92 και 1992/93, με βαρύνουσα σημασία για τις παραδόσεις της τελευταίας περιόδου.

7. Η κατανομή των ποσοτώσεων στους παραγωγούς παρουσίασε καθυστερήσεις, ιδίως όσον αφορά την εξέταση προσφυγών κατά των αποφάσεων κατανομής.

Στην Ιταλία, οι υπηρεσίες της Επιτροπής προέβησαν, όπως συμφωνήθηκε στο Συμβούλιο, στον έλεγχο της διαδικασίας εξέτασης των διοικητικών προσφυγών και ιδίως των εκθέσεων ελέγχου και των δικαιολογητικών εγγράφων. Επί συνόλου 40 843 αιτήσεων αναθεώρησης των ατομικών ποσοτήτων, 24 030 θεωρήθηκαν κατ' αρχάς αιτιολογημένες κατόπιν συμφωνίας μεταξύ των εθνικών αρχών και των υπηρεσιών της Επιτροπής, και συμπεριλήφθηκαν στο διορθωτικό δελτίο της 15ης Δεκεμβρίου 1994, με το οποίο το σύνολο των ατομικών ποσοτώσεων αυξήθηκε κατά 577 400 τόνους. Το αποτέλεσμα του ελέγχου που διενεργήθηκε στη Ρώμη και στην επαρχία επέτρεψε να επιβεβαιωθεί ότι το σύνολο του αποθέματος κατανεμήθηκε σωστά.

8. Οι αρχές συνεχίζουν την εξέταση του βασίμου των προσφυγών, από τις οποίες 12.759 παρέμεναν εκκρεμείς κατά το χρόνο δημοσίευσης του διορθωτικού δελτίου για την περίοδο 1994/95. Οι ποσότητες που θα επιδικαστούν μετά το πέρας της εξέτασης αυτής, θα κατανεμηθούν το 1995/96 και θα καταλογισθούν στο απόθεμα που θα δημιουργηθεί από την κατάργηση τμήματος των ποσοτώσεων "Β". Το υπόλοιπο των ποσοτώσεων "Β" διατηρήθηκε κατά το 1995/96. Υπάρχει ένα περιθώριο ελιγμών που θα προορίζεται για την μεταγενέστερη, ενδεχομένως, κατανομή ποσοτώσεων στους προσφεύγοντες, έστω και στην περίπτωση εξάντλησης των 235.948 τόννων το οποίο θα συσταθεί κατά τη δημοσίευση των ποσοτώσεων που κατανεμήθηκαν για την περίοδο 1995/96.

Ωστόσο, η εξέταση του νόμου που εκδόθηκε από το ιταλικό Κοινοβούλιο στις 24 Φεβρουαρίου 1995, δείχνει ότι θα μπορούσε να υπάρχει διεύρυνση του αριθμού των αποδεκτών προσφυγών, ιδίως λόγω της αποδοχής των διεκδικήσεων των δικαιούχων όσον αφορά σχέδια περιφερειακής ανάπτυξης και της αποδοχής δικαιωμάτων για διεκδικούμενες ποσοτώσεις καθ' όσο χρόνο οι προσφυγές δεν έχουν αποτελέσει αντικείμενο οριστικής απόφασης. Στις 13 Μαρτίου 1995, η Επιτροπή πληροφόρησε την Ιταλία ότι δεν θα μπορέσει να κάνει δεκτή την εφαρμογή των στοιχείων του εν λόγω νόμου που παραβιάζουν τις κοινοτικές διατάξεις, ούτε επίσης την υπέρβαση, μετά την 1η Απριλίου 1995, της συνολικής εγγυημένης ποσότητας από το σύνολο των ποσοτώσεων που ισχύουν, συμπεριλαμβανομένων και των ποσοτώσεων των παραγωγών που έχουν υποβάλλει προσφυγή.

9. Στην Ελλάδα, οι αρχές προέβησαν, και πάλι με σημαντική καθυστέρηση, στην κατανομή των ποσοτώσεων για την περίοδο 1994/95. Η κατανομή αυτή έλαβε χώρα στην πραγματικότητα το Νοέμβριο του 1994. Όπως και στην Ιταλία, υποβλήθηκαν προσφυγές από ορισμένους παραγωγούς κατά της κατανομής των ποσοτώσεων. Έγινε εξέταση όλων των προσφυγών, αλλά παρουσιάστηκε ένα πρόβλημα μετά το πέρας της διαδικασίας λόγω του γεγονότος ότι 24 000 τόνοι συμπληρωματικών ποσοτώσεων ήταν αναγκαίες μετά από τα θετικά αποτελέσματα μέρους των προσφυγών αυτών. Εξαιτίας της ανεπάρκειας του αρχικού εθνικού αποθέματος (7 400 τόνοι) και προκειμένου να μην υπάρξει υπέρβαση της εθνικής εγγυημένης ποσότητας, επιβλήθηκε γραμμική μείωση κατά 2,58 όλων των ποσοτώσεων. Έγινε κατά την περίοδο 1994/95, κατανομή 620 053 τόνων και σύσταση εθνικού αποθέματος 6 000 τόνων. Απομένουν εντούτοις πάντοτε οι αιτήσεις των νέων παραγωγών (περίπου 1 500) οι οποίες δεν έχουν ικανοποιηθεί.

Τέλος, διαπιστώθηκε από τους λογαριασμούς του τέλους της περιόδου ότι 2 300 παραγωγοί χωρίς ποσοτώσεις είχαν προβεί σε παραδόσεις κατά τη διάρκεια της περιόδου 1993/94. Έτσι και αν το φαινόμενο αυτό αφορά αποκλειστικά μικρούς παραγωγούς καθώς και παραγωγή η οποία δηλώθηκε, ζητήθηκε από τις ελληνικές αρχές να διορθώσουν το συντομότερο δυνατό την κατάσταση αυτή η οποία θα επιούρει σοβαρές κυρώσεις στους εν λόγω παραγωγούς σε περίπτωση υπέρβασης της συνολικής εγγυημένης ποσότητας. Έχουν ήδη ληφθεί μέτρα για το σκοπό αυτό.

10. Κατανομή των ποσοτώσεων για απευθείας πωλήσεις.

Στην Ιταλία, η κατανομή των ποσοτώσεων για απευθείας πωλήσεις έγινε με τα ίδια κριτήρια και διαδικασίες όπως και για την κατανομή ποσοτώσεων που αφορούν τις παραδόσεις. Ακολουθείται ένας διαρθρωτικός επαναπροσανατολισμός της εμπορίας των απευθείας πωλήσεων προς τις παραδόσεις και η Ιταλία ικανοποίησε σημαντικό αριθμό ατομικών αιτήσεων μεταφοράς μεταξύ ποσοτώσεων για απευθείας πωλήσεις και ποσοτώσεων για παραδόσεις, όπως προβλέπεται από τα κοινοτικά κείμενα. Με τον κανονισμό (ΕΚ) 630/95 της 22.03.1995, η Επιτροπή τροποποίησε ανάλογα την κατανομή των συνολικών ποσοτήτων της Ιταλίας.

Στην Ελλάδα, οι ποσοτώσεις για απευθείας πωλήσεις για το 1993/94 κατανεμήθηκαν μετά το τέλος της περιόδου. Η ποσότητα που κατανεμήθηκε αφορά μόνο 162 παραγωγούς και 862 συνολικά τόνους επί συνολικής διαθέσιμης ποσότητας 4 528 τόνων. Καμμία άλλη σημαντική πληροφορία δεν διατίθεται, λόγω του ότι οι παραγωγοί με ποσοτώσεις για απευθείας πωλήσεις δεν υπέβαλαν δήλωση για την περίοδο 1993/94 και οι απευθείας πωλήσεις, εξάλλου, αποθαρρύνονται επισήμως για λόγους υγείας σε πολλές περιφέρειες.

γ) Δημιουργία και λειτουργία κεντρικού οργανισμού για τον έλεγχο της καταγραφής της παραγωγής και την είσπραξη των οφειλομένων εισφορών

11. Κάθε ένα από τα δύο κράτη μέλη όρισε τον κεντρικό του οργανισμό.

Από την άποψη της λειτουργίας τους, ο ΕΙΜΑ στην Ιταλία ανέλαβε ευθύς εξ αρχής την ευθύνη της εφαρμογής και του ελέγχου του συστήματος των ποσοτώσεων και έλαβε ενεργό μέρος στα καθήκοντα αυτά.

Η κατάσταση είναι διαφορετική στην Ελλάδα. Οι εξουσίες, τα καθήκοντα και οι πόροι του κεντρικού οργανισμού (ΕΛΟΓ) ορίστηκαν με νόμο του Ιουνίου 1993. Εντούτοις όμως, ο οργανισμός αυτός ανέλαβε ουσιαστικά την διαχείριση του καθεστώτος ποσοτώσεων γάλακτος μόνο στις 18 Απριλίου 1994. Έχει ως έδρα τη Θεσσαλονίκη, είναι επαρκώς εξοπλισμένος και αποτέλεσε το βασικό παράγοντα της προόδου που σημειώθηκε στην Ελλάδα. Είχαν ωστόσο εκφραστεί ανησυχίες όσον αφορά το προσωπικό, το οποίο προσλήφθηκε το 1994 επί προσωρινής βάσεως, και του οποίου οι συμβάσεις δεν ανανεώθηκαν το 1995. Ο ΕΛΟΓ διαθέτει τώρα προσωπικό ικανό να σεβαστεί αυτές τις υποχρεώσεις.

Μέχρι σήμερα, οι δύο οργανισμοί που τέθηκαν σε λειτουργία στην Ιταλία και στην Ελλάδα, εκπλήρωσαν τις υποχρεώσεις τους.

δ) Επαρκής καταγραφή της παραγωγής

12. Η πρώτη υποχρέωση των αρχών ήταν η έγκριση των αγοραστών. Στην Ιταλία, το καθήκον αυτό εκτελέστηκε από τους περιφερειακούς διοικητικούς οργανισμούς. Στην Ελλάδα, η διαχείριση της διαδικασίας έγκρισης εξασφαλίστηκε από τον ΕΛΟΓ.

Στην Ιταλία, εάν εξαιρέσουμε την τακτοποίηση περιθωριακών περιπτώσεων η οποία εξάλλου βρίσκεται στο στάδιο της πραγματοποίησης, μπορούμε να θεωρήσουμε ότι η υποχρέωση αυτή έχει εκπληρωθεί σωστά. Στην Ελλάδα, φαίνεται ότι δεν είναι ακόμη γνωστοί και εγκεκριμένοι όλοι οι αγοραστές γάλακτος. Επί του παρόντος οι ελληνικές αρχές επισημαίνουν μία έρευνα για τη συμπλήρωση της διαδικασίας έγκρισης.

13. Στην Ιταλία, το μεγαλύτερο μέρος των δηλώσεων των αγοραστών των σημαντικότερων περιφερειών υποβλήθηκε πριν την προβλεπόμενη προθεσμία της 15ης Μαΐου. Στην περίπτωση κατά την οποία ένας αγοραστής δεν τήρησε την υποχρέωση αποστολής της δηλώσεώς του σχετικά με τις παραδόσεις, οι ενώσεις παραγωγών πραγματοποίησαν την ισοκατανομή χρησιμοποιώντας τα δικαιολογητικά που υποβλήθηκαν από τους παραγωγούς προκειμένου να υπολογίσουν τις ποσότητες που παραδόθηκαν στους αγοραστές που δεν υπέβαλαν δήλωση (τιμολόγια).

Ο διοικητικός έλεγχος των δηλώσεων αυτών, ο οποίος διενεργείται από τον ΕΙΜΑ, και ο οποίος έπρεπε να έχει περατωθεί μέχρι την προβλεπόμενη προθεσμία της 31ης Αυγούστου 1994, καθυστέρησε πολύ για λόγους που σχετίζονται με το γεγονός ότι επρόκειτο για το πρώτο έτος της εφαρμογής της διαδικασίας και ότι μόνο κατά τα μέσα Φεβρουαρίου 1995 οι ιταλικές αρχές μπόρεσαν να υπολογίσουν σχεδόν οριστικά τις παραδόσεις του 1993/94 σε 9 606 033 τόνους. Η μόνη σημαντική παράλειψη αφορά την απουσία, σε ορισμένα μικρά γαλακτοκομεία, του καθορισμού του ποσοστού λιπαρής ουσίας στο παραδοθέν γάλα.

Οι επιτόπιοι έλεγχοι στα γαλακτοκομεία και στους παραγωγούς, οι οποίοι προβλεπονται από την κοινοτική νομοθεσία, αναλήφθηκαν και περατώθηκαν στο μεγαλύτερο μέρος των γαλακτοκομείων. Οι αγοραστές γάλακτος, οι οποίοι δεν είχαν υποβάλει δηλώσεις, συμπεριλήφθηκαν όλοι στο δείγμα των προς έλεγχο επιχειρήσεων, το οποίο ανακοινώθηκε από τον ΕΙΜΑ στις περιφέρειες που είναι υπεύθυνες για τους ελέγχους.

14. Στην Ελλάδα, οι δηλώσεις υποβλήθηκαν σε γενικές γραμμές πριν την 15η Μαΐου 1994. Λόγω του γεγονότος ότι τα στοιχεία που ανακοινώθηκαν ήταν συχνά εσφαλμένα, ιδίως για τους παραγωγούς που είχαν αλλάξει αγοραστή κατά τη διάρκεια του έτους, ο κεντρικός οργανισμός (ΕΛΟΓ) ζήτησε μία δεύτερη δήλωση από τους αγοραστές, και μετά από την εξέτασή της, κατέστη δυνατή η διαπίστωση ότι οι παραδόσεις για το 1993/94 παρέμεναν κατώτερες από τη συνολική εγγυημένη ποσότητα: 602 106 τόνους έναντι 625 985. Απομένουν ακόμη προς διόρθωση σφάλματα, τα οποία δεν φαίνονται ότι θα επηρεάσουν ουσιαστικά την ποσότητα αυτή.

Όπως και στην Ιταλία, τα μικρά γαλακτοκομεία δεν πρόβλεψαν σε αναλύσεις της λιπαρής ουσίας. Η παράλειψη αυτή, η οποία δεν αφορά παρά μόνο ένα μικρό αριθμό παραγωγών (περίπου 5%), δεν μπορεί να δημιουργήσει προβλήματα στην συνολική λειτουργία του καθεστώτος, ή να διακυβεύσει την ποιότητα των στοιχείων που παρασχέθηκαν από τις ελληνικές αρχές για την περίοδο 1993/94.

Οι δηλώσεις που υποβλήθηκαν από τους αγοραστές, περιελάμβαναν περίπου 2 300 παραγωγούς χωρίς ποσοτώσεις με παραδόσεις 19 116 τόνων (βλ. σημείο 9).

Ο ΕΛΟΓ διενήργησε το σύνολο των επιτόπιων ελέγχων των αγοραστών για την περίοδο 1993/94 με τη βοήθεια των περιφερειακών διευθύνσεων γεωργίας.

ε) Είσοπραξη της εισφοράς από τους παραγωγούς

15. Λόγω του γεγονότος ότι δόθηκε η σχετική δυνατότητα από την κοινοτική νομοθεσία, έγινε είσοπραξη της εισφοράς προκαταβολικά κατά τη διάρκεια της περιόδου στην Ιταλία. Η Ελλάδα δεν επέλεξε τη δυνατότητα αυτή.

Στην Ιταλία, μετά την ισοκατανομή στο επίπεδο των ενώσεων παραγωγών και μετά από ορισμένες μεταφορές μεταξύ ποσοτώσεων που αφορούν παραδόσεις και ποσοτώσεων που αφορούν απευθείας αγορές, δεν διαπιστώθηκε καμμία υπέρβαση σε εθνικό επίπεδο και οι αγοραστές κλήθηκαν να επιστρέψουν την προκαταβολή αυτή, όπως προβλέπεται στο εθνικό δίκαιο.

Στην Ελλάδα επίσης, δεν έγινε υπέρβαση της εθνικής ποσότωσης. Κατά συνέπεια, σύμφωνα με τις κοινοτικές διατάξεις, δεν εισπράχθηκε καμμία εισφορά, ακόμα και από τους παραγωγούς που πρόβλεψαν σε παραδόσεις χωρίς ποσοτώσεις.

16. Μετά τη δημοσίευση της απόφασης της 31.03.1995, η Ιταλία προέβη στην κατανομή των ακόλουθων ατομικών ποσοστώσεων σε 110 415 παραγωγούς:

	Ποσόστωση Α (μόνιμη)	Ποσόστωση Β (προσωρινή)	Σύνολο (1000 τ.)	Εθνική ποσόστωση
Παραδόσεις	8.330	1.084	9.414	9.632
Απευθείας πωλήσεις	255	25	280	298
Σύνολο	8.585	1.109	9.694	9.930

- (1) Μετά από τη μεταφορά μεταξύ ποσοτώσεων που αφορούν απευθείας πωλήσεις και ποσοτώσεων που αφορούν παραδόσεις 420 000 τόνων, που αποφασίστηκε στις 23.03.1995.

Σε σχέση με τις ποσοτώσεις που κατανεμήθηκαν, όπως προκύπτουν από τον ανωτέρω πίνακα, οι παραδόσεις κατά το 1993/94 ανέρχονται σε 9 606 033 τόνους και οι απευθείας πωλήσεις σε 217 687, ήτοι σύνολο 9 823 720 τόνων. Από τα στοιχεία αυτά προκύπτει ότι η παραγωγή παραμένει κατώτερη κατά 1% της εθνικής εγγυημένης ποσότητας (9 930 000 τόνοι).

Ωστόσο, η αναγνώριση των ποσοτώσεων των προσφευγόντων (βλ. σημείο 8) μπορεί να οδηγήσει το σύνολο των ισχυουσών ποσοτώσεων να υπερβεί την εθνική εγγυημένη ποσότητα. Στην περίπτωση αυτή, θα μπορέσουν να ληφθούν δημοσιονομικά μέτρα στο πλαίσιο της εκκαθάρισης των λογαριασμών, όπως έχει ήδη γίνει και για άλλα κράτη μέλη κάτω από τις ίδιες περιστάσεις.

17. Στην περίπτωση της Ελλάδας, οι ποσοτώσεις που κατανεμήθηκαν για την περίοδο 1994/95 ανέρχονται σε 620.053 τόνους, σε σύγκριση με συνολική ποσότητα αναφοράς (παραδόσεις) 625.985 τόνων. Δεδομένης της παραγωγής 602 106 τόνων που δηλώθηκε το 1993/94, είναι πολύ πιθανό η παραγωγή του 1994/95 να φθάσει το επίπεδο της εθνικής εγγυημένης ποσότητας.

18. Εκτός των εξαιρέσεων που αναφέρονται στο σημείο 5, ολόκληρη σχεδόν η αναγκαία νομοθεσία εκδόθηκε στην Ιταλία και στην Ελλάδα. Σημαντική πρόοδος σημειώθηκε στην εφαρμογή του συστήματος των ποσοτώσεων γάλακτος, παρόλο ότι σημειώθηκαν καθυστερήσεις στην υλοποίηση της διαδικασίας κατανομής ατομικών ποσοτώσεων στους παραγωγούς των δύο χωρών, καθώς επίσης και στην καταγραφή και στο διοικητικό έλεγχο των δηλώσεων σχετικά με παραδόσεις.

Η Επιτροπή συνεπέρανε ότι και τα δύο κράτη μέλη τήρησαν στο σύνολό τους τους όρους του Συμβουλίου σχετικά με την εφαρμογή του καθεστώτος ποσοτώσεων γάλακτος κατά το 1993/94, και ότι, όσον αφορά την Ιταλία, τους όρους που αφορούν τη χρήση του αποθέματος για τις προσφυγές και την τήρηση της εθνικής εγγυημένης ποσότητας κατά την 1η Απριλίου 1995.

Οι υπηρεσίες της Επιτροπής θα συνεχίσουν να μεριμνούν για την ορθή εφαρμογή του καθεστώτος και για τη βελτίωση των διαφόρων απόψεων που επιδέχονται ακόμα βελτίωση και, σε περίπτωση μη ορθής εφαρμογής, θα λάβουν τα μέτρα που επιβάλλονται στο πλαίσιο της διαδικασίας εκκαθάρισης λογαριασμών ή/και της διαδικασίας παράβασης.

Εκτίμηση της αιτήσεως για συμπληρωματική αύξηση της ελληνικής ποσοστώσεως

19. Στο μνημόνιο της ελληνικής κυβέρνησης όσον αφορά την κατανομή συμπληρωματικής ποσόστωσης, οι ελληνικές αρχές ζητούν για την περίοδο 1995/96, αύξηση κατά 125.000 τόνους της αρχικής γαλακτοκομικής ποσόστωσης πλέον της αυξήσεως της ποσόστωσης κατά 100.000 τόνους που παραχωρήθηκε προσωρινά για την περίοδο 1993/94.

Η χρησιμοποιούμενη επιχειρηματολογία είναι συγκρίσιμη με εκείνη του 1992 όταν υποβλήθηκε η αίτηση αυξήσεως κατά 100.000 τόνους. Η μικρή χρησιμοποίηση του γάλακτος για την παρασκευή νωπών προϊόντων, η ισχυρή αύξηση της χρησιμοποίησής του γάλακτος για την παραγωγή νωπών προϊόντων, η μικρή αναλογία της ελληνικής ποσόστωσης σε σχέση με εκείνη των άλλων κρατών μελών, το γεγονός ότι η Ελλάδα επιβαρύνει πολύ λίγο τον μηχανισμό παρεμβάσεως που προβλέπεται στο πλαίσιο της ΚΟΑ, η απομάκρυνση της Ελλάδας από τις περιοχές της ΕΕ που είναι πλεονασματικές σε γαλακτοκομικά προϊόντα, η τιμή των παραγωγών σε αρκετά υψηλό επίπεδο σε σχέση με την ενδεικτική τιμή και ο χαμηλός βαθμός αντάρκειας σε αγελαδινό γάλα, είναι επιχειρήματα που αναφέρονται από τις ελληνικές αρχές στο μνημόνιο τους.

Η Ελλάδα διακρίνεται λόγω της απομάκρυνσής της από τις περιοχές της ΕΕ που είναι πλεονασματικές αλλά παρόμοιες καταστάσεις όσον αφορά το βαθμό αντάρκειας ή την πίεση επί της τιμής του γάλακτος, μπορούν να διαπιστωθούν και σε άλλα κράτη μέλη.

20. Αν και η Επιτροπή θεωρεί ότι η Ελλάδα τήρησε συνολικά τους όρους τους Συμβουλίου όσον αφορά την εφαρμογή του καθεστώτος των ποσοστώσεων και ότι η προσωρινή αύξηση της ποσοστώσεως που αποφασίστηκε με την ευκαιρία μπορεί να χορηγηθεί οριστικά, δεν είναι δυνατόν, στο στάδιο αυτό, να θεωρηθεί ότι τα ελληνικά επιχειρήματα δικαιολογούν συμπληρωματική αύξηση και τούτο για τους εξής λόγους:

- α) Κατά την περίοδο 1993/94, οι παραδόσεις στην Ελλάδα, διορθωμένες, σύμφωνα με την περιεκτικότητα σε λιπαρές ουσίες, ήταν της τάξεως των 602.000 τόνων για ποσόστωση 625.985 τόνων. Η παραγωγή ήταν συνεπώς μικρότερη της ποσοστώσεως κατά 24.000 τόνους περίπου.
- β) Σύμφωνα με τις πληροφορίες που ανακοίνωσαν οι ελληνικές αρχές οι παραδόσεις για την περίοδο 1994/95, κατά το Δεκέμβριο του 1994 ανήρχοντο σε επίπεδο κατά 12,49% μικρότερο του προβλεπομένου γι' αυτή την εποχή του έτους. Είναι συνεπώς σαφές ότι οι παραδόσεις δεν θα φθάσουν την ελληνική ποσόστωση κατά την περίοδο 1994/95.

- γ) Η παραγωγή τυριού από αγελαδινό γάλα διπλασιάστηκε στην Ελλάδα μεταξύ 1993 και 1994, περνώντας από 4.700 τόνους σε 8.400 τόνους. Συνεπώς, η αύξηση της παραγωγής του γάλακτος στην Ελλάδα κατευθύνθηκε βασικά προς την παραγωγή τυριών και τούτο αποτελεί ένα από τους λόγους πίεσεως επί της αγοράς του νωπού γάλακτος. Παρεπιπτόντως σημειώνεται ότι η κατανάλωση τυριών ανέρχεται συνολικά σε 230.000 τόνους.

Πρόταση

Η Επιτροπή προτείνει στο Συμβούλιο να επιβεβαιώσει για το 1995/96 και για τα επόμενα έτη τις αυξήσεις της εθνικής εγγυημένης ποσότητας που χορηγήθηκαν στην Ιταλία και στην Ελλάδα, και να επιβεβαιώσει ως ποσοστάσεις για παραδόσεις το απόθεμα 347 701 τόνων που περιλαμβάνεται στη συμπληρωματική ποσότητα που χορηγήθηκε στην Ιταλία για την περίοδο 1994/95.

Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για την τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3950/92 για τον καθορισμό συμπληρωματικής εισφοράς στον τομέα του γάλακτος και των γαλακτοκομικών προϊόντων

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

Εγκρίνοντας στις 27 Ιουλίου 1994 τον κανονισμό 1883/94 που καθόριζε τις συνολικές εγγυημένες ποσότητες για την περίοδο 1994/95, το Συμβούλιο είχε ζητήσει από την Επιτροπή να του υποβάλλει έκθεση συνοδευόμενη από προτάσεις ώστε να γνωρίζει εάν οι αυξήσεις για την Ελλάδα και την Ιταλία θα έπρεπε να διατηρηθούν κατά το 1995/1996 και κατά την διάρκεια των επομένων ετών.

Μετά από την απόφαση του Συμβουλίου, το ΕΓΤΠΕ παρακολούθησε εκ του σύνεγγυς την κατάσταση στα δύο Κράτη μέλη διενεργώντας πολλές αποστολές ελέγχου τόσο στις πρωτεύουσες όσο και στις περιφέρειες. Κατά τις αποστολές τους οι ελεγκτές του ΕΓΤΠΕ είχαν πλήρη συνεργασία με τους αρμοδίους. Η τελευταία αποστολή έληξε στις 15 Φεβρουαρίου.

Η συνημμένη έκθεση καθώς και οι προτάσεις που την συνοδεύουν αποτελούν συνέχεια στο αίτημα του Συμβουλίου και παρουσιάζουν, επιπλέον, μία αξιολόγηση του ελληνικού αιτήματος για νέα αύξηση της συνολικής εγγυημένης ποσότητας.

για την τροποποίηση του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3950/92 για τον καθορισμό συμπληρωματικής εισφοράς στον τομέα του γάλακτος και των γαλακτοκομικών προϊόντων

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΕΝΩΣΗΣ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, και ιδίως το άρθρο 43,

την πρόταση της Επιτροπής¹,

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου²,

Εκτιμώντας:

ότι εξετάσθηκαν ιδιαίτερος οι αντίστοιχες καταστάσεις στην Ιταλία και στην Ελλάδα για να διαπιστωθεί εάν οι αυξήσεις της συνολικής εγγυημένης ποσότητας που καθορίστηκαν από το άρθρο 3 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3950/92³, γι'αυτά τα δύο κράτη μέλη θα μπορούσαν να διατηρηθούν κατά το 1995/96 και κατά τη διάρκεια των επομένων ετών· ότι η Επιτροπή έχει υποβάλλει στο Συμβούλιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης και στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο έκθεση επί της εφαρμογής του καθεστώτος των γαλακτοκομικών ποσοστώσεων στην Ιταλία και στην Ελλάδα⁴· ότι από την έκθεση αυτή η Επιτροπή μπορεί να συμπεράνει ότι αυτά τα δύο κράτη μέλη έχουν συνολικά τηρήσει τους όρους του Συμβουλίου όσον αφορά την εφαρμογή του καθεστώτος των γαλακτοκομικών ποσοστώσεων καθώς και, όσον αφορά την Ιταλία, εκείνων που αφορούν τη χρησιμοποίηση του αποθέματος των 347.701 τόνων·

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

¹ ΕΕ αριθ. C ... της, σ. ...

² ΕΕ αριθ. C ... της, σ. ...

³ ΕΕ αριθ. L 405 της 31.12.1992, σ. 1. Κανονισμός που τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 630/95 (ΕΕ αριθ. L 66 της 23.03.1995, σ. 11).

⁴

Άρθρο 1

Το άρθρο 3 παράγραφος 2 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3950/92 τροποποιείται ως εξής:

1. Η τελευταία φράση του τετάρτου εδαφίου διαγράφεται.
2. Προστίθεται το εξής εδάφιο:

"Η αύξηση των συνολικών ποσοτήτων των παραδόσεων που παραχωρήθηκε για την περίοδο 1994/95 στην Ελλάδα και στην Ιταλία παγιοποιείται από την περίοδο 1995/96".

Άρθρο 2

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την έβδομη ημέρα από τη δημοσίευσή του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Εφαρμόζεται από την 1η Απριλίου 1995.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο

ISSN 0254-1483

COM(95) 147 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR

03

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-95-126-GR-C

ISBN 92-77-87205-5

Υπηρεσία Επισήμων Εκδόσεων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων

L-2985 Λουξεμβούργο



COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

Bruxelas, 19.04.1995

COM(95) 147 final

95/0096 (CNS)

RELATÓRIO AO CONSELHO E AO PARLAMENTO EUROPEU
relativo à aplicação do regime de quotas leiteiras em
Itália e na Grécia

Proposta de

REGULAMENTO (CE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) n° 3950/92
que institui uma imposição suplementar no
sector do leite e dos produtos lácteos

(apresentado pela Comissão)

RELATÓRIO AO CONSELHO E AO PARLAMENTO EUROPEU
relativo à aplicação do regime de quotas leiteiras em
Itália e na Grécia

Introdução

1. Com base no Relatório COM(94) 64 Final de 2.3.1994 da Comissão e do Relatório Complementar COM(94) 150 Final de 18.4.1994, o Conselho adoptou em 27 de Julho de 1994 o Regulamento 1883/94¹, que fixa as quantidades globais garantidas para o período de 1994/95. O último parágrafo do artigo 1º reza assim:

"O aumento das quantidades globais das entregas concedido para o período de 1993/1994 para a Grécia, Espanha e Itália é consolidado no caso da Espanha e é reconduzido para o período de 1994/1995 nos casos da Grécia e da Itália. A quantidade global das entregas no caso da Itália inclui uma reserva de 347 701 toneladas para atribuir, na medida do necessário e com o acordo da Comissão, quantidades de referência aos produtores que interpuseram recurso contencioso contra a administração nacional na sequência da retirada das suas quantidades de referência e obtiveram ganho de causa. Antes do período de 1995/1996, a Comissão apresentará ao Conselho um relatório acompanhado de propostas relativas à questão de saber se o aumento no caso da Grécia e o montante do aumento no caso da Itália devem ser mantidos em 1995/1996 e nos anos seguintes."

Este relatório, bem como as propostas que o acompanham, concretiza este compromisso. Reflecte a situação verificada aquando das missões levadas a cabo nos dois Estados-membros, a última das quais terminada em 15 de Fevereiro, retoma também todos os acontecimentos significativos notificados à Comissão desde o último relatório.

Exigências a satisfazer

2. Os aumentos da quantidade nacional garantida atribuídos a partir da campanha de 1993/1994 à Itália (0,9 milhões de toneladas, incluindo a reserva de 347 701 toneladas), e à Grécia (0,1 milhões de toneladas) ficaram subordinadas à aplicação efectiva do sistema de quotas. Algumas das exigências fundamentais fornecem um quadro adequado de avaliação dos progressos realizados em cada Estado-membro:
 - a) Adopção dos regulamentos de aplicação;

- b) Cálculo das quantidades de referência individuais com base nas entregas efectuadas aos compradores em 1991/1992, bem como referências individuais relativas à matéria gorda;
- c) Criação e introdução efectiva de um organismo central encarregado de verificar o registo da produção e a cobrança do direito nivelador;
- d) Registo adequado da produção;
- e) Cobrança eventual do direito nivelador junto dos produtores.

Por outro lado, a soma das quotas atribuídas pela Itália a partir da campanha de comercialização de 1995/96 deve corresponder aos montantes fixados pelo Conselho (alínea f) do presente relatório).

Tarefa de acompanhamento da Comissão

- 3. A partir da adopção da Decisão do Conselho de 27 de Julho de 1994, os serviços da Comissão acompanharam de perto a situação nos dois Estados-membros. O FEOGA executou, desde o anterior relatório ao Conselho, relativamente a Itália, 8 visitas de controlo a Roma e 11 nas regiões, e, relativamente à Grécia, 3 visitas a Atenas e nas regiões de produção mais importantes. Os controladores da Comissão beneficiaram de uma cooperação total aquando das suas visitas.

Em conformidade com os relatórios anteriores da Comissão, a abordagem utilizada na redacção do presente relatório consiste na avaliação dos progressos realizados em relação às exigências definidas para a concessão dos aumentos da quantidade nacional garantida.

a) Adopção dos regulamentos de aplicação

- 4. Em Itália, foi adoptada uma medida legislativa a fim de limitar, relativamente à campanha de 1995/96, as atribuições de quotas individuais a um total que permita respeitar a quantidade nacional garantida (9 930 000 toneladas), mantendo uma reserva para as situações especiais e os resultados dos recursos ainda pendentes nos tribunais (Decreto-Lei de 23 de Dezembro de 1994, nº 727). Aguarda-se a adopção de determinadas medidas complementares que abrangem domínios como o mecanismo de compensação nacional e a reserva nacional.

Em 9 de Novembro de 1994, foi adoptado na Grécia um decreto a fim de criar uma reserva nacional e fixar as quotas para a campanha de 1994/95 que foram reduzidas de forma linear em 2,5%. Já está adoptada toda a legislação necessária à execução do regime de quotas leiteiras.

- 5. A Comissão emitiu reservas quanto ao papel concedido aos agrupamentos de produtores na gestão de determinados elementos do sistema em Itália, nomeadamente no mecanismo de compensação.

A preocupação da Comissão relativamente ao papel destes agrupamentos, é acentuada por uma disposição contida nas normas nacionais de execução, que deixa aberta a possibilidade à União Nacional dos Produtores Leiteiros (UNALAT) de assumir a

responsabilidade da gestão do fluxo de informações relativas às entregas de leite e a outros aspectos dos sistema de quotas. As associações de produtores efectuam, nomeadamente, a compensação de fim de campanha entre os seus associados que produziram em superação da sua quota e aqueles que menos produziram. A Comissão iniciou um processo de infracção, nos termos do artigo 169º do Tratado, e solicitou às autoridades italianas que velassem para que as disposições relativas às quotas fossem aplicadas independentemente das associações de produtores e que essas associações não se ocupassem de qualquer dos aspectos do controlo.

b) Cálculo e atribuição das quantidades de referência individuais com base nas entregas efectuadas aos compradores em 1991/92

6. As quantidades de referência individuais foram calculadas nos dois Estados-membros:

- em Itália, foram fixadas parcialmente com base nas entregas da campanha de 1988/89 (denominadas quotas A) e em parte com base no aumento das entregas entre 1988/89 e 1991/92 (denominadas quotas B, que são de natureza provisória);
- na Grécia em Novembro de 1993, as autoridades alteraram a base de atribuição das quotas, que tinha sido adoptada em Junho do mesmo ano. As quotas são calculadas com base numa fórmula que associa as entregas de 1991/92 e de 1992/93, concedendo uma importância preponderante a estas últimas.

7. A atribuição das quotas aos produtores sofreu atrasos, nomeadamente no que diz respeito ao exame dos recursos contra as decisões de atribuição.

Em Itália, os serviços da Comissão verificaram, tal como acordado no Conselho, o procedimento introduzido de exame dos recursos administrativos e, nomeadamente, os relatórios de controlo e os documentos comprovativos. Dos 40 843 pedidos de revisão da posição individual, 24 030 foram declarados justificados inicialmente, de comum acordo entre as autoridades nacionais e os serviços da Comissão, e foram retomados no boletim rectificativo de 15 de Dezembro de 1994, através do qual o total das quotas individuais foi aumentado em 577 400 toneladas. O resultado da verificação empreendida em Roma e na província permitiu confirmar que a totalidade da reserva tinha sido atribuída correctamente.

8. As autoridades prosseguiram o seu exame da fundamentação dos recursos, dos quais 12 759 permaneciam por decidir aquando da publicação do boletim rectificativo relativo à campanha de 1994/95. Qualquer quantidade a atribuir na sequência deste exame será atribuída em 1995/96 e imputada à reserva a criar através da extinção de uma parte das quotas "B". O saldo das quotas "B" foi mantido em 1995/96. Existe uma margem de manobra destinada a permitir, se for caso disso, a atribuição posterior de quotas aos recorrentes, mesmo em caso de esgotamento da reserva de 235 948 toneladas constituída aquando da publicação das quotas atribuídas para a campanha de 1995/96.

No entanto, o exame da lei adoptada pelo Parlamento italiano em 24 de Fevereiro de 1995 demonstra que poderia existir um alargamento da gama dos recursos admissíveis devido, nomeadamente, à aceitação das reivindicações de beneficiários de planos de desenvolvimento regionais, e da aceitação dos direitos às quotas

reivindicadas, desde que os recursos não sejam objecto de uma decisão definitiva. A Comissão informou em 13 de Março de 1995 a Itália que não poderá aceitar que o total das quotas em vigor, incluindo aquelas dos recorrentes, supere a quantidade global garantida em nenhum momento após 1 de Abril de 1995.

9. Na Grécia, as autoridades atribuíram, mais uma vez após um grande atraso, as quotas relativas à campanha de 1994/95. Foi apenas em Novembro de 1994 que esta atribuição foi efectuada. Tal como para a Itália, tinham sido interpostos recursos por parte de determinados produtores contra a atribuição das quotas. Todas foram analisadas, mas levantava-se um problema no final do procedimento, uma vez que eram necessárias 24 000 toneladas de quotas suplementares, na sequência dos resultados positivos de uma parte destes recursos. Devido à insuficiência da reserva nacional inicial (7 400 toneladas) e a fim de permanecer dentro da quantidade nacional garantida, foi imposta uma redução linear de 2,5% de todas as quotas. Procedeu-se, relativamente à campanha de 1994/95, a uma atribuição de 620 053 toneladas e à constituição de uma reserva nacional de 6 000 toneladas. No entanto, estão ainda por satisfazer cerca de 1 500 pedidos de novos produtores.

Finalmente, constatou-se, de acordo com as contagens efectuadas no final da campanha, que 2 300 produtores sem quota tinham procedido a entregas durante o período de 1993/94. Mesmo se este fenómeno diz apenas respeito a pequenos produtores e relativamente a uma produção que foi declarada, solicitou-se às autoridades gregas que remediassem o mais rapidamente possível esta situação, que tornará os produtores envolvidos passíveis de incorrerem em pesadas multas em caso de superação da quantidade global garantida. Foram adoptadas medidas nesse sentido.

10. Atribuição de quotas de vendas directas

Em Itália, a atribuição das quotas relativas às vendas directas foi efectuada de acordo com os mesmos critérios e procedimentos do que os aplicados às entregas. Prossegue a reorientação estrutural da comercialização das vendas directas para as entregas e a Itália deu seguimento a um importante número de pedidos individuais de transferência entre quotas de vendas directas e quotas entregas, tal como previsto pelos textos comunitários. A Comissão alterou, por intermédio do Regulamento (CE) nº 630/95 de 23.03.1995, a repartição das quantidades globais da Itália.

Na Grécia, as quotas de vendas directas relativas em 1993/94 foram atribuídas após o final da campanha. A quantidade atribuída apenas diz respeito a 162 produtores num total de 862 toneladas, das 4 528 toneladas da quantidade nacional disponível. Não existe qualquer outra informação significativa, uma vez que os produtores vendas directas não introduziram declaração relativamente ao período de 1993/94, e as vendas directas são, aliás, oficialmente desencorajadas por motivos sanitários em diversas regiões.

- c) Criação e introdução efectiva de um organismo central encarregado de verificar o registo da produção e a cobrança do direito nivelador

11. Cada um dos dois Estados-membros designou o seu organismo central. Do ponto de vista do seu funcionamento, o AIMA em Itália assegurou desde a origem a responsabilidade da introdução e do controlo do sistema das quotas e desempenhou um papel activo nesta tarefa.

A situação é diferente na Grécia. As atribuições, funções e os recursos do organismo central (ELOG) foram fixadas pela lei em Junho de 1993, mas foi apenas em 18 de Abril de 1994 que o organismo tomou efectivamente a cargo a gestão do regime das quotas leiteiras. A sua sede, em Tessalónica, suficientemente equipada, foi o motor principal dos progressos conseguidos na Grécia. No entanto, tinham sido expressas preocupações relativas ao pessoal, recrutado em 1994 numa base temporária, e cujos contratos não foram reconduzidos em 1995. O ELOG manteve pessoal suficiente para cumprir as suas obrigações.

Até agora, os dois organismos introduzidos em Itália e na Grécia desempenharam as suas funções.

- d) Registo adequado da produção

12. A primeira obrigação das autoridades era a aprovação dos compradores. Na Itália, esta tarefa foi realizada pelos organismos administrativos regionais. Na Grécia, é o ELOG quem assegura a gestão do procedimento de aprovação. Se se exceptuar, na Itália, a solução - aliás em curso - de casos marginais, pode-se considerar que esta obrigação foi correctamente levada a cabo. Na Grécia, ao que parece, a totalidade dos compradores de leite não são conhecidos ou aprovados; neste momento as autoridades gregas estão a envidar esforços de forma a procederem a um inquérito destinado a completar o processo de aprovação.

13. Em Itália, a maior parte das declarações dos compradores das regiões mais importantes foi recebida antes da data regulamentar de 15 de Maio. Sempre que um comprador não cumpriu a obrigação de enviar a sua declaração de entrega, as associações de produtores procederam à perequação utilizando os documentos comprovativos apresentados pelos produtores de forma a cifrar as quantidades fornecidas aos compradores em falta (facturas). O controlo administrativo destas declarações, efectuado pelo AIMA, e que deveria estar completado em 31 de Agosto de 1994, está muito atrasado devido ao facto de se tratar do primeiro ano de aplicação do procedimento, e de ter sido apenas em meados de Fevereiro de 1995 que as entregas de 1993/94 puderam ser cifradas de forma quase definitiva em 9 606 033 toneladas. A única falha significativa diz respeito à ausência, relativamente a determinadas pequenas centrais leiteiras, de uma determinação da taxa de matéria gorda no leite entregue.

Os controlos físicos junto das centrais leiteiras e dos produtores, previstos pela regulamentação comunitária, foram iniciados e levados a cabo junto da maioria das centrais leiteiras. Os compradores de leite que ainda não apresentaram a declaração

foram todos incluídos na amostragem de empresas a controlar, a qual foi notificada pela AIMA às regiões, responsáveis pelos controlos.

14. Na Grécia, as declarações foram geralmente apresentadas antes de 15 de Maio de 1994. Os dados comunicados foram geralmente incorrectos, nomeadamente relativamente aos produtores que mudaram de comprador durante o ano, o organismo central (ELOG) solicitou uma segunda declaração aos compradores e, após o seu processamento, foi possível apurar que as entregas relativas a 1993/94 permaneceram inferiores à quantidade global garantida: 602 106 toneladas contra 625 985. Serão ainda corrigidos alguns erros, que não parecem de natureza a afectar este montante de forma significativa.

Tal como na Itália, houve determinadas pequenas unidades centrais leiteiras que não procederam às análises da matéria gorda. Esta carência, que apenas diz respeito a uma pequena percentagem de produtores (cerca de 5%), não é de natureza a pôr em causa o funcionamento global do regime, ou a comprometer a qualidade dos dados fornecidos pelas autoridades gregas relativamente à campanha de 1993/1994.

As declarações apresentadas pelos compradores incluíam cerca de 2 300 produtores sem quota, relativamente a entregas de 19 116 toneladas (cf. ponto 11),

O ELOG levou a cabo a totalidade dos controlos no local prevista junto dos compradores no âmbito da campanha de 93-94, com a assistência das Direcções Regionais da Agricultura.

e) Cobrança do direito nivelador junto dos produtores

15. Uma vez que a regulamentação comunitária o permite, o direito nivelador é cobrado, a título de adiantamento, durante a campanha em Itália; a Grécia não optou por este tipo de funcionamento.

Em Itália, após a perequação a nível das associações de produtores e após determinadas transferências entre quotas entregas e quotas vendas directas, não se verificou qualquer superação a nível nacional, e os compradores foram chamados a reembolsar este adiantamento, tal como está previsto na lei nacional.

Na Grécia também, a quota nacional não foi superada. Por conseguinte, em conformidade com as disposições comunitárias, não foi cobrado qualquer direito nivelador, mesmo junto dos produtores que procederam a entregas sem direito a quota.

f) Aspectos quantitativos

16. Após publicação do boletim rectificativo de 15 de Dezembro de 1994, a Itália atribuiu as quotas individuais a 110.415 produtores:

	Quota A (permanente)	Quota B (provisória)	Total (1 000 t)	Quota nacional (1)
Entregas	8 330	1 084	9 414	9 632
Vendas directas	255	25	280	298
Total	8 585	1 109	9 694	9 930

- (1) Após da transferência entre quotas vendas directas e quotas entregas de 420 000 toneladas, decidida em 23.03.1995.

Em relação às quotas atribuídas, tal como constam do quadro anterior, as entregas em 1993/94 cifraram-se em 9 606 033 toneladas e as vendas directas em 217 687 toneladas, ou seja, um total de 9 823 720 toneladas. Destes dados é possível aperceber-se que a produção continua inferior em 1% à quantidade total garantida (9 930 000 toneladas).

No entanto, existe o perigo que o conhecimento das quotas dos recorrentes (cf. ponto 8) possa levar o total das quotas em vigor a superar a quantidade nacional garantida. Neste caso, podem ser tiradas consequências financeiras no âmbito do apuramento das contas, tal como foi efectuado relativamente aos outros Estados-membros nas mesmas circunstâncias.

17. No caso da Grécia, as quotas atribuídas relativas ao período de 1994/95 elevam-se a 620 053 toneladas, a comparar com uma quantidade total de referência (entregas) de 625 985 toneladas. Dada a produção declarada em 1993/94 de 602 106 toneladas, é muito possível que a produção de 1994/95 atinja o nível da quantidade nacional garantida.

Conclusões relativas à introdução do sistema

18. Em Itália e na Grécia foi adoptada, com raras excepções, nomeadamente, as referidas no ponto 5, toda a legislação necessária. Foram alcançados importantes progressos na introdução do sistema das quotas leiteiras, apesar de se terem verificado atrasos na realização do procedimento de atribuição das quotas individuais aos produtores nos dois países, bem como no registo e no controlo administrativo das declarações de entrega.

A Comissão conclui, por conseguinte, que os dois Estados-membros cumpriram na sua globalidade as condições impostas pelo Conselho relativamente à introdução do regime das quotas leiteiras em 1993/94, bem como, no caso da Itália, as relativas à utilização da reserva nos contenciosos e o cumprimento da quantidade nacional garantida em 1 de Abril de 1995.

Os serviços da Comissão continuarão a velar pela correcta aplicação do regime e pela melhoria dos diferentes aspectos ainda por aperfeiçoar e, em caso de aplicação não conforme, tirarão todas as ilações que se imporão no âmbito do procedimento de apuramento das contas e/ou do procedimento de infracção.

Apreciação do pedido de aumento suplementar da quota grega

19. No memorando do Governo helénico relativo à atribuição de uma quota suplementar, as autoridades helénicas solicitam, no que diz respeito à campanha de 1995/96, um aumento de 125 000 toneladas da quota leiteira nacional, para além do aumento de quota de 100 000 toneladas concedido a título provisório para o período 1993/1994.

O aumento utilizado é comparável ao de 1992, aquando do pedido de aumento de 100 000 toneladas. A fraca utilização de leite na preparação de produtos frescos, o forte crescimento da utilização de leite na preparação de produtos frescos, o fraco peso da quota grega em relação à dos outros Estados-membros, o facto de a Grécia possuir uma pequena expressão nos mecanismos de intervenção previstos no âmbito da OCM, o afastamento da Grécia em relação às regiões da UE excedentárias em produtos lácteos, o preço ao produtor a um nível bastante elevado em relação ao preço indicativo, a baixa taxa de auto-abastecimento em leite de vaca, são os argumentos citados pelas autoridades helénicas no seu memorando.

A Grécia distingue-se pelo seu afastamento das regiões excedentárias, mas pode-se apresentar outros exemplos de Estados-membros com taxas semelhantes de auto-abastecimento ou de pressões sobre o preço do leite.

20. Apesar da Comissão considerar que a Grécia cumpriu globalmente as condições do Conselho relativamente à aplicação do regime de quotas e de o aumento provisório da quota decidida nessa altura poder ser concedido a título definitivo, não é possível aceitar, neste momento, os argumentos helénicos de aumento suplementar pelas seguintes razões:
- a) As entregas na Grécia, aquando da campanha de 1993/94, corrigidas de acordo com o teor de matéria gorda, foram da ordem de 602 000 t relativamente a uma quota de 625 985 t. Por conseguinte, a produção permaneceu inferior à quota em aproximadamente 24 000 t.
 - b) De acordo com as informações prestadas pelas autoridades helénicas, as entregas relativas à campanha de 1994/95 encontravam-se, em Dezembro de

1994, a um nível 12,49% inferior ao perfil dessa época do ano. É, pois, evidente que a quota grega não será atingida na campanha de 1994/95.

- c) A produção de queijo de leite de vaca quase que duplicou na Grécia entre 1993 e 1994, tendo passado de 4 700 para 8 400 t. O aumento da produção de leite na Grécia encaminhou-se em grande parte para a produção de queijos, sendo esta uma das razões da pressão sobre o mercado do leite de consumo. É conveniente, no entanto, notar que o consumo de queijos se eleva, no total, a 230 000 toneladas.

Proposta

A Comissão propõe ao Conselho confirmar, relativamente a 1995/1996 e relativamente aos anos seguintes, os aumentos da quantidade nacional garantida concedidas à Itália e à Grécia, e confirmar como quotas relativas a entregas a reserva de 347 701 toneladas constante da quantidade suplementar concedida à Itália a título de 1994-95.

Proposta de

REGULAMENTO (CE) DO CONSELHO

**que altera o Regulamento (CEE) nº 3950/92
que institui uma imposição suplementar no
sector do leite e dos produtos lácteos**

Exposição dos motivos

Ao adoptar em 27 de Julho de 1994 o Regulamento nº 1883/94, que fixou as quantidades globais garantidas em relação ao período de 1994/95, o Conselho pediu à Comissão que lhe apresentasse um relatório acompanhado de propostas sobre a questão de se saber se os montantes do aumento respeitante à Grécia e à Itália deviam ser mantidos em 1995/96 e anos seguintes.

Desde que o Conselho fez o pedido, o FEOGA tem acompanhado de perto a situação nos dois Estados-membros, através da realização de várias missões de controlo, tanto nas capitais como nas regiões. Aquando das suas visitas, os agentes de controlo do FEOGA beneficiaram de uma colaboração total. A última missão terminou em 15 de Fevereiro.

O relatório em anexo e as propostas que o acompanham são apresentados na sequência do pedido do Conselho, deles constando, além disso, o pedido formulado pela Grécia de mais um aumento da sua quantidade global garantida.

que altera o Regulamento (CEE) nº 3950/92 que institui
uma imposição suplementar no sector do leite
e dos produtos lácteos

O CONSELHO DA UNIÃO EUROPEIA,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 43º,

Tendo em conta a proposta da Comissão¹,

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu²,

Considerando que as situações respectivas de Itália e da Grécia foram objecto de um exame especial destinado a verificar se os aumentos da quantidade global garantida fixada para estes dois Estados-membros no artigo 3º do Regulamento (CEE) nº 3950/92³ podem ser mantidas em 1995/96 e nos anos seguintes; que a Comissão apresentou ao Conselho da União Europeia e ao Parlamento Europeu um relatório sobre a aplicação do regime das quotas em Itália e na Grécia⁴; que esse relatório permite à Comissão concluir que estes dois Estados-membros respeitaram globalmente as condições estabelecidas pelo Conselho em relação à execução do regime das quotas leiteiras e, no que se refere a Itália, as condições relativas à utilização da reserva de 347 701 toneladas;

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO :

¹ JO nº C de , p. .

² JO nº C de , p. .

³ JO nº L 405 de 31.12.1992, p. 1. Regulamento com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CE) nº 630/95 (JO nº L 66 de 23.3.1995, p. 11).

⁴

Artigo 1º

No artigo 3º do Regulamento (CEE) nº 3950/92, o nº 2 é alterado do seguinte modo:

1. É suprimida a última frase do quarto parágrafo.
2. É aditado o seguinte parágrafo:

"O aumento das quantidades globais das entregas, concedido para o período de 1994/95 para a Grécia e a Itália é consolidado a partir do período de 1995/96."

Artigo 2º

O presente regulamento entra em vigor no sétimo dia seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O presente regulamento é aplicável a partir de 1 de Abril de 1995.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

COM(95) 147 final

DOCUMENTOS

PT

03

N.º de catálogo : CB-CO-95-126-PT-C

ISBN 92-77-87210-1

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias

L-2985 Luxemburgo



Bryssel, 19.04.1995
KOM(95) 147 lopull.

95/0096 (CNS)

KERTOMUS NEUVOSTOLLE JA PARLAMENTILLE

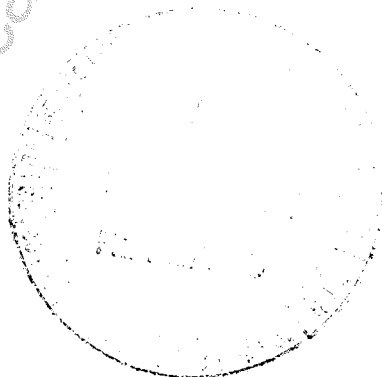
**maitokiintiöjärjestelmän
soveltamisesta Italiassa ja Kreikassa**

Ehdotus

NEUVOSTON ASETUKSEKSI (EY)

**maito- ja maitotuotealan lisämaksusta
annetun asetuksen (ETY) N:o 3950/92
muuttamisesta**

(komission esittämä)



Report to the Council and the European Parliament
on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece

Introduction

1. On 27 July 1994 the Council adopted on the basis of Commission report COM (94) 64 final of 2 March 1994 and additional report COM(94) 150 final of 18 April 1994 Regulation (EC) No 1883/94 determining the guaranteed total quantities for the period 1994/95. The last paragraph of Article 1 provides as follows:

"The increase in total quantities of deliveries granted for the period 1993/94 for Greece, Spain and Italy shall be established for Spain and shall be extended for the period 1994/95 for Greece and Italy. The total quantity of deliveries for Italy includes a reserve of 347 701 tonnes for allocation, in so far as necessary and in agreement with the Commission, of reference quantities to producers who have brought legal proceedings against a national administration following withdrawal of their reference quantities and obtained judgment in their favour. Before the period 1995/96 the Commission will submit to the Council a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and the amount of the increase for Italy must be maintained in 1995/96 and for the subsequent years."

This report, and the accompanying proposals, fulfils that requirement. It reflects the situation observed during inspection visits to the two Member States, the most recent of which ended on 15 February, and includes all significant developments brought to the attention of the Commission since the previous report.

Requirements to be met

2. The increases in the national guaranteed quantity allocated from 1993/94 to Italy (0.9 million tonnes, including the reserve of 347 701 tonnes) and Greece (0.1 million tonnes) were subject to effective implementation of the quota scheme. Certain key requirements provide an appropriate framework within which progress achieved in each Member State can be assessed. These include:

- (a) adoption of implementing regulations;
- (b) calculation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92, together with individual references for fat;
- (c) setting up and equipping of a central agency to verify production records and collection of levies;
- (d) satisfactory records of production;
- (e) collection of levies from producers.

In addition, from the 1995/96 marketing year the sum of the quotas allocated by Italy must correspond to the amounts set by the Council (point (f) of this report).

Commission monitoring

3. Following the adoption of the Council Regulation on 27 July 1994 the Commission departments have been monitoring very closely the situation in the two Member States. In the period since the last report to the Council the EAGGF has made 8 inspection visits to Rome and 11 to the regions of Italy and 3 to Athens and the main milk-producing regions in Greece. Commission inspectors have received full cooperation in the course of these visits.

As with earlier Commission reports, the approach in this report is to measure progress against the requirements identified for the grant of increases in the national guaranteed quantity.

(a) Adoption of implementing regulations

4. In Italy a legal measure has been adopted (Decreto Legge No 727 of 23 December 1994) in order to limit, in 1995/96, the grant of individual quotas to a total that will allow the national guaranteed quantity to be observed (9 930 000 tonnes), while leaving a reserve to cover special situations and the outcome of legal proceedings which are still pending. A number of other measures covering such matters as the national compensation mechanism and the national reserve are expected to be adopted.

On 9 November 1994 an order was adopted in Greece establishing a national reserve and determining the quotas for 1994/95 to which a 2.5% across-the-board cut was applied. All the laws required for the implementation of the milk quota scheme have now been adopted.

5. The Commission has expressed reservations about the role of the producers' associations in administering certain aspects of the scheme in Italy, in particular the compensation mechanism.

The Commission's concern about the role of these associations is heightened by a provision in the national implementing rules which leaves open the possibility that the National Union of Milk Producers (UNALAT) may assume responsibility for managing the flow of information on milk deliveries and other aspects of the quota scheme. In particular, the producers' associations effect the end-of-year compensations between producers with deliveries under and over quota. The Commission has initiated an infringement procedure under Article 169 of the Treaty and has asked the Italian authorities to ensure that the quota arrangements are applied independently of producers' organizations and that such organizations not be involved, in any case, in any of the control aspects.

(b) Calculation and allocation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92

6. The individual reference quantities have been calculated in the two Member States:
 - in Italy they have been fixed partly on the basis of deliveries in 1988/89 (known as A quotas) and partly on the basis of the increase in deliveries between 1988/89 and 1991/92 (known as B quotas, which are provisional);
 - in Greece, in November 1993, the authorities altered the basis for allocating the quotas which had been adopted in June of that year. The quotas are now calculated according to a formula that includes deliveries in 1991/92 and 1992/93 with greater weight being given to the latter.
7. There have been delays in the procedure for allocating quotas to producers, mainly as a result of the examination of appeals against allocation decisions.

In Italy, as had been agreed in the Council, the Commission departments verified the procedure introduced for examining administrative appeals, and in particular inspection reports and supporting documents. Out of 40 843 applications for the review of individual allocations, 24 030 were found *prima facie* to be justified, by agreement between the national authorities and the Commission, and were included in the amending bulletin of 15 December 1994, which raised the total for the individual quotas by 577 400 tonnes. The verification undertaken in Rome and the regions confirmed that the whole of the reserve had been properly allocated.
8. The authorities are continuing to examine appeals, of which 12 759 were still outstanding on the publication of the amending bulletin for 1994/95. Quantities still to be allocated on completion of the appeal procedure will be allocated in 1995/96 and charged against the reserve to be established through the suppression of part of the B quotas. The balance of the B quotas has been retained in 1995/96. Room for manoeuvre exists in that, where necessary, quotas can be allocated later to producers who have appealed, even in situations where the reserve has been used up. The reserve of 235.948 tonnes was established on the publication of the 1995/96 quotas.

Examination of the Law adopted by the Italian Parliament on 24 February 1995 indicates, however, that the range of admissible appeals could be increased considerably as a result mainly of the admission of claims by beneficiaries of regional development plans, and of the acknowledgement of entitlement to claimed quotas pending a final decision on appeals. The Commission informed the Italian authorities on 13 March 1995 that it cannot accept that the sum of the quotas applicable, including those of producers who have lodged an appeal, should exceed the guaranteed total quantity at any time after 1 April 1995.

9. In Greece the authorities allocated the quotas for 1994/95, again with a considerable delay, the allocation only being made in November 1994. As in Italy, a number of producers appealed against their allocation. All have now been dealt with. However, a difficulty arose on completion of the procedure in that an extra 24 000 tonnes of quota were needed as a result of judgments awarded in favour of some producers. Because the original reserve was insufficient (7 400 tonnes), and in order to remain within the national guaranteed quantity, a 2.5% across-the-board reduction was applied to all quotas. For 1994/95 an allocation of 620 053 tonnes was made and a national reserve of 6 000 tonnes established. Requests from new producers (around 1 500) have still to be met however.

It has been established, lastly, from the end-of-year accounts that 2 300 producers with no quota made deliveries in 1993/94. Even though only small producers were involved and the production was declared, the Greek authorities have been asked to remedy the situation as quickly as possible since the producers in question will be subject to heavy penalties if there is an overrun of the guaranteed total quantity, and consequently measures have been adopted.

10. Allocation of quotas for direct sales

In Italy the quotas for direct sales were allocated in accordance with the same conditions and procedures as were applied to deliveries. The structural conversion of marketing from direct sales to deliveries is continuing and Italy has agreed to a large number of individual requests for transfers between quotas for direct sales and quotas for deliveries, as provided for under the Community rules. The Commission has therefore adjusted the allocation of the overall quantities for Italy by Regulation (EC) No 630/95 of 23.03.1995.

In Greece the quotas for direct sales for 1993/94 were allocated after the end of the marketing year. The quantity allocated concerns only 162 producers and a total of 862 tonnes out of the 4 528 tonnes of national quantity available. No other significant information is available since the producers of milk for direct sales have not submitted declarations for 1993/94 and on top of that direct sales are officially discouraged on public health grounds in a number of regions.

(c) Setting up and equipping of a central agency to verify production records and the collection of levies

11. The two Member States have designated central agencies.

From the operational point of view EIMA in Italy has been responsible from the outset for the establishment and monitoring of the quota scheme and has played an active role in both these tasks.

The situation is different in Greece. The powers, functions and resources of the central agency, ELOG, were prescribed by law in June 1993 but it was not until 18 April 1994 that it actually took on responsibility for administering the quota scheme. The head office in Thessalonika, which is adequately equipped, has been the main driving force behind the progress that has been achieved in Greece. Concern was nevertheless expressed regarding staff recruited in 1994 on a temporary basis whose contracts were not renewed in 1995. ELOG has now recruited a number of staff sufficient to fulfil its obligations.

Up to now the two agencies established in Italy and Greece have performed their duties.

(d) Satisfactory records of production

12. The authorities' first duty was to approve purchasers. In Italy this has been carried out by the regional authorities. In Greece ELOG administered the approval procedure. In Italy, with the exception of a number of marginal cases - which are now being dealt with - , this task can be said to have been properly carried out. In Greece it would appear that not all milk purchasers have been identified or approved. The authorities at the moment are speeding up an investigation designed to complete the approval procedure.
13. In Italy the majority of the declarations from purchasers in the major milk-producing regions arrived before the statutory deadline of 15 May. Where a purchaser failed to fulfil the obligation to submit a declaration of deliveries, the producers' associations equalled out the overruns using the supporting documents (invoices) submitted by the producers in order to calculate the quantities delivered to the purchasers who had failed to submit returns. Administrative checks on these declarations, by EIMA, which should have been completed by 31 August 1994, were considerably delayed by virtue of the fact that this was the first year the procedure was being applied and it was only in mid-February 1995 that the Italian authorities could calculate the deliveries for 1993/94 more or less definitively at 9 606 033 tonnes. The only significant shortcoming was the failure by some small dairies to determine the fat content of the milk delivered.

Physical checks on dairies and producers, required under Community rules, were undertaken and satisfactorily carried out in most dairies. Purchasers who failed to submit returns were all included in the sample of undertakings to be checked, which was sent by EIMA to the regional authorities responsible for carrying out the checks.

14. In Greece, generally speaking, declarations were submitted by 15 May 1994. Since the figures they contained were frequently inaccurate, particularly in the case of producers who had changed purchaser during the year, the central agency, ELOG, asked purchasers to present a second declaration and once that had been processed it was possible to establish that deliveries for 1993/94 were below the guaranteed total quantity: 602 106 tonnes rather than 625 985 tonnes. Mistakes have still to be corrected but are unlikely to affect that figure significantly.

As in Italy, small dairies did not make an analysis of fat content. Since this involves a small number of producers only (some 5%), it is not likely to jeopardize the overall operation of the system, or undermine the figures provided by the Greek authorities for 1993/94.

The declarations made by purchasers included some 2 300 producers who had no quota, covering deliveries amounting to 19 116 tonnes (see point 9).

ELOG carried out all the on-the-spot checks on purchasers planned for 1993/94 with the assistance of the regional agricultural authorities.

(e) Collection of levies from producers

15. In Italy, as is permitted under Community rules, levies were collected in the form of advances during the marketing year. Greece chose not to apply this system.

In Italy, after equalling out had taken place at the level of the producers' associations and following a number of transfers between quotas for deliveries and transfers for direct sales, no overruns were recorded at national level, and the purchasers were called upon to reimburse the advance, as required under national law.

In Greece too the national quota was not exceeded. Consequently, as provided for under Community rules, no levy was collected, including from producers who made deliveries but had no quota.

(f) Quantitative aspects

16. Following the publication of the decision of 31.03.1995, Italy allocated individual quotas to 110.415 producers as follows:

	A quota (permanent)	B quota (provisional)	Total (1 000 t)	National quota (1)
Deliveries	8 330	1 084	9 414	9 632
Direct sales	255	25	280	298
Total	8 585	1 109	9 694	9 930

- (1) After transfer between quotas for direct sales and quotas for deliveries of 420 000 tonnes decided on 23.03.1995

Compared with the quotas allocated, as shown in the table above, deliveries in 1993/94 are calculated to be 9 606 033 tonnes and direct sales to 217 687 tonnes, i.e. a total of 9 823 720 tonnes. From these figures it can be seen that production is 1% below the national guaranteed quantity (9 930 000 tonnes).

There is a danger, however, that acknowledgement of the quotas of producers appealing against their allocation (see point 8 above) could bring the total of the quotas applicable above the national guaranteed quantity. If that should happen, financial consequences may be drawn as part of the accounts clearance operation, as has happened in the case of other Member States in similar circumstances.

17. In the case of Greece, the quotas allocated for 1994/95 amount to 620 053 tonnes, as compared with a total reference quantity (deliveries) of 625 985 tonnes. Given that production declared in 1993/94 amounted to 602 106 tonnes, it is very likely that production in 1994/95 will reach the level of the national guaranteed quantity.

Conclusions on the implementation of the system

18. With some exceptions such as those referred to in paragraph 5, all the laws required have been adopted in Italy and Greece. Significant progress has been achieved in implementing the milk quota scheme, although there have been delays in completing the procedure for allocating individual quotas to producers in the two countries and in the recording and administrative control of returns of deliveries.

The Commission concludes therefore that the two Member States have on the whole complied with the Council requirements for the implementation of the milk quota scheme in 1993/94, and that Italy has satisfied those concerning the use of the reserve for allocation to producers who obtain judgment in their favour in legal proceedings and compliance with the national guaranteed quantity on 1 April 1995.

The Commission departments will continue to ensure that the scheme is properly applied and to improve various aspects that remain to be improved and, in situations where it is not being applied properly, will take any action that may be necessary under the accounts clearance procedure and/or the infringement procedure.

Assessment of the request for an additional increase in the Greek quota

19. In their memorandum on the allocation of an additional quota, the Greek authorities request an increase of 125 000 tonnes in the national milk quota for the 1995/96 marketing year in addition to the increase of 100 000 tonnes granted provisionally for the period 1993/94.

The arguments put forward are similar to those advanced in 1992 to support the request for an increase of 100 000 tonnes. The small, but rapidly growing quantity of milk used for the preparation of fresh products, the small volume of the Greek quota compared with those of other Member States, the fact that Greece does not use the intervention mechanisms provided for under the COM to any great extent, the distance of Greece from Community regions with milk surpluses, a producer price at a fairly high level compared with the target price and the low level of self-sufficiency in cow's milk are all referred to in the Greek memorandum.

Greece is distinguished by its distance from the surplus regions, but the situation as regards the level of self-sufficiency and the pressure on milk prices is similar in other Member States.

20. Although the Commission considers that Greece has generally respected the conditions laid down by the Council for the introduction of the quota scheme and the provisional increase in the quota decided upon at the time can be confirmed, it is not possible at this stage to accept the Greek arguments for an additional increase for the following reasons:

- (a) Deliveries in Greece during the 1993/94 marketing year, corrected according to fat content, were of the order of 602 000 tonnes as against a quota of 625 985 tonnes. Production was therefore around 24 000 tonnes less than the quota.
- (b) According to information supplied by the Greek authorities, deliveries for the 1994/95 marketing year were, in December 1994, 12.49% below the level expected at that time of year. It is therefore clear that the Greek quota will not be exhausted during the 1994/95 marketing year.

- (c) Production of cheese from cow's milk almost doubled in Greece between 1993 and 1994, from 4 700 tonnes to 8 400 tonnes. The increase in milk production in Greece went, to a great extent, therefore, to cheese production and this is one of the causes of the pressure on the market for drinking milk. It should however be noted that consumption of cheese totals 230 000 tonnes.

Proposal

The Commission proposes that the Council reaffirm for 1995/96 and subsequent years the increases in the national guaranteed quantity granted to Italy and Greece and confirm as quotas for deliveries the reserve of 347 701 tonnes included in the additional quantity granted to Italy for 1994/95.

Ehdotus

NEUVOSTON ASETUS (EY)

maito- ja maitotuotealan lisämaksusta
annetun asetuksen (ETY) N:o 3950/92
muuttamisesta

EXPLANATORY MEMORANDUM

When adopting, on 27 July 1994, Regulation (EC) No 1883/94 fixing the total guaranteed quantities for 1994/95, the Council requested the Commission to submit a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and Italy must be maintained in 1995/96 and subsequent years.

Since the adoption of that Council Regulation, the EAGGF has monitored the situation in the two Member States very closely, carrying out several inspection visits both to the capitals and to regions. The EAGGF inspectors have received full cooperation during their visits. The most recent mission was completed on 15 February.

The attached report and the accompanying proposals are presented pursuant to the Council's request and include an evaluation of Greece's request for a further increase in its total guaranteed quantity.

maito- ja maitotuotealan lisämaksusta
annetun asetuksen (ETY) N:o 3950/92 muuttamisesta

EUROOPAN UNIONIN NEUVOSTO, joka

ottaa huomioon Euroopan yhteisön perustamissopimuksen ja erityisesti sen 43 artiklan,

ottaa huomioon komission ehdotuksen¹,

ottaa huomioon Euroopan parlamentin lausunnon²,

sekä katsoo, että

Italian ja Kreikan tilanteet ovat olleet erityisen tarkastelun kohteena sen varmistamiseksi, voidaanko asetuksen (ETY) N:o 3950/92³ 3 artiklassa vahvistetun taatun kokonaismäärän korotukset säilyttää näiden kahden jäsenvaltion osalta jaksolla 1995/1996 ja sitä seuraavina vuosina; komissio on esittänyt Euroopan unionin neuvostolle ja Euroopan parlamentille kertomuksen maitokiintiöjärjestelmän soveltamisesta Italiassa ja Kreikassa⁴; komissio voi tämän kertomuksen perusteella todeta, että maitokiintiöjärjestelmän käyttöönottoa koskevat neuvoston edellytykset ovat kyseisten jäsenvaltioiden osalta kokonaisuudessaan täyttyneet ja että Italia on noudattanut 347 701 tonnin varaston käyttöä koskevia edellytyksiä,

ON ANTANUT TÄMÄN ASETUKSEN:

¹EYVL N:o C,, s.

²EYVL N:o C,, s.

³EYVL N:o L 405, 31.12.1992, s. 1. Asetus sellaisena kuin se on viimeksi muutettuna asetuksella (EY) N:o 630/95 (EYVL N:o L 66, 23.3.1995, s. 11).

⁴

1 artikla

Muutetaan asetuksen (ETY) N:o 3950/92 3 artiklan 2 kohta seuraavasti:

1. Poistetaan neljännen alakohdan viimeinen virke.

2. Lisätään seuraava alakohta:

"Vahvistetaan Italialle ja Kreikalle jaksoksi 1994/1995 myönnetty toimitusten kokonaismäärien korotus jakson 1995/1996 alusta."

2 artikla

Tämä asetus tulee voimaan seitsemäntenä päivänä sen jälkeen, kun se on julkaistu *Euroopan yhteisöjen virallisessa lehdessä*.

Sitä sovelletaan 1 päivästä huhtikuuta 1995.

Tämä asetus on kaikilta osiltaan velvoittava, ja sitä sovelletaan sellaisenaan kaikissa jäsenvaltioissa.

Tehty Brysselissä

Neuvoston puolesta

ISSN 1024-4492

KOM(95) 147 lopullinen

ASIAKIRJAT

FI

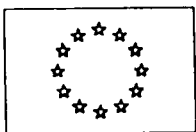
03

Luettelonumero : CB-CO-95-126-FI-C

ISBN 92-77-87211-X

Euroopan yhteisöjen virallisten julkaisujen toimisto

L-2985 Luxembourg



Bryssel den 19.04.1995
KOM(95) 147 slutlig

95/0096 (CNS)

RAPPORT TILL RÅDET OCH PARLAMENTET

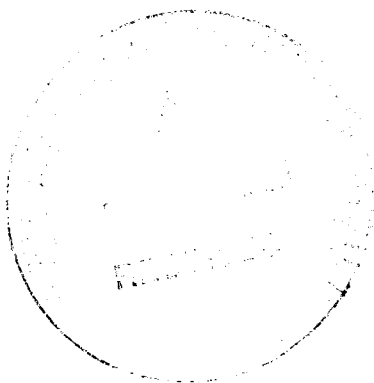
**om tillämpningen av systemet med mjölkkvoter
i Italien och Grekland**

Förslag till

RÅDETS FÖRORDNING (EG)

**om ändring av förordning (EEG) nr 3950/92
om införande av en tilläggsavgift inom
sektorn för mjölk och mjölkprodukter**

(framlagt av Kommissionen)



Report to the Council and the European Parliament
on the application of the milk quota scheme
in Italy and Greece

Introduction

1. On 27 July 1994 the Council adopted on the basis of Commission report COM (94) 64 final of 2 March 1994 and additional report COM(94) 150 final of 18 April 1994 Regulation (EC) No 1883/94 determining the guaranteed total quantities for the period 1994/95. The last paragraph of Article 1 provides as follows:

"The increase in total quantities of deliveries granted for the period 1993/94 for Greece, Spain and Italy shall be established for Spain and shall be extended for the period 1994/95 for Greece and Italy. The total quantity of deliveries for Italy includes a reserve of 347 701 tonnes for allocation, in so far as necessary and in agreement with the Commission, of reference quantities to producers who have brought legal proceedings against a national administration following withdrawal of their reference quantities and obtained judgment in their favour. Before the period 1995/96 the Commission will submit to the Council a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and the amount of the increase for Italy must be maintained in 1995/96 and for the subsequent years."

This report, and the accompanying proposals, fulfils that requirement. It reflects the situation observed during inspection visits to the two Member States, the most recent of which ended on 15 February, and includes all significant developments brought to the attention of the Commission since the previous report.

Requirements to be met

2. The increases in the national guaranteed quantity allocated from 1993/94 to Italy (0.9 million tonnes, including the reserve of 347 701 tonnes) and Greece (0.1 million tonnes) were subject to effective implementation of the quota scheme. Certain key requirements provide an appropriate framework within which progress achieved in each Member State can be assessed. These include:
- (a) adoption of implementing regulations;
 - (b) calculation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92, together with individual references for fat;
 - (c) setting up and equipping of a central agency to verify production records and collection of levies;
 - (d) satisfactory records of production;
 - (e) collection of levies from producers.

In addition, from the 1995/96 marketing year the sum of the quotas allocated by Italy must correspond to the amounts set by the Council (point (f) of this report).

Commission monitoring

3. Following the adoption of the Council Regulation on 27 July 1994 the Commission departments have been monitoring very closely the situation in the two Member States. In the period since the last report to the Council the EAGGF has made 8 inspection visits to Rome and 11 to the regions of Italy and 3 to Athens and the main milk-producing regions in Greece. Commission inspectors have received full cooperation in the course of these visits.

As with earlier Commission reports, the approach in this report is to measure progress against the requirements identified for the grant of increases in the national guaranteed quantity.

(a) Adoption of implementing regulations

4. In Italy a legal measure has been adopted (Decreto Legge No 727 of 23 December 1994) in order to limit, in 1995/96, the grant of individual quotas to a total that will allow the national guaranteed quantity to be observed (9 930 000 tonnes), while leaving a reserve to cover special situations and the outcome of legal proceedings which are still pending. A number of other measures covering such matters as the national compensation mechanism and the national reserve are expected to be adopted.

On 9 November 1994 an order was adopted in Greece establishing a national reserve and determining the quotas for 1994/95 to which a 2.5% across-the-board cut was applied. All the laws required for the implementation of the milk quota scheme have now been adopted.

5. The Commission has expressed reservations about the role of the producers' associations in administering certain aspects of the scheme in Italy, in particular the compensation mechanism.

The Commission's concern about the role of these associations is heightened by a provision in the national implementing rules which leaves open the possibility that the National Union of Milk Producers (UNALAT) may assume responsibility for managing the flow of information on milk deliveries and other aspects of the quota scheme. In particular, the producers' associations effect the end-of-year compensations between producers with deliveries under and over quota. The Commission has initiated an infringement procedure under Article 169 of the Treaty and has asked the Italian authorities to ensure that the quota arrangements are applied independently of producers' organizations and that such organizations not be involved, in any case, in any of the control aspects.

(b) Calculation and allocation of individual reference quantities on the basis of deliveries to purchasers in 1991/92

6. The individual reference quantities have been calculated in the two Member States:
- in Italy they have been fixed partly on the basis of deliveries in 1988/89 (known as A quotas) and partly on the basis of the increase in deliveries between 1988/89 and 1991/92 (known as B quotas, which are provisional);
 - in Greece, in November 1993, the authorities altered the basis for allocating the quotas which had been adopted in June of that year. The quotas are now calculated according to a formula that includes deliveries in 1991/92 and 1992/93 with greater weight being given to the latter.
7. There have been delays in the procedure for allocating quotas to producers, mainly as a result of the examination of appeals against allocation decisions.
- In Italy, as had been agreed in the Council, the Commission departments verified the procedure introduced for examining administrative appeals, and in particular inspection reports and supporting documents. Out of 40 843 applications for the review of individual allocations, 24 030 were found *prima facie* to be justified, by agreement between the national authorities and the Commission, and were included in the amending bulletin of 15 December 1994, which raised the total for the individual quotas by 577 400 tonnes. The verification undertaken in Rome and the regions confirmed that the whole of the reserve had been properly allocated.
8. The authorities are continuing to examine appeals, of which 12 759 were still outstanding on the publication of the amending bulletin for 1994/95. Quantities still to be allocated on completion of the appeal procedure will be allocated in 1995/96 and charged against the reserve to be established through the suppression of part of the B quotas. The balance of the B quotas has been retained in 1995/96. Room for manoeuvre exists in that, where necessary, quotas can be allocated later to producers who have appealed, even in situations where the reserve has been used up. The reserve of 235.948 tonnes was established on the publication of the 1995/96 quotas.

Examination of the Law adopted by the Italian Parliament on 24 February 1995 indicates, however, that the range of admissible appeals could be increased considerably as a result mainly of the admission of claims by beneficiaries of regional development plans, and of the acknowledgement of entitlement to claimed quotas pending a final decision on appeals. The Commission informed the Italian authorities on 13 March 1995 that it cannot accept that the sum of the quotas applicable, including those of producers who have lodged an appeal, should exceed the guaranteed total quantity at any time after 1 April 1995.

9. In Greece the authorities allocated the quotas for 1994/95, again with a considerable delay, the allocation only being made in November 1994. As in Italy, a number of producers appealed against their allocation. All have now been dealt with. However, a difficulty arose on completion of the procedure in that an extra 24 000 tonnes of quota were needed as a result of judgments awarded in favour of some producers. Because the original reserve was insufficient (7 400 tonnes), and in order to remain within the national guaranteed quantity, a 2.5% across-the-board reduction was applied to all quotas. For 1994/95 an allocation of 620 053 tonnes was made and a national reserve of 6 000 tonnes established. Requests from new producers (around 1 500) have still to be met however.

It has been established, lastly, from the end-of-year accounts that 2 300 producers with no quota made deliveries in 1993/94. Even though only small producers were involved and the production was declared, the Greek authorities have been asked to remedy the situation as quickly as possible since the producers in question will be subject to heavy penalties if there is an overrun of the guaranteed total quantity, and consequently measures have been adopted.

10. Allocation of quotas for direct sales

In Italy the quotas for direct sales were allocated in accordance with the same conditions and procedures as were applied to deliveries. The structural conversion of marketing from direct sales to deliveries is continuing and Italy has agreed to a large number of individual requests for transfers between quotas for direct sales and quotas for deliveries, as provided for under the Community rules. The Commission has therefore adjusted the allocation of the overall quantities for Italy by Regulation (EC) No 630/95 of 23.03.1995.

In Greece the quotas for direct sales for 1993/94 were allocated after the end of the marketing year. The quantity allocated concerns only 162 producers and a total of 862 tonnes out of the 4 528 tonnes of national quantity available. No other significant information is available since the producers of milk for direct sales have not submitted declarations for 1993/94 and on top of that direct sales are officially discouraged on public health grounds in a number of regions.

(c) Setting up and equipping of a central agency to verify production records and the collection of levies

11. The two Member States have designated central agencies.

From the operational point of view EIMA in Italy has been responsible from the outset for the establishment and monitoring of the quota scheme and has played an active role in both these tasks.

The situation is different in Greece. The powers, functions and resources of the central agency, ELOG, were prescribed by law in June 1993 but it was not until 18 April 1994 that it actually took on responsibility for administering the quota scheme. The head office in Thessalonika, which is adequately equipped, has been the main driving force behind the progress that has been achieved in Greece. Concern was nevertheless expressed regarding staff recruited in 1994 on a temporary basis whose contracts were not renewed in 1995. ELOG has now recruited a number of staff sufficient to fulfil its obligations.

Up to now the two agencies established in Italy and Greece have performed their duties.

(d) Satisfactory records of production

12. The authorities' first duty was to approve purchasers. In Italy this has been carried out by the regional authorities. In Greece ELOG administered the approval procedure. In Italy, with the exception of a number of marginal cases - which are now being dealt with -, this task can be said to have been properly carried out. In Greece it would appear that not all milk purchasers have been identified or approved. The authorities at the moment are speeding up an investigation designed to complete the approval procedure.
13. In Italy the majority of the declarations from purchasers in the major milk-producing regions arrived before the statutory deadline of 15 May. Where a purchaser failed to fulfil the obligation to submit a declaration of deliveries, the producers' associations equalled out the overruns using the supporting documents (invoices) submitted by the producers in order to calculate the quantities delivered to the purchasers who had failed to submit returns. Administrative checks on these declarations, by EIMA, which should have been completed by 31 August 1994, were considerably delayed by virtue of the fact that this was the first year the procedure was being applied and it was only in mid-February 1995 that the Italian authorities could calculate the deliveries for 1993/94 more or less definitively at 9 606 033 tonnes. The only significant shortcoming was the failure by some small dairies to determine the fat content of the milk delivered.

Physical checks on dairies and producers, required under Community rules, were undertaken and satisfactorily carried out in most dairies. Purchasers who failed to submit returns were all included in the sample of undertakings to be checked, which was sent by EIMA to the regional authorities responsible for carrying out the checks.

14. In Greece, generally speaking, declarations were submitted by 15 May 1994. Since the figures they contained were frequently inaccurate, particularly in the case of producers who had changed purchaser during the year, the central agency, ELOG, asked purchasers to present a second declaration and once that had been processed it was possible to establish that deliveries for 1993/94 were below the guaranteed total quantity: 602 106 tonnes rather than 625 985 tonnes. Mistakes have still to be corrected but are unlikely to affect that figure significantly.

As in Italy, small dairies did not make an analysis of fat content. Since this involves a small number of producers only (some 5%), it is not likely to jeopardize the overall operation of the system, or undermine the figures provided by the Greek authorities for 1993/94.

The declarations made by purchasers included some 2 300 producers who had no quota, covering deliveries amounting to 19 116 tonnes (see point 9).

ELOG carried out all the on-the-spot checks on purchasers planned for 1993/94 with the assistance of the regional agricultural authorities.

(e) Collection of levies from producers

15. In Italy, as is permitted under Community rules, levies were collected in the form of advances during the marketing year. Greece chose not to apply this system.

In Italy, after equalling out had taken place at the level of the producers' associations and following a number of transfers between quotas for deliveries and transfers for direct sales, no overruns were recorded at national level, and the purchasers were called upon to reimburse the advance, as required under national law.

In Greece too the national quota was not exceeded. Consequently, as provided for under Community rules, no levy was collected, including from producers who made deliveries but had no quota.

(f) Quantitative aspects

16. Following the publication of the decision of 31.03.1995, Italy allocated individual quotas to 110.415 producers as follows:

	A quota (permanent)	B quota (provisional)	Total (1 000 t)	National quota (1)
Deliveries	8 330	1 084	9 414	9 632
Direct sales	255	25	280	298
Total	8 585	1 109	9 694	9 930

- (1) After transfer between quotas for direct sales and quotas for deliveries of 420 000 tonnes decided on 23.03.1995

Compared with the quotas allocated, as shown in the table above, deliveries in 1993/94 are calculated to be 9 606 033 tonnes and direct sales to 217 687 tonnes, i.e. a total of 9 823 720 tonnes. From these figures it can be seen that production is 1% below the national guaranteed quantity (9 930 000 tonnes).

There is a danger, however, that acknowledgement of the quotas of producers appealing against their allocation (see point 8 above) could bring the total of the quotas applicable above the national guaranteed quantity. If that should happen, financial consequences may be drawn as part of the accounts clearance operation, as has happened in the case of other Member States in similar circumstances.

17. In the case of Greece, the quotas allocated for 1994/95 amount to 620 053 tonnes, as compared with a total reference quantity (deliveries) of 625 985 tonnes. Given that production declared in 1993/94 amounted to 602 106 tonnes, it is very likely that production in 1994/95 will reach the level of the national guaranteed quantity.

Conclusions on the implementation of the system

18. With some exceptions such as those referred to in paragraph 5, all the laws required have been adopted in Italy and Greece. Significant progress has been achieved in implementing the milk quota scheme, although there have been delays in completing the procedure for allocating individual quotas to producers in the two countries and in the recording and administrative control of returns of deliveries.

The Commission concludes therefore that the two Member States have on the whole complied with the Council requirements for the implementation of the milk quota scheme in 1993/94, and that Italy has satisfied those concerning the use of the reserve for allocation to producers who obtain judgment in their favour in legal proceedings and compliance with the national guaranteed quantity on 1 April 1995.

The Commission departments will continue to ensure that the scheme is properly applied and to improve various aspects that remain to be improved and, in situations where it is not being applied properly, will take any action that may be necessary under the accounts clearance procedure and/or the infringement procedure.

Assessment of the request for an additional increase in the Greek quota

19. In their memorandum on the allocation of an additional quota, the Greek authorities request an increase of 125 000 tonnes in the national milk quota for the 1995/96 marketing year in addition to the increase of 100 000 tonnes granted provisionally for the period 1993/94.

The arguments put forward are similar to those advanced in 1992 to support the request for an increase of 100 000 tonnes. The small, but rapidly growing quantity of milk used for the preparation of fresh products, the small volume of the Greek quota compared with those of other Member States, the fact that Greece does not use the intervention mechanisms provided for under the COM to any great extent, the distance of Greece from Community regions with milk surpluses, a producer price at a fairly high level compared with the target price and the low level of self-sufficiency in cow's milk are all referred to in the Greek memorandum.

Greece is distinguished by its distance from the surplus regions, but the situation as regards the level of self-sufficiency and the pressure on milk prices is similar in other Member States.

20. Although the Commission considers that Greece has generally respected the conditions laid down by the Council for the introduction of the quota scheme and the provisional increase in the quota decided upon at the time can be confirmed, it is not possible at this stage to accept the Greek arguments for an additional increase for the following reasons:

- (a) Deliveries in Greece during the 1993/94 marketing year, corrected according to fat content, were of the order of 602 000 tonnes as against a quota of 625 985 tonnes. Production was therefore around 24 000 tonnes less than the quota.
- (b) According to information supplied by the Greek authorities, deliveries for the 1994/95 marketing year were, in December 1994, 12.49% below the level expected at that time of year. It is therefore clear that the Greek quota will not be exhausted during the 1994/95 marketing year.

- (c) Production of cheese from cow's milk almost doubled in Greece between 1993 and 1994, from 4 700 tonnes to 8 400 tonnes. The increase in milk production in Greece went, to a great extent, therefore, to cheese production and this is one of the causes of the pressure on the market for drinking milk. It should however be noted that consumption of cheese totals 230 000 tonnes.

Proposal

The Commission proposes that the Council reaffirm for 1995/96 and subsequent years the increases in the national guaranteed quantity granted to Italy and Greece and confirm as quotas for deliveries the reserve of 347 701 tonnes included in the additional quantity granted to Italy for 1994/95.

EXPLANATORY MEMORANDUM

When adopting, on 27 July 1994, Regulation (EC) No 1883/94 fixing the total guaranteed quantities for 1994/95, the Council requested the Commission to submit a report accompanied by proposals on whether the increase for Greece and Italy must be maintained in 1995/96 and subsequent years.

Since the adoption of that Council Regulation, the EAGGF has monitored the situation in the two Member States very closely, carrying out several inspection visits both to the capitals and to regions. The EAGGF inspectors have received full cooperation during their visits. The most recent mission was completed on 15 February.

The attached report and the accompanying proposals are presented pursuant to the Council's request and include an evaluation of Greece's request for a further increase in its total guaranteed quantity.

Förslag till
RÅDETS FÖRORDNING (EG)

om ändring av förordning (EEG) nr 3950/92
om införande av en tilläggsavgift inom
sektorn för mjölk och mjölkprodukter

om ändring av förordning (EEG) nr 3950/92 om införande av en tilläggsavgift inom sektorn för mjölk och mjölkprodukter

EUROPEISKA GEMENSKAPERNAS RÅD HAR BESLUTAT FÖLJANDE

med beaktande av Fördraget om upprättandet av Europeiska gemenskapen, särskilt artikel 43 i detta,

med beaktande av kommissionens förslag¹,

med beaktande av Europaparlamentets yttrande², och

med beaktande av följande:

Förhållandena i Italien och Grekland har varit föremål för en särskild undersökning för att kontrollera om de höjningar av den totala garanterade mängd som fastställs i artikel 3 i förordning (EEG) nr 3950/92³ kunde bibehållas för dessa två länder under 1995/96 och de närmast följande åren. Kommissionen har för Europeiska unionens råd och Europaparlamentet lagt fram en rapport om tillämpningen av systemet med mjölkkvoter i Italien och Grekland⁴. I denna rapport drar kommissionen slutsatsen att dessa två medlemsstater allmänt har iakttagit rådets villkor för införande av ett system med mjölkkvoter och, vad Italien beträffar, även systemet för användning av reserven på 347.701 ton.

HÄRIGENOM FÖRESKRIVS FÖLJANDE.

¹ EGT nr C , s. .

² EGT nr C , s. .

³ EGT nr L 405, 31.12.1992, s. 1. Förordningen senast ändrad genom förordning (EG) nr 630/95 (EGT nr L 66, 23.03. 1995, s. 11).

⁴

Artikel 1

Artikel 3.2 i förordning (EEG) nr 3950/92 skall ändras på följande sätt:

1. Sista meningen i fjärde stycket skall utgå.
2. Följande stycke skall läggas till:

"Höjningen av de totala mängderna för de leveranser som beviljats Grekland och Italien för 1994/95 bekräftas från och med 1995/96".

Artikel 2

Denna förordning träder i kraft den sjunde dagen efter det att den har offentliggjorts i *Europeiska gemenskapernas officiella tidning*.

Den skall tillämpas från och med den 1 april 1995.

Denna förordning är till alla delar bindande och direkt tillämplig i alla medlemsstater.

Utfärdad i Bryssel den

På kommissionens vägnar

ISSN 1024-4506

KOM(95) 147 slutlig

DOKUMENT

SV

03

Katalognummer : CB-CO-95-126-SV-C

ISBN 92-77-87212-8

Byrån för Europeiska gemenskapernas officiella publikationer

L-2985 Luxemburg